Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12466 – 4,20 F   Fondateur : Hubert Beuve-Méry   Directeur : André Fontaine   MERCREDI 27 FÉVRIER 1985

Repli tactique à Varsovie

Le gouvernement polonais vient de réviser ses projets de hausses de prix et d'accorder une augmentation de ressources aux catégories les plus défavorisées. D'autres avant lui avaient dû eux aussi renoncer – parfois après des épreuves de force dramatiques – à pratiquer la vérité des prix. La décision de Varsovie constitue un recul tactique devant l'opposition très ferme à laquelle se heurtaient les hausses de prix prévues.

M. Lech Walesa et les dirigeants clandestins de Solidarité avaient pris la tête du mouvement en lançant un appel à une grève générale symbolique d'un quart d'heure pour le 28 février. Mais ils avaient reçu un renfort notable lorsque les « nouveaux syndicats », très officiellement mis en place dans les entreprises après la proclamation de l'état de guerre au mois de décembre 1981 et la dissolution de Solidarité, avaient eux aussi dénoncé comme « inacceptables » les projets du gouvernement. Ainsi le pouvoir se donne au moins l'apparence de chercher la conciliation, non l'épreuve de force.

L'opération a un sens également très politique dans la mesure où elle tend à renforcer le crédit des « nouveaux syndicats », alors que ceux-ci éprouvent manifestement des difficultés à s'implanter dans le monde du travail. La manœuvre n'est pas tout à fait nouvelle : les mêmes « nouveaux syndicats » étaient montés en ligne il y a déjà un peu plus d'un an pour obtenir l'adoucissement de certaines mesures économiques. L'objectif est on ne peut plus clair, et la presse de Varsovie n'en fait pas mystère lorsqu'elle souligne le rôle de « partenaires » joué par les syndicats en question, qui, dit-elle, « œuvrent dans le cadre du système [socialiste] et ne sont pas un facteur destructif visant à renverser le pouvoir » – sous entendu : comme Solidarité.

M. Walesa et ses amis peuvent-ils se prêter au jeu ? Avant même que la décision du gouvernement soit annoncée, le prix Nobel de la paix avait laissé entendre que le mot d'ordre de grève lancé pour le 28 février pourrait être annulé si satisfaction était donnée aux revendications ouvrières. Il invitait en outre le régime à « un dialogue honnête » pour déterminer « en commun » les mesures propres à faire sortir le pays de la crise. Mais il est douteux qu'un dialogue de ce genre puisse réellement s'établir, alors que plusieurs dirigeants de Solidarité sont incarcérés et qu'une menace d'arrestation pèse sur M. Walesa lui-même.

Une telle politique, alternant répression et apaisement, est-elle de nature à porter remède aux maux dont souffre l'économie ? La Pologne, qui espère être admise cette année au Fonds monétaire international, ne peut ignorer les mesures d'austérité que lui recommande cet organisme. En dépit de frottements permanents avec les pays occidentaux – et cette semaine encore avec les Etats-Unis, – le régime souhaite également renouer avec eux d'indispensables liens de coopération. Il n'est pas certain que le repli tactique consenti par le général Jaruzelski suffise à lui rendre la respectabilité nécessaire.

(Lire nos informations page 6.)

• LES ÉLECTIONS AU PAKISTAN

L'échec du boycottage renforce le régime

La participation à l'élection, lundi 25 février, d'une Assemblée islamique au Pakistan a franchi le seuil des 40 % de votants, ainsi que le souhaitait le président Zia Ul Haq. Ce dernier a jugé que le scrutin avait été un échec pour l'opposition, qui avait appelé au boycottage. Six ministres sur onze, qui se présentaient, ont cependant été battus.

De notre envoyé spécial

Islamabad. – Pari gagné. Comme le président Zia Ul Haq le leur avait demandé, entre seize et dix-huit millions d'électeurs (*sur trente-cinq millions*) ont pris part, lundi *25 février*, dans l'ordre et le calme exigés par le régime, aux premières élections générales « apolitiques » de l'histoire du pays. Il y eut quelques affrontements violents, sporadiques, entre partisans de candidats rivaux dans les quatre provinces, mais le bilan de la journée (sept morts et une trentaine de blessés) n'a, d'après les journalistes locaux, « *rien d'exceptionnel en période électorale* ». La consultation de 1977, la dernière, sous l'« *ancien régime* » d'*Ali Bhutto*, avait fait une vingtaine de tués.

Le régime militaro-islamique du président Zia avait, il est vrai, pris ses précautions et déployé aux abords des 80 000 bureaux de vote répartis sur le territoire national d'importantes forces de sécurité. Celles-ci sont notamment intervenues à Peshawar, Lahore et Karachi pour disperser, à coups de matraque, des groupes plus ou moins importants de militants qui cherchaient, selon la formule officielle, à « *perturber les consultations* ».

Une quarantaine de personnes ont été arrêtées, et certaines inculpées et jugées sur-le-champ par les tribunaux d'exception de la loi martiale. A Kashmore-Taluqa, dans le Sind, trois personnes, mêlées à un affrontement qui a fait six blessés, ont été condamnées à trois ans de prison et 5 000 roupies d'amende (environ 3 000 F). A Karachi, quatre « agitateurs » pris sur le fait ont été jugés coupables et condamnés à un an de prison et à quinze coups de fouet chacun.

Progressivement mis en place dans le pays depuis quelques années, l'ordre islamique, au dire de l'un des piliers du régime, est désormais inéluctable, et le processus d'islamisation devrait être accéléré. Interrogé lundi après-midi dans sa circonscription de Rawalpindi, près de la capitale, le général Zia Ul Haq n'a pas caché son immense satisfaction : « *Nos prédictions* [quant au nombre de votants] *se sont réalisées !* », exultait-il.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 7.)

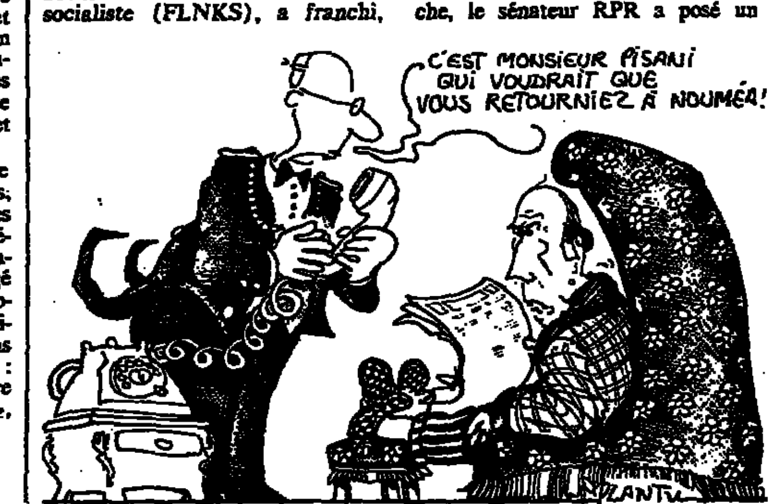
• L'IMPASSE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le président du gouvernement du territoire réclame le départ de M. Edgard Pisani

Plusieurs milliers de personnes – 15 000 selon la police, 30 000 selon les organisateurs – ont défilé « pour la liberté », mardi 26 février, dans les rues de Nouméa à l'appel des porte-parole du mouvement anti-indépendantiste. Cette manifestation s'est déroulée sans incident.

Au nom de la majorité territoriale de Nouvelle-Calédonie, M. Dick Ukeiwé a déclaré au micro de France-Inter que M. Edgard Pisani constitue « un obstacle au dialogue ». Le président du gouvernement local a ajouté : « Si j'acceptais de rencontrer Pisani, je perdrais la confiance des Calédoniens et leurs réactions deviendraient incontrôlables. » Il a ajouté que le Rassemblement pour la Calédonie dans la République envisage d'organiser son propre référendum dès le 15 avril.

Par la voix du président du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, la majorité conservatrice de la Nouvelle-Calédonie, qui exerce un contrôle absolu sur l'Assemblée locale depuis les élections du 18 novembre, boycottées par le Front de libération nationale kanake socialiste (FLNKS), a franchi, mardi 26 février, une nouvelle étape dans sa contre-offensive contre le pouvoir central. Au nom de ce courant anti-indépendantiste, incarné par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, porte-drapeau de la communauté caldoche, le sénateur RPR a posé un nouveau préalable à toute négociation sur les projets du gouvernement, le remplacement de M. Edgard Pisani, et entrepris d'opposer au scrutin d'autodétermination envisagé pour l'été prochain par M. Mitterrand l'organisation, dès le printemps, de sa propre consultation référendaire sur ses propres thèses.



Cette double prise de position, intervenant après le succès de la *manifestation organisée le même* jour à Nouméa, en violation de la loi *sur l'état d'urgence*, par les deux autres principaux porte-parole de la *communauté d'origine européenne*, MM. Jacques Lafleur, député RPR du *territoire*, et Roger Laroque, maire de Nouméa, s'inscrit dans le *droit fil de la stratégie mise en* œuvre, sous la conduite de M. *Charles Pasqua, par l'état-major* du RPR : il s'agit d'exploiter au *maximum la difficulté du pouvoir* à trouver une solution au casse-tête calédonien, pour essayer d'obliger M. Mitterrand à battre en retraite, comme l'opposition y était parvenue dans la querelle sur l'école privée.

La majorité calédonienne se prête volontiers à ce jeu de politique hexagonale en recourant à une méthode qu'elle a employée à diverses reprises au cours de la décennie écoulée. C'est même devenu un rite ou presque en Nouvelle-Calédonie : chaque fois que le représentant du gouvernement s'enhardit jusqu'à avancer, à contre-courant, dans la recherche de solutions tendant à effacer davantage les séquelles de l'époque coloniale, les partisans du *statu quo* ne lésinent sur aucun argument pour le discréditer.

M. Pisani n'échappe pas à cette pratique, comme en furent victimes, avant lui, les derniers secrétaires d'Etat aux DOM-TOM : M. Paul Dijoud, voué aux gémonies, sous le pouvoir présidentiel de M. Giscard d'Estaing, parce que jugé trop progressiste après avoir commencé à faire appliquer une réforme foncière; puis M. Henri Emmanuelli, accusé de sectarisme pour avoir publiquement dénoncé l'existence d'inégalités économiques et sociales pourtant évidentes ; ensuite M. Christian Nucci, taxé de malignité pendant l'exercice de ses fonctions de haut commissaire, pour avoir favorisé l'accession à la présidence de l'ancien exécutif local du chef indépendantiste, M. Jean-Marie Tjibaou, suite à un renversement d'alliances ; enfin M. Georges Lemoine, qui fut considéré comme trop conciliant avant de voir son nouveau statut d'autonomie interne, proche sur bien des points du contre-projet de M. Ukeiwé, loué aujourd'hui... par ses adversaires d'hier.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 9.)

Le trouble français

par ANDRÉ FONTAINE

A en croire un sondage *Paris-Match*-BVA du 1er mars, 50 % des Français, contre 30 %, ont « *une bonne opinion de Laurent Fabius en tant que premier ministre* », ce qui signifie une hausse aussi soudaine que remarquable de 11 %; 70 % pourtant sont « *mécontents de la façon dont la France est gouvernée* » et 55 % ont une « *mauvaise opinion* » du président dont le même Fabius reçoit ses directives. Aussi bien, un autre sondage, réalisé, celui-là, par la SOFRES pour *le Figaro* du 19 février, donnait-il 58 % des voix à l'opposition aux prochaines législatives. Reste qu'un autre sondage BVA, vieux celui-là de quelques semaines, fait apparaître que 22 % de nos compatriotes seulement croient que ladite opposition, si elle était au pouvoir, ferait mieux que l'équipe actuelle.

Ce n'est pas tout. Le sondage BVA du 1er mars, déjà cité, montre que 47 % de nos compatriotes, contre 29 %, sont partisans de la Nouvelle-Calédonie française, ce *qui ne* les empêche pas d'être convaincus à 53 %, contre 16 %, qu'elle sera indépendante dans dix ans.

Est-ce à dire que les enfants de Descartes seraient devenus, comme le héros des *Caves du Vatican*, des « *êtres d'inconséquence* » ? Ce n'est pas sûr. On peut, par exemple, être instinctivement favorable au maintien du « caillou » calédonien dans l'ensemble français et sceptique, à méditer les leçons de l'histoire récente et à regarder la carte, quant aux chances de durée de ce maintien.

Plus déroutante est évidemment la comparaison des sondages qui portent sur la politique en métropole. Mais le bon sens, là aussi, aide à comprendre. Les déçus du socialisme sont légion. A preuve qu'il s'est même constitué une amicale des anciens du PS. C'est beaucoup leur demander, à l'heure qu'il est, de voter pour des gens qui, après avoir promis le bonheur pour tous, s'avisent que la modernisation implique, hélas ! une phase de développement du chômage. Ne parlons pas des communistes : ce n'est pas demain qu'on leur refera le coup de l'union de la gauche.

Cela signifie-t-il que les « déçus » en question font confiance, pour redresser la situation, à ceux qui, chassés du pouvoir en 1981, aspirent avec tant d'appétit à le reprendre ? L'enthousiasme, manifestement, n'y est pas : le souvenir des erreurs passées est trop proche, les querelles des trois aspirants à la magistrature suprême trop manifestes, l'alliance Chirac-VGE entachée de trop de réticences, le creux des programmes – *dans la mesure où il y en a – trop* patent, la tendance de trop de chefs de l'opposition à sauter sur n'importe quelle occasion d'alimenter la « *guerre civile verbale* », justement dénoncée par Jean-François Kahn, trop dangereuse pour ne pas créer un trouble – sinon un malaise, – parmi beaucoup de ceux qui ne demandent qu'à être mieux gouvernés.

Il est normal que Laurent Fabius en bénéficie dans la mesure où : 1) à tort ou à raison, il paraît moins lié qu'un autre à la naïve croyance à la relance qui a marqué les débuts du septennat; 2) il dit rarement un mot plus haut qu'un autre; 3) il fait sérieux et n'a pas trop l'habitude de raconter des salades, ce qui, aux yeux justement exigeants de la jeunesse d'aujourd'hui, constitue le péché majeur.

François Mitterrand souffre, en comparaison, d'être une figure trop familière et par conséquent plus usée. Avec Giscard, Chirac et Marchais, il fait partie de ce que Michel Jobert appelait, il y a dix ans déjà, la « *bande des quatre* ». Au-delà de toutes les raisons qu'on peut avoir de les admirer ou de les combattre, ils ont en commun ce trait qu'on les a *trop vus et, plus encore, trop* entendus.

Injuste ? C'est la vie. Les jeunes loups ne manquent pas, autour d'eux, qui s'impatientent. Est-ce *parce qu'il est le doyen du* quadrige ? Le fait est que François Mitterrand est le seul à avoir su se trouver un premier lieutenant qui conserve, malgré sa serpentine prudence et sa calvitie précoce, l'essentiel atout de la jeunesse. « *Tout homme*, disait Marie-France Garaud, *déteste l'idée d'avoir un jour un successeur*. » Il est plus facile d'accepter l'idée en question si, *selon la chair ou selon l'esprit*, on a pour successeur son fils. VGE et Chirac ne sont pas près de se trouver un Fabius, quoi qu'en puissent penser François Léotard et Alain Juppé, pour cette bonne raison qu'ils n'en sont pas à s'en chercher un. Et le seul point qu'ils aient vraiment en commun, c'est l'agacement que leur cause Raymond Barre.

(Lire la suite page 8.)

LIRE

AU JOUR LE JOUR

Solution

Soit dit sans vouloir vexer ni les caldoches ni les Canaques, le feuilleton néo-calédonien pourrait bien finir par être lassant. Voilà quatre mois que la France tourne et retourne en tous sens la question de l'avenir de ce territoire lointain. Quatre mois que l'Hexagone résonne, jusqu'à la surdose, de polémiques à propos de ces îles faites pour le bonheur et dont la population n'atteint pas celle d'un arrondissement métropolitain, celui de Forbach par exemple.

Si un référendum a lieu là-bas et si, comme probable, il aboutit au refus de l'indépendance, que restera-t-il comme solution ? Une seule : que la métropole proclame unilatéralement son indépendance par rapport à la Nouvelle-Calédonie.

BRUNO FRAPPAT.

débats

Un terrorisme peut en cacher un autre

La démocratie doit répondre au défi sans se pervertir elle-même

par JEAN-PAUL JEAN, GÉRARD SOULIER, et MICHEL TUBIANA (*)

CERTAINS démagogues professionnels tentent de provoquer l'opinion : dénonçant la faiblesse des lois et des volontés politiques, ils se saisissent du terrorisme comme d'une aubaine pour forcer l'avènement d'un régime de type autoritaire.

Ainsi un terrorisme peut en cacher un autre. A n'en voir qu'un, il y a risque d'être écrasé par l'autre. Le terrorisme place ainsi la démocratie face à un double défi. Elle se doit d'y répondre sans faiblesse, et sans se pervertir elle-même, sans donner au terrorisme cette forme de victoire : finir par lui ressembler. Elle doit donc, contre tous, identifier sa défense à la défense des principes juridiques et politiques sur lesquels elle est fondée. C'est ainsi qu'elle se distingue de la barbarie : l'emploi de la force y est réglementé, et en toute hypothèse, certaines limites ne sauraient être dépassées parce qu'elles sont celles-là mêmes de la démocratie.

La démocratie se fonde sur une notion de la liberté politique, et celle-ci ne peut être effective sans les garanties minimales qui sont celles de l'état de droit. Ainsi la démocratie ne peut être pensée en dehors du respect scrupuleux de certains principes juridiques fondamentaux que rien n'autorise à abdiquer : la présomption d'innocence, suivant laquelle nul ne peut être condamné sans avoir été dûment convaincu de sa culpabilité ; la personnalisation des délits et des peines ; la non-rétroactivité de la loi pénale ; le droit de chacun à ce que sa *« cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable »* (Convention européenne de 1950, art. 6), ce qui condamne certaines formes abusives, et même scandaleuses de détention préventive ; l'exclusion de toute forme de traitement cruel, inhumain ou dégradant – c'est-à-dire de toute forme de torture – en particulier dans le régime de détention ; le droit à une défense libre, avec tout ce que cela implique dans le choix des avocats et dans les moyens d'argumenter.

Ces principes excluent encore toute juridiction et toute législation d'exception, dont il est heureux que la France se soit enfin débarrassée : on ne voit pas en quoi la Cour de sûreté de l'État pouvait conjurer le terrorisme ; on se souvient bien qu'elle fut outrageusement utilisée pour réprimer lourdement les mouvements autonomistes breton ou corse, ou pour mettre aux oubliettes un aventurier auteur d'un livre contant d'impertinentes histoires centrafricaines. Qui se dit démocrate ne peut se reconnaître que dans la défense intransigeante de ces principes élémentaires. Pas de compromis possible dans tout cela, y compris au nom de la lutte contre le terrorisme. L'amalgame est donc inadmissible : défendre ces principes, dénoncer la dérive autoritaire d'un régime n'a évidemment rien à voir avec un soutien quelconque du terrorisme. A ce chantage-là il ne saurait être non plus question de céder.

Ainsi la légitimité de la lutte contre le terrorisme ne saurait légitimer n'importe quoi. Or, pendant les « années de plomb », au nom de la défense de l'« ordre démocratique libéral », l'Allemagne fédérale a introduit dans son droit pénal des mesures qui ne sont ni démocratiques ni libérales : parmi celles-ci, d'injustifiables atteintes aux droits de la défense. Passés les procès de la Fraction armée rouge, subsistent ces mesures. Comme règles « générales et impersonnelles », elles s'appliquent à tous, et l'on voit bien qu'elles n'ont pas mis fin au terrorisme.

Ce qui est crime ce qui est politique

Il en va de même pour l'Italie. La détention préventive peut atteindre dix ans ; elle peut même aller au-delà si une nouvelle accusation est portée contre l'intéressé. Amnesty International et la Fédération internationale des droits de l'homme ont plusieurs fois dénoncé cet abus ainsi qu'une de ses conséquences particulièrement choquante : certaines personnes ont été finalement libérées après plusieurs années de prison sans avoir jamais été jugées. La loi a consacré également la pratique détestable des réductions de peine pour les « repentis », ce qui permet toutes les manipulations : certains accusés du fameux procès du « 7 avril » ont été condamnés sur la base de témoignages de repentis avec lesquels ils n'ont jamais été confrontés, ces « témoins » trouvant très opportunément les moyens de quitter l'Italie au moment où s'ouvrait le procès.

Toutes ces mesures ne font que blesser la démocratie sans désarmer pour autant le terrorisme. Il faut se résoudre à cette idée : face au terrorisme, comme à l'égard de toute criminalité, il n'y a pas de panacée, pas de recette infaillible. Seuls des esprits simples peuvent le croire, et des démagogues le prétendre.

Comment alors aborder la question de la lutte contre le terrorisme ? Il n'y a pas de notion juridique du terrorisme. Eu égard à l'hétérogénéité du phénomène, peut-être ne peut-il pas y en avoir, et peut-être ne faut-il pas qu'il y en ait. En outre, le terrorisme ne pose pas seulement un problème pénal, et c'est compromettre la justice que de lui demander, comme on tend souvent à le faire au sein de la classe politique, de résoudre à elle seule un problème aussi complexe.

Ce que l'on appelle un acte de terrorisme est un crime politique. Ce qui est crime relève de la justice, ce qui est politique appelle une prise en compte politique. Que cela plaise ou non, une bande terroriste comme la Fraction armée rouge ou Action directe n'est pas assimilable à un gang marseillais.

Ce qui est crime doit être, comme tel, poursuivi et réprimé. Le code pénal comporte de multiples qualifications susceptibles d'être appliquées aux crimes dans des attentats terroristes : outre l'enlèvement, la prise d'otage, l'assassinat, il y a toute la série des *« attentats, complots et autres infractions contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national »* tels que les *« crimes tendant à troubler l'Etat par le massacre et la dévastation »*. La justice n'est donc pas démunie, et la tâche de la police n'est pas différente de celle qu'elle a à accomplir pour la criminalité de droit commun : rechercher et maîtriser, pour les remettre à la justice, les auteurs présumés de ces actes.

Reste alors, et c'est le point délicat, la question politique.

A la différence des dictatures, la démocratie reconnaît la légitimité du conflit, et elle préconise des procédures de confrontation qui proscrivent le recours à la violence. S'il n'y pas de démocratie idéale, il y a cependant les démocraties et les autres régimes.

Dans les démocraties, le terrorisme est perçu comme un injustifiable déni. La démocratie se sent bafouée, et c'est pour cela que le trouble est plus grand à la suite d'un assassinat commis par des terroristes – qui le revendiquent ! – qu'à la suite de n'importe quel autre meurtre. Le terrorisme est ressenti comme une agression insupportable.

Il ne suffit pas cependant de stigmatiser. Il faut, nécessairement, une forme de réponse politique, et la réponse de la démocratie ne peut se concevoir en dehors de la réaffirmation des valeurs démocratiques. Elle ne saurait donc être prise sous la dictée de quelques excités en mal de pouvoir fort, rêvant, eux aussi, de la subvertir.

La démocratie suppose également que l'on réagisse par l'intelligence et non par le coup de sang. Comment maîtriser ce que l'on ne connaît pas ? Que signifie le terrorisme, ici ? là ? « Pourquoi la Fraction armée rouge à nouveau ? » n'est pas la même question que : « Pourquoi la Fraction armée rouge en 1975 ? »

Le terrorisme européen d'aujourd'hui semble n'être le fait que de groupes extrêmement restreints (1). En dépit de leur prétention, leur violence ne peut être assimilée ni à la résistance opposée à une dictature, ni à la lutte d'un peuple contre une occupation étrangère. De ce point de vue, l'Allemagne fédérale est parfaitement fondée à refuser aux détenus de la Fraction armée rouge le statut de prisonniers de guerre qu'ils revendiquent depuis des années. Isolés, ces groupes le seront davantage encore, et voués à l'impuissance, si les démocraties se révèlent solides sur leurs principes, si elles ne cèdent pas au chantage, à aucun chantage ; si elles ne s'abandonnent pas au vertige que cherchent à lui donner les terroristes, d'une part, et leur noire réplique, de l'autre.

C'est en ne cédant pas sur ses principes que la démocratie peut sortir renforcée. Les terroristes, alors, seront vraiment seuls, et sans doute déposeront-ils les armes. Pour se défendre, ils n'auront alors que leurs avocats. Mais c'est leur droit, intangible. Et en toute hypothèse leurs droits de justiciables doivent être respectés, défendus s'il le faut. C'est à cela qu'on reconnaît la force des démocraties.

(*) Respectivement magistrat, professeur de droit, avocat.

(1) B. Le Gendre et E. Plenel, « Les nouveaux terroristes » *le Monde*, des 14 et 15 février 1985.

La course aux armements existe-t-elle ?

Il n'y a pas de corrélation significative entre les dépenses militaires des Etats-Unis et celles de l'URSS

par CHRISTIAN SCHMIDT (*)

SOUS l'appellation générale de « course aux armements », on désigne volontiers aujourd'hui toute forme de dynamique conduisant à l'accroissement des dépenses militaires dans le monde. Considérée au pied de la lettre cependant, cette expression évoque l'image singulière d'une compétition athlétique entre les nations sur le terrain mondial de l'armement. C'est pourquoi il serait sans doute préférable d'en réserver l'emploi au mécanisme particulier d'action et de réaction par lequel l'augmentation quantitative ou l'amélioration qualitative du matériel militaire dans un pays engendre une évolution semblable dans d'autres. La course aux armements ainsi redéfinie s'entendrait seulement d'un processus cumulatif auto-entretenu dont une formulation mathématique simple avait déjà été proposée, il y a plus d'un demi-siècle, par un polémologue avant la lettre, le métérologiste britannique L. W. Richardson (1).

Or, on dispose aujourd'hui, grâce à des organismes comme le SIPRI, l'ACDA et l'IISS (2), d'informations régulières sur les dépenses militaires, la production et les ventes d'armes dans le monde. En dépit de leurs imperfections, des lacunes et des contradictions qu'elles contiennent, elles permettent néanmoins d'affirmer qu'actuellement l'hypothèse d'une course aux armements entre les deux grandes puissances, au sens précis où elle a été définie, ne se trouve nullement vérifiée.

Un phénomène régional

Quelles que soient les sources statistiques retenues et les techniques économétriques utilisées, aucune corrélation significative n'a été dégagée jusqu'à maintenant de la mise en relation des variations des dépenses militaires aux Etats-Unis et en Union Soviétique au cours des vingt-cinq dernières années. Ce résultat provisoire, qui remet en cause une idée reçue, tranche du reste avec l'évolution observée des budgets respectifs de l'OTAN et du pacte de Varsovie qui présente au contraire une liaison étroite durant la même période. Son aspect paradoxal s'en trouve ainsi renforcé.

Est-ce à dire qu'il n'existe pas de course aux armements dans le monde ? En aucun cas, mais ce phénomène s'observe surtout au niveau régional entre certaines nations (Israël et États arabes) et prend souvent des allures atypiques par rapport au modèle initial. Il révèle parfois une asymétrie entre un « leader » et un « suiveur » (exemple Irak/Iran) ou se manifeste de manière indirecte au terme d'un processus triangulaire (Inde et Pakistan par rapport à la Chine). Si ces différentes courses aux armements régionales ou locales émanent de systèmes autonomes, leur réalisation reste pour une large part alimentée par les transferts internationaux de matériel militaire, dont 70 % environ proviennent toujours des deux grands.

Il reste à interpréter la conclusion majeure de ces études contestant l'existence d'une véritable course aux armements entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Deux arguments peuvent être avancés : le niveau croissant de la technologie militaire dans les arsenaux de ces pays qui requiert dans les deux camps une planification toujours plus contraignante et un allongement continu des horizons temporels pertinents ; le caractère nécessairement bureaucratique des systèmes de décisions militaro-industrielles qui se trouve, selon les modalités différentes, dominé dans les deux grandes puissances par des considérations de politique intérieure. Pour se convaincre de ce dernier point, il suffit de confronter séparément l'évolution des budgets américains et soviétiques à des variables représentatives du fonctionnement respectif de leur politique et de leur économie interne (cycle électoral et consommation intérieure aux Etats-Unis, dévolution du pouvoir et exécution des plans économiques en U.R.S.S.) ; ce qui n'infère, bien sûr, aucune symétrie entre les deux situations (3). Tout semble donc se passer comme si l'armement des deux grands fonctionnait à la manière de machines célibataires qui ne communiqueraient entre elles que par la seule vertu d'une rhétorique conventionnelle à l'usage de l'opinion.

Si cette représentation se confirme, la notion souvent dénoncée de *« relance de la course aux armements »* n'a plus valeur que de slogan, et l'idée, caressée par certains stratèges américains, d'atteindre la dynamique soviétique par une augmentation des crédits d'équipement militaire des Etats-Unis devient largement illusoire. D'une manière plus fondamentale, cette constatation devrait conduire à repenser aujourd'hui le concept de contrôle de l'armement (*Arm's control*) encore implicitement contenu dans les différents schémas de négociations stratégiques Est-Ouest. Certes, le processus d'armement des deux grands engendre des conséquences internationales évidentes, mais leur ressort profond semble d'origine principalement interne au vu de ces recherches quantitatives. Une réflexion positive sur le désarmement passe donc par une correcte évaluation des multiples implications économiques, politiques et stratégiques de ce constat.

(*) Professeur à l'université de Paris-IX Dauphine, président de l'Association française des économistes de défense.

(1) L.W. Richardson, *Arms and Insecurity*, ouvrage publié à titre posthume en 1960.

(2) Stockholm International Institute for Peace Research ; Arm's Control and Desarmement Agency ; International Institute for Strategic Studies.

(3) Cf. les études récentes de B. Russet, M. Nincic et T.R. Cusack sur les dépenses militaires américaines et l'article de T.R. Cusack et M. Donward « Military spending in US, USSR and Popular Republic of China », *The Journal of Conflict Resolution*, nº 3, 1982.

LU

« L'ANNÉE STRATÉGIQUE » DE PASCAL BONIFACE

Un instrument de référence « sans chauvinisme »

DEPUIS des temps immémoriaux, les observateurs des problèmes militaires et stratégiques n'avaient pratiquement qu'une source à leur disposition pour connaître les effectifs et les équipements des forces armées dans le monde : la très fameuse *Military Balance*, publiée annuellement par l'Institut international des études stratégiques de Londres, un recueil fort bien fait qui continuera, nul n'en doute, de faire autorité.

Cet ouvrage a désormais une contre-partie française : *l'Année stratégique*, éditée sous la direction de Pascal Boniface avec la coopération de nombreux experts, se veut même un peu plus que cela, puisqu'à l'inventaire des « quincailleries » s'ajoutent de longues analyses politiques sur les événements de l'année écoulée. L'ouvrage incorpore donc l'équivalent de *Strategic Survey*, une autre publication de l'Institut de Londres. Le but de cet effort, comme l'indique dans sa préface Jacques Soppelsa, président de Paris I, est de *« fournir, suivant une orientation scientifique française, mais sans « chauvinisme » aucun, un annuaire de référence qui puisse satisfaire les besoins du large public intéressé par les questions géostratégiques »*.

On se gardera de porter un jugement définitif sur les très nombreux chiffres et statistiques fournis par ce recueil. Un premier examen des principaux ensembles ne donne en tout cas pas lieu à contestation. Les descriptions sont souvent plus détaillées que celles de l'annuaire de Londres, en particulier au niveau des armements emportés par chaque avion, navire, char, etc. Un atlas illustre utilement non seulement les conflits de la dernière période (Tchad, Amérique centrale), mais aussi des données moins connues de la situation géopolitique, telles que la population chiite en Orient, la diaspora palestinienne et *« les sorties de la marine soviétique sur le Pacifique »*. On peut souhaiter seulement, pour une prochaine édition, des descriptions moins statiques, prenant en compte par exemple la dynamique de la course aux armements et les chiffres passés.

De sérieuses réserves s'imposent en revanche à propos des analyses politiques. En premier lieu, ce volume sorti au début de 1985 ne couvre bien souvent que les événements de 1983. Pour l'URSS, par exemple, on en reste, dans un long texte qui dit un peu tout et son contraire, à l'ère Andropov. En second lieu, l'*« orientation scientifique française »* dont parlait M. Soppelsa se traduit en fait par un pesant conformisme en faveur de toute la politique du gouvernement français sans exception. S'il était normal et utile d'exposer ses thèses sur la dissuasion ou les conflits en cours, on aurait tout de même souhaité une plus grande indépendance de ton. Quant à la synthèse sur le Proche-Orient, elle se distingue par une partialité criante à propos du Liban : à en croire l'auteur, les seuls mauvais éléments dans le pays seraient les hommes des Forces libanaises (les milices chrétiennes), à la fois *« piètres combattants »* et auteurs d'incessantes *« provocations armées contre les musulmans »*.

Au total, on regrettera que les analyses ne soient pas à la hauteur de l'impressionnant travail déployé par ailleurs et n'atteignent pas la « classe internationale » qui a fait le succès des synthèses de l'Institut de Londres. Ce recueil n'en mérite pas moins de figurer, par ses chiffres et sa documentation, au rang des ouvrages de référence indispensables pour tous les chercheurs de langue française en ces matières.

MICHEL TATU.

★ Editions maritimes et d'outre-mer/Jean-Claude Lattès, 380 p., 299 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. – SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

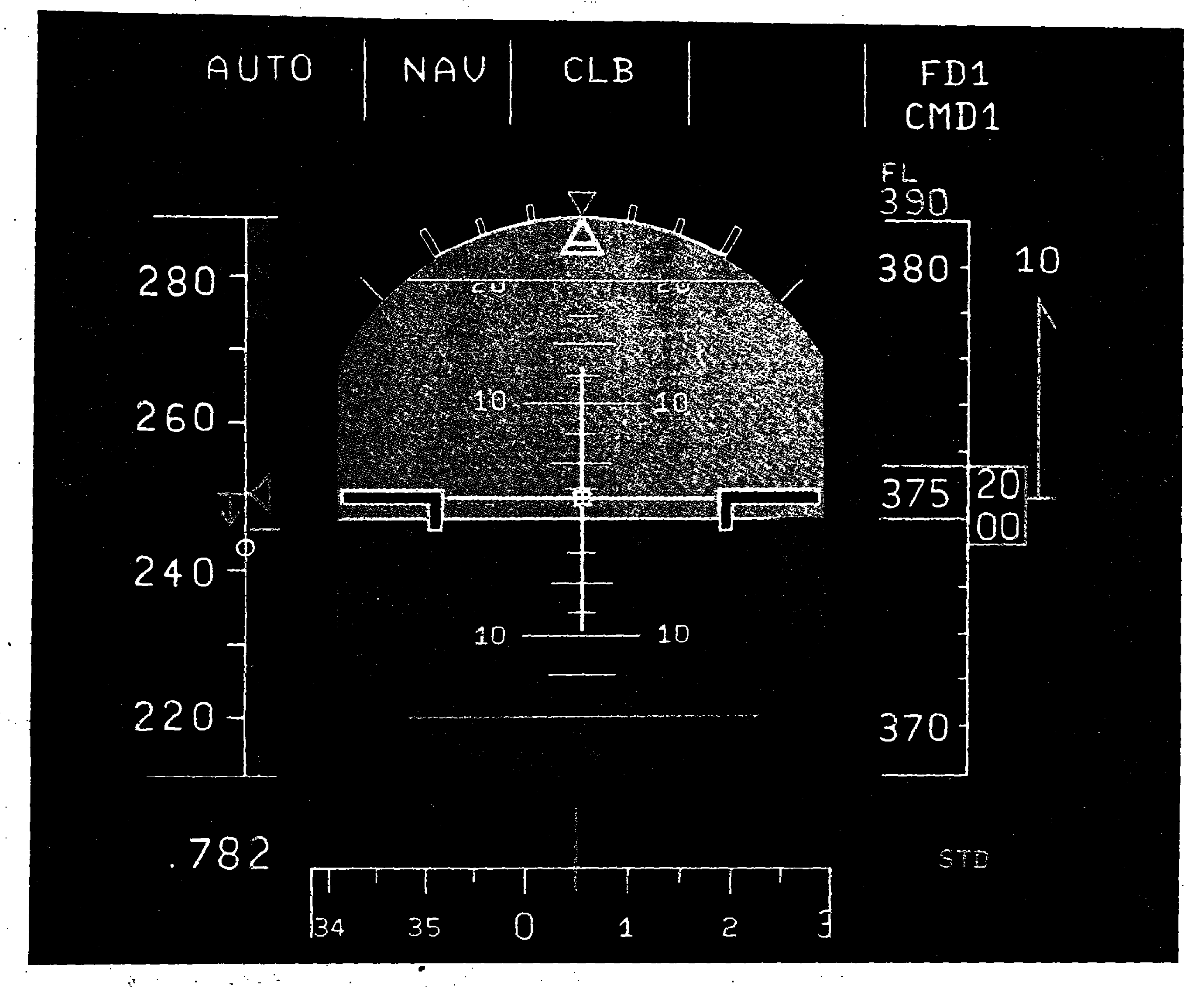
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 65 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,76 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

Airbus A320: la trajectoire au doigt et à l'œil.



Décider. *S'il est un secteur où il est difficile de s'imposer, c'est bien celui de l'aéronautique civile. Pour réussir ce difficile pari, il faut prendre la bonne décision au bon moment.*

En décidant, il y a plus de vingt ans, de participer à l'équipement du "Concorde", THOMSON s'est engagé dans l'une des plus grandes aventures industrielles de notre temps.

Depuis 1979, grâce à sa contribution à l'Airbus A 310, THOMSON CSF est devenu l'un des grands de l'équipement aéronautique.

Avec l'A 320, c'est une nouvelle page de l'histoire de l'aéronautique qui se tourne.

Investir. *Diriger, c'est prévoir et prévoir, c'est investir... dans le domaine de l'aéronautique, l'avenir est à ceux qui investissent !*

Depuis des années, THOMSON CSF a investi dans les secteurs de pointe, donc dans l'aéronautique.

Cette politique a fait de THOMSON CSF, en vingt ans seulement, l'un des principaux partenaires dans le domaine des équipements de bord pour le transport aérien.

Des écrans de contrôle aux systèmes électroniques de bord en passant par les simulateurs de vol, THOMSON propose aujourd'hui une panoplie impressionnante de matériels hyper-sophistiqués.

Réussir. *Depuis l'Airbus A 320, le pilote n'est plus seul...*

L'A 320, équipé par THOMSON CSF, devient en effet le premier avion civil à posséder des commandes entièrement électriques ! Dégagé des contraintes de pilotage, l'homme peut désormais consacrer tous ses efforts au contrôle et à la sécurité. Deux précautions valent mieux qu'une.

Les pilotes d'hier sont devenus des "gestionnaires du vol".

Après avoir collaboré au "Concorde" et aux Airbus, THOMSON voit couronner ses efforts avec l'A 320.

Innover dans tous les domaines, se battre sur tous les fronts, finalement c'est payant !

THOMSON

Pour nous, l'avenir a un sens.

EUROFI

AFRIQUE

Kenya

Quand le président Moi veut en imposer aux étudiants

De notre correspondant

Nairobi. — Y avait-il complot sous roche à l'université de Nairobi, qui ait justifié la soudaine décision gouvernementale d'exclure trois étudiants et de retirer leurs bourses à cinq autres (*le Monde* du 13 février), puis de fermer deux des six « collèges » — lettres et sciences sociales, architecture et ingénieur — après le refus des intéressés de lever la consigne de boycottage des cours ? Du moins, dans un communiqué, la présidence de la République l'a-t-elle assuré : *« En novembre 1984, quelques étudiants ont commencé à montrer un vif intérêt pour des activités semblables à celles qui ont conduit aux événements de 1982 »*, en clair, au coup d'Etat manqué du 1er août 1982. Il semble, en tout cas, que, même au sein des instances dirigeantes du pays, l'unanimité ne se soit pas faite sur la manière excessivement brutale avec laquelle les forces de l'ordre ont *« nettoyé »* le campus, le dimanche 10 février. Le bilan officiel — un mort et soixante-cinq blessés du côté étudiant — paraît être nettement sous-estimé, au dire des témoins qui font état d'au moins une dizaine de morts.

On attendait avec intérêt de connaître les charges qui allaient être retenues contre les dix-neuf étudiants arrêtés au moment des troubles. Or, en l'état actuel du dossier, ils n'auront à répondre que de délits mineurs : convocation illégale d'assemblées générales, entrée illégale sur le campus, possession de « bhang », un euphorisant local, etc. On attendait également de connaître la trame du complot qui visait à déstabiliser le régime et dont l'agitation estudiantine n'était qu'une facette, comme certains ministres l'affirmaient. En fait de révélations, M. Daniel Arap Moi, le chef de l'Etat, s'est retranché derrière un télex que lui auraient envoyé des étudiants tchécoslovaques pour protester contre la fermeture de l'université : *« j'ai immédiatement conclu que les fauteurs de troubles leur servaient d'agents »*, a-t-il dit.

Il n'y avait apparemment pas de quoi crier à la subversion même si l'on ne peut écarter l'hypothèse que, ici comme ailleurs, certains cherchent à exploiter la naïveté de certains étudiants. Mais, au Kenya comme dans beaucoup de pays du tiers-monde, il n'en faut pas davantage pour alarmer le pouvoir. Pour ces gouvernements qui ne se sentent pas toujours très solides sur leurs bases, toute revendication prend vite une coloration trouble, surtout si elle émane d'intellectuels sûrs d'eux-mêmes et volontiers arrogants.

Impossible dialogue

Impossible dialogue : on passe constamment de la lune de miel à la guerre froide, de la tasse de thé au coup de matraque. Depuis qu'en août 1978 M. Moi a succédé à Jomo Kenyatta à la tête de l'Etat, il ne s'est passé aucune année — sauf en 1984 — sans que l'université de Nairobi ait été fermée plusieurs semaines ou plusieurs mois après des troubles qui avaient pour origine soit des revendications sur les conditions de vie à l'intérieur du campus, soit des tentatives de la part des étudiants pour participer à la vie politique du pays. Ainsi d'octobre 1979 à août 1982, cette université a-t-elle été fermée six fois, dont une fois, après le coup d'Etat manqué d'août 1982, pendant quatorze mois de suite.

Cette agitation des étudiants se manifeste au moment même où M. Moi est engagé dans un délicat exercice, à savoir revigorer l'Union nationale africaine du Kenya (KANU), le parti unique au pouvoir. Déjà, en septembre dernier, une quinzaine d'indésirables, soupçonnés, pour la plupart, d'appartenir au Clan Njonjo, en avaient été expulsés. Le chef de l'Etat avait aussi décidé d'obliger tous les fonctionnaires à devenir membres du parti à partir du 1er janvier 1985. Aujourd'hui, une campagne nationale de recrutement est en cours, qui précède le renouvellement général des responsables du parti. Cette élection, indéfiniment retardée, est maintenant officiellement prévue « après mars ». La précédente remonte à 1978...

Le pouvoir s'est, en effet, bien gardé de se livrer à ce genre d'exercice électoral tous les deux ans comme il était initialement prévu, tant celui-ci crée de dissensions entre ceux qui veulent accéder aux honneurs et ceux qui se cramponnent à leurs sièges, que certains occupent depuis l'indépendance, il y a vingt et un ans. Chaque homme politique, en quête d'un « profil » provincial ou national, cherche à « chasser » la clientèle sur le territoire des autres, à faire ce que M. Mwai Kibaki, le vice-président de la République, appelle du *« tourisme politique »*. Une telle situation provoque inévitablement des frustrations et des rancœurs. Aussi, en liaison avec les événements universitaires, M. Moi vient-il de s'en prendre à *« certains politiciens qui se livrent à des activités subversives au lieu de servir le peuple »*.

Quant à la manière forte que le chef de l'Etat a utilisée pour faire comprendre aux étudiants qu'ils devaient plonger le nez dans leurs livres, elle illustre le souci de M. Moi d'être pris au sérieux, d'en imposer. Depuis quelque temps, ses hagiographes se dépensent sans compter pour dessiner du chef de l'Etat une image forte dans l'opinion publique. Le *Kenya Times*, le quotidien de la KANU, a même qualifié M. Moi de *« premier intellectuel »* de la nation, au regard des défis quotidiens qu'il lance pour améliorer le mieux-être de tous...

JACQUES DE BARRIN.

Ethiopie

M. Bush accuse les autorités d'utiliser la famine comme « instrument de guerre »

Le vice-président américain, M. George Bush, a accusé, lundi 25 février, le gouvernement éthiopien d'avoir aggravé les conséquences de la famine en utilisant celle-ci comme *« instrument de guerre »* contre les maquisards d'Erythrée et du Tigré. Dans un discours prononcé à Washington devant le National Press Club, M. Bush a notamment déclaré : *« La nourriture destinée à des milliers de gens affamés passe encore au second plan lorsque des cargos militaires arrivent dans les ports éthiopiens et que les autorités éthiopiennes décident de leur ordre d'entrée. » « La plus grave violation des droits de l'homme dans ce pays,* a ajouté le vice-président américain, *a été le refus du gouvernement éthiopien de garantir aux organisations de secours la libre-circulation pour transporter des vivres dans le Tigré et l'Erythrée, qui ne sont pas sous son contrôle. »* M. Bush a estimé que seulement 5 % des camions à la disposition du gouvernement éthiopien sont utilisés pour livrer de la nourriture.

M. Bush, qui entame, à partir de lundi prochain, une tournée dans plusieurs pays africains, a enfin annoncé son intention de demander *« au reste du monde »* de fournir la même aide alimentaire que les Etats-Unis aux pays atteints par la famine. — *(Reuter, AFP, AP, UPI.)*

Tunisie

Vive tension entre le gouvernement et l'Union générale des travailleurs

De notre correspondant

Tunis. — Rien ne va plus à nouveau entre l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) et le pouvoir, au point que la commission administrative de la centrale ouvrière vient de recommander de déposer auprès du Bureau international du travail (BIT) à Genève une plainte contre le gouvernement tunisien *« pour infraction aux lois du travail et non-respect des conventions internationales »*.

Dans son communiqué, diffusé lundi 25 février, la commission administrative s'élève notamment contre *« la sape de l'UGTT et du travail syndical moyennant le renforcement matériel et moral des dissidents* (il s'agit du syndicat UNTT créé voici un an à la suite d'une scission à la direction de l'UGTT), *l'interdiction des réunions syndicales sur les lieux de travail, les procès, la promulgation des lois sans consulter les représentants des travailleurs, le recours à la réquisition, etc. »*.

En outre, les syndicalistes qualifient de *« machination »* la formule avancée par le gouvernement lors des négociations menées jusqu'à ces derniers jours et consistant en une indexation des salaires sur la production et la productivité. Le communiqué fait remarquer que *« la définition objective des critères de production et de productivité nécessitera de longues années en plus du fait qu'elle ne représente qu'un seul élément parmi ceux qui doivent être utilisés dans la fixation des salaires »*.

La commission administrative refuse donc cette formule et réaffirme son attachement à l'augmentation des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie durant les années 1983 et 1984. Elle appuie d'avance *« les luttes que mèneront les travailleurs en vue de satisfaire leurs revendications légitimes »* et a décidé de multiplier les réunions syndicales à différents échelons avant la convocation début avril du conseil national de la centrale.

M. D.

EUROPE

Pologne

Vive réaction à Washington après l'expulsion de l'attaché militaire américain à Varsovie

Les Etats-Unis ont réagi très vivement, lundi 25 février, à la décision du gouvernement de Varsovie annoncée le même jour de déclarer *persona non grata* l'attaché militaire américain en Pologne, le colonel Myer.

« En réponse », une décision identique a été prise contre l'attaché militaire polonais à Washington, le colonel Szymanki, qui a été prié de quitter *« rapidement »* le pays. De source informée au département d'Etat, on ajoutait lundi soir que le gouvernement américain avait en outre décidé de différer le retour à Varsovie du chargé d'affaires américain et de reporter à une date indéterminée l'ouverture (prévue cette semaine) de négociations sur un accord de coopération scientifique et technologique entre les deux pays.

Le gouvernement américain, indiquait-on de même source, a également *« communiqué clairement et de la façon la plus ferme* (aux autorités polonaises) *que toute répétition de tels actes scandaleux aurait une conséquence encore plus sérieuse sur les relations »* entre les deux pays.

Plus tôt dans la journée, le porte-parole du département d'Etat, M. Bernard Kalb, avait indiqué que les Etats-Unis avaient *« fermement protesté »* auprès du gouvernement polonais contre le traitement dont ont fait l'objet le colonel Myer et sa femme après leur arrestation, le 21 février.

Dans un communiqué, le Pentagone a indiqué que *« le colonel et Mme Myer ont été sortis de force d'une automobile appartenant au gouvernement américain, séparés et gardés au secret pendant près de six heures ». « La façon dont Mme Myer a été traitée est particulièrement scandaleuse,* a souligné le Pentagone. *Mme Myer a été déshabillée et les personnes de sexe masculin présentes n'ont quitté la salle où elle était interrogée qu'après qu'elle eut protesté »*, a encore déclaré le Pentagone.

Le gouvernement polonais a affirmé, de son côté, que M. Myer et son épouse — qui ont été priés de quitter la Pologne dans les quarante-huit heures — avaient été pris *« en flagrant délit »* alors qu'ils photographiaient des *« objectifs militaires »* dans la petite ville de Przasnysz, à une centaine de kilomètres au nord de Varsovie.

Le porte-parole du gouvernement, M. Urban, a indiqué que les autorités polonaises avaient rejeté la protestation américaine, particulièrement au sujet du traitement dont Mme Myer aurait été victime. Cette protestation est *« diffamante »* et comporte *« de faux éléments »*, a dit M. Urban, qui a démenti que Mme Myer ait été maltraitée. M. Urban accuse le colonel Myer d'avoir *« provoqué cet incident pour aggraver les relations américano-polonaises »*. — *(AFP, AP.)*

LES HAUSSES DE PRIX SERONT ÉTALÉES DANS LE TEMPS

Varsovie *(AFP)*. — Le conseil des ministres polonais a décidé le lundi 25 février d'étaler dans le temps la hausse des prix alimentaires prévue prochainement, d'augmenter la retraite minimum et de réduire en même temps l'éventail des produits rationnés, a annoncé l'agence de presse officielle PAP. En outre le gouvernement s'est engagé à réduire les augmentations de prix concernant le chauffage central, l'énergie électrique, le charbon et le gaz, ajoute PAP. La retraite minimum, d'autre part, sera portée, à compter du 1er mars, à 7000 zlotys (50 dollars environ), contre 5000 zlotys jusqu'à présent. Selon des statistiques officielles, près de la moitié des quatre millions deux cent mille retraités que compte la Pologne perçoivent des prestations sociales inférieures à 7000 zlotys par mois.

URSS

La réapparition télévisée du numéro un

M. TCHERNENKO A VOTÉ DANS UN HOPITAL

Moscou *(AFP)*. — La séquence télévisée sur le vote de M. Tchernenko, diffusée dimanche après cinquante-neuf jours d'absence de la scène publique, a été tournée le jour même à l'hôpital de Kountsevo, dans la grande banlieue de Moscou, apprend-on mardi 26 février de source digne de foi.

Une équipe de la télévision soviétique est arrivée dimanche matin à Kountsevo, un vaste complexe hospitalier réservé aux dignitaires du régime, a indiqué cette source, qui s'est référée à des témoignages oculaires.

Ces indications sont en contradiction avec la version qu'a tenté d'accréditer la télévision par une série de détails dans son film diffusé dimanche à quatre reprises. Ce reportage était supposé avoir été réalisé dans un bureau de vote ordinaire. Les images diffusées montraient une pièce anodine meublée d'un bureau et d'une chaise et s'attardait sur une pancarte électorale et un registre de vote.

La clinique de Kountsevo, gardée par des militaires et interdite aux étrangers comme aux Soviétiques ordinaires, dépend du quatrième département du ministère de la santé, dont les services sont réservés aux dirigeants. Il est dirigé par le docteur Tchazov, vice-ministre et ancien médecin personnel de Leonid Brejnev, qui a signé les actes de décès des deux derniers secrétaires généraux.

● *Arrestation de dissidents.* — Le dissident soviétique Vyacheslav Bakhmine, âgé de trente-sept ans, a été arrêté vendredi dernier à Kalinine, près de Moscou, a annoncé lundi 25 février le bulletin *URSS-News-Brief* dans un communiqué publié à Munich. M. Bakhmine, physicien et spécialiste en informatique, est l'un des fondateurs de la Commission d'investigation sur les abus de la psychiatrie à des fins politiques, créée en 1977.

Norvège

LE PROCÈS POUR ESPIONNAGE D'UN ANCIEN DIPLOMATE

M. Treholt aurait été contacté par le KGB il y a près de vingt ans

De notre envoyé spécial

Oslo. — M. Arne Treholt plaide non coupable. L'ancien diplomate norvégien accusé d'espionnage a assuré, à l'ouverture de son procès, le lundi 25 février dans la capitale norvégienne, qu'il n'a jamais remis aux services spéciaux soviétiques et irakiens d'informations *« susceptibles de porter atteinte à la sécurité du royaume »*. Ce sont les seuls mots qu'il a prononcés durant la première journée d'audience, consacrée à la lecture du volumineux acte d'accusation.

M. Arne Treholt est accusé d'avoir fourni à des représentants du KGB à Oslo, Vienne, Helsinki et New-York, des documents confidentiels et parfois « top secret » concernant diverses questions : la disposition des forces mobiles de l'OTAN, les rapports entre la Norvège et d'autres pays de l'alliance atlantique, la situation au Spitzberg, l'importance stratégique de l'Islande et les conséquences possibles d'une réorientation de la politique de sécurité de ce pays, etc. Ces « fuites » auraient eu lieu entre 1974 et 1983. Le diplomate avait évidemment accès à des documents importants en raison des hautes fonctions qu'il occupait dans différents ministères durant cette période.

Par ailleurs, M. Treholt aurait transmis à des agents du KGB (dont le principal était le général Gennadij Titov, ancien chargé d'affaires à Oslo) les comptes rendus d'une longue série d'entretiens que des chefs de gouvernement, des ministres des affaires étrangères ou des secrétaires d'Etat norvégiens ont eus, entre 1976 et 1983, avec leurs homologues d'une dizaine de pays occidentaux sur la région circumpolaire, les plans d'exploitation de pétrole et de gaz norvégiens en mer du Nord, la stratégie de l'OTAN sur son « flanc nord », le développement de nouvelles armes nucléaires, le conflit irano-irakien, l'invasion de l'Afghanistan et la situation au Liban. A ces entretiens ont participé, notamment, M. Henry Kissinger, le président finlandais Urho Kekkonen, le chancelier allemand de l'époque, M. Helmut Schmidt, et M. Pierre Trudeau, alors premier ministre canadien.

Par ailleurs, M. Arne Treholt se voit reprocher d'avoir informé le KGB sur la capacité des aéroports norvégiens et le prépositionnement de matériel lourd américain dans le centre du territoire. Tous ces renseignements avaient été communiqués lors du stage qu'il avait naguère suivi à l'école supérieure de la défense nationale.

Selon l'acte d'accusation, le premier contact aurait été établi par les Soviétiques en 1966, alors que l'inculpé avait vingt-quatre. A partir de 1971, c'est le général Titov lui-même qui lui donne certaines instructions. Entre 1974 et 1978, Arne Treholt se rend à de nombreuses reprises à Moscou, alors qu'ont lieu les négociations entre Oslo et l'URSS à propos de la mer de Barents. C'est là qu'il se serait fait classiquement piéger dans une soirée licencieuse. Après l'expulsion, en 1976, du général Titov, le contact est renoué en 1978 par le KGB à New-York, où le diplomate norvégien vient d'être nommé à la mission des Nations unies de son pays.

Ce mardi 26 février, l'inculpé devrait présenter à la cour sa version de l'affaire.

ALAIN DEBOVE.

Turquie

LE PATRIARCHE ARMÉNIEN SOUHAITE QU'UNE « COMMISSION NEUTRE » ÉTABLISSE LA VÉRITÉ SUR LE « GÉNOCIDE »

Le chef spirituel des Arméniens de Turquie, le patriarche Chnork Kaloustian, a accordé une interview au quotidien islamiste *Milli Gazete*, dans laquelle il se prononce contre l'abandon de la discussion historique sur la *« question du génocide des Arméniens »* en 1915. Ce texte, publié le lundi 25 février, attire l'attention car, d'une part, le patriarche est une personnalité d'ordinaire discrète, et, d'autre part, parce que le premier ministre, M. Turgut Ozal, s'était, de façon également inattendue, exprimé sur *« la question arménienne »* dans une interview publiée le 13 février par le quotidien *Gunes (le Monde* du 21 février).

Pour Mgr Chnork Kaloustian, il est essentiel d'étudier *« le point de départ »* du problème. Pour ce faire, le patriarche propose *« l'établissement d'une commission neutre approuvée par les deux parties »* — la Turquie, qui rejette catégoriquement la thèse du génocide, et la diaspora arménienne. Cet organisme serait chargé de trancher le *« différend historique »*. Cette commission devrait *« présenter à l'opinion mondiale l'ensemble des documents et des archives turques et étrangères »*. Ainsi seulement serait *« établie une vérité que nul ne sera en mesure de nier »*.

هكذا من الأصل

مكرر من الاصل

ASIE

Cambodge

Le conflit fait l'objet d'une intense activité diplomatique

Dix jours après les derniers succès militaires vietnamiens contre les Khmers rouges dans l'extrême-ouest cambodgien, la tension demeure vive à la fois sur la frontière khméro-vietnamienne et sur celle entre la Chine et le Vietnam. La diplomatie n'en reprend pas moins ses droits avec une série de démarches dont le conflit cambodgien est l'objet.

Alors que le prince Sihanouk effectue, depuis dimanche 24 février, une tournée de onze jours en Australie et en Nouvelle-Zélande, le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Kusumaatmadja, doit se rendre, début mars à Hanoï, pour tenter de convaincre les dirigeants vietnamiens de l'opportunité d'une rencontre entre le prince *Sihanouk et M. Pham Van Dong* à l'occasion, les 24 et 25 avril, des cérémonies marquant le trentième anniversaire de la conférence de Bandung. Les deux hommes d'Etat *avaient, en effet, représenté* leurs pays respectifs en 1955 et pourraient être invités, fin avril, *« à titre de courtoisie »*. Le séjour de M. Kusumaatmadja à Hanoï, qui a *déjà été reporté à deux reprises*, offre d'autant plus d'intérêt que l'Indonésie a été chargée par ses partenaires de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – *Brunei, Malaisie, Philippines, Singapour* et Thaïlande – de prendre des contacts avec le Vietnam à propos du Cambodge.

Hanoï a récemment réaffirmé que le prince Sihanouk pouvait de nouveau jouer un rôle au Cambodge (*le Monde* du 23 février). A son arrivée à Sydney, ce dernier s'est déclaré prêt, de son côté, à des entretiens en Indonésie en avril, à *condition, toutefois de s'exprimer* au nom des trois factions de la résistance cambodgienne et non à titre personnel. Lundi, Bangkok a fait savoir que le gouvernement thaïlandais *se féliciterait d'une rencontre*, à Bandung, entre M. Sihanouk et des dirigeants vietnamiens, car Hanoï prendrait *« acte, d'une certaine façon, de l'existence du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique »*.

Au même titre que l'Indonésie, l'Australie œuvre en faveur d'un règlement politique au Cambodge et son ministre des affaires étrangères, M. Bill Hayden, se rendra également à Hanoï en mars à l'occasion d'une tournée *en Asie du Sud-Est* qui prévoit une escale à Bangkok, où il s'entretiendra avec M. Sawetasila, ministre thaïlandais des affaires étrangères. Quant au prince Sihanouk, il regagnera Bangkok le 7 mars, soit quatre jours avant l'arrivée du président chinois, M. Li Xianian. La capitale thaïlandaise doit *également accueillir, les 18 et* 19 mars, M. Michael Kapitsa, vice-ministre soviétique des affaires étrangères responsable de l'Asie.

Ces chassés-croisés diplomatiques ne doivent pas faire oublier que, sur le fond, les positions des deux camps en présence n'ont guère évolué et que la tension demeure sur la frontière khméro-thaïlandaise, où même *la fiction d'une zone-tampon entre* forces thaïlandaises et troupes vietnamiennes s'est évanouie avec la chute, en cascade, des camps occupés auparavant par la résistance khmère. D'un autre côté, Chinois et Vietnamiens continuent de s'accuser *mutuellement de violations militaires* de leur frontière commune.

Il reste que cette intense activité *diplomatique intervient* à un moment crucial pour la résistance khmère, qui doit faire la preuve, après avoir abandonné aux Vietnamiens ses principales positions à *proximité de la frontière* thaïlandaise, qu'elle dispose toujours d'un potentiel militaire.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Pakistan

L'échec du boycottage des élections renforce le régime

(Suite de la première page.)

Le général-président avait dit, avant les élections, qu'il souhaitait un minimum de 40 % de participation. Le seuil a largement été franchi, et la quasi-totalité des observateurs sont d'accord pour reconnaître la relative « honnêteté » du déroulement des opérations.

Six ministres battus

« Autant les résultats du référendum du 19 décembre ont été gonflés, affirmait un journaliste d'Islamabad, *autant cette consultation s'est déroulée à peu près comme le régime le souhaitait. »* Les principaux politiciens des onze partis d'opposition *regroupés dans* le Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD), qui ont été arrêtés ou placés en résidence surveillée avant la consultation, sont *« dépassés »* et *« dénués d'intelligence »*, avait dit le *général* Zia au cours du week-end. Une chose est sûre : l'appel au boycottage qu'ils avaient lancé n'a été que très partiellement entendu. Les électeurs pakistanais ont été véhiculés, nourris et désaltérés aux frais des candidats – richissimes pour certains d'entre eux, – mais jamais physiquement contraints de se rendre aux urnes. Les seize ou dix-huit millions de personnes qui se sont déplacées l'ont fait de leur propre gré. Comme à l'accoutumée, les *waderas* (propriétaires terriens), les *nawabs* (petits seigneurs locaux) et les *pirs* (homme « saints ») ont été, dans les zones rurales (70 % de l'électorat environ), non seulement les arbitres mais aussi les véritables maîtres de la consultation.

Le référendum, trop abstrait, trop inusité dans le pays, n'avait guère passionné le petit peuple. Placé en face de candidats bien réels, il a réagi, sans enthousiasme, puisque *c'était interdit, mais avec intérêt*.

Six des onze membres du gouvernement Zia (dont deux conseillers du président), qui étaient en lice, ont d'ailleurs été battus (trois avaient été élus d'entrée, sans opposants), et nombre de candidats du petit parti intégriste Jammat-I-Islami, seul soutien politique civil du régime, ont également mordu la poussière. *Comme si la majorité de* l'électorat, désormais situé quelque part entre les militaires et le MRD sur l'échiquier politique, avait voulu adresser à Islamabad un message qui peut être ainsi résumé : d'accord pour voter *dans les conditions prescrites*, mais pas pour vous.

Les premiers résultats de la *consultation confirment en gros* ce que l'on savait : le régime n'est pas populaire mais il ne suscite pas non plus de rejet franc et massif. Les défaites subies par certains ministres n'ont d'ailleurs pas surpris le général-président. L'intention prioritaire, derrière la consultation, était de prouver non la popularité du régime militaire mais d'établir sa crédibilité. *« Si des ministres sont battus, cela démontrera que les électeurs islamiques sont libres »*, avait affirmé le président Zia. Premier objectif atteint.

L'opposition piégée

En refusant de participer au vote, le *MRD* s'est piégé tout *seul* et s'est interdit de revendiquer même la défaite des ministres. Mardi matin, les feudataires du régime se félicitaient de *« l'ère nouvelle authentiquement islamique »* qui s'ouvrait ainsi, selon eux, au *« pays des purs »*. Il reste maintenant à savoir quelle sera l'étendue réelle des pouvoirs de la nouvelle Assemblée et si *elle acceptera de jouer* le rôle de chambre d'enregistrement qui lui semble dévolu. Le général Zia tiendra-t-il, d'un autre côté, ses nombreuses promesses, notamment celle de lever la loi martiale *« dans quelques mois »* ?

D'ici là, un premier ministre, choisi par lui dans l'Assemblée, devrait avoir été désigné, et un nouveau gouvernement formé. Techniquement dissous lundi soir, le cabinet a été reformé avec tous les ministres qui n'ont pas pris part aux élections (une dizaine) pour expédier les affaires courantes pendant les prochaines semaines.

PATRICE CLAUDE.

Inde

Le président d'Union Carbide conseille aux victimes de la catastrophe de Bhopal d'accepter un « règlement à l'amiable »

Les familles des victimes de la *fuite de gaz toxique survenue*, le 3 décembre dernier, dans une usine de la firme américaine Union Carbide à Bhopal, en Inde, seront-elles un jour indemnisées ? La question se pose avec une acuité croissante après les déclarations faites, dimanche *24 février*, à *un journal* de l'Etat de Virginie occidentale par M. Warren Anderson, *le président* de la société chimique impliquée dans cette affaire. L'accident, l'une des plus graves catastrophes industrielles jamais survenues, avait causé la mort de plus de deux mille personnes et provoqué des lésions et *troubles d'ordre divers* chez des dizaines de milliers d'autres.

Dans une interview au *Charleston Gazette Mail*, M. Anderson a implicitement, mais fermement, déconseillé aux familles des victimes de maintenir leurs plaintes en dédommagements *introduites devant* les tribunaux américains et il leur a recommandé d'accepter *« un règlement à l'amiable »*. Un tel arrangement négocié éviterait, a estimé M. Anderson, des années de recours juridiques. Si les avocats des parties civiles tentent de soutenir que des négligences ont été commises à Bhopal, a-t-il ajouté, *« nous combattrons cette thèse jusqu'au bout »*.

M. Anderson n'a sans doute pas tort de penser qu'une action en justice contre l'Union Carbide risque, effectivement *de s'éterniser*, compte tenu de la complexité du système judiciaire américain et de la multiplicité des plaintes. Des avocats engagés dans la procédure ont déjà affirmé représenter quelque cent mille clients. Pour Union Carbide, la procédure risque, *en outre*, de se chiffrer en sommes astronomiques – des milliards de dollars en dommages et intérêts lui sont réclamés, – si des irrégularités étaient reconnues dans la gestion et les installations techniques de son usine indienne. Un arrangement hors-tribunal aurait, au contraire, l'avantage d'éviter à la firme une publicité nocive pendant de longs mois et lui permettrait probablement aussi de limiter les prétentions financières des victimes ou de leurs représentants.

Au lendemain de la catastrophe de Bhopal, M. Anderson avait admis, devant l'émotion causée en Inde par cet accident, la *« responsabilité morale »* de sa société et son intention de *« ne pas s'y dérober »*. Bien qu'il déclare toujours ne pas vouloir *« fuir ses responsabilités »*, le président d'Union Carbide cherche à l'évidence, aujourd'hui, à empêcher la mise en accusation de sa firme devant les tribunaux. Le gouvernement indien pourrait jouer un rôle-clé dans cette affaire, s'il se décidait à introduire lui-même une plainte aux Etats-Unis au nom de toutes les victimes de Bhopal.

M. L.

DIPLOMATIE

EN VISITE A ROME

M. Gromyko va rencontrer Jean-Paul II

Le contentieux entre Moscou et le Vatican n'a cessé de s'aggraver

De notre correspondant

Rome. – M. Andrei Gromyko, accompagné d'une forte délégation, est arrivé lundi 25 février à Rome pour une visite officielle de trois jours et demi (*le Monde* du 26 février). C'est la première fois depuis quatre ans que le dirigeant de la diplomatie soviétique se rend longuement dans une des capitales des trois pays européens qui ont déjà installé sur leur territoire des missiles de croisière américains (1). Cette reprise de contact avec l'Europe occidentale commence par l'Italie, *comme pour souligner l'intérêt des* officiels soviétiques pour la relative indépendance des positions de *la* diplomatie de Rome, et notamment du ministre des affaires étrangères, M. Andreotti, sur la détente et les rapports Est-Ouest.

Le premier après-midi romain du ministre soviétique des affaires étrangères *a été simplement* consacré à une visite des ruines de l'Ostie antique. Les entretiens politiques ont commencé ce mardi matin avec un long tête-à-tête entre les deux ministres. Ils s'étaient déjà rencontrés deux fois l'an dernier, à Moscou et à New-York. Les correspondants des quotidiens italiens à Moscou soulignent que, depuis plusieurs jours, la presse soviétique insiste sur les *« importants points de convergence »* de certaines prises de position internationales entre l'Union soviétique et l'Italie, en particulier l'opposition à tout changement de frontière en Europe, l'hostilité à la militarisation de l'espace et la recherche d'un règlement global du conflit au Proche-Orient par une négociation entre toutes les parties en présence, dont l'OLP.

Un déficit de 4 300 milliards de lires

Le vice-ministre du commerce *extérieur soviétique* fait partie de la délégation en visite à Rome, car une grande partie des *entretiens* sera consacrée aux questions économiques, et notamment au rééquilibrage des échanges commerciaux entre les deux pays. Le déficit de la balance commerciale italienne avec l'URSS atteignait en 1984 le chiffre record de 4 300 milliards de lires, soit plus du quart du total du déficit des échanges de la péninsule avec le reste du monde. M. Gromyko devait s'entretenir, dans l'après-midi, avec le chef du gouvernement italien, M. Bettino Craxi, puis avec le président de la République, M. Sandro Pertini.

Comme à *l'occasion* de chacune de ses cinq visites à Rome depuis 1966, M. Gromyko se rendra, jeudi matin, au Vatican. Il a bien connu Paul VI, qu'il rencontra quatre fois, mais aussi Jean-Paul II, avec qui il eut un tête-à-tête de deux heures en 1979, à propos des problèmes de la paix, de la coexistence pacifique et de la situation des catholiques en Union soviétique. Cette nouvelle *rencontre*, pour laquelle le pape interrompra une retraite spirituelle d'une *semaine*, est *d'autant plus* importante qu'au cours des quatre dernières années le contentieux entre Moscou et le Vatican n'a cessé de s'aggraver, notamment après les événements de Pologne. Les dirigeants soviétiques n'hésitent pas à accuser le Vatican de mener une « politique » alignée sur celle de l'administration américaine.

(Intérim.)

(1) Il s'agit, outre l'Italie, de la RFA et de la Grande-Bretagne.

M. CLAUDE SOUBESTE AMBASSADEUR A NIAMEY

Le *Journal officiel* du mardi *26 février annonce la nomination* de M. Claude Soubeste, actuellement ambassadeur de France à N'Djamena, comme ambassadeur à Niamey, en remplacement de M. Maurice Courage, récemment affecté à Bagdad (*le Monde* du 19 décembre 1984).

[Né le 13 décembre 1927, licencié en droit, breveté de *l'Ecole nationale* de la France d'outre-mer – où il a tout d'abord *été affecté* de 1953 à 1960, – M. Soubeste a appartenu, après son *intégration* aux *affaires étrangères*, à la direction d'Europe (1960-1963), puis a *été nommé* à Bangui jusqu'en 1966. Détaché au ministère d'Etat chargé des *affaires* culturelles jusqu'en 1968, il a ensuite été conseiller diplomatique du gouvernement gabonais jusqu'à sa première affectation à Niamey, en 1970. M. Souveste est revenu au ministère des affaires culturelles de 1973 à 1979, avec une brève interruption, en 1976, pour exercer les fonctions de conseiller technique au cabinet du ministre de la coopération. Consul général à N'Djamena en 1979-1980, il a été nommé ambassadeur à Malabo (Guinée équatoriale) en 1981, puis dans la capitale tchadienne en janvier 1982.]

politique

LA CAMPAGNE POUR LES ÉLECTIONS CANTONALES

DANS LE RHONE

Candidat des villes, candidat des champs

Ils sont candidats sortants. Ils ont des chances de continuer à représenter le département du Rhône. Ils ne sont pas du même « bord » politique. Le « modéré » de Saint-Laurent-de-Chamousset, proche du RPR, René TREGOUET, et le député socialiste de Villeurbanne, Jean-Jack QUEYRANNE mènent des campagnes électorales radicalement différentes, pour des raisons qui tiennent plus à l'environnement géographique qu'à des différences de comportement face à l'électorat.

Jean-Jack Queyranne : le socialisme à visage urbain

De notre correspondant régional

Villeurbanne. – C'est ingrat une campagne électorale en ville. Ingrat pour un candidat qui, malgré une implantation locale qui remonte à... sa naissance, parvient très difficilement à connaître tout son monde. Plus de vingt et un mille électeurs inscrits : Villeurbanne-Sud n'est pas un canton où le contact avec les citoyens est aisé. Le relais associatif est certes dense, mais tous les candidats savent qu'ils doivent compter avec la personne âgée isolée chez elle, avec le cadre débordé qui joue, en classe « affaires », le fameux « métro-boulot ». Le « travail de terrain » est indispensable mais sûrement pas suffisant pour emporter la décision.

Mardi gras : le candidat Queyranne a mangé cinq bugnes et trois crêpes, bu du champagne (une coupe) et deux verres de limonade. Trois résidences de personnes âgées, un club de jeunes judokas, des commerçants frigorifiés qui tentent d'animer les rues : voilà pour le menu d'une demi-journée. *« Et cela fait un mois que ça dure »*, constate, en soupirant, l'une des secrétaires de l'hyperactif candidat, qui pense entre deux rendez-vous à ce qu'il va bien pouvoir dire dans la soirée, à Feyzin, pour soutenir un *« camarade-sénateur »* en campagne dans un autre canton périphérique.

« Six ans de confiance » : les affiches sont bien installées. Le premier adjoint au maire, le ministre Charles Hernu, « tient » les panneaux. Les colleurs socialistes passent les derniers. René, l'homme de confiance – gardien de stade le jour – militant le soir, n'est pas mécontent de ses derniers piratages muraux. *« Moi, habiter Villeurbanne ? Jamais »* : Voilà pour le candidat épouvantail du canton voisin – M. Michel Forien (RPR), – qui menace très sérieusement un autre des trois sortants socialistes. *« Le Pen – La torture »* : Et voilà pour le candidat du Front national avec ce simple commentaire de René : *« Ça fait bien... »*

Revenons à l'ordinaire préélectoral. Temps fort : les visites des résidences de personnes âgées. Dans la première, tournée des tables. Confidence d'une « tête blanche » : *« Monsieur, au parc des droits de l'homme, les arbres de Judée sont très beaux mais ils ne font pas d'ombre. Alors, pensez à nous pour abriter nos bancs. »* Sourire du candidat. Message reçu. Parfois un léger couac. Comme cette dame de quatre-vingt-neuf ans, qui s'est faussement étonnée : *« Mais vous êtes là ? Il y a donc bientôt des élections ? »*

Au foyer Jean-Jaurès, le candidat arrive au milieu d'une séance de photos-souvenirs. Applaudissements nourris et spontanés de groupies sexagénaires et confidences glissées avec un ton complice : *« Ici on est tous de gauche. »* Au club Max-Dormoy, on danse. Le candidat n'en rajoute pas. Juste quelques mots avec la présidente.

Le plus difficile commence dans la rue avec, cours Tolstoï, la tentative de rencontre des électeurs. Poignées de mains et remise instantanée d'un petit bristol avec une photographie et une très courte profession de foi : *« On a choisi un petit format sur des fiches cartonnées parce que les gens hésitent à les jeter. »* On a le sondage simple. *« Il y a deux mois*, assure René, *nous étions moins bien reçus sur les marchés. »*

Fin de l'après-midi : le candidat encaisse avec le sourire un magistral coup de pied – contrôlé – d'un jeune karatéka. Nous sommes au Judo-Club de Lyon-Villeurbanne, et un photographe local immortalise la scène. Au passage, on apprend que ce club sportif innove en matière sociale : sur les trois cents licenciés, trente sont chômeurs et ne paient pas les cours d'arts martiaux. Le militant socialiste est visiblement séduit par cette initiative. A ce moment-là, il oublie bel et bien l'échéance du 10 mars. Ravi, il entend le président du club parler de l'aide de la mairie, qui pourrait payer des kimonos mais *« sans mettre un écusson au nom de la ville parce que ce n'est pas le genre de la maison »*.

Il faudrait beaucoup de « relais associatifs » pour faire entendre le plus efficace des agents de propagande électorale, le bouche-à-oreille. Est-ce suffisant dans une grande ville où la solitude est le bien le mieux partagé ?

C. R.

René Trégouet : un patron « rural »

De notre correspondant régional

Saint-Laurent-de-Chamousset. – Une campagne électorale sans réunion publique, sans débat contradictoire, sans – ou si peu – affiches ni suspense. Le candidat conseiller général sortant et « sans étiquette », René Trégouet, n'est pas menacé dans son fief de Saint-Laurent-de-Chamousset, dans l'ouest vallonné de l'ancienne « Vendée lyonnaise », là où la rose socialiste n'a jamais pu réussir sa greffe.

En une journée – lundi 25 février, – nous n'avons pas entendu la population aborder des thèmes politiciens. Ici, la préoccupation majeure c'est l'emploi.

Les habitants du secteur défilent à la permanence du conseiller qu'ils paraissent surtout reconnaître comme le « patron » qui va tenter de trouver la solution à leur premier souci.

A 10 heures, le marché aux veaux a démarré « à la cloche », celle de l'église de Saint-Laurent. C'est la première fierté de René Trégouet. Pas mécontent d'avoir, au cours de son premier mandat de conseiller municipal – il a *« toujours refusé »* d'être maire, – ressuscité un marché créé par François Iᵉʳ. Mais la vie du canton va bien au-delà de l'image des jeunes veaux de trois semaines emmenés pour les quatre cinquièmes vers un destin lointain – en Italie – après des transactions menées au pas de charge. Car l'agriculture, bien que modernisée, n'est plus l'activité prioritaire dans le canton, René Trégouet est passé par là !

L'ambiguïté, la confusion des genres – le politique et l'économique, – est permanente chez un homme devenu de fait « le » patron du canton. Ses administrés n'ont pas l'air de s'en plaindre, bien au contraire. Il est arrivé au début des années 70 avec son confortable bagage intellectuel de biologiste enrichi par la pratique de démarches commerciales comme cadre de haut niveau d'un laboratoire pharmaceutique. Très vite, il tente l'aventure de la création d'une entreprise coopérative pour lutter contre l'exode rural.

Aujourd'hui, l'AGDE (coopérative d'avant-garde pour le développement de l'emploi) est le premier employeur du département : trois cent sept salariés répartis en six unités de production. La sous-traitance – pour le compte des skis Salomon – a impulsé le mouvement. Et le groupe coopératif avance dans le domaine de l'électronique. Avec l'usine de Haute-Rivoire, un modèle d'« usine à la campagne » avec ses ingénieurs du cru, ses syndicalistes sages (FO), dont un délégué chef d'atelier, ses ouvrières recrutées localement. Mais la diversification n'est pas une position abstraite. L'AGDE est aussi des fabriques de jouets à domicile, de soutiens-gorge, de jeans ou de bracelets-montres !

Loin des clichés

Les ennemis de René Trégouet ? Impalpables sur le plan politique, même si le « vote de rejet » devrait se draper ici dans les plis du drapeau du Front national, qui a réalisé dans un secteur sans immigrés et sans insécurité un score « européen » aussi élevé que la moyenne nationale. Le candidat-patron, qui n'a pas oublié de mettre en pratique son idéal gaulliste de « participation », n'est pas de ceux qui transigent avec l'idéologie de M. Le Pen : *« On n'a rien à gagner avec de tels discours. »* Les communistes ? Comme ailleurs, ils ont perdu la moitié de leurs électeurs en dix ans. Et ils partaient d'assez bas. Les socialistes ? Ils ont gardé leurs forces pour d'autres lieux ou d'autres moments. M. Trégouet sera élu au premier tour... sans concurrent PS, malgré son soutien indéfectible à la « majorité » (modérée) de l'assemblée départementale.

Non, le plus dangereux ce sont les rumeurs, les *« cancans »*, comme dit la brochure préélectorale du candidat. Il répond en écrivant : *« Je ne me suis pas personnellement enrichi en créant l'AGDE »*, en indiquant qu'il ne touche que le second salaire de l'entreprise. *« L'usine des Auberges ne se fera jamais »*, insiste la rumeur. Elle sort de terre, et l'AGDE embauche. Quel meilleur argument électoral ! *« Ma permanence est plus fréquentée que l'ANPE. »*

Avec un brin de paternalisme, René Trégouet donne des conseils : *« Pourquoi gaspiller votre formation universitaire en biologie pour faire uniquement de l'informatique ? (...) Et si vous tentiez la diversification sur votre exploitation agricole ? »* Pour les jeunes, ce message : *« Formez-vous, étudiez bien. »* A chaque fois, il remplit des fiches, promet d'en parler aux dirigeants de l'entreprise. Le « système » Trégouet est efficace. Il semble faire tache d'huile. Ses meilleurs supporters sont « ses » maires du canton, jeunes comme lui (il a quarante-quatre ans), séduits par l'efficacité d'un homme qui a lancé l'informatique à l'assaut des monts du Lyonnais et qui dit son attachement à la réalité rurale *« les deux pieds dans la glaise »*.

Pour les clichés ancrés sur la permanence de l'image de l'élu rural tortillant sa casquette devant les « gens de la ville », il convient d'éviter l'étape de Saint-Laurent-de-Chamousset.

CLAUDE RÉGENT.

M. Marchais refuse de se prononcer sur le second tour

M. Georges Marchais a lancé, le lundi 25 février, sur France-Inter, la campagne du Parti communiste pour les élections cantonales en refusant de se prononcer sur ce que sera l'attitude de son parti au second tour. *L'Humanité* résume, mardi, le propos du secrétaire général du PCF par un titre qui, en première page, indique : *« Dès le premier tour, votez communiste »*. le sous-titre précise : *« C'est ainsi que les Français pourront exprimer leur refus de la droite, leur opposition à la poursuite de l'austérité, leur dégoût de la politique politicienne. »*

Le secrétaire général du PCF, qui ne s'était pas exprimé en public depuis le vingt-cinquième congrès de son parti, quinze jours auparavant, a déclaré illusoire l'hypothèse d'un retour des communistes à l'union avec le PS, telle qu'elle a existé dans le passé.

M. Georges Marchais a déclaré qu'il *« n'accepte pas »* le *« chantage »* exercé, selon lui, par M. Lionel Jospin, le premier secrétaire du PS ayant dit que si les communistes ne se désistent pas pour les candidats de la gauche au second tour des élections cantonales, *« historiquement, ça leur coûtera cher »* (*le Monde* du 26 février).

« Ce qui compte, pour nous, c'est le premier tour », a dit le secrétaire général du PCF. *« C'est là*, a-t-il expliqué, *que les électeurs vont pouvoir se prononcer clairement et nettement, (...) donner, d'abord, leur opinion sur la politique qui a été mise en œuvre depuis trois ans, en fonction des promesses qui avaient été faites ; ensuite, donner leur opinion sur ce qu'ils veulent et, par conséquent, sur les propositions faites par les différents candidats. (...) Au second tour, on verra le moment venu. »*

M. Marchais a ajouté, au sujet des élections législatives de 1986, que les dirigeants socialistes *« se font des illusions »* s'ils pensent que les communistes vont *« revenir à la politique menée durant (...) près de vingt-cinq ans »*. *« Nous ne renonçons pas*, a-t-il dit, *à des accords avec d'autres forces politiques et avec le Parti socialiste en particulier. mais, cela dit, la primauté, c'est le mouvement populaire. »*

Le secrétaire général du PCF estime, d'autre part, que *« la crise est l'élément numéro un de la poussée de Le Pen, c'est la raison*, a-t-il dit, *pour laquelle nous disons : pour couper les racines qui donnent vie à Le Pen, il faut combattre la crise et résoudre les problèmes. »*

Il a ajouté : *« Vous savez aussi bien que moi à quelles fins on utilise aujourd'hui Le Pen comme un épouvantail. »*

Le trouble français

(Suite de la première page.)

Entre ces acteurs qui ne se résignent pas à quitter la scène, nos compatriotes ont du mal, bien souvent, à faire leur choix. Beaucoup n'aiment guère le tour pris par le combat politique. Ils voudraient que celui-ci fût plus digne, plus loyal, plus à la hauteur des vrais problèmes qui se posent au pays et qui se résument en peu de mots : comment répondre aux multiples défis du monde moderne ? A celui de la foudroyante avance technologique du Japon et des Etats-Unis. A celui d'un tiers-monde qui, surtout dans cette Afrique où se prolonge l'Europe, agonise sous nos yeux. Aux mutations d'une société qui ne sait pas vraiment comment faire face à la substitution des robots aux travailleurs, des vieillards aux enfants. Qui se met à jouer avec les gènes comme avec les atomes. Qui se fragmente, pour ne pas dire qui se tribalise, au moment même où, dans tous les domaines, le fabuleux raccourcissement des distances réduit la planète, selon la frappante expression de McLuhan, aux dimensions d'un « village ».

C'est devenu un lieu commun que de rappeler le sort des dinosaures : les sociétés qui ne savent pas s'adapter crèvent. Ou bien nous allons, comme le font déjà certaines branches de notre industrie et de notre agriculture, nous adapter au grand changement du monde, ou bien nous ne serons plus que les gardiens, nostalgiques et désabusés, d'une Europe-musée, mendiant les pourboires des touristes américains et japonais.

Comment ne pas s'alarmer dès maintenant du dédain où l'on nous tient ? Ronald Reagan, le plus dépensier, le plus emprunteur, en un mot le plus keynésien des présidents des Etats-Unis, devenu, par un incroyable paradoxe, le maître à penser des chantres français du néo-libéralisme, ne nous l'envoie pas dire : la hausse du dollar, c'est notre faute. Elle est due, a-t-il déclaré le 21 février, au fait que les pays européens, avec leurs gestions *« trop rigides »*, n'ont pas été fichus de se hisser au niveau de la relance américaine. Autrement dit : à vous de vous battre, mes enfants, si vous voulez qu'on tienne compte de vos intérêts.

Nous battre pour nous, non entre nous

Rien ne sert de râler ou de pleurnicher. Personne ne nous fera de cadeau. Nous n'avons pas d'autre recours que de nous battre *pour nous*, ce qui suppose, pour commencer, que nous nous battions le moins possible *entre nous*. Entre nous Français, comme entre nous Européens. La nation et la « communauté » à laquelle elle appartient n'ont jamais eu davantage besoin d'une ambition, d'une volonté communes. C'est malheureusement à ce moment-là qu'une partie de la classe politique – une trop grande partie – toute ragaillardie par l'approche des échéances électorales, se mobilise pour une épreuve de force dont l'enjeu – qui n'en a conscience ? – est beaucoup plus le pouvoir que l'usage qu'il conviendrait d'en faire.

Etonnez-vous après cela de l'incohérence des sondages, de la dépolitisation des jeunes et, pour commencer, de ceux dont Robert Badinter résume si bien la situation dans une interview au *Débat* : *« Vous avez, en France, entre 180 000 et 250 000 jeunes gens entre seize et vingt-deux ans, filles et garçons, qui n'ont pas de formation professionnelle, pas d'emploi, qui souvent savent à peine lire et écrire et qui vivent de petits boulots. Les sociologues ont une expression saisissante à propos de cette population. Ils disent qu'ils ont un « plan de vie à deux jours ». Vous vous représentez ce que veut dire un plan de vie à deux jours ? »*

Etonnez-vous qu'en l'absence de toute vision, sinon cohérente du moins plausible et un peu chaleureuse de l'avenir, l'angoisse, la xénophobie, se développent. Que bien des gens, au demeurant parfaitement respectables, se laissent attirer par les slogans simplificateurs du dernier en date des champions du *« y'a qu'à »* et des rouleurs de mécaniques, autrement dit l'honorable Jean-Marie Le Pen.

A son langage, qui est celui du rejet de l'autre, il n'existe qu'une parade : la solidarité. Il est réconfortant de constater, à lire une récente enquête du *Nouvel Observateur*, que beaucoup de jeunes et de moins jeunes sont séduits par cette idée et disponibles pour des actions concrètes : le succès de la sympathique campagne de la main ouverte sur le thème « Touche pas à mon pote » en est une autre preuve. Cette campagne devrait faire honte à ceux qui, tout en vomissant au fond de leur cœur le leader du Front national, lui empruntent son langage dans le seul but de ne pas le laisser davantage draguer leurs électeurs. Tout comme à ceux qui, de l'autre côté de la barricade, se réjouissent *in petto* du désordre que cet homme, pure antithèse de tout ce à quoi ils croient, introduit dans les rangs adverses.

Le pire n'est jamais sûr. Mais la France est bien partie pour se retrouver, après les législatives de 1986, dans une situation politique inextricable au point d'être suicidaire. Dans l'opposition, comme dans la majorité, il ne manque pas d'hommes et de femmes pour s'en inquiéter, voire pour le dire, et pour s'employer à conjurer ce péril en cherchant à dégager, au-delà de l'antagonisme des personnes et des partis, les solutions conformes au bon sens et à l'intérêt national. On ne saurait trop les y encourager.

ANDRÉ FONTAINE.

● *Les tendances idéologiques des Français.* – Selon un sondage de la SOFRES publié par l'hebdomadaire *le Point* sur la « tendance idéologique des Français », 19 % des personnes interrogées se disent proches des idées libérales et 25 % des socialistes. Les autres tendances se répartissent ainsi : « modérés », 17 % ; « gaullistes », 13 % ; « conservateurs », 4 % ; « sociaux-démocrates » 7 % ; « communistes », 5 % ; « révolutionnaires », 2 %. Par rapport à une précédente enquête réalisée en octobre 1983 les termes de « concurrence » (+ 11 points), de « libéralisme » (+ 10 points), de « participation » (+ 6 points) et de « profit » (+ 5 points) sont revalorisés. « Concurrence » recueille 71 % d'opinions positives, « libéralisme » 63 %, « participation » 70 %, et « profit » 47 %.

Ce sondage de la SOFRES a été effectué entre le 15 et le 20 février auprès d'un échantillon représentatif de 1000 personnes.

A NEUILLY (HAUTS-DE-SEINE)

Nom : Le Pen. Prénom : Marie-Caroline

« Je m'appelle Le Pen, c'est sûr que ça représente quelque chose », dit Mˡˡᵉ Marie-Caroline Le Pen, fille aînée du président du Front national, candidate de ce parti pour les prochaines élections à Neuilly-Nord (Hauts-de-Seine). Le nom du père et la promotion des *« idées du Front »* sur *« la dénatalité ET les immigrés »* (c'est elle qui souligne), la fiscalité, etc. : voilà ses deux raisons d'entrer dans la vie publique.

Entrer ? Mˡˡᵉ Le Pen a un peu le sentiment d'avoir été élevée dans le sérail. Mais elle n'a pas de *« passion pour la vie publique »*. Elle n'agit pas pour *« se faire plaisir »*. Papa et les militants de Neuilly (où elle est née) lui ont demandé. C'est tout.

Loin d'elle aussi l'idée de *« gravir les échelons politiques »* à l'aide de son seul nom. Mais d'ordinaire, se souvient-elle, ce nom lui attirait plutôt des avanies. On lui a dit qu'il lui avait fermé les portes d'une *« compagnie aérienne nationale que je ne nommerai pas »*. Une conseillère d'éducation lui a dit que son dossier de baccalauréat portait la mention *« père fasciste »*. *« Au crayon »*, précise-t-elle. Ce qui n'empêcha rien : *« J'ai eu mon bac du premier coup, et tac ! »*

Après le bac, un diplôme d'études universitaires générales de droit (*« je n'avais pas le feu sacré »*), des séjours d'études en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, un stage de journalisme au *Quotidien de Paris*, avant quelques « piges » au *Figaro-Magazine*.

Avant le bac, ce que Mlle Le Pen appelle *« le charme d'une éducation dans l'enseignement public. (...) L'éducation en histoire était totalement marxiste. A l'exception d'un prof. (...) Un jour, un prof de physique nous a fait observer une minute de silence – je ne me souviens plus pourquoi. J'étais sortie de la classe. »*

Le badge du charcutier

Marie-Caroline se souvient qu'il lui fut même demandé au lycée : *« Est-ce que c'est vous la fille du si tristement célèbre Le Pen ? »* Elle veut bien admettre que *« tout n'était pas soviétisé »*. Mais quand même, avoir eu au bac le choix entre Aragon et Simone de Beauvoir la laisse encore songeuse...

Des attaques verbales, passées ou présentes, contre son père, comment pourrait-elle avoir cure ? Elle sait bien, elle, que son père *« disait le matin au petit déjeuner, exactement ce qu'il disait le soir à la tribune »*. Elle sait qu'*« il se trouve que* [son] *père n'a pas torturé parce que ce n'était pas sa fonction »* – *« mais la torture qu'est-ce que c'est ? Si c'est questionner quelqu'un pour savoir où sont placées les dix bombes qui vont faire sauter, par exemple une école, ça ne me choque pas. »* Bref, *« j'aurais adhéré au Front national, même si je n'avais pas été la fille de Le Pen »*.

La voilà donc lancée dans une campagne où elle se dit surtout frappée par un fort courant de sympathie envers le Front national. *« Un charcutier est sorti de sa boutique pour me demander si j'avais le badge « J'aime Le Pen ». Devant tout le monde, c'est dingue. »* Certes, des militants RPR râlent un peu. Pas tous.

Sur cette lancée, la blonde fille aînée de Jean-Marie va continuer, grâce à une permanence mobile : *« On n'a pas trouvé de local. »* Le 28 février, elle recevra à la salle des sports de Neuilly le soutien de son père. Le jeune maire RPR de Neuilly, M. Nicolas Sarkozy, son concurrent aussi, qui lui damera probablement le pion le 10 mars, n'a fait aucune difficulté pour prêter cette salle, confie Mˡˡᵉ Le Pen. Quant à d'éventuelles tractations pour le second tour : *« Je m'en remettrai à mon président préféré... »*

MICHEL KAJMAN.

ES

ıfuse de se prononc
second tour

uble français

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les anti-indépendantistes proposent d'organiser un référendum sur le plan Ukeiwé

M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR et président du gouvernement *du territoire de Nouvelle-Calédonie* s'est déclaré, mardi matin 26 février, au micro de France-Inter, *« tout à fait d'accord »* avec la proposition de M. Jacques Lafleur, député RPR du territoire, d'organiser un référendum dans l'archipel si le gouvernement *n'en prend pas* l'initiative. Cette consultation – dont M. Ukeiwé a estimé qu'elle ne serait pas illégale dans la *mesure où elle s'apparenterait* à un référendum d'initiative locale – pourrait avoir lieu, a-t-il précisé, à la date du 15 avril. La question posée porterait, *a-t-il* indiqué, sur l'approbation ou le rejet du plan que M. Ukeiwé avait présenté au Sénat le 25 janvier dernier.

Pour M. Ukeiwé, *« plus un responsable politique calédonien ne peut s'asseoir à une table avec M. Edgard Pisani »*, qui, selon lui, est *« totalement discrédité et disqualifié »*. En acceptant de dialoguer avec le délégué du gouvernement, le président du gouvernement territorial estime qu'il *« perdrait la confiance des Calédoniens »*, dont la réaction *« serait*, dit-il, *incontrôlable »*. Après avoir affirmé que M. Pisani est *« un obstacle au dialogue »*, M. Ukeiwé s'est déclaré prêt à discuter avec le prési*dent de la République ou le premier ministre. S'affirmant « prêt à engager le dialogue sans exclusive y compris avec le FLNKS »*, M. Ukeiwé y a mis toutefois une condition : *« dialogue sur mon plan et non sur une quelconque forme d'indépendance »*.

Qualité *« d'injustice »* et *« de mesure arbitraire »* par le sénateur RPR, l'arrêté d'expulsion de cinq responsables calédoniens d'extrême droite, a expliqué M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, lundi à Grenoble, *« a pour but de stopper la montée de la tension »*.

De son côté, Mme Georgina Dufoix, porte-parole du gouvernement, a qualifié de *« doublement stupéfiante »* la position du RPR, qui a approuvé, *« au moment même où en Nouvelle-Calédonie la situation connaît un regain de tension »*, l'appel à manifester *« un soutien à cinq extrémistes contre lesquels a dû être pris un arrêté d'interdiction de séjour »*.

Dans un communiqué publié lundi soir, Mme Dufoix a déclaré : *« C'est la première fois que le RPR se solidarise aussi ouvertement avec les dirigeants d'un parti extrémiste, le Front calédonien, responsasable de graves atteintes à l'ordre public. le RPR franchit là également une nouvelle étape dans l'escalade de l'illégalité »*. *« Cette attitude*, a poursuivi le porte-parole du gouvernement, est encore *aggravée par les déclarations de son délégué aux* DOM-TOM. [M. Didier Julia], *qui prétend ouvrir un Livre blanc sur M. Edgard Pisani, osant soutenir que ce dernier aurait institué en Nouvelle-Calédonie « une véritable occupation étrangère » et aurait ainsi commis « des crimes contre la République et les droits de l'homme »*. Mme Dufoix a conclu : *« Une telle outrance dans l'expression, un tel mépris des lois et des décisions de l'autorité légitime, un soutien aussi clairement apporté aux éléments les plus extrémistes, engagent gravement la responsabilité de tous les dirigeants de cette formation politique. »*

M. Pisani piégé

« Il serait incroyable qu'après avoir semé tant de désordres, institué une véritable occupation étrangère en Nouvelle-Calédonie, Edgard Pisani puisse se retirer au mois de mars, prendre une retraite dorée et bénéficier de tous les avantages du service de l'Etat. Qu'il sache, dès maintenant, qu'il pourra avoir rendez-vous avec l'indignité nationale pour crimes commis, sous couvert de l'état d'urgence, contre la République et *les droits de l'homme »*, a déclaré lundi 25 février *M. Didier Julia, délégué national* du RPR aux DOM-TOM. Le RPR a décidé d'ouvrir un Livre blanc sur M. Edgard Pisani, et d'y consigner *« toutes les actions de déstabilisation, les incitations au désordre, les atteintes aux libertés républicaines et aux droits de l'homme, organisées par la personne d'Edgard Pisani »*.

L'opposition nationale accentue *ainsi sa campagne d'attaques* contre la personne du délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, amorcée il y a quelques semaines, quand *M. Philippe Séguin, député* RPR des Vosges, avait estimé que le cas de M. Pisani relevait désormais du *« rapatriement sanitaire »*. M. Pisani venait, il est vrai, *de proposer aux chefs* de l'opposition de leur mettre *« le nez dans leur pipi »*.

La rue, elle, ne s'embarrasse pas de ces subtilités : *« Il est devenu fou »*, répète Nouméa la Blanche.

M. Pisani n'est certes pas le premier à essuyer les foudres calédoniennes. Le caillou excelle à user les nerfs des administrateurs métropolitains qui tentent de gérer ses spasmes. Envers les précédents ministres et hauts commissaires, le journal local a toujours *balancé* entre *l'apitoiement* ironique et une colère d'insulaires contre les étrangers *« qui ne comprennent rien »*. M. Jacques Roynette, *prédécesseur de M. Pisani, s'en souvient* certainement sans trop de nostalgie.

Même d'un point de vue anti-indépendantiste, ce déchaînement verbal *apparaît en grande* partie injuste. Il faut se souvenir que, en *décembre* dernier, M. Pisani et son équipe ont débarqué sur un territoire qui ne répondait *plus à aucune commande.* Toutes les routes étaient coupées. L'essence manquait en brousse. Les évacuations de broussards vers Nouméa en hélicoptères *militaires* étaient quotidiennes. Fermes et bâtiments *brûlaient,* incendiés par le FLNKS, sans que nul s'en soucie.

Une réputation flatteuse

Avec l'aide des renforts de gendarmes *mobiles* et *de CRS* acheminés de métropole en un pont aérien quasi ininterrompu, M. Pisani a d'abord ramené une apparence d'ordre. Le bâton de la *répression* s'est abattu des deux côtés, sans acharnement mais sans faiblesse. Très vite, le camp Est, la prison de Nouméa, s'est trouvé *surpeuplé*, essentiellement par des militants canaques. Cela n'empêchait pas qu'un contact privilégié se fût établi entre M. Pisani *et* M. Tjibaou.

Si M. Pisani ne connaissait pas cette région du monde, lui-même n'y était pas un inconnu. Il arrivait *précédé d'une flatteuse* réputation de « tiers-mondiste », qui lui avait valu ses fonctions de commissaire européen chargé du développement. *« Pisani, dans le Pacifique sud, on le connaît et on l'apprécie »*, nous déclarait ainsi M. Georges Sokomanu, président de la jeune République du Vanuatu (ex - Nouvelles-Hébrides), peu suspect de sympathies pour l'ancienne puissance coloniale.

Tout a basculé avec la mort d'Eloi Machoro. Elle n'a pas seulement brisé net la confiance naissante qui liait les indépendantistes et le délégué. Elle a révélé que l'ancien ministre de de Gaulle pouvait, dans une circonstance capitale, manquer de sang-froid. En choisissant de faire « neutraliser » Machoro alors que l'émeute de Nouméa battait son plein, et que les forces de l'ordre tenaient les militants canaques à leur merci dans leur « fort Alamo ». M. Pisani a sans doute fait preuve de précipitation.

Une série de fautes

La nouvelle crise née du « pique-nique » de Thio doit son développement à une *série* de fautes difficilement compréhensibles du haut-commissariat. Etait-*il concevable de laisser sur* le terrain, au col de Nassirah, un simple capitaine de gendarmerie apprécier la situation ? M. Pisani a affirmé qu'il n'avait pas été *tenu personnellement* au *courant* au fur et à mesure des négociations entre le capitaine Saffrey et les responsables du Front calédonien : n'était-ce pas là pourtant *sa toute première tâche* ? A défaut, ne pouvait-il déléguer un membre de son cabinet sur place pour colorer un peu la sécheresse administrative des informations *transmises par le capitaine Saffrey*, qui a, apparemment, confondu l'état-major d'un mouvement politique avec une famille de pique-niqueurs ?

Enfin, alors que grandit chez les Européens la psychose de la valise, était-il judicieux d'interdire brutalement de séjour cinq dirigeants anti-indépendantistes qui, après *tout, n'ont forcé aucun* barrage de gendarmerie ? N'était-ce *pas* en faire à bon compte des martyrs et s'exposer au mieux au ridicule – s'ils de*vaient finalement échapper à* l'expulsion – et au pire à la fronde de Nouméa solidaire ?

Boudé par le FLNKS – oh ! cette image du délégué de la *France allant faire pénitence* devant la *barrière* fermée d'une tribu, – M. Pisani est haï par les anti-indépendantistes : les espoirs qu'il pouvait placer dans la *modération d'un Dick Ukeiwé ont* été déçus au point que, tout en *continuant* à lui faire des appels du pied, il semble avoir fait son deuil de la rencontre tant espérée avec *le* chef du gouvernement territorial. Il est vrai que M. Pisani n'a jamais fait mystère du peu de considération *que lui inspirent* les institutions territoriales issues du scrutin du 18 novembre.

Ces « mots » : indépendance, autonomie, drapeau, *dont à son* arrivée il souhaitait avec raison se méfier comme de la peste pour ne s'attacher qu'aux réalités l'ont recouvert de leurs filets, *où il se débat* lourdement.

Incontestablement au-delà des mots, il y a matière à consensus entre M. Ukeiwé et M. Tjibaou, tous deux issus de *l'Union calédonienne*, le premier mouvement autonomiste de l'île. M. Pisani voulait hypnotiser la Calédonie, pour la traîner *subjuguée* sur les chemins de la raison. Mais le piège calédonien est bien près de se refermer sur lui.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

« Gendarmerie-Front calédonien, même combat »

De notre correspondant

Nouméa. – Pour son « défilé pour la liberté », le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) avait déployé, mardi 26 février, tout son arsenal tricolore. Les chefs clamaient leur détermination à rester français, les Canaques anti-indépendantistes – beaucoup moins nombreux que les *Européens – arboraient des coiffes* de papier aux couleurs nationales. *« Non à l'arbitraire socialiste »* pouvait-on lire sur les banderoles, peu nombreuses, ou bien *« Tous égaux devant la loi »*, ou encore *« SOS, Pisani nous étouffe »*.

Les seules allusions au motif de cette manifestation – les cinq personnes faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion – étaient contenues dans un slogan : *« Front calédonien-gendarmerie, même combat »*. Ce dernier thème a d'ailleurs semblé davantage mobiliser les manifestants, qui exhibaient des badges ou des posters du capitaine Saffrey, alors qu'aucune banderole ne rappelait le nom des cinq expulsés.

Le Front *calédonien participait* cependant au service d'ordre très musclé de ce défilé, qui a rassemblé 15 000 personnes selon *la* police et 30 000 selon les organisateurs. Le point de départ de la manifestation ainsi que son point de dislocation avaient été fixés *place* de la Moselle, rebaptisée place Yves-Tual, du nom du jeune Calédonien tué à Bouloupari le 11 janvier dernier. *On y avait* installé une estrade pour que les responsables du RPCR puissent s'adresser à la foule à l'issue du défilé.

Dans un discours très applaudi, M. Roger Laroque, le vieux maire de Nouméa, a tout d'abord évoqué le capitaine *Saffrey, qui, selon lui, « n'a fait que son devoir »*. A propos des cinq expulsés, *« ils se sont cachés*, a clamé M. Laroque, *et ils ont bien fait ! Nous sommes décidés à les garder avec nous »*. Le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, a prononcé un discours plus politique : *« Je fais une proposition au gouvernement de mon ami Dick Ukeiwé. Afin que l'opinion française, que le gouvernement soient fixés sur le sentiment de la Nouvelle-Calédonie (...), Il faudrait que d'ici un mois ou un mois et demi nous prenions l'initiative nous-mêmes, en Nouvelle-Calédonie, de nous prononcer sur la seule proposition valable pour l'avenir et pour l'honneur de la France : le plan de Dick Ukeiwé ! »*

A l'issue de la manifestation, M. Lafleur a précisé qu'il avait l'intention de demander au gouvernement français d'organiser un référendum sur le plan Ukeiwé. *« Si j'en juge par ce que j'ai appris un peu partout, j'ai le sentiment que le gouvernement n'est pas opposé à la solution Ukeiwé. »* Au gouvernement territorial, on indiquait, mardi après-midi, qu'en cas de refus de Paris d'organiser une consultation dans les délais indiqués par le député RPR et sur le thème choisi, l'exécutif local pren*drait la décision d'organiser* lui-même un *« référendum d'initiative locale »* – cette consultation n'aurait qu'une valeur indicative et nullement légale, – comme il estime en avoir le droit.

Le débat incomplet

Le délégué du gouvernement, M. Edgard Pisani, n'a pas eu le loisir de commenter cette nouvelle proposition du RPCR : il a tenu sa réunion de *presse* hebdomadaire en fin de matinée, alors que les rues de Nouméa étaient envahies par les manifestants scandant *« Pisani, dehors ! »* lorsque le cortège passait à quelques centaines de mètres des grilles de la résidence.

Interrogé sur son sentiment face à *cette manifestation*, le haut commissaire, M. Egard Pisani, en a dénoncé le caractère vain et répétitif. *« C'est inutile*, a-t-il commenté, *ça ne change rien, les problèmes demeurent, et ce n'est pas en manifestant qu'on les résout, mais c'est en lançant des idées nouvelles, en acceptant le débat, qu'on arrivera à faire avancer les choses. Ça n'a pas de signification. »*

Le délégué du gouvernement est revenu brièvement sur le « pique-nique » du dimanche 17 février à Thio. A la question de savoir pourquoi aucune autorité administrative – le sous-préfet par exemple – n'était présente au col de Nassirah pour décider ou non du passage du *cortège des pique-niqueurs* du Front calédonien vers la cité minière, M. Pisani a répondu qu'il n'avait pas pensé à envoyer quelqu'un au côté du capitaine Saffrey. *« J'ai estimé que les choses étaient assez claires comme cela, et nul ne m'a alerté sur l'ambiguïté de la situation. S'il y a une erreur en ce sens, c'est moi qui l'ai commise. »* Selon le haut commissaire, la manifestation de mardi tout comme l'opération de Thio menacent le rétablissement du dialogue en Nouvelle-Calédonie. *« On joue avec le feu*, dit M. Pisani. *C'est la raison pour laquelle j'avais interdit le pique-nique de la semaine dernière. Il a créé un nouveau processus grave dont on pouvait se dispenser. Et, dans l'histoire que nous vivons actuellement, ce pique-nique sera l'un des éléments les plus négatifs et les plus graves. Même si nous parvenons à stabiliser* [la situation à Thio], *ce qui est le cas, il laissera des traces psychologiquement considérables. »*

Car, pour M. Pisani, l'important reste la mission *que lui a fixée* le gouvernement : obtenir le plus large accord sur le plan dont il a révélé les grandes lignes le 7 janvier dernier, même si, aujourd'hui, ses interlocuteurs se raréfient : aucune nouvelle rencontre n'est par exemple prévue avec le FLNKS.

Mais pour le délégué du gouvernement, le grand absent de l'indispensable débat sur l'élaboration du projet final est le RPCR et plus particulièrement le président du gouvernement territorial, M. Ukeiwé. Evoquant les nombreuses démarches entreprises pour amener le chef de l'exécutif local à s'entretenir avec lui, M. Pisani a regretté qu'elles n'aient pas abouti.

Mais, en tout état de cause, le délégué du gouvernement souhaite remettre son rapport définitif le 31 mars prochain.

« Le moins qu'on puisse dire est que le plan Ukeiwé est schématique, a précisé M. Pisani. *Il n'apporte pas de réponse sur le problème foncier ni sur l'articulation entre les « régions » et l'ensemble du territoire. On ne sait pas non plus quelle est la nature de cette régionalisation de l'ensemble fédératif, ni de la relation avec la métropole. J'ai préparé vingt-cinq questions... Je suis en train d'imaginer quelle peut être la logique de son propos. »*

Le délégué du gouvernement se garde bien de fermer la porte à une rencontre qu'il espère toujours. Mais M. Pisani a cessé sur ce *point de faire preuve d'un optimisme* excessif, même s'il semble que des contacts informels soient maintenus entre les entourages des deux hommes.

FRÉDÉRIC FILLOUX.

Les cinq « interdits » sont introuvables

Le vol régulier à destination de Paris a quitté le territoire mardi 26 janvier sans aucune des cinq personnes qui font l'objet d'un arrêté d'interdiction de séjour. Depuis dimanche personne n'a revu MM. Sarran, Reuillard, Lebargy et les époux Dagostini. A leur propos M. Edgard Pisani déclarait mardi : *« Je n'ai fait qu'appliquer la loi avec un luxe de concessions qui est extraordinaire. Je ne me suis pas servi du concept d'état d'urgence pour appréhender les cinq individus lorsque nous leur avons notifié l'arrêté. »*

Il paraît aujourd'hui certain que les services de police ont perdu la trace de ceux qu'ils étaient chargés de surveiller. Au haut commissariat on se demande si les fonctionnaires de police qui ne devaient pas quitter des yeux les *cinq expulsés ont* fait preuve de toute la bonne volonté souhaitée.

Lundi soir, une heure après minuit, aucun policier ne s'est encore manifesté au domicile d'Emile Lebargy, le président de la section locale de l'Union nationale des parachutistes. La rue Cassier, *dans le quartier résidentiel du* Val-Plaisance, est totalement silencieuse à cette heure. Devant son domicile, un membre de l'association monte la garde : l'épouse de M. Lebargy est restée chez elle, elle se remet lentement d'une grave intervention chirurgicale. L'homme en faction n'appartient pas au Front calédonien, bien qu'il s'en déclare sympathisant.

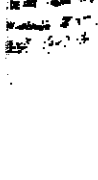
Les cinq expulsions de ces jours-ci ne sont que le début d'une longue série, nous explique-t-il : *« Cent vingt-trois noms circulent, selon un copain des RG. Chacun d'entre nous est fiché suivant son passé militaire mais aussi suivant la spécialité qu'il a exercée pendant son temps de service : maniement des explosifs, tireur d'élite, etc. »* S'il est prêt à se battre ? Oui, sans doute, *« mais*, ajoute-t-il en montrant du menton la maison du député RPR que l'on devine derrière les arbres, *pas pour les milliardaires »*. – F.F.

L'impasse

(Suite de la première page.)

En revanche, quand elle accuse le pouvoir de gauche d'être liberticide en Nouvelle-Calédonie, la majorité locale s'inspire directement des mots d'ordre lancés *en métropole* pendant la « guerre » scolaire du printemps dernier. Cet argument-là mériterait peut-être d'être débattu si, dans leur intransigeance, les élus du Rassemblement pour la Calédonie dans la République ne poussaient leurs défis à l'autorité de l'Etat jusqu'à prétendre opposer leur légitimité territoriale à la légitimité nationale et justifier localement certaines illégalités, après avoir insisté pour que le pouvoir central fasse respecter la loi quand elle est violée par le FLNKS. Tant de démesure ne paraît pas de nature à débloquer une situation qui se résume toujours à une alternative simple : le compromis ou l'affrontement.

ALAIN ROLLAT.





dossier

LE POINT SUR...

La réforme municipale des grandes cités

LA loi instituant des conseils et des maires d'arrondissement à Paris, Lyon et Marseille est théoriquement entrée en vigueur à la suite des élections municipales de mars 1983. Mais il a fallu neuf mois pour mettre au point et publier les multiples circulaires et décrets qui permettaient son application effective. La loi et ses textes subséquents ne sont donc pleinement opérationnels que depuis quatorze mois. C'est peu pour juger de leurs effets. Le premier bilan que nous tentons de dresser ne peut donc être que provisoire. Toutefois, il permet de deviner comment risquent d'évoluer les institutions municipales des trois communes les plus peuplées de France et qui, ensemble, abritent trois millions et demi d'habitants.

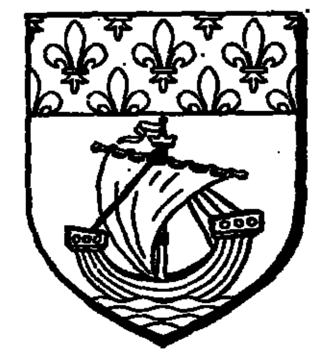
La loi avait été d'abord imaginée par les conseillers de M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, pour tenter de limiter les pouvoirs jugés excessifs de M. Jacques Chirac à Paris. Après son arrivée à l'Hôtel de Ville en 1977, on avait constaté que le chef du RPR avait nommé comme officiers municipaux dans les arrondissements des personnes proches de lui qui, souvent, avaient été battues aux élections. Des militants éliminés par le suffrage universel se trouvaient avoir davantage de pouvoirs que les élus. Pour la gauche, il n'y avait rien à perdre — et tout à gagner pour la démocratie — à faire élire les « patrons » d'arrondissement pour leur donner au moins la légitimité. Mais devant le tollé de l'opposition qui dénonçait l'opération politique derrière « une loi d'exception », il fallut étendre la réforme à d'autres villes. On désigna Marseille puis Lyon, où des méthodes équivalant à celles de Paris avaient cours.

Le texte ainsi « blanchi » fut alors présenté par le gouvernement comme l'accompagnement logique de la décentralisation. On vanta le rapprochement entre la gestion municipale et les citoyens qui devait en résulter. On allait faire un pas décisif dans la démocratisation des grandes agglomérations.

Tirant parti du faux pas initial, l'opposition essaya de dramatiser le débat en menant une campagne sur le thème : « Vous voulez briser l'unité des grandes métropoles ». Les conseils d'arrondissement, prophétisa-t-on, sèmeront la zizanie, alourdiront les procédures de décision et entraîneront un gaspillage des deniers publics. Cela se traduira pour les citoyens par une augmentation des impôts locaux.

L'enquête que nous avons menée montre que la loi dite PLM ne valait sans doute ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Les métropoles ne sont pas disloquées, même lorsque droite et gauche — comme à Marseille — se partagent les mairies d'arrondissement. Mais la démocratie de quartier n'a fait encore que de modestes progrès. Parisiens, Lyonnais et Marseillais ont trouvé près de chez eux un élu responsable à qui parler : leur maire d'arrondissement. Ils en sont satisfaits. Et ces maires ne sont pas du tout disposés à lâcher les maigres pouvoirs qu'on leur a confiés. Il y a fort à parier qu'en cas d'alternance les nouvelles institutions ne seront pas remises en cause par ceux qui, hier, les vouaient aux gémonies. A Paris, Lyon et Marseille, elles font désormais partie du paysage municipal. Quand les autres métropoles régionales en profiteront-elles à leur tour ?

M. A.-R.



PARIS : La démocratie de quartier

« Les Parisiens n'ont jamais bien saisi le fonctionnement administratif de leur ville. Mais cette fois ils ont compris qu'il y avait un maire dans leur arrondissement. » Cette observation est faite par M. René Galy-Dejean, maire (RPR) du quinzième arrondissement, le secteur le plus peuplé de Paris. Elle résume assez bien le sentiment des habitants de la capitale.

Les Parisiens que rebutaient l'éloignement et la solennité de l'Hôtel de Ville et que décourageait la lourdeur des services municipaux (40 000 fonctionnaires) ont enfin trouvé, à deux pas de chez eux, quelqu'un à qui parler. Ils le tiennent même aujourd'hui pour responsable de tout ce qui se passe, en bien ou en mal, dans leur quartier.

Ordures non ramassées, tapage nocturne, agressions dans la rue, cantine scolaire médiocre, feux rouges mal réglés, c'est au maire que l'on écrit, que l'on téléphone, ou chez lequel on se rend aussitôt. Les nouveaux élus sont accablés de travail. *« Autrefois,* dit l'un d'eux, *les maires adjoints d'arrondissement désignés par l'Hôtel de Ville* (1) *étaient des prébendiers ; aujourd'hui nous sommes des forçats. »* Sevrés depuis quatorze siècles de représentants à leur convenance, les Parisiens découvrent les avantages de la citoyenneté à part entière. Ils prennent leur édile pour un médiateur, un consultant gratuit, presque un confesseur.

Ce faisant ils donnent tort quotidiennement à M. Chirac, qui, en juillet 1982, avant le vote de la loi PLM, affirmait imprudemment : *« Je doute que l'on puisse imposer une réforme aussi manifestement pernicieuse à une population qui, à l'évidence, la rejette et qui exprimera clairement son rejet. »*

Des heures supplémentaires...

Les maires sont donc assaillis de demandes d'audience et de courrier. Ils doivent aussi présider les conseils d'arrondissement, le bureau d'aide sociale, le conseil d'administration de la caisse des écoles. Certains, comme M. Alain Dumait, dans le deuxième arrondissement, se font un devoir d'aller chaque mois déjeuner dans une cantine scolaire. On n'avait jamais vu cela.

La plupart ont à cœur d'animer leur arrondissement. Ainsi M. Michel Caldagues vient de « faire un tabac » (10 000 entrées), en accueillant dans les locaux exigus de sa mairie du 1er arrondissement une exposition sur les fouilles de la cour carrée du Louvre. Tous les trimestres, les maires passent encore de longues heures à écouter les représentants des dizaines d'associations groupées au sein des comités d'initiative et de consultations d'arrondissement, les fameux CICA.

Finalement, ils ne sont pas mécontents d'avoir laissé aux services centraux de l'Hôtel de Ville la gestion des squares et des équipements sportifs qui, normalement, devaient leur échoir. Un regret pourtant : le droit d'attribuer la moitié des logements sociaux est réduit à peu de chose. Face à une foule de demandes, l'offre est souvent dérisoire.

Si les maires font des heures supplémentaires, c'est qu'ils apprennent leur métier. C'est aussi qu'ils disposent de bien peu de moyens. Certes, les mairies sont plus avenantes. Mais leur personnel n'est passé que de 855 à 965 agents. *« Si on les écoutait,* dit-on à l'Hôtel de Ville, *il faudrait deux cents secrétaires de plus. Il n'en est pas question. »*

Les mairies d'arrondissement n'ont que de maigres budgets : au total, avec les salaires du personnel, 120 millions de francs, alors qu'on tablait au départ sur le double.

Pas de favoritisme

La première préoccupation des maires, c'est d'obtenir les équipements que réclament leurs électeurs. La répartition des investissements se fait chaque automne, au cours d'une réunion qui pourrait être orageuse ; mais, sous la houlette de M. Jacques Chirac, les maires s'y conduisent comme des élèves modèles. D'abord parce que tout est décidé à l'avance par « négociations bilatérales ». Le maire de Paris a posé un principe : pas de favoritisme, tous les maires sont mes alliés. Ensuite, lors de la réunion, on ne communique à ces messieurs que les sommes qui leur sont attribuées. Aucun document ne leur permet de faire la comparaison avec les collègues. Enfin, les crédits localisés ne représentent que 56,8 % de la totalité des investissements de la Ville. Une autre fraction est répartie en cours d'année, sans autre discussion. De toute façon, près de 20 % restent à la disposition de l'Hôtel de Ville.

Cette méthode autoritaire est efficace. En 1985, le vingtième arrondissement bénéficie par tête d'habitant de quatre fois plus d'investissements que le seizième. Pourtant, M. Georges Mesmin (seizième) et M. Didier Bariani (vingtième), les deux maires, affichent une égale satisfaction. Seconde constatation : comme en 1983, les crédits affectés à l'Est parisien (53,61 %) sont rigoureusement proportionnels à la population de cette moitié de Paris (53,03 %). Dans la majorité municipale, personne n'a osé faire remarquer à M. Chirac que le rééquilibrage à l'Est n'est, pour l'instant, qu'une pieuse intention.

On pouvait craindre aussi que les nouveaux élus n'entrent en conflit avec les directeurs des services, qui, jusqu'à présent, étaient les maîtres du jeu municipal. M. François Lebel, patron du huitième, lançait en décembre 1983 un véritable défi : *« Les grandes directions ont leur politique et la continuent. Or personne n'est mieux placé que l'élu local pour corriger un projet. J'ai l'intention de faire en sorte qu'elles le comprennent. »* En fait la hache de guerre a été vite enterrée. Explication : aucun maire ne peut être politiquement suspecté de faire mauvais usage de ses prérogatives. La victoire totale des chiraquiens à Paris a paradoxalement facilité l'application du statut voulu par les socialistes.

Un débat passionnant

Car la fidélité à M. Jacques Chirac reste le credo officiel de tous les maires. Le radical Didier Bariani déclare par exemple : *« Le commandant de la place est à l'Hôtel de Ville. Moi, ici, dans le vingtième, je me considère comme le colonel du fort de l'Est. »*

Les querelles à la *Clochemerle,* l'isolationnisme style *Passeport pour Pimlico,* n'ont donc pas affecté l'unité de la capitale. Mais l'émergence des maires a tout de même trois conséquences. D'abord l'effacement relatif des 27 adjoints sectoriels, peu connus des Parisiens et un peu isolés dans leurs bureaux de l'Hôtel de Ville. Effacement aussi des 72 conseillers de Paris, membres de la majorité municipale, qui ne sont ni maire d'arrondissement, ni adjoint d'arrondissement, ni adjoint de M. Jacques Chirac.

Inversement, les maires prennent du poids politique. Lors des futures investitures, les partis ne pourront plus les ignorer, au moins dans leurs arrondissements respectifs. Enfin, ces élus locaux souhaitent davantage d'autonomie sinon de pouvoir. Ils veulent être consultés sur tout ce qui se passe chez eux. Exemple : lors de la dernière séance du conseil de Paris, M. Paul Pernin, maire du douzième, a levé un beau lièvre. Avec l'appui de son conseil d'arrondissement unanime, il demande à dire son mot dans la désignation des architectes, le choix des bureaux d'études et même l'architecture des projets d'urbanisme intéressant son secteur. Réponse indignée de M. Bernard Rocher, adjoint à l'aménagement urbain : *« Je ferai tout pour m'opposer à cela. Ces choix relèvent de la Ville. Sinon ce serait la balkanisation de Paris. »*

Et chacun de se retrancher derrière la loi PLM, qui, sur ce point, peut être diversement interprétée. Le débat qui s'engage va être passionnant. Après la loi de 1871 instituant le Conseil de Paris, celle de 1975 donnant un maire à la capitale et celle de 1982 créant de vrais arrondissements, les Parisiens découvrent un exercice difficile : celui de la démocratie locale.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) NDLR : et avant 1977 par le préfet de Paris.



LYON : Les tentations de la démagogie

Les responsables de la majorité modérée de Lyon avaient exprimé de très fortes réserves quant à l'application de la loi PLM pour une cité qui dispose, avec la communauté urbaine (COURLY), d'un niveau supplémentaire de décision. D'autres craintes s'étaient manifestées quant aux « surcoûts » de fonctionnement induits par la création des mairies d'arrondissement. Sur ce plan, le « dérapage » redouté ne s'est pas produit : la dotation totale pour les arrondissements atteint 13 millions et demi de francs. Sur cette somme, des dépenses comme le chauffage et l'entretien des « mairies » existaient bien avant le vote de la loi PLM. Le surcoût en personnel et en matériel divers n'atteint pas 10 millions de francs : une goutte d'eau de 0,5 % dans le budget total de la ville.

En revanche, les inconvénients prévisibles dus à la spécificité lyonnaise se sont confirmés : *« On s'est aperçu,* explique M. André Soulier, premier adjoint chargé des liaisons entre la mairie centrale et les arrondissements, *que la superposition des strates a multiplié les interventions croisées. »* Sur un même dossier, trois instances sont amenées à se prononcer : le conseil d'arrondissement, la mairie centrale, la communauté urbaine.

Pour réviser le plan d'occupation des sols par exemple, les « navettes » entre les instances enrichissent peut-être les dossiers, mais retardent les projets. Le conseil d'arrondissement donne un avis, le conseil de la communauté urbaine vote et engage les opérations. Entre ces deux assemblées, plusieurs organismes — où siège le maire de l'arrondissement concerné — donnent encore leur avis. Résultat : quatorze mois pour réviser le POS, ce qui a entraîné des difficultés pour la délivrance des permis de construire.

Difficultés techniques donc, mais aussi problèmes plus « politiques » de partage des compétences. Les « incompréhensions », les oppositions entre la mairie centrale et les maires d'arrondissement sont fréquentes. Exemple : le maire du sixième prend l'initiative d'une concertation avec les autorités académiques pour créer une école maternelle. Colère de l'adjoint « central » chargé des questions scolaires. L'appartenance à un même camp politique n'évite pas les frictions... Conseil municipal et conseils d'arrondissement sont en effet à majorité « monocolore » depuis le triomphe de la droite aux élections de mars 1983.

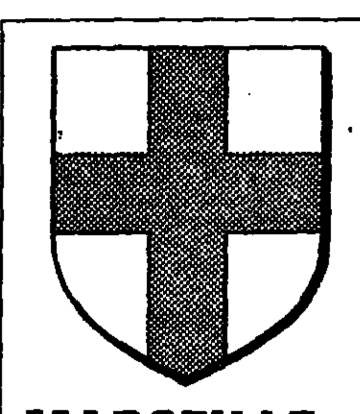
Les tendances centrifuges sont accélérées par le fait qu'à Lyon, contrairement à Paris, les maires d'arrondissement ne sont pas adjoints à la mairie centrale. D'où une tentation plus grande de repli dans des « fiefs » de pouvoir qui se révèlent aussi de bonnes « bases » électorales. Par goût, par philosophie, le maire de Lyon, M. Francisque Collomb, sénateur non inscrit, a toujours joué la délégation de pouvoirs. Il assiste avec un détachement amusé à la course à la notoriété que se livrent dans les quartiers les élus de la « base ».

Cette autonomie des maires d'arrondissement a cependant un redoutable inconvénient : la démagogie. M. Camille Georges, maire du deuxième arrondissement, s'est distingué l'été dernier en prenant d'assaut, avec un comité de dames patronnesses, une exposition qu'il avait jugée — sans l'avoir vue — « pornographique ». Or le local, l'Espace lyonnais d'art contemporain, dépend... de la mairie centrale ! Le même élu est parvenu, avec le soutien d'associations de quartiers, à bloquer l'agrandissement, pourtant urgent, des prisons de la ville. Motif : une rue serait fermée à la circulation des riverains.

La culture est la cible privilégiée des maires d'arrondissement. Ici — dans le septième — on fait démonter une œuvre contemporaine. Dans le huitième, un mur de l'enceinte historique de l'usine Lumière a été abattu sans autre forme de procès, au grand dam de l'adjoint à la culture. Bref, un nombre déjà respectable de « bavures ». A tel point que M. Francisque Collomb estime qu'il faut retirer leur titre de « maire » à ces élus trop zélés...

Cependant, l'adjoint de M. Collomb souligne l'aspect positif de la réforme et, notamment, une meilleure participation de la population et des associations aux décisions concernant un quartier. *« Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain »,* dit-il. *« A condition que les comités d'initiative et de consultation des arrondissements (CICA) n'aient pas tendance à s'« ossifier », à devenir des contre-pouvoirs tentés par le clientélisme. »*

CLAUDE RÉGENT.



MARSEILLE : M. Defferre défend l'unité

Contrairement à Paris et à Lyon, Marseille compte, parmi ses six maires d'arrondissement, deux élus qui n'ont pas la « couleur » politique de la majorité municipale : MM. Jean-Claude Gaudin (UDF), qui a conquis la mairie du quatrième secteur (sixième et huitième arrondissements), et M. Guy Teissier (UDF), élu du neuvième arrondissement. Trois autres secteurs (les premier, deuxième et troisième) ont un maire socialiste, le sixième est représenté par un communiste.

M. Defferre, « père » de la loi PLM, s'est appliqué à donner à chacun les mêmes droits et prérogatives. Il ne veux pas se voir reprocher de favoriser les maires qui sont membres de sa majorité municipale. Il a même interdit le cumul de la fonction de maire de secteur avec celle d'adjoint délégué.

« A Marseille, explique un fonctionnaire municipal, *nous sommes partis de plus loin qu'à Paris et à Lyon, puisqu'il n'existait aucune mairie d'arrondissement. Aujourd'hui, tout est en place. Le maire de Marseille a tenu à ce que chaque mairie de secteur dispose d'un personnel de bon niveau et en nombre suffisant. De nouveaux postes vont être créés. Nous avons même dégarni certains services centraux afin que les maires de secteur aient un personnel qualifié. »*

Commentaire de M. Defferre : *« Rien n'est jamais parfait. Mais les résultats sont meilleurs que ceux que j'attendais. La population des quartiers prend un vif intérêt au fonctionnement des mairies d'arrondissement. Les élus n'ont jamais été aussi proches de leurs administrés. Il sera très difficile, voire impossible, à un gouvernement, quelle que soit sa couleur politique, d'abroger la loi PLM. »*

Réponse de M. Jean-Claude Gaudin, UDF : *« Si je ne l'abrogeais pas, je ferais au moins en sorte que les maires de secteur aient davantage de pouvoirs pour régler les problèmes quotidiens. Lorsqu'un trou se forme dans une chaussée de mon secteur, je dois attendre les services de la voirie centrale. Sans crédits d'investissement, je ne peux même pas acheter un camion de goudron. ».*

« Il est vrai que des lenteurs subsistent, reconnaît M. Defferre, *mais décentraliser ne veut pas dire désorganiser. Une ville a son unité, sa cohérence. Il est du devoir de son maire de la maintenir. Nous nous efforçons en permanence de « roder » la machine et d'améliorer son fonctionnement. Dès cette année, un ingénieur sera mis à la disposition de certaines mairies d'arrondissement, afin de servir de relais sur le terrain entre elles et les services centraux. L'ambition est de mettre en place dans l'avenir un ingénieur pour deux arrondissements ».*

Les maires d'opposition ne sont pas aussi optimistes : *« Certains fonctionnaires centraux donnent l'impression de craindre d'être dépossédés de leurs prérogatives. »* Mais, quelle que soit leur couleur, les maires de secteur ont tous pris leur rôle à cœur. Aucun n'a rétrocédé quoi que ce soit de ses prérogatives à la mairie centrale. Tous réclament davantage de pouvoirs et plus d'autonomie. *« Les gens comprennent fort bien que les grands dossiers, les grands travaux, demeurent du ressort exclusif de l'hôtel de ville. Ils comprennent moins que « leur » maire ne puisse entreprendre tel projet, telle construction qui les concerne directement »,* explique M. Teissier.

Dans une ville qui s'étend sur 24 000 hectares, la décentralisation de l'état civil et la gestion directe des équipements sportifs, des maisons de quartier et des espaces verts de moins de 1 hectare sont appréciés. Les comités d'initiative et de consultation des arrondissements (CICA) jouent à plein leur rôle. *« J'ai quatre cents associations représentées dans le mien,* dit M. Weygand. *C'est la relance de la vie locale. »* M. Teissier reconnaît aussi leur efficacité. M. Gaudin est plus réservé : *« Les CICA accomplissent un travail de réflexion qui ne débouche pas sur du concret. »*

Les maires d'opposition n'ont guère apprécié qu'une association dépendant directement de la mairie continue à gérer les crèches de façon centralisée. *« Certains décrets d'application,* disent en chœur MM. Gaudin et Teissier, *sont venus réduire ce que la loi PLM avait de généreux, notamment dans le domaine des logements sociaux. »*

« Lorsque j'étais ministre de l'intérieur, note malicieusement M. Defferre, *MM. Chirac et Collomb me reprochaient de donner trop de pouvoirs aux maires de secteur. Je note aussi que les crédits mis à la disposition des maires d'arrondissement sont plus élevés à Marseille qu'à Paris où à Lyon. »*

« Le maire nous consulte sur tous les problèmes d'urbanisme, sur les permis de construire, c'est vrai, reconnaît M. Gaudin, *mais on ne m'informe pas de ce que devient l'avis que j'émets. Je siège comme un vrai maire, je délibère, mais j'ai parfois l'impression de « faire joujou ». J'aurais aimé qu'on nous déléguât de véritables pouvoirs. »* M. Gaudin reconnaît un avantage incontestable à la loi PLM. Il connaît à présent tous les détails des projets de la ville, ce que ne lui permettait pas son seul statut d'élu d'opposition.

JEAN CONTRUCCI.

La loi PLM

La loi PLM du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon, a été publiée au *Journal officiel* du 1er janvier 1983.

Paris, Marseille et Lyon sont respectivement divisées en vingt, seize et neuf arrondissements dotés d'un conseil et d'un maire élu qui, lui-même, désigne ses adjoints.

Les conseils d'arrondissement ont voix délibérative pour toutes les affaires et les projets — notamment les projets d'urbanisme et les subventions aux associations — localisés dans l'arrondissement. Ils émettent des vœux, posent des questions écrites au maire de la ville et demandent que le conseil municipal en débatte.

Une fois par trimestre, ils tiennent une séance commune avec les représentants des associations groupées au sein du comité d'initiative et de consultation d'arrondissement (CICA).

Les conseils ont un pouvoir de gestion sur les petits équipements de l'arrondissement : crèches, jardins d'enfants, haltes-garderies, maisons et clubs de jeunes, maisons de quartier, squares, bains-douches, gymnases, stades, etc. Ils peuvent recevoir de la commune la gestion de tout autre équipement.

Les conseils d'arrondissement reçoivent de la ville un budget de fonctionnement détaillé dans un « état spécial » et tenant compte de la composition socio-professionnelle de leur population.

Les maires d'arrondissement sont (avec leurs adjoints) chargés de l'état civil, des affaires scolaires et militaires. Ils président la caisse des écoles et attribuent la moitié des logements sociaux construits dans leur arrondissement. Au cours d'une conférence de programmation annuelle, ils émettent un avis sur les investissements effectués par la ville dans leur arrondissement.

Les maires d'arrondissement disposent de fonctionnaires municipaux qui leur sont affectés et engagent les dépenses de fonctionnement de leur mairie. Ils peuvent également faire appel, en tant que de besoin, aux services généraux de la ville.

هكذا من الاصل

société

LES ACCUSÉS DE L'ATTENTAT D'ORLY AUX ASSISES DU VAL-DE-MARNE

Le cours magistral du commissaire Genthial

Le terrorisme, la volonté proclamée de le combattre et de le réprimer, c'est une chose. C'en est une autre d'avoir à juger trois hommes accusés de s'y être livrés, qui le nient et contre lesquels, en dépit de présomptions certaines et multiples, on n'a pu trouver les éléments permettant à coup sûr de dire de chacun d'eux ce qu'il a exactement fait. C'est en tout cas ce que doivent éprouver depuis *maintenant une semaine* les jurés du Val-de-Marne, qui auront dans quelques jours à fixer le sort de Varoujan, Johannès Semerci et Somer Nayir, qui ont à répondre de l'attentat d'Orly revendiqué par l'ASALA (dont le premier se reconnaît membre et les deux autres seulement sympathisants).

Depuis une semaine, défense et accusation s'affrontent donc sur ce dossier dont la première soutient qu'il est insuffisant et en dénonce les carences, et la seconde qu'il apporte au contraire plus qu'il n'en faut pour démontrer la culpabilité. Tour à tour, au long des dix heures de la journée-marathon du lundi 25 janvier, chacune a pu avoir le sentiment qu'elle marquait un point.

Du côté de la défense, ce fut avec la déposition de M. Viellard, l'expert qui avait à donner son opinion sur la façon dont fut techniquement réalisé l'attentat. Du côté de l'accusation, ce fut entre 21 heures et minuit à l'occasion du témoignage en forme de cours magistral apporté par M. Jacques Genthial, à l'époque chef de la brigade criminelle, qui dirigea l'enquête.

Regardons les choses dans l'ordre. Des quelques débris de l'engin laissés par son explosion, M. Viellard, après les avoir examinés et analysés, a d'abord retenu que celui-ci avait été constitué à base de penthrite et d'exogène, un explosif de fabrication tchécoslovaque connu sous le nom de « sinthex ». Cet explosif, *a-t-il précisé, est le même* que l'explosif employé dans d'autres attentats, revendiqués antérieurement par l'ASALA et jusque-là commis à l'étranger. C'est le même aussi que celui retrouvé dans les valises que détenait chez lui Semerci et que lui avait confiées Garbidian. C'est le même encore qui constituait l'engin qui explosa, le 30 juillet 1982, dans les mains de Pierre Gulinian, qui périt ainsi ce jour-là.

Une température de 1 800 degrés

Il y avait à Orly, le 15 juillet 1983, d'autres débris, ceux notamment de six recharges de camping-gaz. Selon l'expert, ces recharges *renfermaient 1 140 g de gaz butane*, ce qui, couplé à l'engin, amplifiait considérablement son effet. Cela entraîna, au moment de l'explosion, l'apparition d'une boule de feu, remarquée d'ailleurs par plusieurs témoins, dégageant une température de 1 800 degrés et provoquant une pression de 7 kilos au centimètre carré. De là sont venus les effets mortels de brûlures et de souffle pour tous ceux qui se trouvaient à moins de 5 mètres.

C'est ici que la défense, représentée par Mᵉ Bourguet, a obtenu son avantage :

« – *Supposons*, disait l'avocat, *que ces recharges de camping-gaz n'aient pas été couplées à l'engin, mais se soient tout bonnement trouvées dans le bagage d'un passager proche de celui qui renfermait la bombe, n'auriez-vous pas alors fait sur les débris les mêmes constatations ?*

– *Sans doute*, a répondu l'expert.

– *Alors, pourquoi avez-vous retenu l'hypothèse d'un couplage ?*

– *Par comparaison avec des affaires précédentes.*

– *Donc, par déduction ?*

– *Si l'on veut.* »

Cette concession de l'expert, M. Genthial, lui, ne la fera pas. C'est qu'il situe l'attentat d'Orly dans le contexte du terrorisme arménien, un terrorisme qui, depuis 1975, a-t-il précisé, s'est manifesté par trois cents attentats dans le monde, dont une quarantaine en France où l'ASALA en revendiqua très exactement trente et un.

« *D'une façon générale*, a-t-il expliqué, *la police avait tiré de tout cela des enseignements, mais sans pouvoir appréhender le support français de cette organisation. C'est petit à petit que nous avons compris quels étaient les liens au niveau international entre les Arméniens, les Palestiniens et d'autres mouvements encore.* »

Le premier résultat tangible avait été acquis en septembre 1981, après la *reddition du commando* qui occupa le consulat de Turquie, boulevard Haussmann à Paris. Lorsque ses membres se sont rendus, on trouva en leur possession des grenades soviétiques de type F 1 et du « sinthex », soit des armes et un explosif comme *il en fut* découvert surabondamment dans les valises que détenait Semerci.

M. *Genthial est allé* encore *plus loin*. Les hommes du commando détenaient également des rubans adhésifs d'un type très particulier. Or, ces mêmes rubans furent utilisés pour des attentats visant paradoxalement des Arméniens. Autrement dit, c'est l'ASALA elle-même qui déposa des explosifs à l'église arménienne de la rue Jean-Goujon comme au centre culturel arménien de la rue Bleue à Paris, et cela dans le seul but de provoquer des réactions qui lui soient favorables dans l'ensemble de la communauté arménienne.

Il a constaté, M. Genthial, bien d'autres choses encore. Il a relevé que des armes utilisées par l'ASALA pour tirer sur des chargés de mission turcs furent ensuite retrouvées à l'occasion d'autres attentats commis à Paris entre les *mains de Palestiniens qui poursuivaient* des buts tout à fait différents.

Un passeport allemand

Il y aussi cette singulière histoire d'un passeport allemand au nom de Mainka dont était porteur Somer Nayir lorsqu'il fut arrêté à Marseille en octobre 1983. Ce passeport avait été volé *sur le* territoire de la République fédérale d'Allemagne, avec beaucoup d'autres, par un certain Albrecht, *membre du groupe* néonazi Hoffman, qui les emporta jusqu'au Liban. Là, ils furent mis à la disposition des occupants d'un camp d'entraînement palestinien où l'on trouvait aussi bien des Arméniens que des Arabes. Cela on l'a su en arrêtant Mainka, le bénéficiaire de l'un des passeports remis ensuite à Nayir et qui raconta la chose avec beaucoup de détails et de précisions.

C'est du Liban encore, nous a appris M. Genthial, que venait Pierre Gulinian, celui qui devait être victime à Paris, le 30 juillet 1982, de la bombe qu'il manipulait. Mais auparavant, c'est le même membre de l'ASALA qui avait réalisé les *20 et 24 juillet les attentats du Pub* Saint-Germain, puis de la place Saint-Michel où un engin couplé à des billes avait été déposé dans une poubelle. Ce jour-là, on relevait seize blessés.

Dans tous ces attentats, on retrouve l'emploi de ce « sinthex », de ces détonateurs, de ces systèmes de retardement, de ces piles et fils électriques, dont les valises de Semerci regorgeaient. Après la mort de Gulinian vint le temps d'une *accalmie*. C'est à cette même époque, fin 1982 début 1983, que se manifestèrent les réactions des mou*vements nationaux arméniens*, qu'ils soient français, suisses, anglais, canadiens ou américains, contre les méthodes de plus en plus violentes de l'ASALA. Elles aboutirent à la scission de janvier 1983 à Athènes. Le torchon brûlait même si fort qu'Ara Toranian, le leader du mouvement national arménien en France, allait faire l'objet de deux attentats, mais dont, évidemment, il refusa toujours d'attribuer la paternité à l'ASALA. M. Genthial a tout de même son idée.

Au début de 1983, il y aura encore trois autres attentats. L'un est découvert à Orly, au comptoir de la Turkish Airlines, où avait été déposé un sac piégé contenant une charge beaucoup plus forte que celle du 15 juillet : 1 100 grammes de « sinthex ». Le même jour, c'était encore le jet d'une grenade de type F 1 dans les bureaux de la même compagnie, avenue de l'Opéra, à Paris ; enfin, le 28 février, à l'agence de voyages turque Marmara, il y eut un mort.

Humour et courtoisie

Or Garbidian était à Paris depuis le 10 janvier. Le 15 juillet 1983, c'est l'explosion à Orly-Sud. Pour le commissaire *Genthial*, il y a aujourd'hui contre Garbidian tous les éléments nécessaires : c'est lui qui avait l'argent ; voyez ses carnets où sont inscrites les recettes et les dépenses ; c'est lui qui avait les armes ; voyez les valises confiées à Semerci ; c'est lui qui, le 14 juillet, dit à ce dernier de se tenir prêt à enregistrer sur magnétoscope toutes les informations qu'il pourra entendre à la télévision sur un événement concernant les Arméniens et susceptible de se dérouler prochainement. C'est lui, enfin, qui demande à Nayir, le 14 juillet, d'acheter les bouteilles de camping-gaz. Enfin, il y a les aveux.

Pour M. Genthial, ils sont suffisamment précis et circonstanciés. « *Alors, c'est vrai*, conclut-il, *il n'y a pas de témoin direct pour dire qui a porté l'engin, pour permettre de savoir qui a fait quoi. Cela fait partie des vicissitudes d'une enquête.* »

La déposition, par sa tenue et, à l'occasion, par son humour, a été remarquée. Mᵉ Jacques Vergès, qui défend Garbidian, savait bien qu'il avait devant lui un de ces témoins qu'il n'est pas question de manœuvrer. Il fit tout de même semblant de s'y essayer, ce qui lui valut d'être taxé de « vieux renard », mais sur le ton de la plus grande courtoisie. Quant à Mᵉ Bourguet, qui, lui, travaille avec la patience inusable d'un bœuf de labour, il s'attira cette réplique tout aussi souriante : « *Vos questions sont tellement remarquables et excellentes que vous allez me faire douter qu'il y ait eu un attentat à Orly...* »

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

EN BREF

Un appel en faveur de la libération de Massimo Sandrini

Les amis de Massimo Sandrini, un extrémiste de gauche, dont l'Italie réclame l'extradition, lancent un appel en faveur de sa libération. M. Sandrini est, dans son pays, sous le coup d'une condamnation par contumace à neuf ans et onze mois d'emprisonnement pour sa participation à une manifestatioon au cours de laquelle un policier avait été tué (*le Monde* du 15 février). Mᵉ Jean-Pierre Mignard doit plaider, mercredi 27 février, sa mise en liberté. Les amis de M. Sandrini demandent qu'il ne devienne pas « *un bouc émissaire* [ou] *une monnaie sacrifiée en raison de la realpolitik* ».

Les magistrats de droite accusent le gouvernement de faciliter le terrorisme

Pour l'Association professionnelle des magistrats (AMP, droite), les récentes déclarations de M. François Mitterrand sur le terrorisme (*le Monde* daté 24-25 février) tournent « *résolument le dos à une véritable coopération avec ses partenaires occidentaux* ». L'APM critique le refus du gouvernement d'« *exécuter les mandats d'arrêt en suspens* » qui visent « *cent vingt membres des Brigades rouges présents sur notre territoire* » et s'inquiète du refus de la France d'un « *véritable espace judiciaire européen* ». Elle se déclare convaincue que la limitation des « *possibilités d'extradition aux seuls auteurs de crimes de sang revient à renoncer à démanteler les réseaux du terrorisme et à faciliter les relais et les complicités* ».

● *Mort d'un enfant-loup en Inde.* – Ramu, l'enfant-loup capturé il y a neuf ans dans une forêt de l'Inde, est mort le 18 février à Lucknow, dans le foyer pour personnes abandonnées où il avait été placé. Ramu avait été découvert en 1976 dans une forêt du nord de l'Inde, jouant avec trois louveteaux. Il se déplaçait à quatre pattes, les ongles longs, des cals aux mains, aux coudes et aux genoux. Pendant plusieurs mois après sa capture, Ramu n'avait accepté, pour toute nourriture, que de la viande crue. Il se ruait sur les animaux de basse-cour qu'il apercevait. Puis l'enfant-loup avait peu à peu appris à s'alimenter « normalement », à se laver seul et même à s'habiller. Mais il n'avait jamais pu parler.

La loi PLM

CATASTROPHES

VINGT-DEUX MORTS ET UNE CENTAINE DE BLESSÉS EN MOSELLE

L'accident minier de Forbach est le plus meurtrier depuis dix ans

M. Laurent Fabius s'est rendu auprès des victimes

M. Laurent Fabius est arrivé, mardi 26 février, à 7 h 15, au puits Simon des Houillères du bassin de Lorraine (HBL), près de Forbach, où vingt-deux mineurs ont été tués lundi. Cent trois autres ont été blessés ou intoxiqués. Accompagné par M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat à l'énergie, le premier ministre s'est rendu à l'hôpital Sainte-Barbe de Forbach, où certaines des victimes avaient été admises. « *Ce sont des hommes très courageux* », a déclaré M. Fabius en quittant l'hôpital. Il devait ensuite regagner Metz, d'où il s'est envolé pour Paris après une visite à la chapelle ardente où reposent les vingt-deux corps remontés de la mine.

Comme M. François Mitterrand, M. Fabius avait adressé, dès lundi soir, aux familles, un télégramme de condoléances. « *Profondément touché par cet événement dramatique, je m'associe*, écrivait le premier ministre, *à la douleur des familles des victimes.* » Dans son message, le président de la République assure les mineurs et leurs familles « *durement éprouvés* » « *du soutien solidaire de la communauté nationale* ».

Il était 7 h 21, lundi, quand l'explosion, due à un coup de grisou, a eu lieu à 1 050 mètres sous terre au puits Simon. Selon les premières hypothèses, ce coup de grisou a été suivi d'un coup de poussière (inflammation de la poussière de charbon).

Plus de soixante sauveteurs sont intervenus immédiatement, mais la progression dans la galerie de la veine 18 était extrêmement difficile. Au moment de l'explosion, neuf cent trente mineurs étaient descendus au puits Simon. Plus d'une centaine d'entre eux ont été hospitalisés à Forbach et Merlebach, grâce à une noria d'ambulances relayées par deux hélicoptères. Ils souffrent, pour la plupart, de fractures ou sont intoxiqués ; M. Brénas, président du conseil d'administration des HBL, devait indiquer, dans la nuit, que leurs jours n'étaient pas en danger, « *même pour les plus atteints* », ajoutant que près de la moitié d'entre eux avaient pu regagner leur domicile après avoir reçu des soins.

C'est seulement tard dans la nuit que les huit premiers corps avaient été remontés à la surface, les quatorze autres « *localisés et identifiés* » demeuraient encore dans la galerie où avait eu lieu l'explosion.

Après cet accident, le plus meurtrier depuis dix ans (quarante-deux morts à Liévin le 27 décembre 1974), la CGT a appelé les mineurs à une grève de vingt-quatre heures le jour des obsèques des victimes. Pour sa part, FO a décidé de se porter partie civile.

Dignité et résignation

De notre envoyé spécial

Forbach. — « *Toutes les descentes au fond, quels que soient les puits, sont interdites sans autorisation du PC du siège* »... L'avis, tracé au feutre sur une feuille de papier, a été punaisé quelques instants après l'explosion à l'entrée du couloir menant aux puits du « siège Simon » (1) au fond de la « salle des mineurs », un vaste hall éclairé par une verrière sale, avec des murs jaunes et de longs bancs dont la peinture s'écaille. C'est ici que se retrouvent les hommes du fond, ceux qui remontent, ivres de fatigue, et ceux qui s'apprêtent à y descendre. Et c'est ici que se fait l'appel des équipes, déjà casquées et en bleu de travail.

Ils sont encore près d'une centaine, lundi 25 février vers 21 h 30. Des hommes de tous les âges venus aux nouvelles, qui parlent à voix basse par petits groupes, indifférents au va-et-vient des caméras.

Plus encore que la tristesse qui les accable, c'est un air de profonde résignation en même temps que de dignité qui se lit sur tous les visages. « *Il ne peut y avoir de survivants, c'est impossible... Savez-vous ce qu'est un coup de grisou ? Ça veut dire une déflagration qui projette les gars comme des balles de caoutchouc contre les parois et les désarticule ; cela veut dire aussi une température qui peut atteindre les 1 200 degrés et des émanations de gaz dont la toxicité ne pardonne pas...* »

Il y a maintenant environ quatorze heures que le drame s'est produit. Un drame apparemment quasi imprévisible, sa soudaineté ayant probablement été telle que les télégrisoumètres (capteurs d'émanations) reliés à la salle des téléguidages, où l'on veille vingt-quatre heures sur vingt-quatre les trois cent soixante-cinq jours de l'année, n'avaient enregistré aucune anomalie au pointage effectué dix minutes à peine avant l'explosion. A ce moment-là, ils avaient relevé moins de 1 % de teneur en grisou, ce qui est « normal » et n'entraîne aucun arrêt de travail ni évacuation.

« *Le grisou, il est partout, il est inodore et incolore*, explique le chef d'équipe. *Il suffit d'une fissuration de la roche ou d'un simple coup de pic pour libérer une poche de gaz sous pression : en s'échappant, le gaz s'échauffe, et c'est aussitôt le feu qui se communique aux poussières en suspens, et la déflagration est immédiate.* »

Poussières suffocantes

Un peu plus tard, on apprendra que le nombre des corps remontés à la surface depuis le matin est maintenant de huit et que les quatorze autres victimes ont été, à l'exception de trois d'entre elles, très précisément localisées. Mais les équipes de sauveteurs ne pourront les dégager qu'une fois rétabli l'éclairage électrique, et surtout le réseau d'aérage, ce qui devait être fait à la fin de la nuit. La présence de fumées toxiques et de poussières suffocantes rendait cependant toute progression dans les galeries dangereuse, et l'utilisation des appareillages de respiration autonome limitait la capacité de manœuvre des sauveteurs. Une centaine de blessés souffrant en majorité d'intoxication, mais dont aucun n'était semble-t-il en danger, sont hospitalisés dans plusieurs établissements de la région.

« *C'est la loi de la mine*, nous disait un homme de trente-six ans qui a déjà dix-huit ans de fond derrière lui. *Sitôt guéri, croyez-moi, les copains blessés demanderont à redescendre... c'est comme ça.* » Redescendre pour un salaire mensuel n'excédant pas 4 200 F pour les ouvriers non qualifiés et pouvant atteindre 5 500, 6 000 ou 7 000 F pour un boutefeu (l'ouvrier spécialisé responsable des dynamitages) ou le porion (chef d'équipe). « *Si je trouvais autre chose à faire*, nous disait un boutefeu, *je quitterais la mine, mais par ici il n'y a que ça et rien d'autre pour qui veut gagner sa croûte, alors, le jour où le travail reprendra, je serai présent à l'appel.* »

Le travail reprend

Très tard dans la soirée de lundi, la direction du « siège Simon » faisait savoir que le travail devait reprendre dès mardi matin dans tous les puits non immédiatement voisins du lieu de la catastrophe, une fois toutes les vérifications nécessaires faites par les équipes de contrôle et de sécurité.

A 23 h 30, M. Michel Hug, directeur général de Charbonnages de France, arrivé peu avant de Paris, se refusait à toute déclaration. Pour sa part, M. Jacques Richard, chef de siège, indiquait que, selon l'usage en pareil cas, le parquet de Sarreguemines avait ordonné l'ouverture d'une information. C'est donc aux ingénieurs de la direction régionale du service des mines qu'il appartiendra de déterminer les vraies causes de l'accident au terme de l'enquête qu'ils doivent entreprendre dans les meilleurs délais. Pour avoir accès au dossier de l'instruction, le syndicat FO, majoritaire au « siège Simon », s'est constitué partie civile. Non qu'il veuille dénoncer trop tôt d'éventuelles carences de la direction, mais parce que « *l'augmentation des rythmes d'exploitation ordonnée par la direction pourrait, peut-être, être à l'origine de certaines négligences* », comme nous le déclarait l'un des responsables de cette centrale.

Une fois encore, la mine pleure ses morts. Huit cercueils reposent à la morgue de l'hôpital Sainte-Barbe de Forbach, en attente de l'installation d'une chapelle ardente où viendront s'ajouter quatorze autres cercueils.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

(1) Situé à 2 kilomètres à l'est de Forbach et au nord de Stiring-Wendel, l'ensemble compte cinq puits, dont le plus profond atteint 1 070 mètres sous le niveau du sol. On en extrait, à raison de 9 000 à 11 000 tonnes par jour, des charbons flambants d'excellente qualité.

Le mécanisme du coup de grisou

La catastrophe de la mine de Forbach est selon toute vraisemblance due à une explosion de grisou suivie, peut-être, d'une explosion de poussière. Mais, bien sûr, il faudra attendre l'enquête technique pour faire le point. Le sauvetage des survivants et la récupération des morts sont pour le moment prioritaires, comme nous l'a dit M. Jean Dangréau, directeur des départements de recherche du CERCHAR (Centre de recherches des Charbonnages de France) à Verneuil-en-Halatte, dans l'Oise.

Le grisou — autrement dit du méthane — est ce qui reste des matières volatiles nées des processus physico-chimiques qui ont, au cours des âges géologiques, transformé des accumulations de matière végétale en charbon. Selon les mines, il y a plus ou moins de grisou, et les galeries sont toujours balayées par de puissants moyens d'aération. (Dans certains cas, le grisou peut être capté, amené en surface et utilisé comme du gaz naturel, qui est, lui aussi, composé essentiellement de méthane.)

La teneur en grisou est constamment mesurée, puisque ce gaz se dégage en continu du charbon. Elle ne doit pas dépasser 1 % environ. Si elle arrive à un certain seuil voisin de cette valeur, les galeries sont évacuées. Lorsqu'elle atteint les valeurs comprises entre 5 % et 15 %, le mélange grisou-air peut exploser. Qu'il se produise une étincelle électrique (en dépit des matériels spéciaux utilisés dans les mines) ou une auto-inflammation du charbon (cela peut arriver), et tout le grisou s'enflamme quasi instantanément.

Il se dégage alors une chaleur considérable (de l'ordre de 1 000 °C ou même plus) qui dilate énormément tout le mélange gazeux, et cette surpression brutale entraîne de très violents courants d'air qui gagnent les galeries voisines, où l'explosion peut se communiquer si la teneur en grisou est suffisante. La combustion dégage des gaz irrespirables (oxyde de carbone, gaz carbonique) et brûlants.

En outre, ce courant d'air soulève forcément la poussière de charbon et celle-ci explose immédiatement dès que sa teneur dépasse 50 à 100 grammes par mètre cube d'air. L'explosion de poussière de charbon se propage elle aussi car les courants d'air qu'elle déclenche fait soulever la poussière des galeries où ils la propagent.

Pour prévenir les explosions de poussière, les galeries sont équipées d'arrêts-barrages installés près du toit. Ceux-ci peuvent être soit de grandes planches posées en équilibre précaire et supportant d'importants volumes de poussières non combustibles, soit des bacs fragiles remplis d'eau. Le souffle de l'explosion qui arrive avant les flammes fait tomber les planches ou brise les bacs, ce qui « neutralise » la poussière de charbon. Dans certaines mines, on procède aussi à des arrosages réguliers qui collent la poussière sur le sol et l'empêchent de voler.

Plus de deux cents personnes travaillent au CERCHAR sur les travaux de sécurité minière et sont en constante liaison avec les laboratoires qui, dans le monde entier, étudient ces mêmes problèmes.

Y. R.

La CGT appelle à une grève de vingt-quatre heures dans le bassin de Lorraine

La Fédération nationale des travailleurs du sous-sol CGT et la fédération régionale des mineurs de Lorraine CGT « *appellent le personnel du bassin de Lorraine à une grève de vingt-quatre heures le jour des obsèques. Elles s'adressent à toutes les organisations pour que cette journée se fasse dans l'unité* ». Dans un communiqué, les fédérations CGT soulignent que « *depuis quelques années, du fait de la récession, la situation s'est sérieusement dégradée dans l'entreprise : manque de personnel, économie sur le matériel, mauvaise ambiance, etc.* » et que « *au secteur où a eu lieu l'explosion, les moyens de détection les plus modernes du grisou n'étaient pas installés* ». Le bureau confédéral de la CGT a demandé pour sa part que « *toute la clarté soit faite* » sur l'accident afin que de « *tels drames ne se reproduisent plus* ».

La fédération régionale des mineurs CFTC a demandé la création d'« *une commission officielle d'enquête à laquelle seront associées les organisations syndicales* ». La CFTC devrait appeler le jour des obsèques « *à une journée d'absence et de recueillement* » et à l'arrêt de toutes les installations. La fédération des mineurs de Lorraine CFDT « *refuse d'accepter la fatalité. Un tel accident pourrait être évité si l'on donnait une réelle priorité à la sécurité dans nos mines* ». Affirmant que « *les enseignements de 1976* [seize morts dans le même bassin] *auraient pu apporter des solutions préventives* », elle interroge la direction : « *Comment se fait-il qu'il y ait eu si peu de matériel respiratoire, de sécurité de taille* (...) ? *Comment expliquer le peu de moyens de contrôle grisouscopique alors que les techniques actuelles peuvent permettre de contrôler la situation en tout endroit et en permanence ?* »

La fédération régionale des mineurs FO « *demande qu'une enquête détermine les circonstances exactes de cette explosion et se portera partie civile afin d'avoir accès à la totalité du dossier* ». Quant à la Fédération nationale des mineurs FO, elle « *s'insurge contre le fait, qu'une fois de plus un lourd tribut doit être payé par les mineurs après tous les accidents mortels successifs enregistrés au cours de ces derniers mois* ». M. Bergeron a adressé un télégramme de condoléances aux familles. La CGC estime, pour sa part, que, « *en son temps, il sera nécessaire d'établir les circonstances et les causes exactes de ce drame* ».

Mme Dufoix, porte-parole du gouvernement, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Jean-Marie Rausch, président (CDS) du conseil régional de Lorraine, M. Kucheida, député, maire de Liévin (où la catastrophe minière fit quarante deux morts en 1974), M. Marchais, ont envoyé des télégrammes de sympathie aux familles.

Accidents et maladie

Le débat politique qui, depuis des années, oppose régulièrement les défenseurs du charbon français aux tenants de la fermeture des puits les moins rentables avait presque masqué cette réalité : la mine tue encore en 1985. Moins que jadis par accident, par ces coups de grisou, qui comme aujourd'hui encore, fauchent régulièrement des dizaines d'hommes au fond, mais, hélas ! toujours autant par la silicose, cette terrible maladie professionnelle dont meurent, encore aujourd'hui, deux anciens mineurs par jour.

Les accidents du travail ont — la mécanisation et le progrès technique aidant — beaucoup diminué depuis le début des années 70 : une soixantaine de morts chaque année en moyenne dans les années 60 ; une dizaine par an depuis 1971, à l'exception des deux années noires : 1974 (catastrophe de Liévin), 66 morts, et 1976 (accident de Merlebach), 41 morts. En dépit de la baisse des effectifs globaux, le nombre des accidents du travail est resté toutefois stable depuis plusieurs années : 8 morts en 1979, 16 en 1980, 8 en 1981, 10 en 1982 et 10 en 1984.

Moins spectaculaire, mais beaucoup plus meurtrière, la silicose, elle, n'a pas régressé, bien au contraire. Hantise des mineurs et de leur famille, elle est la cause de près de 700 morts par an (700 en 1983, 600 en 1984). On a, certes, réussi, grâce aux progrès médicaux, à reculer l'âge d'apparition de la maladie — cinquante-six ans en moyenne — et à prolonger — dans quelles conditions ! — la durée de vie des malades — une quinzaine d'années. Mais, dans le Nord-Pas-de-Calais, où, pour des raison inconnues, la silicose frappe plus qu'ailleurs (80 % des victimes), un tiers des effectifs sont atteints en fin de carrière (6 % à 7 % en Lorraine). Pis, la médecine se révèle incapable de garantir aux jeunes, actuellement en exercice, que cette tragique proportion diminuera dans l'avenir. — V. M.

● *Implosion dans une maison de retraite : trente-neuf personnes hospitalisées.* — Trente-neuf personnes âgées ont été incommodées par la fumée et hospitalisées après un incendie qui s'est déclaré, pendant la nuit du lundi 25 au mardi 26 février, dans la maison de retraite Charles-Foix, à Ivry (Val-de-Marne).

Selon les premiers résultats de l'enquête, le feu a été provoqué par l'implosion d'un poste de télévision. Cette maison de retraite, composée de plusieurs pavillons, abrite 1 500 pensionnaires.

مكرر من الاصل

ELLE

te du coup de grisou

vingt-quatre heures
Lorraine

NOUVEAU
LE 9e PLAN
LA DÉCENTRALISATION

SPORTS

LA CRÉATION D'UN CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES DE VOITURES DE SÉRIE

La fin des prototypes ?

Le comité exécutif de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) a décidé la création, pour 1986, d'un championnat du monde des rallyes ouvert aux voitures de série (*le Monde* du 23 février). Une décision qui fait l'effet d'une bombe dans les milieux des grands constructeurs automobiles.

Les petites phrases du président de la FISA, M. Jean-Marie Balestre, ne sont jamais anodines. Après avoir lancé l'idée, pendant le dernier rallye de Suède, qu'il fallait supprimer les prototypes (« groupe B ») du championnat du monde des rallyes, pour réduire l'escalade des coûts et améliorer les questions de sécurité, le président de la FISA avait provoqué l'inquiétude des constructeurs soucieux de la stabilité des règlements. M. Balestre, qui règne sans partage sur le sport automobile, a fait voter, cette fois, la création d'un deuxième championnat du monde des rallyes, réservé aux voitures construites en grande série (5 000 exemplaires) et il a mis à l'étude des mesures réglementaires applicables en 1986 en vue d'améliorer la sécurité des voitures du « groupe B », qui réunit des modèles construits à deux cents exemplaires, destinées à être vendus, et dont 10 % sont améliorés et fabriqués pour la course. Les modifications (poids, puissance, boîte de vitesses, turbo, longueur et largeur) apportées à ces derniers sont si grandes que ces voitures sont très éloignées de la voiture initiale.

Face à ces initiatives, selon eux contestables, les constructeurs, qui sont les partenaires essentiels de la compétition sportive, ont réagi. Peugeot, qui se révèle avec la 205 le numéro un depuis ses victoires à Monte-Carlo et en Suède, et Audi qui, avec la Quattro, a donné ces dernières années une dimension nouvelle aux rallyes, font corps. M. Jean Todt, patron de l'écurie française, garde son sang-froid devant les nouvelles exigences du président de la FISA. « *On peut craindre,* dit-il, *que l'organisation de ce deuxième championnat du monde n'ait été décidée que pour se substituer un jour à l'actuel championnat et réduire l'influence des grands constructeurs. Peugeot souhaite essentiellement que le pouvoir sportif joue son rôle en mettant tout en œuvre pour harmoniser le sport automobile et non pour le détruire. Nous n'avons pas l'intention de vivre de polémiques en permanence. La course est l'un des moyens que nous avons retenus pour promouvoir notre image, mais, s'il le faut, nous pouvons très bien poursuivre le même but dans d'autres domaines.* »

C'est, en effet, toute la politique de promotion des grands constructeurs qui est remise en cause.

Décision suicidaire

M. Philippe Schmidt, directeur sportif du bureau permanent des constructeurs, organisme qui a été remplacé lors de la dernière séance du comité exécutif de la FISA par une commission des constructeurs, estime que la suppression des modèles destinés à la compétition serait « *une décision suicidaire* ». « *Jamais les grands constructeurs,* dit-il, *ne parviendront à construire deux cents voitures entièrement préparées pour la course.* »

L'organisation du « groupe B » a été mise en place en 1983. La réglementation qui régit les grandes disciplines du sport automobile est établie pour une durée de cinq années, en raison de l'importance des investissements. Elle ne devrait donc pas être modifiée avant 1988. Sauf cas de force majeure. Elle pourrait alors être changée, d'une part, avec l'accord unanime de toutes les parties, d'autre part, si des raisons impérieuses de sécurité se posent. La FISA a ainsi décidé en 1982 que les monoplaces de formule 1 seraient munies de fonds plats interdisant du même coup les « jupes » qui transformaient les voitures en véritables obus.

Y a-t-il les mêmes risques avec les voitures qui dominent le championnat du monde des rallyes ? Le président de la FISA feint d'oublier que, dans cette discipline, la sécurité est également liée à la nature des routes et à l'absence de protection des spectateurs.

S'il a gagné sur le terrain de la formule 1, M. Balestre n'a toutefois pas empêché les constructeurs d'imposer le moteur turbo, plus coûteux que les moteurs classiques, et il a échoué dans sa tentative de réduire l'escalade des prix. Personne ne sait, à vrai dire, où il veut en venir. Après la mauvaise querelle faite à M. Michel Boeri, président de l'Automobile Club de Monaco, à propos de l'organisation du rallye de Monte-Carlo, le président de la FISA prend une nouvelle fois le risque de perdre la face.

GILLES MARTINEAU.

SCIENCES

L'Académie des sciences veut aider la recherche appliquée et la technologie

Le Comité académique des applications de la science (CADAS) vient de présenter, en présence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, les résultats auxquels il est parvenu depuis sa création, le 10 janvier 1983, par l'Académie des sciences. Dans trois domaines, informatique scientifique et technique, sauvegarde des espèces, interactions de la chimie et de la biologie sur le milieu vivant, le CADAS a émis des recommandations destinées à pallier les insuffisances françaises.

Dans le domaine de l'informatique scientifique et technique, le CADAS avait noté, d'une part, le retard français en « petites machines » et en logiciels et, d'autre part, l'interdiction faite aux laboratoires qui avaient un besoin pressant de ces petits ordinateurs et de ce « *software* » de les acheter à l'étranger. Dès la publication des recommandations du CADAS en juillet 1984, le ministre de la recherche de l'époque, M. Laurent Fabius, suivi par son successeur, M. Curien, avait donné des instructions pour que la France produise les ordinateurs et les logiciels indispensables et pour que à défaut de ces « matériels » français, des « matériels » étrangers puissent être achetés. Un représentant de Honeywell-Bull a annoncé à cette réunion que sa société aura bientôt, sur son « catalogue », deux « machines » de ce type.

Pour la sauvegarde des espèces (rapport publié en février 1985), le CADAS fait remarquer que l'homme a mis longtemps à s'apercevoir que sa survie était liée à la diversité des espèces. D'où sa recommandation de constituer l'« Arboretum national des Barres » (à Nogent-sur-Vernisson, dans le Loiret).

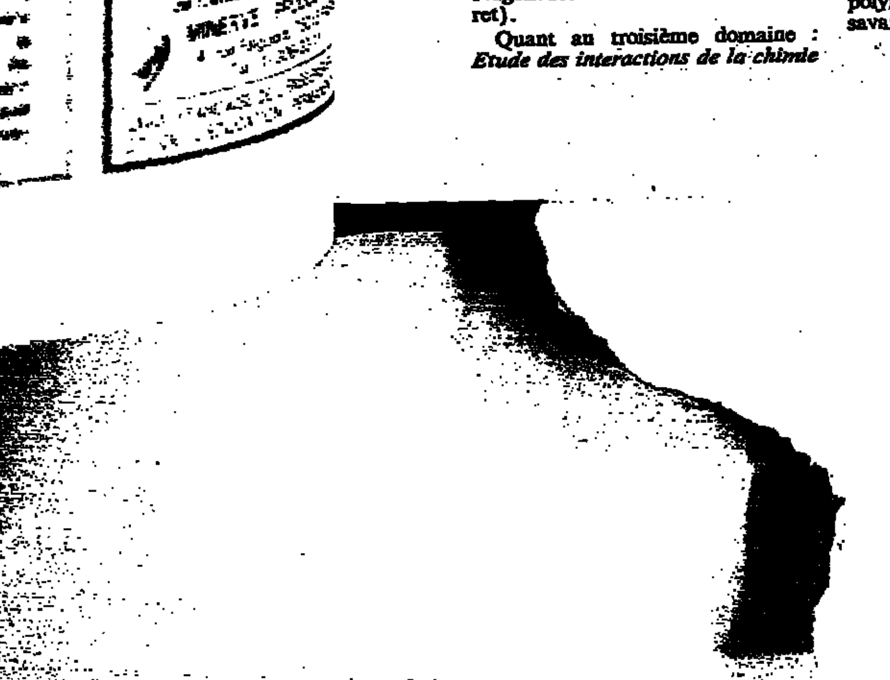
Quant au troisième domaine : *Etude des interactions de la chimie et de la biologie dans les recherches portant sur le milieu vivant* (rapport publié en février 1985), le retard français est dû en grande partie au cloisonnement « national » où sont enfermées traditionnellement les diverses disciplines scientifiques. En France, on est chimiste, ou on est biologiste. Le CADAS pense qu'il faut, comme dans les autres pays industrialisés, inciter de très bons chimistes confirmés à s'intéresser de très près à la biologie.

Dès à présent, le CADAS étudie trois autres problèmes, la formation des ingénieurs, le matériel médical et le génie civil, où la France est en retard, ce qui compromet son avenir scientifique, technologique et donc économique.

C'est pour développer son action dans l'application des sciences – qui a forcément de très importantes retombées économiques – que l'Académie des sciences a créé le CADAS. Ce comité comprend seize membres ou correspondants de l'Académie et seize personnalités extérieures choisies pour leurs compétences. L'Académie, organisme indépendant, a pensé que son action devait s'étendre grâce à un comité créé par elle et tout aussi indépendant qu'elle. Ainsi pourrait-elle espérer que la science et la technologie, essentielles à notre époque, soient bien perçues et bien comprises par les citoyens et par les pouvoirs publics.

En février 1981, l'Académie des sciences a créé le Comité d'études et de rapports (CODER) pour lui suggérer des thèmes d'actions importants et des voies scientifiques nouvelles. Le CODER a déjà fait des études sur les risques sismiques, les combustibles fluides, les nodules polymétalliques, le rôle des sociétés savantes, l'histoire des sciences, etc.

YVONNE REBEYROL.



INFORMATIONS « SERVICES »

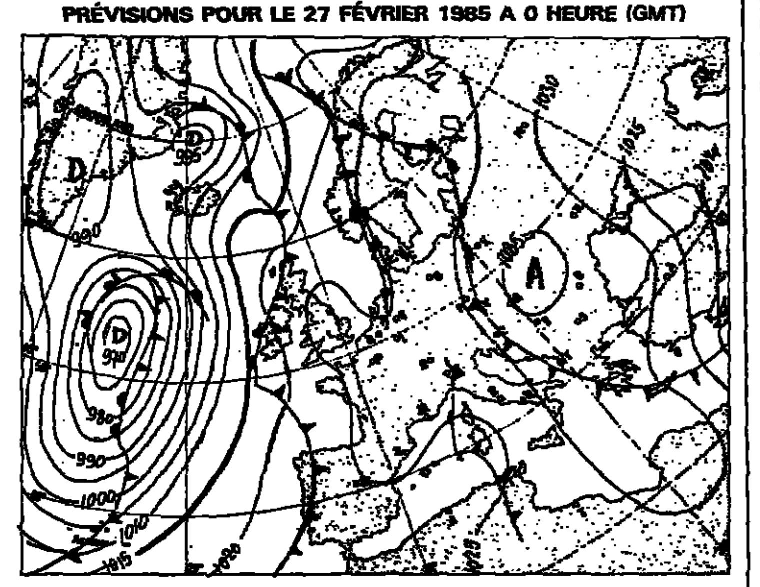
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26-02-85 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 27.02.85 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard — Verglas dans la région

PRÉVISIONS POUR LE 27 FÉVRIER 1985 A 0 HEURE (GMT)



Évolution probable du temps en France entre le mardi 26 février à 0 heure et le mercredi 27 février à 24 heures.

Les pressions restent encore relativement élevées et le temps évolue peu, son caractère principal restant la douceur avec des températures élevées pour la saison.

Mardi : En matinée, la plupart des régions seront sous la brume et du brouillard se formera de la Bretagne aux pays de la Loire et au Sud-Ouest. Sur les côtes méditerranéennes, le ciel nuageux le matin le restera toute la journée et quelques averses peuvent se produire de la Corse au sud des Alpes. Ailleurs, après la dissipation des brumes, les éclaircies seront de plus en plus fréquentes pour donner un temps assez ensoleillé dans l'après-midi, excepté le long des côtes de l'Atlantique et de la Manche où le ciel se voilera pour devenir très nuageux à couvert en fin d'après-midi.

Le matin les températures seront en légère baisse avec quelques petites gelées sur le Centre-Est et l'Est, et avoisineront 0 à 3 degrés ailleurs (5 à 8 degrés sur les régions côtières).

Dans l'après-midi, elles remonteront vers 10 à 14 degrés du Nord au Sud, voire jusqu'à 18 degrés localement dans le Sud-Ouest.

Sens de l'évolution pour la fin de semaine :

Le champ de pressions commencera à s'affaiblir, jeudi, et les perturbations océaniques alimentées en air doux circuleront de la Manche occidentale et des côtes atlantiques aux côtes méditerranéennes, tandis que de l'air plus frais persistera sur les régions du nord-est.

Temps prévu pour la fin de semaine :

Jeudi, un temps brumeux ou nuageux prédominera le matin sur la plus grande partie du pays. Dans la journée, des éclaircies se développeront principalement sur le Centre, le Centre-Ouest et le littoral méditerranéen. Quelques averses pourront se produire en Corse. Le ciel restera plus gris près des frontières du Nord et de l'Est. Par ailleurs, une nouvelle aggravation nuageuse, accompagnée de vents de sud-est modérés ou assez forts, et suivie de quelques pluies, débutera en soirée sur les côtes atlantiques. De faibles gelées matinales se produiront également sur le Massif Central, les Alpes et le Nord-Est. Ailleurs, les minima s'échelonneront entre 0 et 4 degrés. Les maxima seront compris entre 10 et 16 degrés du nord-est aux régions méridionales. Vendredi et samedi, sur une large moitié du Sud-Ouest, des passages pluvieux se succéderont depuis la Bretagne, le Cotentin, le littoral atlantique jusqu'au Limousin, au Massif Central, au sud des Alpes et aux régions méditerranéennes. Ils alterneront avec des changements de temps variables favorisant le développement d'éclaircies. Les vents modérés s'orienteront tantôt au sud-est, tantôt au nord-est. Les températures, comprises entre 2 et 8 degrés le matin, atteindront 10 à 14 degrés l'après-midi. Dans le Nord et le Nord-Est il fera plus frais, et un temps souvent nuageux prédominera avec quelques ondées possibles. Les vents de secteur est dominants seront faibles à modérés. Après de faibles gelées matinales, les températures ne dépasseront pas 7 à 9 degrés l'après-midi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le lundi 26 février à 7 heures, de 1 025,4 millibars, soit 769,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 février ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25 février) : Ajaccio, 14 et 4 degrés; Biarritz, 15 et 11; Bordeaux, 14 et 6; Bourges, 10 et 0; Brest, 13 et 6; Caen, 12 et 2; Cherbourg, 14 et 3; Clermont-Ferrand, 13 et –3; Dijon, 7 et –3; Grenoble-St-M.-H., 9 et –1; Grenoble-St-Geoirs, 10 et 2; Lille, 10 et 1; Lyon, 11 et 1; Marseille-Marignane, 12 et 5; Nancy, 11 et 0; Nantes, 13 et 6; Nice-Côte d'Azur, 13 et 7; Paris-Montsouris, 9 et 3; Paris-Orly, 8 et 1; Pau, 15 et 3; Perpignan, 14 et 7; Rennes, 13 et 4; Strasbourg, 9 et –1; Tours, 10 et 3; Toulouse, 12 et 2; Pointe-à-Pitre, 28 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 10; Amsterdam, 11 et 1; Athènes, 6 et –1; Berlin, 5 et 1; Bonn, 12 et 0; Bruxelles, 11 et 2; Le Caire, (n.c.); îles Canaries, 21 et 15; Copenhague, 0 et –1; Dakar, 22 et 17; Djerba, 14 et 10; Genève, 5 et –5; Istanbul, –2 et –3; Jérusalem, 5 et 0; Lisbonne, 17 et 11; Londres, 11 et 0; Luxembourg, 11 et 0; Madrid, 11 et 7; Montréal, 0 et –3; Moscou, –7 et –18; Nairobi, 26 et 17; New-York, 10 et 5; Palma-de-Majorque, 17 et 10; Rio-de-Janeiro, 27 et 25; Rome, 16 et 6; Stockholm, 1 et –12; Tozeur, 16 et 10; Tunis, 15 et 7.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MERCREDI 27 FÉVRIER

« Les hôtels et l'église de l'île Saint-Louis », *14 h 30, métro Saint-Paul* (Botteau).

« L'école des Beaux-Arts », 15 heures, 13, quai Malaquais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Cour des miracles », 14 h 30, métro Bonne-Nouvelle (M. Pohyer).

« Hôtels et jardins du Marais », 14 h 30, place des Vosges, métro Rambuteau (*Résurrection du passé*).

« Toulouse-Lautrec et Odilon Redon », 15 heures, 13, avenue du Président-Wilson (Tourisme culturel).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* des lundi 25 et mardi 26 février 1985 :

DES DÉCRETS

● Du 21 février 1985 fixant pour l'année 1984 le montant et les modalités de versement de la contribution due par chaque régime de prestations familiales au fonds d'action sociale en faveur des travailleurs immigrés et de leurs familles.

● Du 18 février 1985 portant création de l'établissement public de la Cité des sciences et de l'industrie.

● *Plus de camping sauvage à l'île d'Houat.* – Le Conservatoire du littoral vient de se rendre acquéreur à l'île d'Houat, située à l'extrême pointe de la presqu'île de Quiberon, de vingt-six hectares de dunes « colonisés » depuis quelques années par le camping sauvage. Avec l'aide des enfants de l'île, le Conservatoire a entrepris de planter des milliers d'oyats sur ces dunes pour couper le vent. Ces plantations sonnent donc le glas du camping sauvage, qui ne plaisait guère aux habitants d'Houat.

VIE ASSOCIATIVE

Un projet du maire de Paris

UNE MAISON DES ASSOCIATIONS AU FORUM DES HALLES

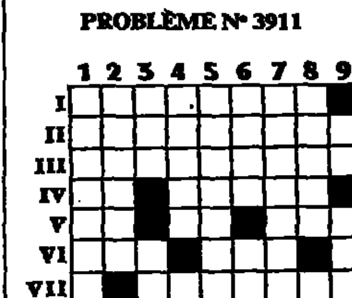
Au cours d'une réunion à laquelle assistaient quatorze présidents d'associations parisiennes, M. Jacques Chirac a annoncé qu'une maison des associations pourrait être installée dans les locaux souterrains du Forum des Halles.

1 500 F mètres carrés seraient disponibles sur deux étages, permettant notamment d'aménager une salle de réunion de quatre cents places. La Ville prendrait à sa charge l'installation des locaux pour un coût estimé à 13 millions de francs. La gestion de la « Maison » pourrait être assurée par les associations à condition qu'elle se dotent d'une structure adéquate. Mais le maire de Paris a indiqué que l'exploitation devrait être financièrement équilibrée. M. François Serrand a été chargé de préparer un rapport sur ces différentes questions d'ici au mois de juin prochain.

M. Chirac a annoncé d'autre part que des « états généraux » réunissant les élus et les représentants d'associations seraient organisés dans chaque arrondissement de Paris avant l'été.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3911



HORIZONTALEMENT

I. Peut faire entendre un bruit de ferraille. – II. Rend le commerce agréable. – III. Légumes pour la « purée ». – IV. Symbole chimique. Battis donc en tournant. – V. Peut s'exprimer à haute voix. Pas répandu. Système de projection. – VI. S'il s'impose de nos jours, c'est plus par goût que par obligation. Entre l'herbe et la neige. – VII. Qui ont donc mal tourné. – VIII. Victimes de la fièvre espagnole. S'entend à Rome. – IX. Échelle de « cordes ». – X. Pousse donc à boire. En liesse. – XI. Chutes de tissu.

VERTICALEMENT

1. Peuvent se faire à partir d'un triangle. – 2. Il est fini mais pas fichu. Accord médiéval. – 3. Fait partie de nos facultés. A sa place dans un cirque. Personnel. – 4. Bonne règle de jeu ou mauvaise règle de vie. Peut être joliment monté. – 5. Espèce de marteau. – 6. Article de « presse ». Lieu de travail ou lieu de détente. – 7. Sont toujours épaisses mais pas très profondes. – 8. A boire ou à manger. Est tourné en ridicule. – 9. Abréviation religieuse. Sentences populaires.

Solution du problème n° 3910

Horizontalement

I. Badminton. – II. Aciérie. – III. Lof. Rates. – IV. Luffa. Eta. – V. Ope. Ile. – VI. Rase. Id. – VII. Trésor. De. – VIII. Ain. Néri. – IX. Don. Ion. – X. Et. Végète. – XI. Salés. Zée.

Verticalement

1. Ballottages. – 2. A-coup. Ri. Ta. – 3. Différend. – 4. Me. As. Ove. – 5. Irraisonnés. – 6. Nia. Léré. – 7. Tétée. Riez! – 8. Et. Idiote. – 9. Nasarde. Née.

GUY BROUTY.

culture

Accents du jazz

L'accent d'Hervé Bourde est solaire. Pianiste, compositeur, il parle encore avec les inflexions du temps où il recevait le premier prix de flûte du conservatoire de Marseille. Élève de Rampal, et grand chercheur de saxophones, il touche à tout, traverse théâtre, danse, arts plastiques et cinéma avec un égal bonheur. La musique de ses saxophones ne se départit jamais d'une profonde émotion.

L'accent de Pierre Favre a l'air de traîner : c'est qu'il effleure. Il a gardé la mémoire des cloches et des percussions que l'on entend dans les vallées suisses. Il est le seul à faire chanter avec tant de délicatesse tout un attirail de tambours, de peaux et de cuivres qu'il bâtit autour de lui comme on se fait une cabane.

L'accent de Texier est tellurique. La voix de basse se transmet par le sol, par le ventre. Et soudain, elle s'envole, saute. Paradoxalement c'est au moment où le bassiste joue « dans le bas », où ses mains plongent vers la terre que les notes montent. Le trio Bourde-Favre-Texier et le groupe d'André Jaume-Joe McPhee ne peuvent que compter au nombre des grandes soirées de l'opération Banlieues bleues.

FRANCIS MARMANDE.

★ Théâtre de la Commune, à Aubervilliers, ce mardi 26 février à 20 h 30.

Une nouvelle salle au Festival d'Aix

Le Festival d'Aix-en-Provence retrouvera ses trois opéras du 10 au 31 juillet prochains avec une salle entièrement rénovée cette année, dont la contenance sera portée à mille six cent cinquante places (soit quatre cents de plus). L'agrandissement et les installations techniques permettront de présenter quatre opéras dès 1986. Le mur classé du fond de scène a été démonté pierre par pierre et reculé.

On pourra voir au Théâtre de l'archevêché *les Noces de Figaro* (direction J.E. Gardiner, mise en scène Pier'Alli), l'*Orfeo* de Monteverdi (Michel Corboz-Claude Goretta) et *Ariane à Naxos* de Strauss (Semyon Bychkov-Göran Järvefelt), avec Jessye Norman, dans les anciens et célèbres décors de Pierre Clayette.

Les grands concerts offriront *le Roi Arthur* de Purcell, *le Paradis et la Péri* de Schumann, la *Messe en si* de Bach, le *Requiem* de Mozart, les *Variations Goldberg* de Bach, ainsi qu'un récital de Tatiana Troyanos, des programmes Mozart et Corelli. Vingt-six concerts seront donnés au cloître Saint-Sauveur (à 12 heures et 18 heures).

De son côté, le Centre Acanthes consacrera ses cours théoriques et pratiques à Iannis Xenakis, en présence du compositeur.

★ Renseignements : Palais de l'ancien archevêché, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : (42) 23-37-81.

■ **ACADÉMIE FRANÇAISE. — L'Académie française a déjà enregistré une candidature au fauteuil de Pierre Emmanuel : celle du professeur Jean Hamburger, membre de l'Académie des sciences ; et deux au fauteuil de Marcel Brion : celles de Michel Mohrt et de Norbert Huchedé. Rappelons que la double élection est fixée au jeudi 18 avril.**

■ **ARCHITECTURE. — L'Institut français d'architecture (IFA) présente jusqu'au 16 mars une exposition intitulée « Les premiers élèves d'Auguste Perret », organisée en collaboration avec l'école d'architecture de Nancy et le Centre d'histoire de la construction. L'IFA publie à cette occasion un bulletin spécial consacré à l'œuvre des frères Perret. D'autre part, il organisera le 8 mars, au Conseil économique et social (place d'Iéna, 75016 Paris), un colloque sur le thème « Histoire et économie du béton armé », pendant lequel sera évoqué Perret, novateur dans l'utilisation de ce matériau. (IFA : 6, rue de Tournon, 75006 Paris.)**

MUSIQUE

LE FESTIVAL HAENDEL DE KARLSRUHE

Une pédagogie burlesque de l'« opera seria »

Nulle part sans doute, le tricentenaire de Haendel n'aura été célébré, du moins à la date précise, avec autant d'éclat qu'à Karlsruhe. Depuis 1978, grâce au directeur du théâtre d'Etat de Bade, Günter Konemann, le grand musicien y a droit de cité, et peu de villes au monde ont, comme elle, sept de ses opéras à leur répertoire. Le festival organisé pour cet anniversaire permet d'en entendre quatre, auxquels s'ajoutent des concerts, un admirable oratorio quasi testamentaire, *Theodora*, deux expositions et un symposium qui a réuni des metteurs en scène, chefs d'orchestre, décorateurs, musicologues et critiques anglais, français et allemands.

De ces manifestations, ce qui ressort avant tout, c'est l'extraordinaire vitalité et la beauté d'œuvres que l'on croyait vouées à la poussière des bibliothèques ou des reconstitutions historiques, tant l'*opera seria* de cette époque paraissait une forme surannée, étrangère à notre sensibilité moderne.

Un travail d'ordinateur

Le triomphe d'*Alcina*, ressuscité par Jorge Lavelli en 1978 au Festival d'Aix, avait cependant entamé cette conviction. Mais avec les ouvrages montés à Karlsruhe, le doute n'est plus permis. Du vaste champ de fouilles musicologiques qu'était l'œuvre lyrique de Haendel sont sortis des spectacles étourdissants de vie, dont le principal artisan est un des meilleurs metteurs en scène français, Jean-Louis Martinoty, à qui, étrangement, on n'a rien demandé en France depuis deux ans...

Avec un mois seulement de répétitions, il a réalisé un prodigieux *Pasticcio*, qui lui a pris des années de travail et dont il est en quelque sorte l'« auteur ». S'autorisant de la pratique de l'époque, et de Haendel lui-même, qui réemployait sans cesse des morceaux de ses partitions (quand il ne les volait pas à ses confrères) pour en composer d'autres sans vergogne, il a en effet emprunté à vingt et un opéras des airs, ensembles et pages d'orchestre pour recomposer un nouvel opéra intitulé *les aventures de la belle inconnue*... Et cela sans changer une note, un mot (sinon les noms propres), à la musique et aux textes originaux !

Ce travail immense — un travail d'ordinateur — d'analyse, de mise en fiches par genres, par instruments, par tonalités, d'une production gigantesque, a permis d'abord une moisson considérable d'airs admirables, délicieux ou comiques, sauvés dans des partitions qui ne pourront jamais être montées, et qui retrouvent la vie dans le contexte scénique où ils peuvent s'épanouir. Il permet aussi une « *réflexion dramaturgique sur la pratique haendelienne de l'opéra italien* », en faisant apparaître « *le mécanisme technique et technologique* » grâce auquel on peut emboîter ainsi des airs, des situations, des structures, qui se retrouvent toujours analogues dans les livrets les plus divers.

C'est ainsi une pédagogie de l'*opera seria* que nous offre ce *Pasticcio* où l'on voit une mezzo-soprano de notre époque plonger dans le monde des personnages magiques de l'Arioste, du Tasse et d'Ovide, chers à Haendel, avec le monstre, le mage, la sorcière, la Fortune, Hercule et Alexandre, les tableaux obligés du palais enchanté, des enfers, les apparitions, le sommeil enchanté, les machines volantes, etc., en un scénario aussi savoureux qu'indescriptible.

Sur tout cela plane la plus belle des musiques, les grandes scènes avec instruments solistes et toutes les formes d'airs, de récitatifs, d'ensembles, pour lesquels le nouveau démiurge a choisi souverainement les expressions les plus variées et les plus audacieuses que Haendel a créées avec une invention souvent méconnue.

Du côté d'Offenbach

Et pendant deux heures trois-quarts, Martinoty s'en donne à cœur joie d'une mise en scène gorgée comme toujours d'imagination, d'intelligence, de gaminerie et de philosophie historique ; il ne laisse pas un instant au spectateur, assailli de tous côtés par tant d'invention délicieuse et poétique, et entêté par les parfums de cette musique déployée par les Deutsche Haendel-Solisten sous la direction flexible, précise, l'inspiration exigeante de Jean-Claude Malgoire, avec d'excellents chanteurs où, à côté de Ute Trekel-Burkhardt, exceptionnelle mezzo dans un rôle écrasant, on remarque en particulier deux Parisiens, le mage tonnant de Gregory Reinhardt et le contre-ténor Jean Nirouet, charmant amoureux transi.

A ceux qui trouveraient compliqué le livret de ce *Pasticcio*, on proposerait volontiers celui de *Jules César*, dont les démêlés avec Cléopâtre, Ptolémée et la veuve de Pompée tiennent des aventures de Rocambole et de Tintin. Cet opéra « antihéroïque » est passé lui aussi à la moulinette de Jean-Louis Martinoty qui, il faut bien le dire, l'a traité avec autant de désinvolture que *l'Orphée* ou *la Belle Hélène* d'Offenbach. On ne peut manquer, dans un premier temps, d'être choqué par cette mise en scène qui mélange hardiment les époques, singe Cecil B. de Mille et Manckiewicz, se moque des personnages sacralisés par l'histoire et dénature quelque peu la pompe *seria* de Haendel. Mais comment résister à la drôlerie d'une traduction parodique qui n'en laisse pas moins intacte, par un travail plein de délicatesse quand il le faut, la substance musicale de cet opéra où l'on découvre quelques-uns des plus beaux airs du musicien ?

Dans les décors étincelants de malice réalisés par le scénographe maison (Heinz Balthes), avec l'aide de la machinerie très sophistiquée du théâtre de Karlsruhe, c'est une production d'une grande qualité aussi bien musicale que scénique, malgré un orchestre peu familier du style baroque, sous la direction d'un des meilleurs connaisseurs de Haendel, Charles Farncombe.

On souhaite vivement que ces deux spectacles exceptionnels viennent en France, ne serait-ce que pour en reparler plus en détail...

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations : *Xerxès*, le 1er mars, à 20 h ; *Pasticcio*, le 2 à 16 h et le 6 à 20 h ; *Jules César*, le 3, à 19 h 30 ; *Rinaldo*, les 5 et 8, à 20 h ; *Theodora*, le 7, à 20 h. Karlsruhe n'est qu'à une heure de Strasbourg.

L'Allemagne est bien lotie

La densité des opéras en Allemagne dépasse l'imagination : dans un rayon de 100 kilomètres, on trouve facilement quatre maisons importantes, ainsi Wiesbaden, Francfort, Mayence et Darmstadt, ou bien Karlsruhe, Mannheim, Heidelberg et Stuttgart. Et *la Walkyrie* que nous avons vue à Wiesbaden en novembre comme les deux spectacles Haendel de Karlsruhe étaient d'une qualité comparable à ceux de Lyon (il est vrai qu'ils étaient réalisés par des metteurs en scène français...). Mais ceci avec des moyens rarement réunis chez nous.

L'organisation est, en effet, très différente de celle de la France. Dans toutes les villes moyennes, le théâtre et l'opéra coexistent dans le même édifice, où l'on donne aussi des concerts. Ce qui fait qu'à Karlsruhe, par exemple (à peine 300 000 habitants), on joue six jours par semaine, avec parfois deux séances par jour. D'où une densité de manifestations (six cent cinquante par an) et de public qui rend possible, dans des salles de contenance relativement réduite (mille cinquante et cinq cents places), un équilibre financier assez satisfaisant.

Cette production massive n'est praticable que grâce à des installations ultra-modernes (le complexe de Karlsruhe date de 1975) dont la construction a été « facilitée » par les destructions de la dernière guerre. Mais elle exige la présence d'un personnel permanent très nombreux (sept cents personnes, dont une troupe de cinquante chanteurs) et entraîne une grande rigidité de planning qui rend difficile les répétitions, la scène étant sans cesse aux mains des machinistes occupés à changer les décors... La rentabilité artistique n'en est pas moins sans commune mesure avec celle des théâtres français. — J. L.

UNE DISCOTHÈQUE DE BASE

Pour connaître et fêter Haendel en ce tricentenaire, voici quelques disques de base disponibles en France. Les étoiles indiquent des œuvres et des enregistrements exceptionnels.

(*) *Acis et Galatée*, pastorale, dir. J.E. Gardiner (2 d. Archiv, 2708.038).

(*) *L'Allegro, il Penseroso ed il Moderato*, oratorio, dir. J.E. Gardiner (2 d. Erato, STU 71.325). Existe en cassette.

Ariodante, opéra, dir. R. Leppard (4 d. Philips, 6769.025).

Concertos pour orgue, par E. Müller, dir. A. Wenzinger (5 d. Archiv, 2723.042).

Israël en Egypte, oratorio, dir. J.E. Gardiner (2 d. Erato, STU 71.245). Cassette.

(*) *Jephte*, oratorio, dir. N. Harnoncourt (4 d. Telefunken, 635.499). Cassette.

Judas Macchabée, oratorio, dir. C. Mackerras (3 d. Archiv, 2710.021). Cassette.

(*) *Le Messie*, dir. Colin Davis (3 d. Philips, 3.005). Cassette.

Rinaldo, opéra, dir. J.C. Malgoire (3 d. CBS, 79.308).

(*) *The Ways of Zion* (les Chemins de Sion), antienne funèbre, dir. J.E. Gardiner (Erato, STU 71.173). Cassette.

L'ASIE CENTRALE A LA MAISON DES CULTURES DU MONDE

Trésors sonores

La Maison des cultures du monde consacre une série de concerts aux traditions d'Asie centrale. Bon nombre des Soviétiques qui, l'an passé, au même endroit, avaient su étonner ont été réinvités. Plus quelques autres non moins costauds : ainsi les douze gaillards géorgiens de l'ensemble Roustavi qui ouvrent le feu. Bonheur garanti. Alignés légèrement de profil, à la queue leu leu, bras un peu ballants, endimanchés dans leurs complets-veston, ces fiers au visage sculpté de paysans et d'artisans sont des artistes consommés, entraînés.

Venus de Tbilissi, ils livrent tels quels, *a cappella*, les secrets et trésors sonores de leur contrée : des polyphonies qui ne ressemblent à rien d'autre, qui remontent peut-être à de préhistoriques cérémonies vouées aux astres. Ensuite les influences grecques, puis chrétiennes... Et aujourd'hui, toujours, le chant est en Géorgie une manière de vivre — surtout à la fin de n'importe quel bon repas !

Le répertoire proposé par l'ensemble Roustavi est cette fois entièrement profane. De berceuses en mélopées du laboureur, passant par les morceaux à boire, tantôt en canon, tantôt à l'unisson, ou encore en de suprêmes solos, les douze y vont de leurs voix de basses hyper-basses, de barytons puissants et de ténors comme on n'en entend point en Europe occidentale.

Tout en subtibilités de timbres et en décalages de rythmes, les lignes semblent à l'oreille au nombre de trois, et soudain le contreténor brode des variantes perchées si haut que l'on ne songe plus qu'au yodel du Tyrol. Les graves poursuivent, obstinés, puis s'interrompent abruptement et c'est fini. Autre chose s'amorce : un alliage de raffinement extrême et d'épaisseur terrienne. Comme un vin épais et toutefois délicat.

Moins édulcorées, mais encore plus spectaculaires, sont les diphonies de l'Altaï et de Touva prévues au programme des 1er et 2 mars. Dans ces petites régions autonomes proches de la Mongolie, les chanteurs, à la façon des bergers, savent produire en même temps deux sons : de leur gorge émane un bourdon continu, et ils roulent leur langue sous la voûte du palais, distillant un filet de souffle afin d'émettre des harmonies suraiguës, concomitantes. Cette pratique que l'on retrouve chez les Tibétains est héritée du chamanisme et consiste à limiter les sons de la nature. Plus grand-chose d'humain, en effet.

Va-t-on définir aussi le *termeh* du Kazakhstan, coutume de nomades, science de l'improvisation poétique ou encore les *mugam* d'Azerbaïdjan, ces modes qui laissent libre cours à l'inspirationb du chanteur ou de l'instrumentiste, ou enfin les épopées ouzbèques que proposeront les vingt-trois musiciens du groupe Shashmaqom ? Tout un programme, assurément. Dommage que la minuscule salle du théâtre de l'Alliance française ait si peu d'âme.

MATHILDE LA BARDONNIE.

* Maison des cultures du monde, 20 h 30. — Géorgie, les 26 et 27 février ; Kazakhstan, Altaï et Touva, les 1er et 2 mars ; Azerbaïdjan, les 5 et 6 mars ; Ouzbékistan les 7, 8 et 9 mars.

Les chants de travail et chants religieux géorgiens ont fait l'objet d'enregistrements dans la collection Ocora de Radio-France et dans la collection de musiques ethnologiques de l'UNESCO. Signalons enfin que la Maison des cultures de monde vient d'éditer un disque intitulé *Inédit !* contenant notamment les diphonies de Touva et des musiques de Bachkirie.

VARIÉTÉS

LA MORT DE MARIANNE OSWALD

Chanteuse rauque

La chanteuse Marianne Oswald est morte le 25 février à l'hôpital de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne). Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans.

Née à Sarreguemines en janvier 1903, Marianne Colin devient Marianne Oswald pour chanter à Berlin. Elle est ce qu'on appelle une « diseuse ». Quand elle arrive à Paris en 1933, elle apporte avec elle la rudesse des cabarets du temps, la violence de sa voix âpre, une manière de scander, de parler-chanter, qui joue avec la mélodie et la casse, qui s'effiloche dans la tendresse triste. Elle a des cheveux roux et un visage blême, elle interprète Kurt Weill, et aussi des chansons qui parlent de malheurs individuels, de solitude, de rêves, de bonheur pour tous.

Marianne Oswald passe au Bœuf sur le toit. Elle envoûte les dandys, et Cocteau, qui écrit pour elle *Anna la bonne*, une histoire de pauvre fille qu'elle transforme en tragédie. Elle passionne les anarchistes et les frères Prévert. Pour elle, Jacques écrit avec Joseph Kosma *Embrasse-moi*. Maurice Yvain met en musique un poème gouailleur et vengeur de Henri-Georges Clouzot, *Jeu de massacre*.

Marianne Oswald n'a jamais connu la faveur du grand public, elle dérange, elle choque. La droite d'avant-guerre lui reproche de heurter le goût français. Mais ses amis sont François Mauriac, Albert Camus, André Gide, René Char. Pendant la seconde guerre mondiale, elle part pour les Etats-Unis où elle écrit *A Small Voice*, qui paraît après la guerre sous le titre *Je n'ai pas appris à vivre*. De retour en France, elle assiste à la vogue d'un style qu'elle a créé, la chanson « rive gauche ». Elle tourne au cinéma dans *les Amants de Vérone*, le film d'André Cayatte, où on remarque pour la première fois Anouk Aimée. Elle ne chante plus. Elle produit des émissions pour les enfants à la radio et à la télévision. Elle sait les enchanter sans mièvrerie.

Elle avait disparu de la vie publique. On ne l'avait pas oubliée. Ou plutôt, de temps en temps, sans raison apparente, on se souvenait de sa voix, de sa diction, de ses cheveux roux, et on se demandait ce qu'elle devenait. Elle a vécu pendant trente-trois ans dans une chambre de l'Hôtel Lutétia.

C. G.



هكذا من الأصل

هكذا من الاصل



L'Allemagne est bien lotie

ERNANI

DU MONDE
VOLVO
WORLD CUP

MPING
NATIONAL
RIS BERCY

OMNISPORTS
RIS BERCY

LOCATION

TION PAR TELEPHONE

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

RENAISSANCE 27 février à 18 h 30 — 1er - 6 et 8 mars (p.e Kiesgen)	THÈMES et VARIATIONS « MUSICAL PATCHWORK » Bois et Cuivres en chambre CHRISTIAN LARDÉ présente Le 1er : Mozart, Debussy, Moore
EGLISE DES BILLETTES Dimanche 3 mars à 17 h (p.e. Kiesgen)	ANA-MARIA MIRANDA soprano David SELIG piano Mozart - Bellini Ravel - Montsalvatge
T.M.P. CHATELET Dimanche 3 mars à 20 h 30 (p.e. Valmalète) Musica Glotz	ORCH. PHILHARMONIQUE de NICE Dir. : Boristav KLOBUKAR Sol : Mikail RUDY ROUSSEL, PROKOFIEV SCRIABINE
SALLE PLEYEL Dimanche 3 mars à 17 h 45 (p.e. Valmalète) Musica Glotz	CONCERTS LAMOUREUX FESTIVAL BEETHOVEN Dir. : Emmanuel KRIVINE
TH. MUSÉE GRÉVIN 10, bd Montmartre Lundi 4 mars à 20 h 30 Loc. 246-84-47 3 FNAC (p.e. Valmalète)	MASTERS' CONCERTS Vladimir SPIVAKOV BACH, BEETHOVEN BRAHMS, BARTOK S. BEZRODNI piano
THÉATRE DE L'ATHÉNÉE Louis JOUVET Lundi 4 mars à 20 h 30 (p.e. Valmalète) Musica Glotz	SHIRLEY VERRETT Christian IVALDI piano MOZART, STRAUSS BRAHMS
T.M.P. CHATELET Lundi 4 mars à 20 h 30 (p.e. Valmalète)	Bruno RIGUTTO Schumann, Chopin
T.M.P. CHATELET Lundi 4 mars à 18 h 30 (p.e. Valmalète)	JOCELYNE TAILLON mezzo-soprano Philippe ROUILLON au piano S. ZAPOLSKY DONIZETTI, GOUNOD, ROSSINI, VERDI...
SALLE GAVEAU Mardi 5 mars à 20 h 30 Loc. salle 563-20-30 (p.e. Valmalète)	Vladimir SPIVAKOV BACH, BEETHOVEN BRAHMS S. BEZRODNI Piano
SALLE GAVEAU Jeudi 7 mars à 20 h 30 (Mondial Musique)	Récital violon-piano Jovan et Nada KOLUNDZIJA TARTINI, BACH, ISAYE, DVORAK, SAINT-SAENS
SORBONNE 47, rue des Ecoles Paris 5e Jeudi 7 et mardi 12 mars à 20 h 45 Loc. : FNAC CROUS GIBERT SPECTAMATIC Rens. : 251-69-11 (p.e. Werner)	3e centenaire BACH HAENDEL « LE CHOIX D'HERCULE » Solistes, Chœurs Orch. Paris-Sorbonne Dir. JACQUES GRIMBERT
EGLISE ST-EUSTACHE 2, rue du Jour Métro RER Les Halles Mardi 12 mars à 20 h 45 Loc. tel. 656-85-42 Loc. Kiosque près Eglise du lundi au vendredi de 8 h à 19 h 30 sam. de 8 h à 14 h Perm. Eglise Sam. : 14 h à 19 h Dim. : 10 h à 13 h 14 h 30 à 18 h 30 (p.e. Valmalète)	20e ANNIVERSAIRE DU QUINTETTE de CUIVRE « ARS NOVA » LULLY, PURCELL, PEZEL, PACHELBEL, BACH MESSE DU SACRE DES ROIS DE FRANCE du R.P. E. MARTIN G. VITALE, Tenor QUINTETTE de CUIVRES « ARS NOVA » SOCIÉTÉ DES CHANTEURS DE SAINT-EUSTACHE Dir. : R.P. Émile MARTIN L.P. IMBERT, orgue
SALLE PLEYEL Dimanche 28 mardi 30 avril à 20 h 30 (p.e. Valmalète) Musica Glotz Loc. ouv. 1er mars 11 h à 18 h Sf dimanches	2 CONCERTS ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE BERLIN Dir. : Herbert VON KARAJAN le 28 : MOZART, STRAUSS le 30 : BRAHMS

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

THÉATRE A MAINS NUES : Athevains (355-27-10), 20 h 30.

SINFONIA NERA : C.C. Le Marais (272-73-52), 20 h 30.

HOTEL DE L'HOMME SAUVAGE : Gémier (727-81-15), 20 h 30.

L'ÉCOLE DES FEMMES : Gennevilliers, Théâtre (793-26-30), 20 h 30.

DOUBLE FOYER : Bouvard-Potinière (261-44-16), 20 h 45.

BRECHT OPÉRA : Champigny-Boucles de la Marne (880-96-28), 21 h.

DERNIERS JOURS D'UN CONDAMNÉ : Cité, Resserre (589-38-69), 20 h 30.

RESTE AVEC NOUS : Point Virgule (278-67-03), 18 h 45.

PARADIS GRAFFITTI : Châtillon, CCC (657-22-11), 21 h.

LES INCURABLES : Cartoucherie, Aquarium (374-99-61), 20 h 30.

LA PARENTHÈSE DE SANG : Espace Kiron (373-50-25), 20 h 30.

LE JOURNAL D'ANNE FRANCK : Versailles, Montansier (950-71-18), 21 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50) 18 h 30 : Tristan et Isolde.

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : la Mort de Sénèque.

☞ CHAILLOT (727-81-15), Grand Théâtre 20 h ; Hernani ; Théâtre Gémier 20 h 30 : Hôtel de l'homme sauvage, de J.-P. Fargeau.

ODÉON (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 20 h ; The Possessed (les Possédés, de Dostoïevski, en langue anglaise).

PETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), 18 h 30 : Veillée irlandaise, de R. Maguire.

☞ TEP (364-80-80), Théâtre : 20 h 30 ; les Trois Chaleurs.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 ; la Traviata, de G. Verdi (direction musicale : Donato Renzetti, Orchestre Colonne).

THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Volpone.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : la Milliardaire, de G.-B. Shaw.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), 21 h : Renseignements généraux.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), 20 h 30 : le Sablier.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Asmodée.

ARTISTIC-ATHEVAINS (355-27-10), 20 h 30 : Théâtre à mains nues.

☞ ATELIER (606-49-24), 21 h : la Danse de mort.

☞ BASTILLE (357-42-14) 19 h 30 : 19 h 30 : Ma vie, ma mort, de Pasolini ; 21 h : Still Life.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.

BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Double foyer.

☞ CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : Rêves. Th. de l'Aquarium (374-99-61), 20 h 30 : les Incurables.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (589-38-69), La Resserre, 20 h 30 : le Dernier Jour d'un condamné ; Galerie, 20 h 30 : le Plus Heureux des trois.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Léocadia.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : le Baiser d'amour.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Messieurs les ronds-de-cuir.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 21 h : Tokyo, Un bar, Un hôtel.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Repas de famille ; 22 h : Scènes de ménage.

EDOUARD-VII (742-57-49), 20 h 30 : Chapitre II.

ESCALIER D'OR (523-15-10), 21 h : le Misanthrope.

ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Morpion's palace.

ESPACE KIRON (373-50-25), 20 h 30 : Cœlina ou l'enfant du mystère ; la Parenthèse de Sang.

ESSAION (278-46-42), I. 19 h : Hiroshima mon amour 85 ; 20 h 30, Un habit d'homme. II. 21 h : Caméléon.

☞ FONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : Orphée aux enfers.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 45 : Love.

GALERIE 55 (326-63-51), 20 h 30 : Pink Thunderbird.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-94-06), 20 h 30 : Dernier bain.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Guérison américaine.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), I. 18 h : Le pupille veut être tuteur ; 20 h : Enfantillages ; 21 h 45 : Jonas. — II. 18 h : les Métamorphoses de Robinson ; 21 h 45 : Cocktail Bloody M.

☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), 21 h 30 : la Plus Forte.

☞ MADELEINE (265-07-09), 20 h 45 : l'Ouest, le vrai.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), 20 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74), 21 h : la Berlue.

☞ MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Un drôle de cadeau. Petite salle, 20 h 45, les Fantasmes du boucher.

MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), 20 h 30 : le Bluffeur.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90) : Grande salle, 21 h : Duo pour une soliste. Petite salle, 21 h : Arbres de vie.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : Louloute.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.

PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : Halo.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 18 h 30 : Dernière lettre d'une mère juive soviétique à son fils ; 20 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE - SAINT - MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39), 21 h : Une clé pour deux.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : On m'appelle Emilie.

SPLENDID-SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Tous aux abris.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 20 h 30 : Du sang sur le cou du chat.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82), 20 h 45 : De si tendres liens.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), 20 h 45 : les Bâtisseurs d'empire.

☞ THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le lion.

THÉATRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : le Rôdeur.

☞ THÉATRE 14 (545-49-77), 20 h 45 : les Nuits et les Jours.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30). Petite salle, 21 h : Games.

THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : la Madeleine de Proust en forme.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88), 21 h : Lysistrata.

THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h : Le Petrel Fulmar ; 22 h 30 : Ce qui est bon dans la tarte.

☞ THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande salle, 20 h 30 : les Oiseaux ; Petite salle, 20 h 30 : l'Arbre des tropiques.

THÉATRE DE L'UNION (246-20-83), 20 h 45 : Dis à la lune qu'elle vienne.

THÉATRE DE LA VILLA (542-80-72), 20 h 45 : Oncle Vania.

TOURTOUR (887-82-48) 20 h 30 : les Mille et Une Nuits ; 22 h 30 : Carmen cru.

☞ VARIÉTÉS (233-09-92), 20 h 30 : les Temps difficiles.

VINAIGRIERS (245-45-54), 20 h 30 : Deux sous pour tes pensées.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : 2 000 moins 15 ; 22 h : Baby or not Baby ; 23 h 30 : Chants d'elles.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 les Sacrés Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucette ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Fin de siècle.

BOURVIL (373-47-84), 21 h 15 : Y en a marr...ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 21 h : Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D.) I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

UNDERGROUND GALERIE 55 STATION (326-63-51), 21 h 45 Her Karl (en anglais).

NOUVEAU THÉATRE DE COLETTE (631-13-62), 20 h 30 : G. Pothier ; 21 h 30 : l'Ivresse des mots ; 20 h 30 : Paroles et musique.

PETIT CASINO (278-36-50) 21 h : Fenêtre sur cœur ; 22 h 15 : le Président.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Bonjour les clips.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) 20 h : Les Dieux sont tombés sur la secte ; 21 h 30 : Marshall nous voilà.

TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-chaussée ; 22 h 30 : Dédé s'tire.

VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : les Ironies de l'amour.

Mardi 26 février

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

La danse

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), 21 h : Cie A. Germain.

STUDIO DE LA FOLIE-MÉRICOURT (700-19-60), 20 h 30 : Ove Solo ; Fuite.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (723-47-77), 20 h 30 : Ballet national de Marseille.

TEMPLIERS (278-91-15), 20 h 30 : A. Maucouvert.

Opérettes

ELDORADO (241-21-80), 20 h 30 : Hourra Papa.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : J.-L. Caillat.

GYMNASE (246-79-79), 21 h : Thierry Le Luron.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (544-41-42), 20 h 30 : Ensemble Roustani de Géorgie.

MARIE-STUART (508-17-80), 20 h 30 : L. Klein.

☞ MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye-Bye Show-Biz.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : J. Lapointe.

PALAIS DES CONGRÈS (758-14-04), 21 h : M. Sardou.

☞ PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Holiday on Ice.

Les concerts

Eglise St-Julien le Pauvre, 20 h 30 : M. Raskin (clavecin) (Scarlatti).

Radio-France (Grand Aud.), 20 h 30 : XXVIe Concours international de guitare (Grammiges, Brouwer, Schwartz, Gismondi, Mangoe). Auditorium 106 : 20 h 30 : Quatuor de Berne, N. Tuller (basse) (Schubert, Schoeck).

Théâtre des Champs-Elysées, 18 h 30 : Duo Delangle (Milhaud, Hindemith, Bartok, Denisov, Schumann, Louvier, Villa-Lobos).

Pleyel, 20 h 30 : Solistes de l'Ensemble orchestral de Paris. Dir. : P. Bellugi (Mozart).

Eglise St-Germain des Prés, 21 h : Orchestre de chambre S. Becquet (Vivaldi, Haendel, Mozart).

Palais des Glaces, 20 h 30 : N. Barbey, C. Capron, B. Delaoustre, M. Gauthier, A. Germain (Amoureux sauvetage, opéra).

Crypte St-Agnès, 21 h : Duo Boccherini (de Boismortier, Boccherini, Pauper).

Maison des cultures du monde, 20 h 30 : Les Polyphonies de Georgie.

☞ Gaveau, 20 h 30 : C. Fernier (Soler, Brahms, Bartok).

Théâtre de la Plaine, 20 h 30 : Trio Euterpe (Beethoven, Françaix, Schubert).

Jazz, pop, rock, folk

APLI (326-77-51), 20 h 30 : M. Jackson ; M. Barnes ; F. Pion.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz.

ELDORADO (208-23-50), 20 h 30 : B. Desraime.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), à 22 h : Y. Chelala.

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger.

MUSIC'HALLES (261-96-20), 22 h : Winsberg, A. Illouz.

☞ NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : D. Moye, H. Pelp, W. Pichner.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : Claude Bolling Trio.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : R. Guerin.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

16 h : La vie est magnifique, de M. Cloche ; 19 h : 70 ans d'Universal : le Dernier de la liste, de J. Huston ; 21 h : Cinéma japonais (le documentaire) : Films réalisés pour la télévision, par N. Oshima.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

ALSINO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.), République Cinéma, 11e (805-51-32).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Calypso, 17e (380-30-11). — V. f. Rex, 2e (236-83-93) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trahison) (Brit., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). — V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Espace Gaîté 14e (327-95-94).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : George-V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25)

ÇA N'ARRIVE QU'A MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-it.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97).

LA CORDE RAIDE (A., v.o.) (*) : UGC-Normandie, 8e (563-16-16). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Gaité Rochechouart, 9e (878-81-77) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) : Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

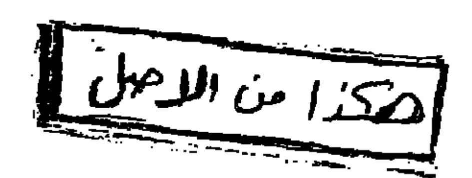
LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (702-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32).

DUNE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Bastille, 11e (700-21-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-49) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (722-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Action Lafayette, 9e (329-79-89) ; Parnassiens, 14e (325-21-21).

EL NORTE (A., v.o.) : UGC-Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC-Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC-Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC-Normandie, 8e (569-16-16).



SPECTACLES

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).

LES FOLIES ORDINAIRES DE CHARLES BUKOWSKI (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

GREMLINS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

GWEN LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN, (All., v.f.) : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HORROR KID (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

IL ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Logos-I, 5e (354-42-34) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic, 14e (544-43-14) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (351-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

LOVE STREAMS (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; George-V, 8e (562-41-46).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (274-93-50) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Saint-Ambroise (H.sp.), 11e (700-89-16).

1984 (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES NANAS (Fr.), Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

NI AVEC TOI NI SANS TOI (Fr.), Biarritz, 8e (562-20-40).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

OUT OF ORDER (All., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PALACE (Fr.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS VERTES (All., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Studio 43, 9e (770-63-40) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PHILADELPHIA EXPERIMENT (A., v.f.) : Lumière, 9e (247-49-07).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

PROFESSION MAGLIARI (I. v.o.) : Reflet quartier Latin, 5e (326-84-65).

PURPLE RAIN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

QUILOMBO (Brésilien, v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

RAZORBACK (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94).

LES, RIPOUX (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Ranelagh, 16e (288-64-44).

ROUGE GORGE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-63-20) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp., v.o.) : Reflet Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; Olympic, 14e (544-43-14).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA 7e CIBLE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

SOS FANTOMES (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (561-94-95) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

STAR TREK III A LA RECHERCHE DE SPOCK (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-54-76) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.). **LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI** : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19 ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

TRAIN D'ENFER (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

TRANCHES DE VIE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN FILM (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

URGENCE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75).

LES FILMS NOUVEAUX

A LA RECHERCHE DE GARBO, film américain de Sydney Lumet, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (561-94-95) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-94) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; UGC Convention, 15e (574-93-40).

BRAZIL, film britannique de Terry Gilliam, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46). V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

SIGNÉ CHARLOTTE, film français de Caroline Huppert : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

BODY DOUBLE (VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX) (*), film américain de Brian De Palma, v.o. : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

RADIO-TÉLÉVISION

Mardi 26 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Jeu : Enigmes du bout du monde.
Proposé par J. Antoine et C. Savarit.
Remake bâclé de « la Course autour du monde », du « Grand raid » ou de la « Chasse au trésor ».

21 h 35 L'île sans rivages : la Corse.
Emission de J. Archimbaud.
Deux Corses de Paris de retour dans leur village d'enfance tentent de saisir la diversité du pays, ses influences extérieures, ses problèmes intérieurs. Avec la participation de Marie Susini.

22 h 30 Tintam'arts.
Magazine d'Antoine Gallien.
Autour de la musique africaine à travers Mory Kante, issu de la tradition mandingue. Un descendant d'une famille de griots, chanteur, auteur et virtuose de balafon et de kora. Les actualités de la semaine.

23 h 25 Journal.

23 h 55 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 40 Cinéma : SOS Titanic.
Film anglais de B. Hale (1972), avec D. Janssen, C. Leachman, S. Saint James, D. Warner, I. Holm.
Le 8 avril 1912, le Titanic, *le plus grand paquebot du monde quitte Southampton pour son voyage inaugural à New-York. Dans l'Atlantique nord, il va heurter un iceberg. Nouvelle version, banale, d'une catastrophe maritime réelle, qui avait déjà mieux inspiré le cinéma.*

22 h 30 Mardi cinéma.
Avec Sophie Marceau, Macha Meril, Daniel Auteuil, Daniel Ceccaldi.

23 h 40 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : la Ruée vers l'Ouest.
Film américain d'A. Mann (1960), avec G. Ford, M. Schell, A. Baxter, A. O'Connell, R. Tamblyn.
En 1889, une fille de riches bourgeois épouse un personnage séduisant et instable, qui, après une brève installation en Oklahoma, va courir l'aventure à travers le monde. Une grande imagerie d'après Cimarron, *roman à succès d'Edna Ferber. On n'y retrouve pas le style dépouillé des westerns d'Anthony Mann. Mais c'est un spectacle attachant.*

22 h 50 Journal.

23 h 20 Henri Vincenot dans Histoires de trains.
Nº 12 : les grandes compagnies.

23 h 25 Prélude à la nuit.
Variations sur les Folies d'Espagne, *de Marin Marais, interprétées par Pierre-Yves Artaud, flûte.*

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le dauphin ; 17 h 15, Guerre et paix ; 18 h 30, Images de l'Alsace gourmande ; 18 h 50, Feuilleton : Janique Aimée ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Blow out, film de B. de Palma ; 22 h 15, Barbe d'or et les pirates, film de M. Damski ; 23 h 45, Slam ; 0 h 30, Othello, film d'O. Welles ; 1 h 55, Document : le corps parchemin.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire : Armand Deborne.
21 h Charlotte Perriand ou l'art d'habiter.
21 h 30 Diagonales, ou l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : Ethiopiques ; quatre portraits d'auteurs.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (Festival des Flandres 1983) : *Six pièces pour orchestre, Concerto pour neuf instruments, Cinq pièces pour orchestre*, de Webern ; *Ensemble-Konzert*, de Goldmann ; *Six bagatelles pour ensemble de chambre et bande*, de Huber par l'ensemble modern, dir. P. Eotvos.
22 h 40 Les soirées de France-Musique : les entretiens de Francis Poulenc avec *Claude Rostand ; à 23 h 5 Jazz* Club (en direct du New Morning).

Mercredi 27 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 ANTIOPE 1.
11 h 45 La Une chez vous.
12 h Feuilleton : Trois mâts pour l'aventure.
12 h 30 La bouteille à la mer.
13 h Journal.
13 h 40 Vitamine.
Variétés, feuilletons, dessins animés.
16 h 20 Infos jeunes (et à 18 h 25).
16 h 40 De A à Zèbre.
L'actualité du cinéma, du clip, de la BD.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h 5 Dessin animé : Une famille ours.
18 h 10 Le village dans les nuages.
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 40 Série : Huit, ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Cocoricocoboy.
19 h 55 Tirage du Tac-o-tac.
20 h Journal.
20 h 35 Tirage du Loto.
20 h 40 Série : Dallas.
J.R. continue d'intriguer et fait semblant d'être touché par l'arrestation de Peter.
21 h 25 Contre-enquête.
Magazine des faits-divers, d'Anne Hoang.
Au sommaire : Une nuit à Rouen ; la rage de vivre...
22 h 25 Cote d'amour.
Emission de G. Foucault, L. Touitou, présentée par Sidney.
Avec les Désaxés, Jo Lemaire, Tina Turner, Trouble Funk...
23 h 15 Journal.
23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télévision du matin.
8 h 30 Feuilleton : Une femme seule.
10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Les amours des années 50.
13 h 45 Dessins animés : Téléchat ; Judo Boy.
14 h 15 Récré A 2.
Les Schtroumpfs ; Méthanie ; Teddy ; Tchaou et Grodo ; Viratatoums ; Pac Man ; Maraboud'ficelle...
16 h 50 Micro-Kid.
17 h 25 Platine 45.
Level 42 : Mylène Farner ; Michel Delpech ; Steve Allen ; Le Blitz ; Ivan ; Jim Diamond.
18 h Les carnets de l'aventure.
Montagnes de lumière, de R. Desmaison.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Téléfilm : Vive la mariée !
De J. Valère, avec A. Dombasle, B. Crombe, M. Michel...
Charlotte, en quête d'un mari, trouve l'homme de sa vie : un diplomate soviétique. Charlotte décide de convier ses ex-amants à un dîner. Un téléfilm d'une rare médiocrité...
22 h 10 Magazine : Psy show.
De B. Bouthier et D. Chegaray.
Carole, en cure de désintoxication, s'est droguée pendant quatre ans. Elle retrouve ses parents sur le plateau, la quarantaine, militants actifs de l'Action catholique ouvrière. Carole remonte dans sa propre enfance, ses rapports douloureux avec une mère possessive en manque d'affection. Une émission émouvante mais un peu trop mise en scène.
23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Lucky Luke.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Variétés : les imitateurs.
Emission d'André Halimi. Avec Y. Lecoq, P. Douglas, M. Leeb, J. Morel...
Ils passent leur temps à scruter le moindre tic, le moindre son de voix, la plus petite étincelle dans l'œil des célébrités de ce monde. Ils sont imitateurs. Pourquoi imitent-ils et comment ? A leur tour d'être dépecés... dans la bonne humeur.
21 h 30 Journal.
21 h 50 Les médicales : les grands brûlés.
Emission d'I. Barrère et V. Cohen-Adria.
Comment sauver une personne brûlée ? Le docteur Guilbaud explique les méthodes utilisées dans son service pour parvenir à des résultats. Des témoignages de grands brûlés. Les dernières thérapeutiques...
22 h 50 Henri Vincenot dans Histoires de trains.
Nº 13 : la formation du train.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Festival d'Evian : Quatuor opus 22, *de Paul Hindemith, interprété par le Quatuor de Mannheim.*

CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot ; 9 h, Cabou Cadin (les Minipouss, Un bateau pour l'aventure, Heathcliff et les marmaduk) ; 10 h 20, Bobin des Bois ; 11 h 10, Variétés : Albert, Michel Boujenah au Slendid ; 12 h 5, L'homme au katana ; 13 h 5, Jeu ; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45) ; 14 h, Cabou Cadin (Cobra, les grandes espérances) ; 15 h 30, Tout l'été en un jour ; 16 h, Ellis Island ; 17 h 15, Rock concert ; 18 h 5, Slam ; 19 h 15, Tous en scène ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, Hill Street Blues ; 21 h 15, Soap ; 21 h 50, l'Amérique interdite, film de R. Vanderbes ; 23 h 20, Slam ; 0 h 5, Karateka Connection, *film de P. Aaron* ; 1 h 30, Robin de Bois ; 2 h 25, Batman.

FRANCE-CULTURE

0 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, *Les chemins de la connaissance* : Guérir par les plantes (et à 10 h 50 : l'arc de vie ou *l'histoire de la naissance*, du XVIe siècle à nos jours) ; 9 h 5, Matinée : La science et les hommes ; 10 h 30, Musique : Miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, Le livre, ouverture sur la vie : rencontre de jeunes lecteurs avec Jean Muzi ; 11 h 30, Feuilleton : La laine et la neige, ou les brebis du Seigneur ; 12 h, Panorama ; 12 h 45, Avant-première : « L'Ecole des femmes » au Théâtre de Gennevilliers ; 14 h, Un livre, des voix : « La Pompéi », de René-Victor Pilhes ; 14 h 30, Passage du témoin, par T. Ferenczi (redif. de l'émission du 23 février) ; 15 h 30, Lettres ouvertes : Magazine littéraire ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct de Tours ; 18 h, Subjectif : Agora ; à 18 h 35, *Tire ta langue* ; à 19 h 15, Rétro ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : les climats de la terre ; 20 h, Musique mode d'emploi : Ouzounoff, le basson.
20 h 30 Hommage à Arthur Koestler.
21 h 30 Musique : Pulsations Manca 85, musiques actuelles, Nice-Côte d'Azur.
22 h 30 Nuits magnétiques : Ethiopiques ; portrait d'auteur.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu, magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : les donneurs de sérénade ; œuvres de Duparc, Debussy, Dukas ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton « le blues urbain : Chicago » ; 12 h 30, Concert : « Symphonie nº 5 en si bémol majeur » de Bruckner par l'Orchestre symphonique de Hambourg, dir. G. Wand ; 14 h 2, Tempo primo œuvres de Martinu, Poulenc ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : les concerts de la *Société philharmonique de La Rochelle* ; œuvres de Lalo, Duparc, Fauré, Debussy ; à 16 h, Le P'tit opéra : « Ciboulette » de Hahn ; 18 h 2, Les chants de la terre ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : Où jouent-ils ? ; 19 h 15, Spirales ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert : musique de l'Inde du Nord (en direct de l'Auditorium 105) ; avec Shridar, sarod, Arjun Shajwal, pakhvaj.
23 h Les soirées de France-Musique : l'oreille de Marcel Proust ; œuvres de Satie, Stravinski, Franck, Debussy, Beethoven, Saint-Saëns, Wagner.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 27 FÉVRIER

– *M. Henri Caillavet*, président de la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, est l'invité de l'émission « Parlons vrai », sur Europe 1, à 8 h 15.

– *M. Jean Lecanuet*, président de l'UDF, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

COMMUNICATION

INAUGURATION D'UN EMETTEUR EN GUYANE

La « Voix de la France » en Amérique latine

M. Georges Filioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a inauguré vendredi 22 février à Montsinéry, en Guyane, le premier centre français d'émissions en ondes courtes situé hors de la métropole. Grâce à cet émetteur, l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes reçoivent depuis peu les programmes de Radio France internationale (RFI). Ce centre – l'un des plus modernes du monde – a déjà permis de doubler l'audience potentielle de RFI et d'accroître de 30 % sa capacité de diffusion en ondes courtes. Mais la « Voix de la France à l'étranger » entend poursuivre sa percée et se donner comme objectif, avant la mondialisation du programme espérée pour 1987, la couverture rapide de l'Asie du Sud-Est.

De notre envoyée spéciale

Montsinéry (Guyane). – Elle file, elle file l'onde courte. Et sa course, dans sa fulgurance, confère à sa réception aux quatre coins du monde quelque chose de magique, presque de diabolique. Imaginez l'aventure d'une onde de RFI, partie de Paris, reçue... en Patagonie. Quinze mille kilomètres en 1/200 000e de seconde.

Cela commence dans un studio ordinaire au cinquième étage de la Maison de la radio à Paris. Un son, une voix dans un micro ou une chanson sur une platine. Et c'est parti. Le câble, vite, pour traverser Paris et parvenir au centre de commutation des Buttes-Chaumont, véritable entrée dans le réseau de Télédiffusion de France (TDF). Un émetteur, ensuite, qui s'empare du signal et le transmet par voie hertzienne. Direction : Bercenay-en-Othe, dans l'Yonne. Là, une station d'émissions PTT capte l'onde et l'envoie sur le satellite Intelsat (dans quelques semaines Telecom 1). A lui de jouer pour une traversée-éclair de l'Atlantique en direction de la Guyane. L'onde y est reçue à la station terrienne de Troubiran (près de Cayenne), où elle rebondit pour mieux franchir la forêt tropicale et parvenir au centre de Montsinéry. Le continent américain est désormais à sa portée. Les trois émetteurs (de 500 kW) et les onze immenses antennes lui donneront une vigueur suffisante pour atteindre Mexico, Caracas et Saint-Domingue, Rio, La Paz ou Buenos-Aires.

Fabuleux périple que permettent les ondes courtes, les seules à porter aussi loin et les mieux adaptées aux émissions à destination des pays éloignés. Les grandes nations l'ont compris qui utilisent parfois des moyens comparables pour établir, consolider ou maintenir leur influence culturelle ou politique sur telle ou telle partie du monde. La BBC est la championne, la Voix de l'Amérique et Radio Moscou la talonnent. Grâce au plan ambitieux adopté il y a trois ans, la France remonte dans le peloton de tête de ces radios internationales, le centre de Montsinéry étant, dans cette stratégie et par sa situation géographique, un atout de premier ordre.

Trois années de travaux menés par TDF, un financement effectué, pour moitié par la redevance, pour l'autre par le budget des relations extérieures, un investissement de 131 millions de francs et un coût d'exploitation estimé à 13 millions de francs (sans les salaires), l'affaire fut rondement menée. Mais si RFI n'a pas attendu, il est vrai, la mise en place des trois émetteurs de Montsinéry, pour se faire entendre sur une partie de l'Amérique latine, sa place est encore étroite dans ce continent dominé largement par la Voix de l'Amérique et Radio La Havane.

Elle la gagne cependant peu à peu, comme l'attestent quelques sondages, un important courrier (600 lettres par jour), les réponses à quelques concours lancés à l'antenne et le rapport des ambassades mobilisées pour faire connaître cette Voix de la France. Celle-ci s'entend haut et fort au Chili, où elle est devenue la première station étrangère captée par les habitants – notamment les opposants – soucieux d'information. C'est le cas également à Haïti. Et si la BBC est au Brésil un concurrent difficilement rattrapable, les responsables de RFI notent un intérêt croissant de la part des Argentins et des Cubains. « *C'est toujours mieux que la Voix de l'Amérique* », convenait, bourru, un dignitaire de La Havane.

Priorité à l'Asie du Sud-Est

Mais l'Amérique latine ne représente qu'une partie du monde, et la machine déjà s'est remise en route, visant à organiser d'ici deux années une couverture radiophonique mondiale. La priorité, cette fois, c'est l'Asie du Sud-Est, une zone vitale en terme de géopolitique. En l'absence de « terre nationale » où TDF pourrait construire un nouveau centre d'émission, les experts ont provisoirement retenu le site de Sri-Lanka, sur lequel la radio allemande (Deutsche Welle) jouit d'excellentes installations. Des négociations ont déjà eu lieu qui devraient être reprises à la demande du ministre français des relations extérieures, M. Roland Dumas, lors du prochain sommet franco-allemand.

Resterait la zone du Pacifique, sur laquelle les discussions sont loin d'être closes. Certains ne voudraient-ils pas déjà exclure la Nouvelle-Calédonie – initialement prévue comme site d'implantation – au profit de Tahiti ? En attendant, et pour ne pas perdre de temps le président de TDF, M. Schoeller, envisage quelques relais locaux de RFI dans des villes importantes qui en feraient la demande : Montréal, San-Francisco, Los Angeles, ou Le Caire... De quoi casser quelques vieilles habitudes. De quoi stimuler aussi les équipes techniques et rédactionnelles.

Elle file, elle fille l'onde courte. On le voit. Elle court le monde, chargée de missions culturelle, politique, diplomatique, selon qu'elle arrive de Washington, de Pékin ou de Moscou. Elle court, colporteuse parfois d'informations « *vraies, fiables, professionnelles* », comme le soulignait M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio France. Tandis que M. Georges Fillioud définissait en peu de mots la mission de RFI : « *Ni outil de propagande ni instrument de domination, la diffusion internationale d'émissions radio est un moyen privilégié pour la France d'adresser aux nations étrangères un signe de reconnaissance mais aussi un signe d'appel. Appel à l'échange, au dialogue des cultures.* »

ANNICK COJEAN.

● *Saisie de quatre radios libres dans le Nord.* – Le matériel de quatre radios libres de la région de Valenciennes a été saisi, lundi 25 février. Cette saisie, qui a été exécutée sur commissions rogatoires par des gendarmes accompagnés de policiers, concerne : Radio-Eden et Radio-Star 59 à Anzin, Radio-Air-Tonic à Thun ainsi que Radio-Bibelot à Beuvrages.

● Libération *suspend ses émissions de radio.* – *Libération,* qui émettait sur la fréquence 92.8, a suspendu la diffusion de ses émissions de radio depuis le vendredi 22 février et pour une durée de deux semaines. Un programme en continu est, depuis lors, diffusé en remplacement. Cette décision a été prise par les responsables du quotidien qui ont jugé « *le produit émis par la station insatisfaisant* », nous a déclaré M. Antoine Griset, gérant de *Libération.*

Une restructuration de la direction de la radio est en cours. Elle sera terminée d'ici au mardi 5 mars, date à laquelle est convoquée une assemblée générale du personnel.

● *Pathé-Image sans Pathé.* – Le groupe cinématographique Pathé a cédé ses participations dans Pathé-Image, sa filiale commune avec le groupe Havas. Havas, qui conserve 50 % du capital, a trouvé d'autres partenaires financiers avec la Banque Worms, le Crédit agricole et la Banexi, filiale de la BNP. Fortement augmenté, le capital de la société passe de 2 à 7 millions de francs.

Pathé-Image devient Télé-Image et se consacre à la production de programmes de télévision, de films pour les entreprises et à la distribution internationale. M. Gérard Calderon a été nommé président de la société et Mme Simone Halberstad-Harari en reste directeur général.

LE CARNET DU Monde

Décès

– Le professeur
et Mme Jean-Pierre Bader,
Le docteur
et Mme Jean-Michel Bader et Mathieu,
M. et Mme Marc Audibert
et Deborah,
M. Jean-René Bader,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont le regret de faire part du décès de

Mme veuve René BADER,
née Germaine Launoy,

survenu le 20 février 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 1er mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, place d'Auteuil, à Paris-16e.

7 *bis*, boulevard Anatole-France,
92100 Boulogne.

– M. et Mme Albert Zarnitsky,
M. et Mme Claude Thal,
Le docteur Charles Zarnitsky,
Et toute la famille,

font part du décès de

Mme veuve Iancou GOLDSTEIN,
née Rosa Sigendorf,

leur mère et grand-mère,

survenu le 24 février 1985, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Joncherolles, 95, rue Marcel-Sembat à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis).

On se réunira à 15 h 15.

12, boulevard Marcel-Sembat,
93200 Saint-Denis.

– La générale Jacques de Guillebon,
son épouse,
Mme Hans Fechheimer,
sa belle-mère,
M. et Mme Norbert de Guillebon,
M. et Mme Christo,
Mme Clive Henery,
M. et Mme Daniel Gérard,
M. et Mme Jean-Marie d'Essertaux,
ses enfants,
ses petits-enfants,
Le colonel (e.r.) et Mme
Christian de Guillebon,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, le 25 février 1985, dans sa soixante-seizième année, du

général Jacques de GUILLEBON.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 1er mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, où les honneurs militaires lui seront rendus.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité à Essertaux (Somme).

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, boulevard de Courcelles,
75017 Paris.
(*Le Monde* du 26 février.)

– Boulogne. Arles. Angers. Meylan, Paris. Strasbourg.
M. Georges Linden,
Mme Alexandre Miontchinsky,
M. et Mme Marc Verseils,
M. et Mme Michel Gardaz,
M. et Mme Albert Rousseau,
M. Pierre Linden,
Mme Florence Linden,
M. et Mme Alexandre Linden,
Olivier, Luc, Catherine et Gilles,
Jean, Claire et Samuel,
Jacques, Michel et Sylvie,
Dora, Alexandre et Elsa,
Marie et Sébastien,
ont la douleur de faire part du décès de

Claudine LINDEN,
née Doubinski,

leur épouse, sœur, mère, belle-mère et grand-mère,
survenu le 17 février 1985.
Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité familiale.
3, avenue de la Porte-d'Asnières,
75017 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Mme Raymond Maillet,
née Hélène de Mahéas,
son épouse,
M. et Mme Philippe Vigoureux,
M. et Mme Jean Maillet,
M. et Mme Dominique Horlait,
ses enfants,
Mme Charles Favro,
Mme Georges Pierredon,
ses sœurs,
Ses petits-enfants
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond MAILLET,
ingénieur du corps des mines,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité en l'église de Remoulins (Gard), le mercredi 27 février.

Une messe sera célébrée le samedi 2 mars, à 8 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-de-Chantal (porte de Saint-Cloud, Paris-16e).

65, rue Michel-Ange, Paris-16e.

– M. et Mme Jacques Girot,
Le docteur et Mme Jean Marchal,
M. et Mme Olivier Weber,
Le docteur et Mme Jacques Marchal,
M. et Mme Roger Struillou,
Leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Renée Marchal,
sa sœur,
M. Maurice Dugrain,
son beau-frère,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre MARCHAL,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le *25 février 1985*, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 27 février, à 15 heures, en l'église de Ludres (Meurthe-et-Moselle).

Des prières, des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Josette Villard,
M. et Mme Pujol,
M. et Mme Delahousse,
Mme Bennes,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René OSTER,

leur père et grand-père,

survenu à Grenoble le 24 février 1985.

La cérémonie religieuse aura lieu à l'église d'Esbly (77450), à 14 heures, le 27 février.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Henri-Murger,
75019 Paris.

– « *Heureux les cœurs purs car ils verront Dieu.* »
(Matthieu V.)

Le docteur Marc Pierredon,
son époux,
Olivier et Laurent,
ses enfants,
M. et Mme Philippe T. Valent,
ses parents,
Mme veuve Maurice Pierredon,
sa belle-mère,
Le docteur et Mme Philippe X. Valent,
M. et Mme Jean-Pierre Kannengiesser
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Pierredon
et leurs enfants,
M. et Mme Yves Cruvellier
et leurs enfants,
M. et Mme Patrick Hodent
et leurs enfants,
ses frère, sœur, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

ont la tristesse de faire part du décès subit, dans sa quarante-sixième année, de

Mme Marc PIERREDON,
née Claude Berard,

L'inhumation aura lieu le jeudi 28 février 1985, à 11 heures, à Lézan (Gard), dans le caveau de famille.

Un service religieux sera célébré ultérieurement.

7, avenue de Villars,
78150 Le Chesnay.

– Toulouse.

Alain, Catherine, Marianne Pistre
Et leurs familles,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et parente,

Mme veuve Marcel PISTRE,
née Hélène Balen,

survenu le 24 février 1985, à Toulouse.

Les obsèques auront lieu le mercredi 27 février au cimetière de Terre-Cabade à Toulouse, dans la plus stricte intimité.

3, boulevard Michelet,
31000 Toulouse.

– Nous apprenons la mort, le 18 février 1985, du

Père Louis RÉTIF.

[Né le 17 juillet 1911 à Angers (Maine-et-Loire), Louis Rétif est entré chez les Fils de la Charité en 1933 et ordonné prêtre en 1937. Avec les Pères Michonneau et Daniel, le Père Rétif était à l'origine du renouveau catéchétique en France. Auteur du livre *J'ai vu naître l'Eglise de demain* (Editions ouvrières), il était curé du Petit-Colombes, puis responsable du catéchuménat de la Boucle de la Seine, dans la banlieue parisienne, avant de devenir, en 1978, président de l'Association des amis du Père Riobé. Il était l'ami de l'ancien évêque d'Orléans depuis le séminaire.]

– Mme Annie Soisbault,
sa fille,
Les familles Chrétien, Many, Gérard, Phillipoteaux,
ses cousins,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert SOISBAULT,
avocat honoraire
à la cour de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix du combattant volontaire
de la Résistance,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 28 février 1985, à 8 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, à Paris-16e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lannion (Côtes-du-Nord), le vendredi 1er mars, à 9 h 30.

Ni fleurs ni couronnes, des dons à l'Institut Curie, 26, rue d'Ulm, à Paris-5e.

14, rue Cimarosa,
75016 Paris.

– M. Jean Souchet,
son époux,
M. et Mme Yves Bruslon, Olivier, François et Cécile,
M. et Mme Jean-Pierre Souchet,
ses enfants et petits-enfants,
M. Ange Le Lem,
son père,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Solange SOUCHET,
née Le Lem,

survenu le 17 février 1985, dans sa cinquante-septième année.
Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale le 20 février, en l'église Saint-Germain de Charonne.

9, rue Stendhal,
75020 Paris.

– Mme Roger Vitasse,
son épouse,
M. et Mme Marcel Prevost,
ses beaux-parents,
Caroline,
sa filleule bien-aimée,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Roger VITASSE,

survenu le 24 février 1985, dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 28 février, à 10 h 30, en la cathédrale de Meaux.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille de Marly (Nord).

Ni fleurs ni couronnes.
Des prières.

– Le président de Régie Presse
Et ses collaborateurs,
font part, avec grande tristesse, du décès de leur directeur comptable,

Roger VITASSE,

survenu à Meaux, le 24 février 1985, dans sa cinquante-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 28 février, à 10 h 30, en la cathédrale de Meaux.

Anniversaires

– GERMINAL
nous quittait le 27 février 1983.

Il vit toujours dans la mémoire de ceux qui l'ont aimé.

– A tous ceux qui ont connu et aimé

Michel LÉVY
(X 70),

une pieuse pensée est demandée, en ce treizième anniversaire de sa mort.

Souvenirs

– Le 26 février 1956,

Félicien BAUDRY

disparaissait à Vienne (Autriche).
Françoise Baudry demande pour lui, à ceux qui l'ont connu et aimé, une pensée affectueuse.

Communications diverses

– L'Association zen internationale organise un cycle de diverses conférences-débats où seront abordés des aspects de la vie culturelle et sociale dans leurs relations avec le quotidien et la conscience. Pour la première, qui aura lieu le mercredi 27 février, à 19 heures, au siège de l'association (17, rue des Cinq-Diamants, à Paris 13e), Serge-Christophe Kolm propose comme thème de réflexion : « Sagesse et nouvelle économie ». (Renseignement : tél. (1) 580-10-00 ou 580-08-87.)

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Université de Paris-VII, mercredi 27 février à 13 heures, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Abbas Makke : « Analyse du discours juridique sur le corps de la femme libanaise : préalable à toute clinique ».

– Université de Paris-VII, vendredi 1er mars à 14 h 30, salle des thèses, tour 25, rez-de-chaussée, M. Francis Corblin : « Anaphore et interprétation des segments nominaux (analyse linguistique des reprises définies démonstratives et pronominales) ».

– Université de Paris-X Nanterre, vendredi 1er mars à 14 h 30, salle C. 26, M. Jean-Claude Delbreil : « Le Parti démocrate populaire, des origines au MRP, 1919-1944 ».

– Université de Paris-IV, vendredi 1er mars à 14 heures, salle des actes, Mme Jacqueline Kroschi : « John Dos Passos face à la société américaine de son temps ».

– Université de Paris-IV, samedi 2 mars 1985 à 14 heures, amphithéâtre Guizot, M. Michel Delon : « L'idée d'énergie au tournant des Lumières, 1770-1820 ».

ANCIEN SENATEUR DE LA GIRONDE

Le professeur Georges Portmann est décédé

Le professeur Georges Portmann, ancien doyen de la faculté de médecine de Bordeaux, ancien secrétaire d'Etat à l'information sous le gouvernement de Vichy et ancien sénateur (indépendant) de la Gironde, est décédé, dimanche 24 février à Sainte-Eulalie (Gironde), à l'âge de quatre-vingt-quinze ans.

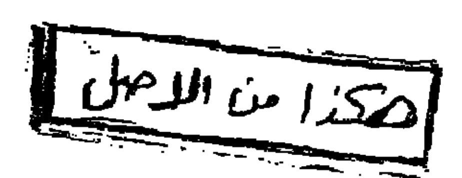
Né le 12 juillet 1889 à Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), Georges Portmann a été titulaire de la chaire de clinique otorhinolaryngologique à la faculté de médecine de Bordeaux de 1926 à 1963. Il fut doyen de cette même faculté de 1949 à 1955, tout en poursuivant une carrière politique parallèlement à sa discipline professionnelle.

Sénateur (indépendant) de la Gironde de 1932 à 1940, Georges Portmann devient le 4 janvier 1941 secrétaire général à l'information sous l'autorité de Pierre-Etienne Flandin, qui est alors ministre des affaires étrangères du maréchal Pétain. Après le départ du gouvernement de Pierre-Etienne Flandin à la demande des autorités allemandes, Georges Portmann abandonne l'information le 23 février 1941 au bénéfice de Paul Marion.

Elu, en 1953, maire de Sainte-Eulalie, en Gironde, il devient en juin 1955 sénateur (républicain indépendant) de ce département, poste qu'il conservera jusqu'en 1971. Vice-président de la commission des finances au Sénat, il sera, de janvier 1959 à octobre 1962, vice-président du Sénat. Durant ses fonctions de sénateur, il présidera, en 1964-1965, la délégation française à la conférence des parlementaires de l'OTAN. En 1966, il préside l'Association française pour la communauté atlantique et, en 1970-1971, il est rapporteur du budget des affaires étrangères au Sénat.

Le professeur Portmann est l'auteur de plusieurs publications scientifiques ou médicales, mais il est aussi l'auteur de quelques ouvrages politiques, parmi lesquels l'Allemagne dans les tranchées de la paix *(1935),* le Crépuscule de la paix *(1955),* Sur une planète rétrécie *(1959) et* Contacts et pensées *(1982). Docteur* honoris causa *de plusieurs universités étrangères et membre de l'Académie nationale des sciences, Georges Portmann était grand croix de la Légion d'honneur.*

هكذا من الاصل



	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/col. TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

GEO Ça prima Femme Actuelle

Dirigez nos services généraux comme une véritable entreprise

Paris

L'un des premiers groupe de presse magazine par la réussite commerciale de ses titres et ses méthodes de gestion, renforce ses structures et crée le poste de responsable de l'administration interne.

Rendant compte au directeur administratif et du personnel, vos responsabilités seront :
— **l'organisation fonctionnelle** des services généraux (10 personnes) et son **optimisation** ;
— la **gestion** et le **contrôle** d'un budget de fonctionnement de plus de 10 millions de francs ;
— l'amélioration de la **logistique** et de **l'intendance internes** de la société (liaisons inter établissements, maintenance, travaux neufs, archives, standard) ;
— les *appels d'offres et négociations* avec les *fournisseurs et sous-traitants* ;
— les études de nouvelles implantations.

Agé d'au moins 32 ans, de **formation supérieure**, vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction au sein d'une **société de service** ou d'une **PME**. Habitué à travailler dans **un environnement** dynamique et **rapide**, vous possédez des qualités de rigueur et **d'organisation**, le sens de la **diplomatie** et l'aptitude à négocier.

Sylvie CATHELAIN, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5128 LM, en précisant votre **salaire actuel** :

argos — *DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT*
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 227.96.49
PARIS - LILLE - MONTREAL

COMMUNICO

Futur directeur financier

Un puissant groupe financier français recherche

JEUNE DIRECTEUR FINANCIER

Rattaché à la Direction Générale, il prendra en charge, *dans un* premier temps, l'étude et le montage de nouveaux produits financiers ainsi que la réalisation d'affaires ponctuelles.

Après s'être familiarisé avec le groupe, ses activités et son organisation, il prendra la responsabilité de la plénitude de la fonction financière.

C'est un HEC, ESSEC, ESCP, ayant quelques années d'expérience, incluant le montage d'opérations financières, les placements en trésorerie, les investissements en valeurs mobilières et immobilières.

Il connait bien la réglementation bancaire.

Poste basé à Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 501 091 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BKC PARIS-NEW YORK — **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 PARIS.

Cameroun - Gabon — Nous sommes un Groupe de plus de 30 000 personnes, capable de réaliser dans le monde des projets complexes clés en main dans les domaines électricité et nucléaire, génie civil et bâtiment, entreprise générale, *canalisations (hydrocarbures, eau). Notre réseau de filiales en Afrique, rattachées à* l'activité électricité, a besoin de se renforcer en

DIRECTEURS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

véritables n° 2 de filiales

Vous êtes si possible diplômé ESC et vous avez impérativement un DECS. Dix ans de pratique vous ont permis de maîtriser les techniques comptables (comptabilités générale et analytique), fiscales et de trésorerie. Vous êtes capable de favoriser la *prise d'affaires par des montages financiers astucieux. Vous gérez le personnel selon* le droit local et, dans les domaines de votre compétence, vous le formez et l'élevez à un bon niveau de technicité. Votre tempérament de manager et de commercial vous *permet d'assurer véritablement la fonction de n° 2 de la filiale* et de la représenter dans les relations extérieures au plus haut niveau. Trois ou cinq ans réussis d'expatriement en famille dans des conditions très motivantes (salaire et avantages, installations matérielles, congés), au sein d'un groupe de réputation mondiale, constituent pour vous une étape décisive dans le progrès de votre carrière.

Si vous pensez avoir le profil des personnes que nous recherchons, écrivez à Pierre Lemahieu sous réf. 4859 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future *collaboration.*



SERIFO MANAGEMENT
47 bis, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTEC

Plein Champs

Chaîne Hôtelière Internationale
recherche d'urgence
pour son Service Développement Europe

attaché de direction

HF

(environ 30 ans)
Trilingue anglais - allemand.
Débutant ou première expérience.

Qualités recherchées :
esprit de synthèse et de rigueur, capacité de travail en équipe et d'organisation, sens de l'autonomie et adaptabilité.

Formations souhaitées :
commerciale, juridique, financière.

Nombreux déplacements.

Adresser CV + photo + prétentions, sous réf. 33013 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transm.

JRP/Jean Regnier Publicité

JEUNES MANAGERS, VOTRE AVENIR NOUS INTERESSE

Nous sommes un groupe puissant, spécialisé dans la fabrication et la distribution de peintures, de revêtements de sols et de revêtements muraux.

Notre expansion s'explique par la mise en place de structures et de méthodes modernes et performantes et par notre détermination à nous attacher les hommes capables d'accompagner notre évolution.

A 28 ans environ, vous avez acquis une première expérience professionnelle, nous vous proposons à moyen terme le poste opérationnel de :

directeur régional sud-ouest

Pour vous préparer à cette échéance, vous occuperez d'abord le poste de **DIRECTEUR** de notre agence de **BORDEAUX.**

Dans le cadre d'un plan d'action que vous avez élaboré avec la Direction générale, vous serez complètement responsable de votre centre de profit.

Pour un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP...), jeune manager commercial très performant, ce poste offre de réelles opportunités de carrière.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et *rémunération actuelle sous réf.* ***LM 100*** *à :*
CEPIG - 16, rue Franklin - 75016 PARIS
chargé de la sélection.

amp

---

emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

SOCIÉTÉ DE COMMERCE INTERNATIONAL

recherche :

CADRES DE HAUT NIVEAU

pouvant assumer des responsabilités importantes à Tunis et à l'étranger.

EXIGENCES :
- *Diplômé d'études supérieures en sciences commerciales* économiques, en commerce international, ou diplômés d'une grande école d'ingénieur ayant impérativement une expérience dans la technique de la vente ;
- Ayant une excellente présentation, une bonne réputation morale et professionnelle et une bonne culture générale ;
- Connaissances approfondies des trois langues : arabe, anglais et français ;
- Expérience de 5 ans minimum dans la vente, de préférence dans le commerce extérieur ;
- AGE : 35 ans ;
- NATIONALITÉ : tunisienne.

Merci d'adresser lettre de candidature, c.v. complet, références et photocopies des diplômes à la S.C.I.T. C.O. B.T.K.D., 3, avenue Jean-Jaurès, TUNIS.

Recherchons

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN SYSTÈMES D'ARMES FRANÇAIS « OPTION MISSILES SOL-AIR »

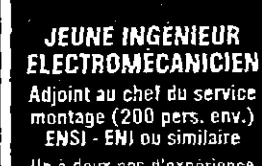
de préférence

Expérience :

10 ANNÉES DANS LA SPÉCIALITÉ

- Langue anglaise courante.
- Lieu de travail à l'étranger.
- Salaire motivant.

Envoyer c.v. et photo sous n° 301.810 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Monttessuy, 75007 PARIS qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

JEUNE INGÉNIEUR ELECTROMÉCANICIEN
Adjoint au chef du service montage (200 pers. env.)
ENSI - ENI ou similaire
Un à deux ans d'expérience de fabrications mécaniques en petite ou moyenne série.

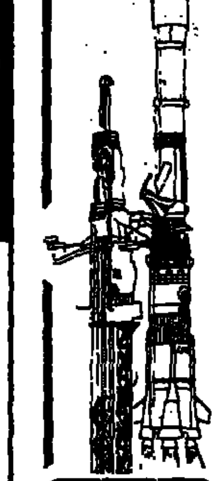
Un très important constructeur de gros équipements mécaniques de production, + de 1200 personnes, réalisant un CA *élevé à l'exportation recherche* ce jeune ingénieur qui sera progressivement formé à l'organisation et à la direction d'un service de montage final de *machines de production* de technologie avancée.

Une connaissance pratique des *automatismes est souhaitée.*

Résidence ville de l'Est, agréable région touristique.

Logement facilité.

Adr. CV dét. ss réf. 1120 à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX



SEP

VERNON (1 heure de Paris)

Avec un chiffre d'affaires d'1,8 Milliard de Francs et 3 500 personnes, nous sommes la première société française de propulsion d'engins spatiaux. Notre établissement de Vernon (1 500 personnes) est en croissance rapide et a la responsabilité du développement et de la fabrication des moteurs des trois *étages de la fusée ARIANE. Le département* Informatique de Vernon est en pleine croissance et nous créons un poste de

Chef du Service "Etudes Informatiques"

Rattaché au Chef du Département Informatique, le titulaire du poste participera à la réalisation du plan à cinq ans de la société et sera responsable de l'ensemble des *développements (informatique de gestion) prévus* sur l'établissement de Vernon. Il encadrera une équipe d'une quinzaine d'informaticiens comprenant trois chefs de projets. Pour réussir dans ce poste, il faut être diplômé de l'enseignement supérieur et avoir bien sûr une solide expérience de *conduite de projets importants* et d'animation d'équipes. Appartenant au Groupe SNECMA (26.000 personnes dont 3.200 cadres) nous pouvons offrir d'excellentes opportunités de développement de carrière à des informaticiens à fort potentiel.

Merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV, une photo et la rémunération souhaitée sous la référence 122 Y H.B. — 66 avenue Victor Hugo — 75116 PARIS

LA VILLE D'ORLÉANS
(105.000 habitants)
recrute
au sein de la direction des affaires générales,
UN INGÉN. DIVISIONNAIRE
par concours sur titres ou par voie de mutation
Chargé des questions d'urbanisme suivantes : demandes d'utilisation des sols, mise au point d'un plan d'occupation des sols et problèmes fonciers. La demande manuscrite accompagnée d'un c.v. détaillé devra parvenir à Monsieur le Maire direction du personnel, 45032 ORLÉANS CEDEX
au plus tard le 1er mars 1985.

Société d'expertise comptable
fiduciaire de France
région **Lorraine**

recherche pour son groupe Audit

• AUDITEUR CONFIRMÉ

Titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur.
Expérience de 3 à 5 ans *dans cabinet d'Audit*
Perspectives d'évolution.

• AUDITEUR ASSISTANT

Formation grandes écoles commerciales. Une première expérience de deux années en révision.

Envoyer C.V. et prétentions à :
C. Goimier
2 bis, rue de Villiers,
92309 Levallois-Perret Cedex.

Filiale d'un important groupe français de la commercialisation du butane et du propane recherche pour NANTES

UN ADJOINT DE DIRECTION CADRE

Ayant capacité de commandement, pouvant assurer le développement des ventes et l'organisation du service exploitation, homme de terrain, âge 30 ans environ.

Rémunération en fonction du profil et de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à *W.G. rue H. Monteil,* Z.I. des Grands Mortiers, 37700 Saint-Pierre-des-Corps.

Duolite International

recherche

ANALYSTE PROGRAMMEUR MICRO *HF*

— Informaticien confirmé(e).
— Connaissant : IBM PC et IBM 38.
— *Connaissant : langage* BASIC *et* GAP *III.*
— Connaissant : DOS,
— ayant une expérience de 2 à 3 ans,
— niveau DUT.

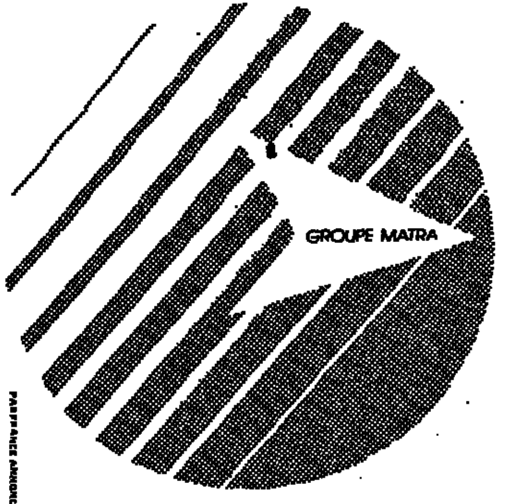
Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 13459 au Chef du Personnel BP 48 - 02301 CHAUNY Cedex.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LE NOUVEL ESPACE INFORMATIQUE

AVIGNON



Il suppose la création de nouveaux rapports entre constructeurs et utilisateurs.

Notre agence d'Avignon développe des systèmes informatiques «clés en mains» destinés aux professions libérales.

Dans le cadre de son expansion, elle renforce son équipe en recrutant des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Basés à Avignon, vous prenez en charge pour une région déterminée, la commercialisation (prospection, négociations, propositions et suivi de clientèle) de systèmes de gestion spécifiques répondant aux besoins de ce marché.

Diplômés d'une école de commerce ou d'ingénieur, vous avez acquis pendant 3 ans la maîtrise de la négociation commerciale à haut niveau dans la vente de systèmes informatiques.

Si vous êtes séduits par le dynamisme d'une petite équipe en expansion, une région attrayante et une rémunération motivante, écrivez-nous en indiquant la référence 27/M à DRRH - MATRA DATASYSTEME - BP 77 – 78391 BOIS D'ARCY CEDEX

LA DIMENSION COMMERCIALE

MATRA DATASYSTEME



Jeune Ingénieur ENSI-INSA-ENI...

MATRA ELECTRONIQUE, filiale du groupe MATRA a été créée en 1975. Basée au Sud de Compiègne elle dispose d'un outil industriel particulièrement sophistiqué qui lui permet de produire des systèmes électroniques performants destinés principalement aux applications aéronautiques du groupe. Elle recherche un jeune ingénieur ENSI, INSA, ENI . . . option mécanique générale, débutant ou bénéficiant d'une première expérience. Intégré dans le service méthodes chargé des produits fabriqués en série, il prendra en charge après une courte formation sur le terrain, l'animation d'une équipe de préparateurs. La réussite dans cette première mission lui permettra d'évoluer rapidement au sein du groupe.

Ecrire sous référence A/2590/M à notre Conseil J. SCARINOFF Société PA – 3 rue des Graviers – 92200 NEUILLY–SUR–SEINE

MATRA ELECTRONIQUE

RTC

R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE-COMPELEC

CENTRE DE CAEN

NOS ATOUTS :
- une compétence reconnue internationalement,
- des technologies de pointe qui s'appuient sur un marché en forte expansion,
- la qualité de la communication et le travail en équipes.

Pour notre CENTRE MICROELECTRONIQUE
et pour notre DEPARTEMENT SEMI-CONDUCTEURS
nous cherchons

DES INGENIEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES
ELECTRONICIENS, PHYSICIENS,

Pour
- Concevoir de nouveaux produits
- Elaborer et mettre au point des programmes de mesures pour évaluer et tester les Circuits Intégrés en développement
- Participer à l'amélioration des procédés en assistance à la fabrication
- Pour ces postes, de nombreux échanges techniques sont nécessaires avec les autres centres de notre organisation, en Europe et aux U.S.A.

Vous êtes diplômés d'une grande école d'ingénieurs (MINES - CENTRALE - ESE - ENSERG - ISEN - INSA...).

Notre société entretient des relations privilégiées avec PHILIPS, un des leaders mondiaux de l'électronique.

Vous pourrez bénéficier de large possibilité d'évolution en France et à l'étranger.

Ces postes sont à pourvoir dans notre centre de CAEN, ville universitaire située à 220 km de PARIS.
Vos candidatures accompagnées d'un curriculum vitaë sont à adresser à
R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC
Département du Personnel - Route de la Délivrande
B.P. 6025 - 14001 CAEN CEDEX

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

RHONE-ALPES

Très importante entreprise fortement exportatrice, implantée dans une grande ville universitaire, recherche le

RESPONSABLE DU SERVICE AUDIT INTERNE

Placé sous l'autorité du Secrétaire Général, il définit les programmes d'audit en accord avec la Direction Générale, anime et supervise leur réalisation. Il travaillera à l'élargissement des missions d'audit à tous les secteurs de l'Entreprise et à toutes les filiales françaises et étrangères.

Le candidat, diplômé de l'Enseignement Supérieur, dispose d'une expérience confirmée d'auditeur et d'animateur d'une équipe pluridisciplinaire, acquise de préférence dans un cabinet d'audit anglo-saxon. Réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec CV, prétentions sous réf. 6220 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

GROUPE BANCAIRE

recherche pour son Agence Régionale de
MARSEILLE

des chargés d'engagements

CONFIRMES **H/F**

Les candidats retenus auront :
- une formation supérieure économique (maîtrise de gestion, école supérieure de commerce, ITB, CESB)
- une expérience bancaire de 5 à 10 ans dans l'étude des crédits.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4454 - **PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris qui transmettra.**

Pour notre future implantation dans le Sud

Nous sommes la filiale française d'un groupe international fabriquant et distribuant des produits électroniques de haute technologie. Nous sommes devenus rapidement l'un des tout premiers dans notre domaine. Notre croissance très rapide nous amène à recruter deux responsables.

Ordonnancement
Réf. 51 AN I

Vous aurez pour missions principales : - d'établir les programmes généraux de fabrication à partir de plannings de commandes, en tenant compte de la capacité de production des départements et de l'état des stocks. Vous utiliserez les programmes informatiques déjà en place. - d'établir les programmes détaillés et suivre l'avancement auprès des différents ateliers. - de concevoir et mettre en place des moyens élaborés (FAO) et économiques de production automatisée. Vous devez également posséder le sens des relations humaines et de bonnes aptitudes au commandement.

Directeur Etude et Développement
Réf. 51 AN II

Vous animerez plusieurs équipes d'Ingénieurs et de Techniciens et coordonnerez leurs activités. Avec l'aide de la C.A.O. et en étroite collaboration avec le Service Marketing, Fabrication, Méthodes, votre Service sera chargé d'étudier et réaliser : - les transformations et/ou améliorations à apporter aux produits déjà existants, - la recherche et le développement de nouveaux produits en tenant compte des techniques et des normes propres à certains pays, - les documentations techniques pour les homologations, fabrications.

Pour chacune de ces deux fonctions, nous vous demandons de posséder une expérience similaire d'environ 5 ans dans l'industrie électronique de moyenne série. Bien entendu l'environnement international et les possibilités d'évolution nécessitent une bonne connaissance de l'anglais. La toute nouvelle unité de fabrication sera opérationnelle dans une grande ville universitaire proche de la mer dans un environnement agréable. Merci d'envoyer votre candidature à Alain NERVET 15, Rue du Louvre 75001-PARIS, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Curriculum



CONTROLEUR DE GESTION ANALYTIQUE
H/F



Angers
DECS
150 000 F +

Notre Société (1550 personnes - 425 millions de CA) filiale d'un important groupe industriel Allemand est spécialisée dans la fabrication, la commercialisation et la maintenance d'ascenceurs.

Ce poste, basé à ANGERS, consistera :
- à étudier les évolutions à apporter à la comptabilité analytique à la suite de l'introduction d'un système de gestion de production assisté par ordinateur.
- à participer au suivi et au contrôle des filiales par la mise en place de nouvelles procédures.

Les candidats devront pour réussir à ce poste avoir une trentaine d'années, être diplômés de l'enseignement supérieur (+ DECS) et posséder 2 ou 3 ans d'expérience passée dans un cabinet ou dans les services comptables d'une entreprise importante.

Notre conseil E. ROUAUD étudiera confidentiellement votre candidature (CV, photo) sous référence 5.02.17 - 57, rue Charles Monselet - 44000 NANTES.

CONTESSE



Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

هكذا من الاصل

مكرر من الأصل

CHEF DE PRODUIT

chez un leader de l'agro-alimentaire

Avec votre formation *HEC, ESSEC, ESCP, ...* et trois ans d'expérience dans le marketing, vous êtes attiré par le développement et le lancement de nouveaux produits de grande consommation.

Nous vous offrons l'opportunité d'être *Chef de Produit* au sein d'une équipe expérimentée et performante.

Lieu de travail : *proche banlieue parisienne.*

Prenez contact en adressant CV, lettre manuscrite, *photo et prétentions à Média-System,* 104 rue Réaumur 75081 Paris Cédex 02 en précisant la réf. M/7911 sur l'enveloppe.

emplois régionaux

GROUPE BANCAIRE

rech. dans le cadre de son expansion pour son AGENCE EN COURS DE CRÉATION A

QUIMPER

CADRE D'EXPLOITATION

HF

Il devra être diplômé d'études supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB), avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit (3 à 5 ans).

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du groupe, ainsi que les études financières des dossiers de crédit.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 4455 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra.

Très important groupe européen de matériaux de construction, leader mondial dans ses spécialités (6 unités de production en France) recherche pour sa Société Française :

ASSISTANT DE MARKETING

Rattaché à la Direction Commerciale, vous participerez :

- aux études de marché concernant les différentes lignes de produits,
- au développement et à la mise au point des produits nouveaux,
- à la préparation des campagnes de promotion des ventes,
- à toutes les actions de «public relations» menées par la Société.

Le poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou enseignement supérieur en communication), débutant ou avec 2 ou 3 ans d'expérience dans une fonction similaire.

Le poste est situé dans une agréable petite ville de Seine et Marne.

La pratique de l'allemand est indispensable.

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Financier et travaillant en liaison étroite avec les services comptables, vous devrez :

- concevoir et mettre en place le système de contrôle de gestion de la Société,
- participer à l'élaboration des budgets, à leur analyse et au suivi de la gestion.

Vous aurez également à mener à bien les études économiques nécessaires à la Direction Générale tant dans le cadre de la Société que dans le cadre du Groupe en France et en Allemagne.

Le poste conviendrait à un(e) candidat(e) diplômé(e) d'études supérieures, commerciales ou de gestion, possédant éventuellement un D.E.C.S., avec une expérience de 3 à 5 ans du contrôle de gestion acquise dans un grand groupe international.

Poste situé à Paris.

La pratique de l'allemand est indispensable.

INGENIEUR DE MAINTENANCE

Rattaché au chef des services d'entretien du principal site de production de la Société, vous aurez pour mission, sur le plan de l'électricité, de l'électronique, de la robotique et de l'informatique industrielle, de :

- participer aux études et à la mise en place d'équipements de production très sophistiqués et en constante évolution,
- maintenir leur caractère opérationnel,
- améliorer la fiabilité et l'adaptation de ces équipements pour permettre l'atteinte des objectifs industriels.

Le poste conviendrait à un ingénieur diplômé A.M. ou d'une E.N.S.I. avec une première expérience soit de maintenance, soit de mise en route d'installations industrielles utilisant des technologies très évoluées.

Le poste est situé dans une agréable petite ville de Seine et Marne.

La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions (en précisant le poste) à CONTESSE PUBLICITE, s/réf. 6349, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

SNECMA

SOCIETE NATIONALE, nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une *politique active de recherche* et de développement de *technologies avancées.*

GROUPE SNECMA

La Direction Financière recherche pour son *Siège Social* à Paris,

UN CADRE FINANCEMENT DES EXPORTATIONS

Ce poste sera confié à un cadre financier (diplômé grande école) ayant une première expérience du commerce international et des relations bancaires.

La pratique courante de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser sous référence 42/85 lettre, *curriculum vitae et prétentions* à SNECMA, Département Encadrement, 2, Boulevard Victor, 75724 Paris cedex 15.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

TOTAL

CONSEIL EN ORGANISATION INFORMATIQUE

Nous recherchons pour notre Direction Financière (Groupe) à Paris, un Conseil en Organisation Informatique.

Rattaché directement au Directeur Financier, il aura pour mission, dans le cadre de cette Direction :

- *le suivi* des projets informatiques en cours, notamment en ce qui concerne la comptabilité
- le développement d'applications nouvelles, informatiques, micro-informatiques et bureautiques.

Les solutions qu'il préconisera, en liaison avec la Direction Informatique, seront à négocier efficacement, tout en respectant les impératifs opérationnels.

Les candidats devront justifier d'une expérience confirmée en matière d'applications informatiques dans le domaine financier. L'anglais est souhaité.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo au Service Recrutement 5, rue *Michel Ange* 75781 *PARIS Cedex 16 sous réf.* 5 MO 63 (réponse et discrétion assurées).

COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

Une importante société française (1000 personnes - 1/2 milliard de francs) crée, dans le cadre de son expansion et pour son principal département, le poste de

RESPONSABLE V.P.C.

Dépendant du directeur de ce département, il sera responsable, en relation avec les différents chefs de produits, du réseau ventes par correspondance (élaboration des catalogues, relations et négociations avec les agences de publicité, gestion des fichiers, marketing).

Il sera de formation commerciale supérieure, âgé de 28 à 30 ans maximum et aura une expérience essentiellement axée sur la V.P.C. D'intéressantes perspectives d'avenir conduisant à des postes e direction existent au sein de cette société pour un jeune E.S.C. ambitieux et dynamique.

La rémunération ne sera pas inférieure à 200.000 F par an et la résidence se situe dans une grande ville universitaire de l'Est de la France.

Ecrire à Yves BLANCHON sous la *référence* 5111 M.



17 rue La Rochefoucauld 75009 PARIS

ASSCOM

Une entreprise de construction métallique en expansion, région d'Epinal, réalisant des équipements industriels sur devis combinant structures métalliques, grosse chaudronnerie, mécanique, dans le monde entier recherche

UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

AM - ENSI - INSA ou sim.
Débutant + stages ou courte expérience

Mission : assistant de l'ingénieur chargé d'affaires, il sera formé aux études et devis, et participera aux négociations et réalisations de contrats importants au contact d'une clientèle de haut niveau technique (engineering, grandes industries) en France et à l'export, *en collaboration avec le service technique et informatique.*

Anglais efficace indispensable.

Poste d'avenir stable.
Logement *facilité.*

Adr. CV dét. ss. réf. 1115 à

SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

URGENT
LEADER
DE LA CUISINE ÉQUIPÉE
du département 86
recherche
COLLABORATEURS
DYNAMIQUES
Pour faire face à sa croissance.
Profil demande
VENDEURS PERFORMANTS
Rémunération très motivante.
Directement rattaché au PDG.
Participation à l'établissement des budgets et objectifs. Ecrire C.V. + *Photo* : n° 10.324
HAVAS POITIERS.
86000 POITIERS.

L'Équipe Boutique de Gestion de Caen
recruté
CHARGÉ (E) DE MISSION
Formation supérieure + exp., pour développement économique local.
Ecrire 126, rue Caponière, 14000 Caen.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
TRANSPORTS
MARITIMES
recherche
pour son siège social à
MARSEILLE

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

DEBUTANT
NIVEAU MIAG

Adresser c.v., photo et prét. à RÉGIE-PRESSE sous n° 301.919 M
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS pr adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

expérience pratique VIF et DVV exigée, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire avec c.v. détaillé sous n° 301.895 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Industrie moderne en expansion
Leader de sa spécialité
Produits compétitifs grande série pour le conditionnement, région Est recherche

JEUNE ATTACHÉ COMMERCIAL EXPORT

ESCE - ESC + *formation* export, ou similaire

Disposant d'une expérience de l'exportation de 1 à 2 ans, parlant bien l'anglais + l'allemand.

Mission : Développement et gestion des marchés déjà actifs. Déplacements fréquents.

Larges possibilités d'avenir liées à la volonté exportatrice de la DG.

Adr. CV dét. ss réf. 1130 à

SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Nous sommes une société internationale basée à Paris.
Nous mettons à la disposition de nos clients, par téléphone, une information triée et traitée par 150 spécialistes.

Notre Département ÉCONOMIE recherche

1 financier

de formation SUP de CO, option Finances (ou équivalent).

Vous avez une expérience professionnelle de 5 ans minimum acquise au sein de la fonction financière d'une grande entreprise ou dans une société de conseil.

Adressez votre candidature détaillée ainsi que vos prétentions à *SVP*
Mme Eva LIPUSCEK,
54, rue de Monceau
75384 PARIS CEDEX 08.



OPTEZ POUR LA FORMATION EN MICRO-INFORMATIQUE !

Votre profil : • 25-30 ans • une formation supérieure • un goût certain pour la formation • la *passion de la micro-informatique* • si possible, la connaissance des logiciels standard pour IBM-PC.

Votre mission : • formation des utilisateurs • conseil en logiciels • organisation des séminaires.

Adressez votre candidature, sous la réf. AF/M, à Christine *LAURENT* - G.T.I. - 17-19, rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS.

MÉDIA BA



2 OSCARS A L'EXPORTATION
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX
recherche pour ses
CENTRES D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT
de la Région Parisienne (Argenteuil - Eragny-Pontoise)

Ingénieurs Système
Ingénieurs Electroniciens
Ingénieurs Logiciel
Maîtrise Informatique

de haut niveau

Pour tous ces postes, une formation complémentaire en France ou aux Etats-Unis serait appréciée.

Agents Techniques Electroniciens

BTS - DUT

Débutants ou expérimentés
pour études :
- systèmes TELEMATIQUES
- systèmes INFORMATIQUES
- systèmes de NAVIGATION

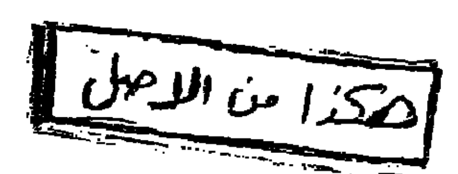
Adresser CV manuscrit et photo sous réf. 310M à

SAGEM

Direction du Personnel et des Relations Sociales
6, avenue d'Iéna 75783 PARIS CEDEX 16.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

هكذا من الاصل



DEVIMCO

FILIALE DU GROUPE ACCOR
SPÉCIALISTE EN AMÉNAGEMENT HOTELIER
recherche

UN(E) RESPONSABLE COMPTABILITÉ

Rattaché au directeur financier, le candidat aura la responsabilité des comptabilités générales – export 50 % (consolidation des comptabilités étrangères, bilans, etc.) en collaboration avec une équipe de huit personnes.

Une expérience minimum de deux ans en qualité de chef comptable acquise dans une société performante est à justifier.

Une bonne maîtrise des techniques modernes, notamment de l'informatique, est impérative.

De vingt-huit ans minimum, d'une personnalité affirmée, le candidat doit avoir le sens de l'organisation et du travail en équipe.

ÉCRIRE AVEC CURRICULUM VITAE DÉTAILLÉ, PHOTO, PRÉTENTIONS ET TÉLÉPHONE PRIVÉ, A :

DEVIMCO S.A. 2, rue de la Mare-Neuve 91021 Evry Cedex

STEIN INDUSTRIE

(Commandes enregistrées en 1984 : 1,2 milliard)
Effectif 2000 personnes
GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE
Etude et construction de grands matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales thermiques, tuyauteries nucléaires, recherche pour son département EXPORT

UN CADRE EXPORTATION

Il assistera les *ingénieurs d'affaires, sur le plan commercial* et financier, dans l'élaboration des offres et la négociation de contrats pouvant atteindre plusieurs centaines de M.F.

Il sera chargé notamment :
– de l'analyse des appels d'offres,
– des relations avec les Banques et l'Administration (COFACE, DREE, Ministère de l'Industrie...), en vue de l'établissement des conditions financières,
– du calcul des charges financières à inclure dans les offres,
– des relations avec les représentants locaux et partenaires consortiaux.

- Le candidat devra avoir une formation ingénieur ou Ecole de Commerce,
- la pratique de l'anglais courant est indispensable ; celle d'une deuxième langue étrangère serait appréciée,
- une expérience dans le suivi d'importants projets à l'exportation serait un atout sérieux,
- ce poste implique des déplacements à l'étranger.

Envoyer C.V. + photo et prétentions s/réf. 85/04, à STEIN INDUSTRIE
Boîte postale 74 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex

SWEERTS

Directeur juridique

IMPORTANT HOLDING FINANCIER FRANÇAIS, activités diversifiées (services, immobilier, hôtellerie, *sociétés en développement dans certains* secteurs industriels de pointe), recherche son **Directeur Juridique.**

Sa mission : Il s'agit d'assumer une importante responsabilité de conseil, d'étude et de suivi des dossiers juridiques :
- *tenue des documents sociaux et formalités légales des sociétés du Groupe,*
- montage d'opérations juridico-financières, en collaboration étroite avec le Directeur Financier et notamment, créations de sociétés, prises de participations,
- conseils aux filiales en liaison avec les experts et conseils extérieurs.

Son profil :
- une formation juridique supérieure spécialisée en droit des affaires,
- *une expérience opérationnelle de 7 à 8 ans dans des missions similaires et* une pratique certaine du droit des sociétés acquises dans un grand groupe ou cabinet spécialisé.

Poste à Paris. **Rémunération : 300.000 F.**

Ecrire sous réf. ZG 348 AM

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

Cadre de gestion débutant

Un poste formateur et évolutif alliant la rigueur comptable, la mobilité et le sens du contact.

BOUSSOIS **3200 personnes, rattachée à P.P.G., un des premiers groupes verriers mondiaux,** offre à un candidat motivé un poste d'assistance comptable auprès de ses filiales françaises et européennes.

Son profil :
- École Supérieure de Gestion avec des connaissances comptables niveau DECS, familiarisé ou intéressé par le travail sur micro-ordinateur,
- connaissance de l'anglais indispensable.

Sa mission :
Cadre débutant ou disposant éventuellement d'une première expérience réussie, il devra être capable :
- *d'apporter une assistance aux filiales et de faire évoluer les procédures* comptables et leur harmonisation,
- de centraliser et consolider leurs résultats.

Ses perspectives :
Une intéressante évolution de carrière dans le Groupe.
Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. IB 350 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

SSCI, PARIS SUD

filiale d'un important groupe, activités :
PRESSE, EDITION, MARKETING DIRECT, VPC...
La forte progression de notre C.A. (objectif 1985 : *80 M de F) et notre* politique de diversification nous amènent à rechercher un

ingénieur d'affaires

pour prendre à terme la responsabilité commerciale *de notre département*

INFOCENTRE

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous êtes avant tout un HOMME DE CHALLENGE et décidé à *prendre des **responsabilités** au sein d'une équipe* jeune et performante, et avez l'expérience de la **négociation à haut niveau.**

Nous vous confierons la commercialisation d'un ensemble de produits et de services s'adressant à des DECIDEURS, désireux de mettre en place leur **informatique individuelle** : programmes d'aide à la décision, de gestion financière, de simulation *(grands systèmes et micro informatique).*

Vous pouvez adresser votre dossier de candidature sous référence 312-M à
Elisabeth FRENCH
Conseil d'Entreprise
17, rue Mirabeau, 75016 paris
discrétion assurée.

Jeune "manager" financier et comptable

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (2300 personnes), leader sur son marché (chimie), recherche pour l'une de ses *Directions* Régionales (550 personnes) un **jeune Cadre Financier et Comptable.**

Durant une période de deux ans, il sera étroitement associé à l'ensemble des travaux du service :
- comptabilité générale et *analytique*
- élaboration et suivi des budgets
- gestion de la trésorerie
- *reporting comptable et budgétaire*

Au-delà, rattaché au Directeur de la région, il prendra la succession du titulaire actuel appelé à des fonctions plus larges et assurera l'encadrement d'une *quinzaine de personnes.*
Une formation supérieure (minimum ESC, DECS...) ainsi qu'une expérience comptable d'environ 4 à 5 ans sont impératives. *Poste très intéressant de part sa* polyvalence et son niveau de responsabilité.
Rémunération en fonction de l'expérience.
Poste : proche Nancy.

Ecrire sous réf. VG 279 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

Jeunes ingénieurs chimistes
pour postes opérationnels en usine

NORSOLOR, leader de la chimie européenne des produits acryliques, *rattachée à un grand groupe français, recherche* **deux Ingénieurs Chimistes** pour leur confier des responsabilités de production.

Chacun dirigera un secteur de fabrication fonctionnant en continu et comprenant un effectif d'une quarantaine de personnes.
*Ces postes très formateurs permettant de faire ses preuves dans l'exercice de respon*sabilités concrètes conviendraient à des ingénieurs chimistes diplômés grande école, ayant quelques années d'expérience ou débutants, *témoignant* de qualités marquées *d'organisateur, d'animateur* et de gestionnaire.
Larges possibilités d'évolution dans le groupe.

Postes en Lorraine.

Ecrire sous réf. ZS 365 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap 4, rue Massenet 75116 Paris

INGENIEURS

participez à notre réussite

(Expansion 1984 : 100%)
Société d'informatique spécialisée en

INFORMATIQUE BANCAIRE
TELEMATIQUE - VIDEOTEX
TELEPAIEMENT

recherche

INGENIEURS et ANALYSTES EXPERIMENTES

pour concevoir et réaliser des logiciels systèmes et d'application sur sites centraux et micro-ordinateurs répartis.

La QUALITE des relations dans notre entreprise, l'INTERET des projets qui nous sont confiés permettent d'offrir un travail enrichissant, compatible avec les aspirations de chacun.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence SIA 2
Jean-Jacques DAGNAC
6 bis/8 rue Firmin Gillot
75015 PARIS.

SEGIME INDUSTRIE

pmp

PARLONS D'EVOLUTION

C'est la proposition que vous fait une grande banque française...intéressant, n'est-ce-pas ? Ce groupe bancaire de tout *premier plan recherche pour l'une de ses* filiales banque de dépot un

EXPLOITANT

Cette offre s'adresse à un cadre de formation supérieure (type Grande École de *Commerce), pouvant témoigner* d'une expérience réussie d'au moins 4 à 5 ans au sein du secteur ENTREPRISES d'une grande banque.
Ce commercial de *haut niveau évoluera* à terme au cœur même du groupe : ses responsabilités seront alors à définir (affaires financières, commerce extérieur, grandes entreprises...)

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 84436 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra (discrétion totale assurée)

Contrôleur de gestion industrielle, rejoignez un contexte international.

Filiale d'un groupe anglo-saxon de très grande *notoriété, notre société détient* dans son domaine de biens d'équipement de haute technologie 20% du marché européen. Elle réalise un CA dépassant 500 MF (dont 70% à l'exportation) avec un effectif de 700 personnes.

Rattaché directement au Directeur Financier et en collaboration étroite avec les directeurs de département de notre usine, vos principales missions seront : la vérification des données, l'amélioration des systèmes, *le planning* et les *budgets, enfin la réduction des côuts, cycles et inventaires.*

Vos études *supérieures* comptables et financières, votre expérience industrielle d'au moins 10 ans, votre culture générale en informatique, sont autant d'atouts, si possible acquis dans un contexte international, pour prendre la direction de votre service composé de 6 personnes. Des perspectives d'évolution très motivantes sont prévues tant dans la société que dans le groupe international *pour un candidat compétent, ouvert au dialogue,* et totalement bilingue anglais.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 1810 M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris - France



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

crédit foncier de france

organise à Paris, à compter du 19 mars 1985 un concours pour le recrutement de

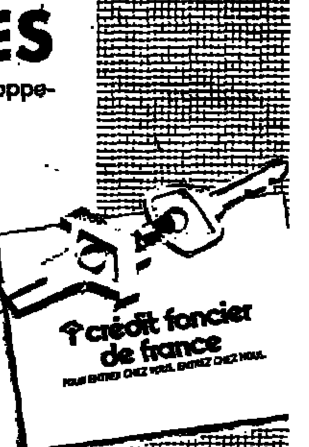
PROGRAMMEURS CONFIRMES

- De formation IUT ou équivalent, ils possèdent une réelle expérience acquise dans le développement en COBOL d'applications de gestion.
- Ils participeront à l'élaboration et à la maintenance des projets dans un contexte MVS/XA - IMS/DB/DC - T.S.O.

La clôture des inscriptions interviendra le 1er mars 1985 inclus.

Conditions d'inscription :
- âge maximum : moins de 30 ans au 1er janvier 1985,
- nationalité française ou celle d'un autre Etat membre de la Communauté Economique Européenne.
- Rémunération compétitive et avantages divers.

Renseignements complémentaires et documentation peuvent être obtenus au :
CREDIT FONCIER de FRANCE, Service du Personnel, 19, rue des Capucines,
B.P. 65, 75050 Paris cedex 01, Tél. : (1) 244.80.66 ou 244.80.67.



CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65

SNECMA

SOCIETE NATIONALE, nous somme spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26.000 personnes, dont 3.200 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

GROUPE SNECMA

Nous recherchons pour notre
DIRECTION DE PRODUCTION

DEUX INGENIEURS EN ORGANISATION

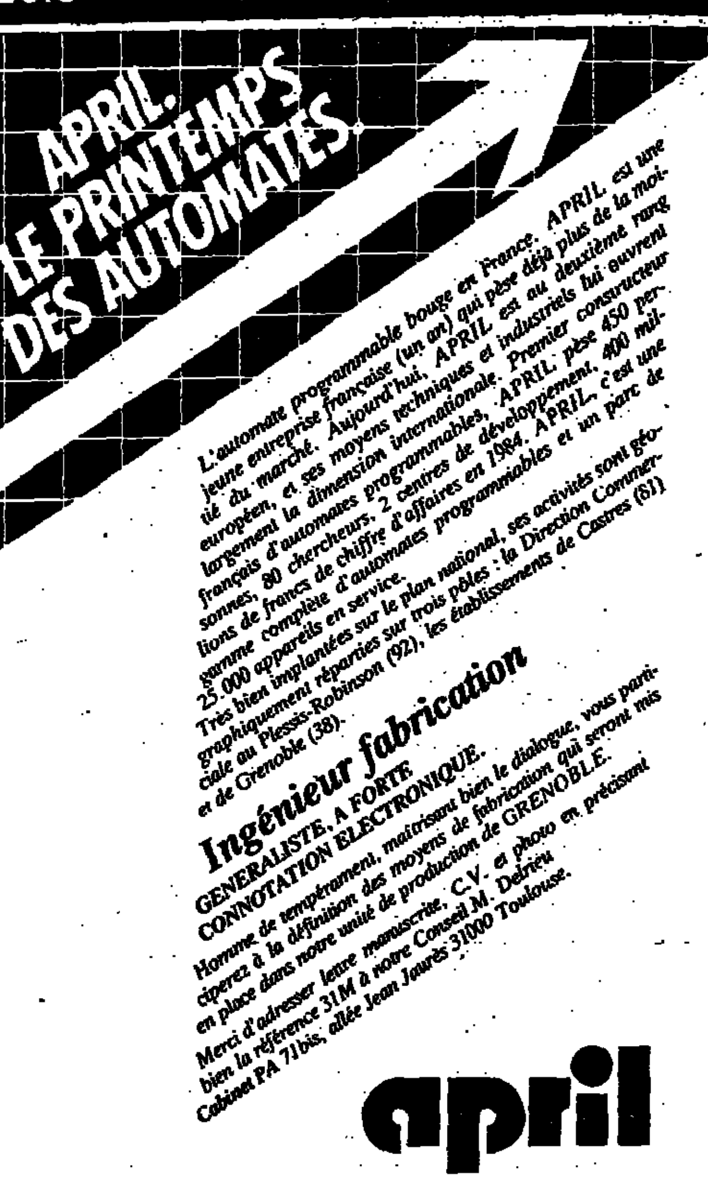
Ils auront, de préférence, une première expérience industrielle.
Ils participeront à la définition des procédures et des outils informatiques de gestion et piloteront leur mise ne place.
Ces postes sont à pourvoir en banlieue Sud de Paris. réf. 226/84

DEUX INGENIEURS ORDONNANCEMENT

Ils seront débutants ou auront une première expérience industrielle.
Ils auront à assurer le démarrage du système informatique de gestion de production d'une unité.
Ces postes sont à pourvoir en banlieue parisienne (Gennevilliers et Corbeil). réf. 235/84

Merci d'adresser en précisant la référence, lettre, C.V. et prétentions à
SNECMA - Département Encadrement - 2, Bd Victor, 75724 Paris cedex 15.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.65



CONTESSE

De l'informatique... à l'audit interne

De formation supérieure (ingénieur, grande école de commerce ou de gestion, IAE, MIAGE...), vous êtes maintenant, à environ 30 ans, un informaticien compétent et responsable de projets dans une entreprise ou une grande SSII.

Vous avez acquis un sérieux savoir-faire et vous cherchez à élargir votre champ d'action, tout en mettant à profit votre rigueur et votre sens relationnel.

Le CETELEM, leader européen du crédit à l'équipement du particulier, filiale du Groupe de la COMPAGNIE BANCAIRE, vous propose de rejoindre son équipe d'audit et de contrôle interne.

Votre mission sera double :
- **concevoir la démarche et les procédures informatiques de contrôle (applications, système, réseaux...),**
- **contribuer avec les autres membres de l'équipe, d'origine plus financière ou opérationnelle, à des missions variées, dans un réel climat d'échange et de développement des compétences de chacun.**

Si ces perspectives vous intéressent, adressez lettre, C.V., photo et prétentions, sous la réf. 550, à Jean MOREL - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation-Recrutement - 5, av. Kléber - 75116 PARIS.

MEDIA PA

cetelem

groupe de la compagnie bancaire

Correspondant informatique

De formation supérieure en gestion, vous avez 2-3 ans d'expérience dans une fonction similaire et les connaissances informatiques de base qu'elle implique.
Aisance dans le dialogue et l'expression (écrite et orale) n'excluent chez vous ni précision de l'analyse ni persévérance et organisation.
Au sein d'un groupe industriel d'envergure internationale, dont le siège est en banlieue Sud-Ouest de Paris, vous êtes rattaché à la Direction Comptabilité.
En liaison avec les utilisateurs et la Direction Informatique, vous menez les actions d'organisation relatives à la mise en place et au suivi d'outils informatiques en évolution constante :
• recensement des nouveaux besoins • traduction en analyses fonctionnelles • participation à la mise en place des nouvelles procédures informatiques • définition des actions de formation • harmonisation des produits au sein des autres Sociétés du Groupe.
Dynamisme et capacité d'adaptation vous ouvriront des évolutions intéressantes dans un groupe qui sait reconnaître ces qualités.
Merci d'adresser votre candidature sous référence 5362 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Etablissement spécialisé du groupe des BANQUES POPULAIRES, nous recherchons dans le cadre du développement de nos activités de Financement des Investissements par Crédit-Bail mobilier, location financière et crédit moyen terme :

CADRES COMMERCIAUX

PROFESSIONNELS DU CREDIT-BAIL MOBILIER	PROFESSIONNELS DE LA LOCATION FINANCIERE
ayant 1 à 5 ans d'expérience	*ayant 2 à 3 ans d'expérience*

*Ces cadres devront posséder une **formation supérieure**, de bonnes connaissances en analyse financière et faire preuve de dynamisme commercial. Ils seront des négociateurs confirmés.*

Ils intégreront une équipe performante chargée de promouvoir l'ensemble des produits de financement des équipements, notamment auprès des Banques Populaires.

Ces postes impliquent de fréquents déplacements en province.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
B.P.F.D. - Service du Personnel - réf. 621
31, quai de Grenelle 75738 PARIS Cedex 15.

Ingénieur Responsable Système Gestion Equipement Technique du Bâtiment
(Parc de 20 000 Logements)

Le lancement, la mise en place, les développements du système de gestion des équipements techniques de notre entreprise d'aménagement et de construction, nous amènent à créer, en proche banlieue parisienne, est, le poste : Responsable Système de Gestion Technique.

Rattaché au siège à la Division Entretien et Maintenance, en étroite liaison avec le Service Informatique, vous aurez à maintenir, contrôler et développer le système ; proposer, concevoir les adaptations ; assurer le suivi des études de maintenance, d'amélioration ; conduire les opérations de mise en place de solutions techniques nouvelles ; effectuer le suivi des installations techniques (chauffage, VMC, ASC.). Vous apporterez aux Antennes, aux Techniciens, une méthodologie, votre appui pour garantir la réussite de cette mission.

Nos souhaits pour ce poste évolutif : un jeune Ingénieur ENSAIS, ESTP, INSA Génie Climatique, ayant impérativement une expérience d'environ trois ans dans les aspects énergétiques de bâtiment. Une première expérience en Bureau d'Etudes constituerait un atout.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 85 2701 M à notre Conseil.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS

OUTOKUMPU FRANCE S.A.

Seul producteur intégré, basé en FINLANDE
recherche pour sa société de commercialisation en FRANCE

CADRE DE VENTE

ACIERS INOXYDABLES — 35 ans environ — **200.000 F.**

Pour commercialisation en France de tôles en aciers inoxydables, en particulier auprès des chaudronniers et des sociétés d'ingénierie.

Les candidats devront :
- *avoir une expérience commerciale de cinq ans dans les produits industriels si possible métallurgiques ;*
- *avoir une bonne connaissance de la clientèle industrielle ;*
- *parler et écrire parfaitement l'anglais ;*
- *avoir le goût et la capacité de contribuer au développement de cette activité en liaison avec la société mère en Finlande.*

Transmettre votre candidature à : OUTOKUMPU FRANCE S.A. - M. LAMIELLE
168, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Organisateur comptable
DECS + expérience informatique

CARDIF, au sein du peloton de tête des sociétés privées d'assurance, recherche, dans le cadre du fort développement de ses activités, un « organisateur comptable » expérimenté.

L'essentiel de sa mission résidera dans la coordination de tous les travaux concernant la mise en place et le suivi d'un nouveau progiciel couvrant l'ensemble des comptabilités.

Il prendra également en charge la mise au point et le contrôle des procédures existantes, les relations avec les services informatiques du Groupe et l'organisation des circuits informatiques.

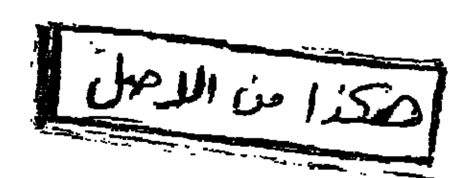
Ce poste conviendrait à un candidat de 30 ans environ, possédant un DECS complet, une bonne expérience comptable ainsi que le goût et l'expérience des procédures informatisées. (Le candidat idéal aura participé, au sein d'une société de services, à la mise en place d'une comptabilité sur informatique.) Pour un candidat de valeur, ce poste peut déboucher vers de plus larges responsabilités.

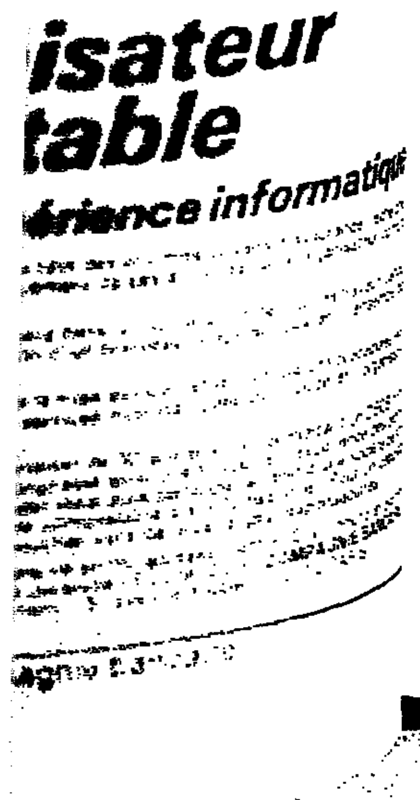
Si vous vous reconnaissez dans ce profil, adressez lettre, C.V., photo et prétentions, sous la référence 751, à Jocelyne LE JONCOUR - COMPAGNIE BANCAIRE - Service Orientation- Recrutement - 5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

CARDIF

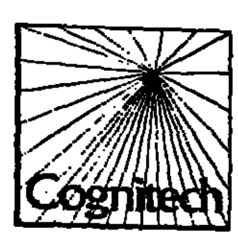
MEDIA PA

groupe de la compagnie bancaire





Références



Intelligence artificielle

Associez votre avenir aux technologies du futur

PARIS - *Nous sommes une société d'ingénierie spécialisée dans le conseil, la formation, les* études et le développement d'outils et d'applications en intelligence artificielle : systèmes experts, interfaces en langue naturelle, communication parlée homme/machine, reconnaissance des formes. Une rapide expansion *ainsi que l'ouverture à de nouveaux marchés, nous conduisent* à renforcer nos structures en recherchant :

Ingénieur d'affaires

Futur responsable commercial

Rattaché au P.D.G., vous serez chargé de définir et de mettre en œuvre la politique commerciale du département Etudes et Développement. Interlocuteur *privilégié des entreprises, vous aurez* la responsabilité globale des opérations d'assistance et de conseil : vous interviendrez dans la négociation et la mise en place des prestations. Cette approche vous permettra aussi d'élaborer un véritable plan *marketing (politique produits) et de structurer votre future équipe dans cette* optique.

Diplômé d'une grande école (X, Mines, Centrale...), vous justifiez d'une expérience de conseil d'entreprise *au plus haut niveau en ingénierie de systèmes d'informations sophistiqués.*
(Réf. MSC/CH/IAF)

Directeur études et développement

Animant des équipes-projets chargées d'études spécifiques et de développement de produits, vous devrez :

- coordonner l'ensemble des projets en déterminant l'action des spécialistes, et en vous impliquant dans des missions de conseil
- organiser et *optimiser le travail de vos équipes en mettant en place les méthodes et les outils* permettant d'aboutir à des modèles de conduite de projets.

De formation grandes écoles (X, Mines, Centrale), vous êtes familiarisé avec la conduite de grands projets logiciels temps réel. Vous maîtrisez l'ingénierie de systèmes d'*informations et la* conception d'outils de développement.

Grâce à cette expérience et à votre autorité de compétence, vous saurez manager des équipes d'ingénieurs spécialisés en intelligence artificielle. (*Réf.* MSC/CH/DE)

Pour ces deux postes, une approche des outils et méthodes en intelligence artificielle serait *bien sûr un atout supplémentaire. Toutefois la société assurera une formation de* 1200 heures à chacun de ses futurs cadres.

Assistante du responsable de la formation

Collaboratrice directe du Responsable de la Formation, vous serez chargée :

- *de la promotion de nos différentes activités de formation en établissant des relations suivies* avec les prospects et les relais d'informations (média, organismes professionnels...)
- de l'organisation matérielle des stages (coordination des différents intervenants, mise en forme des programmes et des *plannings...)*

De formation supérieure (IEP, CELSA, ESCP...), vous pourrez, dans ce poste varié, acquérir ou compléter une première expérience liée aux métiers de la communication. (Réf. MSC/CH/ASS)

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence du poste choisi.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

PARIS - *Filiale d'un des tous premiers groupes de services et d'ingénierie en informatique, notre* société emploie plus de 100 personnes et réalise un chiffre d'affaires d'environ 20 millions de francs.

Pour renforcer notre développement en Conseil et Assistance de production informatique, nous créons le poste de

Directeur des opérations

Rattaché au Directeur Général de la filiale, vous serez *chargé dans une large autonomie de :*

- la promotion commerciale des activités de la société : conseil, assistance technique, gérance *informatique (automatisation de centres, problèmes de sécurité, back up ...)*
- la gestion et l'animation du personnel ainsi que la gestion budgétaire de la société

Vous serez responsable de la détermination et de la mise en œuvre des stratégies ainsi que des *moyens nécessaires au développement de cette société.*

Agé d'environ 35/38 ans, vous avez une solide formation ainsi qu'une expérience dans une activité similaire ou dans la direction d'un centre de production informatique.

*Vous possédez de réelles qualités de contact et de négociation, un sens profond des respon*sabilités, ainsi qu'une capacité d'adaptation aux situations les plus variées.

Nous souhaitons rencontrer des candidats entrepreneurs et ambitieux.

Bertrand REVOL vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MRE/EX/D.

ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

Technitron S.A.

groupe Dyneer

Compatibilité IBM, un challenge pour 2 ingénieurs

BAGNEUX - Filiale du groupe DYNEER, notre société importe et distribue une gamme de convertisseurs de protocoles (interfaces de compatibilité pour réseaux de télécommunications et de *téléinformatique sur sites IBM).*

Pour promouvoir cette activité, nous recherchons

Ingénieur d'affaires

Rattaché au Directeur Général, vous mettrez en application notre politique commerciale (de la prospection à *la négociation) pour l'ensemble de nos clients et des secteurs d'activités* (banques, assurances, industrie...).

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis au cours d'une expérience significative en *milieu informatique*, la connaissance des protocoles de communications et la maîtrise de la vente de périphériques.

Disponible, ambitieux et créatif, vous savez négocier au plus haut niveau et conclure avec pragmatisme. (*Réf. MSC/TC/IAF*)

Ingénieur système

*En relation directe avec l'équipe commerciale, vous interviendrez en tant que support techni*que à tous les niveaux de la négociation (conseil, expertise, étude de faisabilité, démonstration) ainsi que dans la mise en place des équipements.

De formation *supérieure, vous avez acquis, au cours d'une expérience système-réseaux*, la maîtrise des différentes normes, protocoles et procédures de téléinformatique IBM (SNA, SDLC, X25, HDLC, TRANSPAC...).

Autonome et disponnible, vous souhaitez valoriser cette expérience au travers de missions de conseil à haut niveau. (Réf. MSC/TC/IS)

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Serge CIQUIE vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature *sous la référence du* poste choisi.

ORDIS - *Conseil en Recrutement* - 10, rue Auber 75009 PARIS



ORDIS - Conseil en Recrutement - 10, rue Auber 75009 PARIS

AFCOREM — MEDIA BL

CHEF DE LABORATOIRE

Alimentation animale
Proche banlieue sud de Paris

Une Société française (CA 1 milliard F. - Effectif 600 personnes), leader incontesté dans le domaine de l'alimentation animale, recherche UN CHEF DE LABORATOIRE. Sous l'autorité du Directeur de la Société, *il sera chargé de diriger un laboratoire employant une cinquantaine de* laborantines et réalisant les analyses physico-chimiques (humidité, *cellulose, protéines, matières grasses, vitamines, acides aminés, anti*biotiques,...) et le contrôle qualité des produits fabriqués par les usines du Groupe. Il devra également assurer la promotion commerciale de son laboratoire auprès d'entreprises extérieures au Groupe (contrôles de produits alimentaires). Chimiste epointu, le titulaire du poste aura au moins 35 ans, obligatoirement une formation Ingénieur Chimiste et une expérience acquise dans le même secteur d'activité.

Ecrire sous référence 753/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

AFCOREM

GROUPE INTERNATIONAL (*Effectif* : 35.000 personnes) recherche pour son Service d'Audit Central,

AUDITEUR CONFIRME
AUDITEUR DEBUTANT

l'auditeur confirmé (H. ou F.) devra posséder une expérience professionnelle d'au moins 3 ans (tout ou partie dans l'Audit).

Après quelques mois, il devra assurer :
- la supervision de certaines missions
- la prise en charge *directe* de certains audits difficiles.

Il aura un rôle d'encadrement et de formation vis-à-vis des auditeurs les plus jeunes. Il participera à la définition de la politique de l'audit.

l'auditeur débutant (H. ou F.) sans *expérience* professionnelle (ou très *courte 1 ou 2 ans*) sera formé dans notre Service.

Pour les 2 postes, les candidats sont des ressortissants de la CEE, ils parlent plusieurs langues. Ils sont diplômés d'une grande école de gestion Paris/Province (Sciences Po - HEC - ESSEC - Sup. de Co) ou son équivalent étranger.

Ces postes basés à PARIS, impliquent des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Envoyer CV et photo + lettre manuscrite avec prétentions sous référence 33242 sur enveloppe à
JEAN REGNIER Publicité
39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

JRP/Jean Régnier Publicité

Pour 2 marketers, L'Europe commence à Paris ou Grenoble

Micro Informatique industrielle

Division Microsystèmes *de l'un des grands de l'électronique, nous sommes organisés en centre de profit autonome.* Sur le marché - porteur mais concurrentiel - des microsystèmes au bus VME, nous avons des objectifs de croissance ambitieux, que nous soutenons par une politique offensive.

Responsable d'une ligne de produits vous développerez ces marchés en Europe auprès d'une cible essentiellement industrielle (Robotique, Télécom, CAO, laboratoires...). Il s'agit d'un marketing très opérationnel (animation des ventes, suivi des produits), dans un contexte de lancement de nouvelle gamme nécessitant l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan de développement Marketing.

Il peut être assuré par un ingénieur en électronique + CESMA, ISA ou INSEAD ou par un HEC, ESSEC ayant l'expérience de produits haute technologie, de *préférence informatique ou électronique*. En tout état de cause, il aura une expérience Marketing/Vente de ce type de marché (3 à 7 ans) et une excellente pratique de l'anglais.

Notre Conseil ALGOE étudiera, en toute confidentialité requise, votre candidature sous réf. 898 M. Merci de *préciser votre rémunération actuelle.*



ALGOE 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY Cédex.

MEMBRE DE SYNTEC — DESSEIN

Constructeur Informatique

Télécommunication, Bureautique, Matériels, Périphériques

Chefs H/F de Produits Formation

Experts dans l'un de ces domaines,

les candidats que nous recherchons seront la référence technique de nos produits.

Nous leur confierons la mise en place de la stratégie formation relative à ces produits.

Ils auront donc à :
● élaborer les spécifications de cours, ● vérifier l'adéquation de l'offre formation du service, vis à vis de nos utilisateurs, en termes de qualité et quantité, ● réaliser les premiers stages sur les produits.

De solides connaissances *techniques et une person*nalité alliant diplomatie et force de caractère sont des facteurs de réussite dans cette fonction.

Pratique de la langue anglaise indispensable.

Lieu de travail : proche banlieue sud (accès direct RER ligne B).

Adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et prêt.) sous réf 4771M en précisant le nom des sociétés auxquelles vous ne voulez pas que votre dossier soit transmis, à Dessein 69 rue de Provence, 75009 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
Conseils aux collectivités et entreprises

recherche 3 candidats (tes) au top niveau de leur spécialité

RESPONSABLE SERVICE GESTION
d'obligations françaises

capable d'animer une équipe.
susceptible de développer la relation clientèle.

GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLE
d'actions étrangères

GESTIONNAIRE D'OBLIGATIONS
internationales

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre manuscrite sous la référence 601/M
GROUPE CRI - Direction du Personnel
5, avenue du Général de Gaulle — 92000 PUTEAUX

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques pour la recherche pétrolière.
Notre objectif : - développer notre section «ELECTRONIC MANUFACTURING ENGINEERING» (robotique - CAO - développement de tests et conception) nous amène à rechercher

3 Ingénieurs Grandes Ecoles
Electroniciens - Informaticiens

1er poste : Vous êtes ingénieur Supelec, Télécom, Centrale... option informatique) et vous avez si possible quelques années d'expérience en CAO/FAO.
C'est vous qui intégrerez nos systèmes de tests de sous-ensembles électroniques à notre environnement de bases de données CAO et nomenclatures. (réf. 521).

2ème poste : Ingénieur projets électroniques, vous étudierez la testabilité de nos produits, développerez des systèmes de tests automatiques d'ensembles. Vous vous assurerez de la fabricabilité des prototypes et veillerez au suivi des problèmes techniques des appareils électroniques en Production. Une expérience en électronique de 2 à 4 ans est nécessaire. (réf. 522).

3ème poste : Vos fonctions d'ingénieur méthodes en fabrication électronique vous conduiront à faire évoluer les process de fabrications et à améliorer ainsi la qualité de nos produits.
Une formation Arts et Métiers complétée par une expérience de 2 à 4 ans en électronique est indispensable. (réf. 523).

Ces trois postes exigent une bonne pratique de l'anglais. Ils ouvrent des perspectives d'évolution au sein de EPS ou du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature avec **photo** sous référence correspondante à la Direction du Personnel
ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger



ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

dans le cadre de son expansion, recherche pour plusieurs postes à différents niveaux de responsabilité

ingénieurs

DÉBUTANTS ou CONFIRMÉS
de formation supérieure
(E.S.E., TÉLÉCOM, ISEN, ISEP...)

Au sein d'équipes projet, mettant en œuvre des technologies de pointe, ils participeront à l'étude, la réalisation, la mise au point et l'intégration d'ensembles complexes, faisant appel à différents aspects de la technique: logiciel, hyperfréquence, circuits analogiques et logiques...

Animés du souci de recherche de la qualité et de la fiabilité des matériels, ils seront intégrés à des équipes suffisamment souples et dynamiques pour que leurs qualités personnelles puissent pleinement s'exprimer.

Les dossiers de candidatures — sous réf. 2982 M, à préciser sur l'enveloppe — seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

*La taille de notre Division (1.900 personnes, réparties dans 3 grands centres industriels), justifie la création d'un poste d'**ADJOINT À NOTRE CONTRÔLEUR FINANCIER**, pour notre siège à **PARIS**.*

Son champ d'action : Garantir la qualité des informations comptables, des données de gestion et des systèmes administratifs, tout en veillant à la discipline de "reporting" des centres industriels. Assurer lui-même le reporting de la division. Évaluer les activités opérationnelles et l'efficacité des systèmes de contrôle interne et, quand cela est nécessaire, initier des missions d'audit et les suivre. Enfin, analyser les impacts financiers des choix stratégiques, faire les analyses et les propositions qui s'imposent en matière d'investissements industriel et financier de la division.

Notre candidat doit être diplômé d'une Grande École de Gestion (HEC, ESSEC), parler couramment anglais et avoir une première expérience d'audit ou de contrôle de gestion d'une activité industrielle. Une formation comptable complémentaire (DECS) et la maîtrise de l'outil informatique (PC) sont des atouts que nous saurons apprécier.
A court terme, ce poste évoluera vers le contrôle de gestion d'un centre industriel et plus tard vers une Direction Financière.

Merci d'adresser vos candidatures à Didier HIRSCH – THOMSON SEMICONDUCTEURS (Division MOS) 101, boulevard MURAT, 75016 PARIS.

THOMSON
SEMICONDUCTEURS

HAVAS CONTACT

Vous êtes marketing grande conso
nous sommes le 2ème groupe brassicole français

Parce que vous êtes déjà un(e) professionnel(le) de ce métier, vous savez que le marketing de la bière est difficile, passionnant et ne peut être que de qualité. Parce que nous sommes le deuxième groupe brassicole français, nous savons que vous pourrez, à différents niveaux, dans l'alimentaire comme dans le CHR, y pratiquer ce marketing de qualité et y gérer d'importants budgets. Et vous prenez à juste titre de l'intérêt à être partie prenante dans le destin de ces grandes marques dont la notoriété n'est plus à établir.

Des opportunités s'offrent précisément aujourd'hui à vous :
CHEF DE GROUPE : expérience de cinq à sept ans dans un marketing complet incluant la gestion de budgets publicitaires (réf. 329 230 M).
CHEF DE PRODUIT : expérience de trois à quatre ans (réf. 330 231 M).

La connaissance du secteur bière ou liquides ne nous paraît pas indispensable, mais ce serait un plus très apprécié. Nous apprécierons aussi votre formation HEC, ESSEC, ESCP et un très bon niveau d'anglais (notre groupe est international).

Nous avons demandé aux conseils de Sirca de nous aider dans cette recherche. Sans tarder, car nous souhaitons aboutir rapidement, faites-leur connaître, en précisant la référence, votre intérêt pour l'un ou l'autre de ces postes, tous sont basés à Paris. Merci de préciser votre rémunération actuelle.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

CREATION DE POSTE

S.E.I.
(SPORT EQUIPEMENT INTERNATIONAL)
recherche

cadre commercial export

• 30 ans minimum. • bilingue anglais.

Notre Société, de création récente, issue de la Fédération des constructeurs d'équipements sportifs, a pour but avec l'aide des Ministères intéressés et d'une Banque Nationale de faire connaître aux Gouvernements Etrangers les réalisations françaises adaptables à leurs besoins en vue d'obtenir des contrats commerciaux d'exportation.

Ce collaborateur sera l'**opérationnel** de notre affaire :
— inventaire des besoins par pays,
— définition et prospection des clientèles,
— montages d'affaires.

Il devra être disponible pour de courts mais nécessaires déplacements (MAGHREB, AFRIQUE-NOIRE, MOYEN-ORIENT, EXTREME-ORIENT).
Base : PARIS.



MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf.50179

Ingénieur Automaticien

...Un spécialiste parmi des spécialistes...

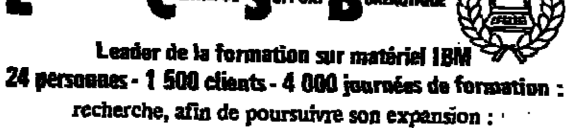
Notre Société à vocation nationale et internationale (C.A. + 1 Milliard de francs – 1.600 pers.) conçoit, fabrique et commercialise dans un secteur traditionnel des produits et équipements mettant en jeu des techniques de pointe. Elle est leader en France et occupe une position de tout premier rang sur le plan mondial. Les projets développés font intervenir plusieurs spécialistes (Mécaniciens, Hydrauliciens, Electriciens, etc...) dont une petite équipe d'Ingénieurs Automaticiens que nous souhaitons renforcer. Le collaborateur recherché, 30 ANS environ, de formation Ingénieur (Grandes Écoles avec spécialisation en Automatismes), s'appuiera sur son expérience de quelques années en Automatismes ou en Informatique de Process (si possible dans une activité d'études d'ensemble) pour assister les services de Réalisation et Projet/Devis de l'entreprise. Le caractère relationnel de sa fonction sera important, tant avec les services intérieurs et Sociétés sous-traitantes qu'avec les clients. Des déplacements sont à prévoir

- Anglais courant nécessaire.
- Poste basé dans la Loire.

Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre dossier vous sont garantis par notre Conseil. Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 224 M ou transmettez les à C.V. PLUS en composant le 828.40.25 sur votre Minitel.

Jean-Claude Maurice
Rhône-Alpes
3, av. Condorcet
69100 Villeurbanne.



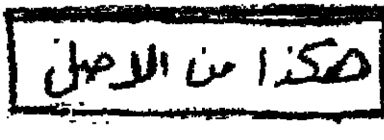


24 personnes - 1 500 clients - 4 000 journées de formation :
recherche, afin de poursuivre son expansion :

formateurs micro *HF*

- Vous avez entre 20 et 30 ans (vous êtes libéré des O.M.) et vous vous sentez une vocation pour la micro-informatique.
- Votre culture générale et votre ouverture d'esprit vous permettent de dialoguer avec des cadres.
- Vous réussirez grâce à vos qualités relationnelles, et votre grande disponibilité vous permettra un développement de carrière intéressant. Votre formation sera assurée par l'équipe, mais des connaissances de logiciels micro-informatiques seraient un atout supplémentaire.

Merci de faire parvenir votre lettre de candidature ainsi que votre CV à
ECS Bureautique — 118 Champs Elysées - 75008 Paris.



مكرر من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes de mesures géophysiques de haute technologie pour la recherche pétrolière. *Ces systèmes intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique.* Nos perspectives de développement nous permettent de proposer de nouvelles *opportunités* à

3 Ingénieurs Grandes Ecoles

(débutants ou 1ère expérience)

auxquels nous allons confier des missions variées au sein de notre

Informatique de gestion

1er poste : Dans un environnement IBM 3033 U et 3083 BX sous MVS/CICS-DL1, vous tenez les fonctions «d'administrateur de bases de données». *Votre formation d'ingénieur et éventuellement une première expérience en* bases de données vous en donnent les moyens. En particulier, vous définirez et mettrez en place les standards et les procédures de sécurité. (réf. 524)

2ème poste : *Ingénieur d'Applications débutant (Grande Ecole + option informatique si possible), vous interviendrez* dans le cadre de l'évolution des applications existantes, puis dans les nouveaux développements. (réf. 525).

3ème poste : Ingénieur Informaticien, vous avez éventuellement une première expérience système (formation assurée). Dans un environnement très sophistiqué vous travaillerez sur les logiciels et systèmes de base MVS et CICS. (réf. 526)

Ces postes font bien sûr appel *à la créativité et au sens pratique. Ils nécessitent* une bonne connaissance de l'anglais et ouvrent des perspectives d'évolution au sein de EPS et du Groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature avec photo sous *référence* correspondante à la Direction du Personnel, ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

JEUNES DIPLOMÉS

(H.E.C., Écoles d'Ingénieurs, ESSEC, SUP de CO...)

VOTRE CARRIÈRE NOUS INTÉRESSE !

Nous offrons :

- un Marché porteur : L'ENVIRONNEMENT.
- *un Groupe International* Leader dans son créneau. C.A. annuel 480 MF
- une situation financière saine et motivée vers l'Investissement.
- un réseau bien organisé : 11 filiales, 15 succursales et agences.
- une activité de pointe en milieu industriel et en prestations de service.
- une équipe d'encadrement jeune et dynamique.
- un panel d'activités nouvelles à promouvoir.

Vous apportez :

- une volonté de réussir dans les domaines suivants : GESTION - COMMERCIAL - TECHNIQUE
- un esprit de compétition.
- l'Aptitude à intégrer une équipe.
- une grande disponibilité.
- le Désir *de participer à l'évolution de l'entreprise.*

RENCONTREZ-NOUS ENSEMBLE, NOUS VAINCRONS

Après première sélection, les candidats seront invités à participer à une table ronde sur nos activités, au siège de la Société :

Envoyer C.V. et photo sous réf. 82886 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX

INSTITUT PASTEUR

recherche jeune

INGÉNIEUR CHIMISTE ORGANICIEN

diplômé école de chimie ou équivalent. Expérience HPLC analytique et préparative indispensable pour production ADN, PEPTIDES.

Adresser lettre manuscrite c.v. et prétentions à Direction du Personnel, 28, rue du Docteur-Roux, 75724 Paris Cedex 15.

GROUPE DE PRESSE ET D'ÉDITION

recherche

ASSISTANT(E)

pour gérer et développer les ventes au numéro de ses différents titres en Europe et plus particulièrement en France. Si possible avec expérience préalable chez un éditeur.

Ecrire sous n° 8.967 *le Monde* Pub., serv. annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

THOMSON-CSF

DIVISION SIMULATEURS

JEUNES INGÉNIEURS INFORMATICIENS

MINES, ESE, ECP...

- *Les mots* ***ATELIER LOGICIEL*** *et* ***MÉTHODOLOGIE*** *ont une résonance pour vous.*
- *Vous avez acquis une expérience en* ***SPÉCIFICATION, CONCEPTION, VALIDATION de LOGICIELS.***

Rigoureux et convaincant, vous êtes prêt à concevoir, mettre en oeuvre de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils logiciels, puis en assurer le succès auprès des équipes de développement.

Rejoignez l'un des leaders mondiaux dans un domaine en plein expansion :

LA SIMULATION

- *Connaissances* ***UNIX*** *appréciées.*
- *Pratique de* ***l'anglais*** *indispensable.*

Pour vous un contact direct : ***A. de BEJARRY*** *— THOMSON-CSF — DIVISION SIMULATEURS — B.P. 226 — 95523 CERGY-PONTOISE CEDEX ou B.P. 116, 78092 TRAPPES CEDEX.*

En n'oubliant pas de rappeler sur votre lettre ou votre C.V. (avec photo), la référence IC.85.7.M.

HAVAS CONTACT

Valeo

1er Fabricant Français d'Equipements pour l'Automobile
Partenaire reconnu des Constructeurs Mondiaux
31000 personnes — C.A. 11 Milliards de Francs
recherche pour développer son potentiel humain

INGENIEURS

généralistes ou mécaniciens diplômés grandes écoles

Ingénieur Responsable Commerce Export

Valeo Embrayages (Saint-Ouen — 93)

Vous parlez couramment allemand et anglais et avez acquis, dans l'industrie automobile, une solide expérience technico-commerciale. Nous vous proposons, au sein du Département Embrayages Tourisme de développer nos relations avec les constructeurs automobiles européens et de coordonner les actions commerciales de votre équipe. Réf.56687/1/M

Ingénieurs Technico-Commerciaux

Valeo Equipements Industriels SOMA (Asnières — 92)

Votre EXPERIENCE CONFIRMEE de la vente de produits industriels vous permettra de prendre en charge les *relations techniques et commerciales (ponts moteurs, boîtes de vitesse et de transfert . . .)* avec d'importants constructeurs de véhicules industriels et/ou d'engins de travaux publics - Anglais obligatoire, 2ème langue étrangère appréciée. Réf.56687/2/M

A partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilites d evolution de carrière dans le groupe.

Adresser lettre (H/F), CV, prétentions et photographie en indiquant la référence du poste choisi à :
Valeo Service Recrutement I & C — 43, rue Bayen — 75017 PARIS

Air équipement

Division Aéronautique de DBA ASNIERES (92)

recherche pour plusieurs départements au sein de sa Direction Technique des

INGENIEURS D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT DE PRODUITS NOUVEAUX MULTITECHNIQUES

chargés de :

- élaboration de l'avant-projet (contacts avec le client ou les services officiels responsables de la Recherche),
- conduite du projet : dessin - calculs - fiabilité - modélisation et simulation,
- animation de l'équipe de réalisation prototype,
- direction des essais,
- études de synthèse.

Expérience appréciée.

Adresser lettre, C.V. et photo à Direction des Relations Sociales, D.B.A. - AIR EQUIPEMENT 18, rue Basly, 92601 Asnières cedex.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.85

HEC, ESSEC, SUP DE CO, DAUPHINE...
MARIER L'INFORMATIQUE A LA GESTION



Vos études supérieures confirment, c'est évident, votre intérêt pour tout ce qui a trait à la gestion. Il est aujourd'hui bien difficile de dissocier cet intérêt de la micro-informatique mais cela est loin de vous déplaire.

Agé d'environ 30 ans, doté d'une certaine expérience en micro-informatique, c'est vous qui prendrez en charge l'aide aux utilisateurs pour la réalisation des applications bureautique et micro émanant de nos services informatiques.

L'opération bien menée, vous pourrez évoluer vers d'autres fonctions, captivantes elles aussi : contrôle de gestion, plan...

Adressez votre dossier de candidature sous réf. 684 M à notre Conseil ALPHA CDI 181 avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

AGENCE CONSEIL EN COMMUNICATION

LEADER DANS LE SECTEUR DE LA COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Recrute dans le cadre de son développement international

Un jeune consultant

3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire, maîtrise de la langue anglaise parlée et écrite exigée.

Préférence sera donnée aux candidats ayant démontré créativité, autonomie et rigueur dans leurs fonctions précédentes.

La rémunération du poste se situe entre 140 000 F et 190 000 F.

Envoyer lettre de candidature manuscrite, CV et photo sous référence N° 302.197 M

REGIE-PRESSE 7, rue de Monttessuy, Paris 7e

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS

recrute

JOURNALISTE

pour informations sur les sociétés. Excellente formation économique. *Spécialisé* dans le micro-économie et dans le droit *des affaires.*

Adresser candidature. S.G.P. 13, avenue de l'opéra, 75001 PARIS.

Sté COORTEC rech. pour ses chantiers nucléaires FRANCE AGENTS TECHNIQUES

AT2 - AT3

- Niveau BTS, DUT en automatisme *classique, électromagnétique.* Expérience 4 ans minimum. Envoyer C.V., photo et prét. au Sce du Personnel, 55, bd St-Martin, 75003 Paris.

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE EN GESTION INDUSTRIELLE



Vous êtes déjà un chef de projet de gestion industrielle d'environ 3 millions de francs ou membre actif d'une équipe travaillant sur un projet plus important.

Vous pouvez justifier d'une formation supérieure et d'une première expérience en organisation industrielle.

Vous êtes âgé de 25/35 ans environ.

Vous souhaitez faire évoluer votre carrière vers des responsabilités plus importantes dans une activité en pleine expansion.

Nous pouvons vous offrir une opportunité de ce genre en commençant par un poste de chef de projet.

Pour plus d'informations, adressez votre dossier de candidature sous réf. 683 à *notre* Conseil ALPHA CDI, 181 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur commercial France

DOMAINE
- électronique de pointe, en particulier : Réseaux de Communication et Systèmes électroniques hautement complexes,
- évolution en milieu intellectuellement élevé, soucieux de performance et de qualité.

MISSION
- acquérir une excellente connaissance des produits et de tout l'environnement,
- prospecter les marchés,
- élaborer des propositions technico-commerciales solidement charpentées,
- mener des négociations de longue haleine portant sur tous les problèmes commerciaux relatifs à de grands Projets,
- suivre attentivement les affaires conclues.

PROFIL SOUHAITE
- préférence pour une formation ingénieur,
- bonnes connaissances de l'électronique,
- expérience industrielle et commerciale d'au moins 5 ans acquise en grande Entreprise et auprès de Clients importants,
- capacités à convaincre,
- bonnes connaissances en Anglais - nationalité française - Poste basé à la limite Ouest de Paris.

Adresser votre dossier de candidature sous référence 2880-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville. 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes et équipements de haute technologie destinés à la recherche pétrolière. Poursuivant le développement de notre Département Informatique, nous recherchons :

2 Responsables de Projets

«MANAGEMENT CONTROL»

- Objectif : concevoir et élaborer des outils d'aide à la décision (indicateurs de gestion, tableaux de bord...), dans un contexte très informatisé.

Cet ingénieur, issu d'une Grande Ecole (X, Centrale)... a complété sa formation par des études de gestion (INSEAD, CESMA, MBA). Bien que très jeune (0 à 3 ans d'expérience), c'est son potentiel qui nous intéresse. (réf. 2621)

«CONTROLE QUALITE»

- Objectif : imaginer le «système qualité» intégrant études et production. L'ingénieur en charge de ce projet est issu d'une Grande Ecole, possède une première expérience de la production, et si possible du contrôle qualité, dans un contexte très informatisé. (réf. 2622).

Les candidats retenus recevront les compléments nécessaires leur permettant de connaître l'environnement technique (IBM 3083/3033, MVS/DL 1, ... DEC, MT...).

La réussite dans ces postes et la pratique courante de l'anglais ouvrent des perspectives d'évolution au sein du groupe Schlumberger, en France et à l'étranger.

Adressez votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé et d'une photographie, sous référence du poste choisi à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

Important Constructeur Informatique, notre domaine d'activité, Informatique et Bureautique Distribuées, est en expansion rapide. Le niveau de la compétition sur ce marché suscite des priorités. La qualité de nos produits est l'une de ces priorités.

La qualité, plus qu'une nécessité, est un état d'esprit que nous devons adopter en commun dans le but de satisfaire nos clients finaux.

Nos concepts de base sont les suivants : **la conformité aux besoins, les actions préventives, la performance et l'abaissement des coûts.**

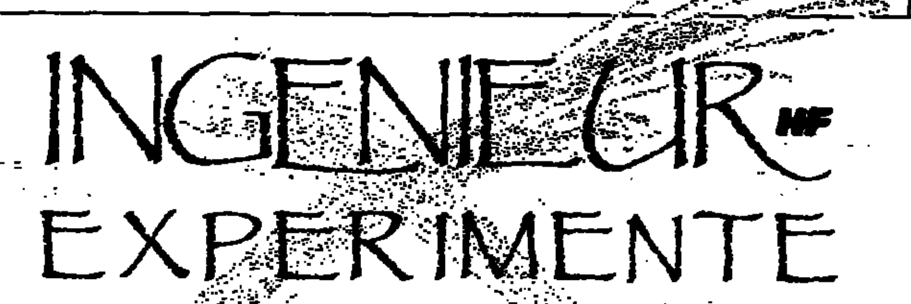
Afin d'optimiser notre action, nous proposons a un **ingénieur expérimenté HF**, un poste à responsabilité et à haute technicité.

Pour assurer la Qualité de conception des Logiciels, il (elle) rédige les plans qualité Produits. Ses recommandations en matière de réalisation de logiciels s'adressent aussi bien aux équipes de développement qu'à celles chargées de supporter nos produits. Pour s'exercer pleinement, son rôle de fédérateur des compétences techniques internes s'inscrit dans des actions de négociation fréquentes.

Ingenieur Informaticien Grande Ecole ou Université, vous vous êtes specialise pendant 3 ou 4 ans dans les techniques de réalisation de logiciels dans l'un des domaines suivants : télécom et reseaux, applications bureautiques et bancaires. L'expérience acquise dans vos fonctions et votre reussite à ce poste seront pour vous autant d'atouts que vous pourrez mettre en jeu afin d'évoluer dans notre Compagnie.

Merci d'adresser votre candidature détaillée (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 4770 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

DESSEIN





Spécialistes des équipements aéronautiques et nucléaires, des turbines industrielles et matériels d'armement, nous appartenons au Groupe SNECMA - 26.000 personnes dont 3.200 cadres - qui poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.
Nous recherchons

pour notre Département Informatisation

CHEF DE PROJET

Diplômé grande école (Centrale, Sup'aéro...) ou Universitaire (MIAGE...) et éventuellement IAE, ICG... Vous avez acquis une première expérience de l'informatique (stages, service national) et désirez poursuivre dans cette voie. Organisateur et informaticien vous disposerez de moyens informatiques modernes pour conduire des projets d'envergure.

Nous vous offrons en région parisienne un travail motivant, des perspectives d'évolution et des possibilités réelles de diversification.

GROUPE SNECMA

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions à SNECMA - Département Encadrement - 2, bd Victor 75724 PARIS CEDEX 15 sous référence HL1

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.66

Banlieue Ouest

Ingénieurs Architecture matériel de haut niveau

Un important constructeur informatique recherche des ingénieurs orientés architecture matériel, logique et microprogrammation pour participer aux développements de produits de haute technicité utilisant des technologies de pointe (VLSI), des moyens performants (CAO), et pouvant impliquer des contacts à l'étranger.

Issu d'une grande école (X, Centrale, Supelec, Télécom, Ensimag, ...) où vous avez acquis une formation informatique, vous êtes débutant, ou mieux, vous avez une expérience de 2 ou 3 ans dans des domaines tels que l'architecture système, les microprocesseurs et leurs utilisations, ou le développement de systèmes.

Par votre niveau technique, votre esprit de communication, votre goût du travail en équipe et votre dynamisme, vous vous intégrez rapidement et évoluez dans une division performante.

Nous vous remercions d'écrire, en precisant votre souhait de rémunération, sous réf. 2952 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

AFCOREM

---

stic

LA PASSION ET L'ACTION

Pour gagner demain, nous voulons nous attacher les meilleurs.

Nous sommes un groupe puissant (500 MF, 700 pers.) à capitaux privés spécialisé dans la fabrication et la distribution de peintures sur des créneaux de marchés spécifiques dont nous détenons le leadership français.

Si, à 27 ans environ, vous êtes un professionnel averti de la comptabilité, si vous souhaitez donner un essor nouveau à votre carrière en auditant 15 filiales régionales, si vous vous sentez de taille à créer notre bible des procédures et si par dessus tout vous avez l'énergie et la volonté de progresser, nous vous offrons l'opportunité d'une expérience exceptionnelle :

auditeur

En collaboration avec la Direction financière et le responsable de la comptabilité du groupe, vous créerez le poste d'Auditeur et participerez à l'établissement du bilan consolidé.

Ce poste offre de réelles opportunités de carrière à un jeune professionnel très mobile et volontaire (**BTS de comptabilité, DECS...**).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo récente et rémunération actuelle, sous référence **4556/F** à : **A.M.P.**
40, rue Olivier de Serres - 75015 PARIS *(qui transmettra)*.

amp

L'Institut national de la communication audiovisuelle recherche

pour sa direction de la formation professionnelle

2 CADRES TECHNIQUES (H./F.)

appelés(es) à mettre en œuvre des actions de formation et à intervenir sur les stages. Titulaires d'une maîtrise électronique et ayant au moins 2 ans de pratique professionnelle, de préférence dans le domaine de vidéo-fréquences ou radio-fréquences. Pratique de l'anglais souhaitée. (Libérés des obligations militaires.)

Lieu de travail : Bry-sur-Marne.

Rémunération mensuelle brute : 10.500 F X 12.

Les candidatures, accompagnées d'un c.v. détaillé et photocopie du diplôme, seront à adresser à Mme GAUTIER, chef du service du personnel et des affaires sociales de l'I.N.A., 193-197, rue de Bercy, tour GAMMA A, 75582 PARIS CEDEX 12,

jusqu'au 8 mars 1985.

Sté Mutualiste près Gare St-Lazare, équipée d'un matériel BULL DPS 7 (50 TERMINAUX) recherche

PROGRAMMEUR

CONFIRMÉ

DUT ou équivalent, minimum 2 ans expér., connaiss. TDS appr. Adr. lettre man., C.V., photo et prét. à : M.G.C.I.A., M. SOULAS 68, r. du Rocher. 75396 PARIS CEDEX 08.

LES EDITIONS LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES
recherchent
pour l'une de leurs publications

JURISTE EXPERIMENTE EN DROIT DES SOCIETES

Expérience indispensable dans la pratique de la rédaction, études et formules.

Envoyer lettre manuscrite, CV très détaillé photo et prétentions à la Direction du Personnel
19, rue Péclet 75739 Paris Cedex 15

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.10.66

Pour assurer le développement de ses opérations et le suivi de ses contrats

SOCIETE DE NEGOCE INTERNATIONAL EN MATIERES PREMIERES
recherche
pour son siège parisien

CADRE ou assimilé ayant une expérience en **SHIPPING** et/ou en **CREDIT DOCUMENTAIRE.**

Les responsabilités et la rémunération sont fonction de l'expérience des candidats et de leur faculté à participer à un travail d'équipe.

Adresser C.V., photo et prétentions à CONTESSE PUBLICITE, s/ réf. 6064, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

---

secrétaires secrétaires secrétaires

SERGECIM

RECHERCHE

POUR SON DIRECTEUR

ASSISTANTE DE DIRECTION

BILINGUE ANGLAIS

CAPABLE D'ASSURER :
- le secrétariat courant ;
- la liaison et la coordination entre les divers responsables de la Société ;
- les relations avec l'ensemble des clients.

ELLE :
- est très disponible ;
- possède une expérience d'une dizaine d'années dans un poste similaire.

LIEU DE TRAVAIL : FORUM DES HALLES DE PARIS.

Adresser curriculum vitae, lettre manuscrite et prétentions à
Claude GAILLY - SERGECIM
Forum des Halles - B.P. 113 - 75045 PARIS CEDEX 01.

PME Engineerie internationale banl. Ouest rech.

SECRÉTAIRE

ht niveau, au moins bilingue anglais, minim. 28 ans, pr diriger et part. trav. secrétariat direct. et serv. logistique. Sal. 115.000 F an. Libre au 1-4-85. Écr. C.V. et prét. nº 73.331 PUBLICITÉ ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Cabinet de marketing rech. sa

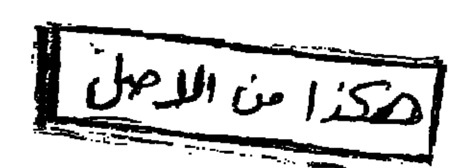
SECRÉTAIRE DE DIRECTION

OFFRONS : totale responsabilité administrative, travail varié, quartier République, ambiance non conformiste.
EXIGEONS : excellente dactylo, compt., org., auton. et bon contact.
Env. C.V. et prét. sous réf. M 1 à ORGATEC, 18, rue du Faubourg-du-Temple, 75011 PARIS.

Sté A. AUBECQ recherche

UNE STÉNODACTYLO TÉLÉXISTE STANDARDISTE + PETIT SECRÉTARIAT

Adresser lettre man. + C.V. Sur lieu de travail : 27, rue des Vignes, 75016 Paris.



ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

EPS développe et réalise des systèmes et équipements de haute technologie destinés à la recherche pétrolière.

Pour augmenter le potentiel de notre ligne de produits /«Unités Laboratoires» nous recherchons :

Ingénieurs Mécaniciens (AM, ENSI, INSA...)

débutants ou 1ère expérience

Ils auront la responsabilité de projets dont les principales étapes sont :

- *La conception avec l'aide d'un bureau d'études équipé de CAO, conception qui nécessite de bonnes* connaissances du calcul des chaînes cinématiques, des systèmes hydrauliques et de l'électro-technique.
- La réalisation de prototypes et leur mise au point qui peuvent se faire sur le terrain.
- Le lancement des pré-séries avec l'aide d'un atelier auquel ils apporteront l'assistance technique.
- Le transfert des technologies chez nos sous-traitants.

Ces postes nécessitent une grande disponibilité pour des déplacements de courte durée en France ou à l'étranger ainsi qu'une bonne pratique de la langue anglaise.

La réussite dans ces postes ouvre des perspectives d'évolution au sein du groupe Schlumberger, en France à et l'étranger.

Adressez votre dossier de candidature accompagné d'un CV détaillé et d'une photographie, sous référence 2623 à ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER, 26 rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger

GTIE

7.000 personnes, un chiffre d'affaires H.T. de 2,6 milliards dans l'entreprise électrique, recherche pour son SIÈGE SOCIAL implanté à : MONTESSON (Yvelines)

CHEF COMPTABLE

30 ans minimum

- Diplômé DECS ou équivalent.
- 5 ans expérience professionnelle et connaissance si possible comptabilité informatisée.
- *Disponible rapidement.*

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Cie Générale de Travaux et d'installations électriques GTIE, Directeur financier et comptable, 280, rue du 8-Mai, 78360 Montesson.

Pour développer sa structure commerciale le numéro un français (C.A. 84 : 512.000.000 F, progression : + 28,5 % 13.000 clients) propose un stage de formation. Si vous souhaitez devenir l'un de nos COLLABORATEURS *COMMERCIAUX (H. ou F.)* Téléphoner pour Paris et banlieue Ouest au 500-24-03, poste 42 et pour banlieue Sud au 660-52-52, poste 38.

SOCIÉTÉ BITUME

recherche

COMPTABLE

2e ÉCHELON minimum
TRÈS URGENT
Tél. : 338-20-30.
700-14-11.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recrute pour son Centre de Recherches *du BOUCHET (Essonne)*

CHEF DE LABORATOIRE

Ingénieur chimiste diplômé (chimie analytique) ayant des connaissances en informatique.

Il sera chargé d'animer un laboratoire de 5 personnes, spécialisé dans la compatibilité chimique et la destabilité *thermique de produits pyrotechniques.*

Ecrire avec CV, photo et prét. à
SNPE CRB,
BP 2 - 91710 VERT LE PETIT
réf. à rappeler I.FHC.85/12

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 296.15.15

Contrôleur de Gestion

Important groupe de sociétés du secteur TERTIAIRE à Paris cherche un

Professionnel

formation HEC, ESSEC, ESCP + DECS, ayant déjà assumé une fonction de contrôle de gestion pendant 3 à 5 ans.

Directement rattaché au Directeur Financier, il animera une équipe de contrôleurs.

Chargé d'élaborer et de suivre les budgets et les plans, il devra conjointement développer les outils d'analyses financières et d'études de rentabilité.

Les unités de gestion décentralisées qu'il aura à *contrôler sont situées essentiellement en région* parisienne.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous réf. 1071

INTERCARRIÈRES
5, rue du Helder 75009 Paris

S.S.I.I.
BATIMENT T.P.
QUARTIER ÉTOILE

recherche

JEUNE COMMERCIAL

BAC + 4 ou équivalent

première expérience en MICRO-INFORMATIQUE DE GESTION souhaitée.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions à :
M. COURVOISIER
C.A.C.T.
Service du Personnel,
6-14, rue La Pérouse,
75784 PARIS CEDEX 16.

Nous sommes une Société fran*çaise de première importance*

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables après stage, d'atteindre après un an 10 à 15.000 F mensuels.

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité prenante.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec C.V. et photo à nº 4.459 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris. La préférence sera donnée à candidats ayant fait :

- SOIT de bonnes études.
- SOIT la preuve de leur personnalité.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS

recrute

JOURNALISTE

pour informations sur les sociétés. Expérience des services d'études de banque ou d'analyse financière souhaitée.
Adresser candidature
S.G.P.
13, avenue de l'Opéra,
75001 PARIS.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou UNIVERSITAIRES

pour assurer des développ.

- *Langage C/UNIX ou*
- Assembleur, Pascal
- Logiciel de base
- Assembleur Motorola.

Ecrire ou téléphoner au :
78-80, avenue Galliéni
tour Galliéni 1
93174 BAGNOLET CEDEX.
Tél. : 360-13-54/55.

IMPORTANTE STÉ RECHERCHE POUR AFRIQUE NOIRE

ANALYSTE PROGRAMMEUR

- Expérience IBM 34/36.
- Langage COBOL et GAP II.
- *Connaissance matériel* BULL également appréciée.
- Poste à pourv. ADJOINT CHEF SERV. INFORMAT.

Envoyer c.v. + photo sous référence 2224 à LEVI TOURNAY ASSCOM, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Important groupe de SICOMI et de SCPI

recherche pour son département de *GESTION IMMOBILIERE*

responsable

(H.F.)

d'une partie du Patrimoine

Le candidat de formation supérieure doit posséder une expérience de 5 ans minimum dans ce domaine d'activité.

Adresser lettre manuscrite, Curr.-Vitae, photo et prétentions s/référence 525, à T.P.A., 54, bd Saint-Michel 75006 Paris

P.R.B.

---

la connexion

HENRI POUYET

LEADER FRANÇAIS DU MATERIEL DE RACCORDEMENT DES TELECOMMUNICATIONS
recherche pour son
SERVICE COMMERCIAL

vendeur motivé pour pulvériser les objectifs visés

Poste basé à PARIS. Déplacements fréquents.

Adresser C.V. complet au Service du Personnel
HENRI POUYET - Z.I. - 44160 PONTCHATEAU

fiabilité sur toute la ligne

PTT

les professionnels du contact recrutent leurs informaticiens

PAR CONCOURS

Analyste Programmeur de système

Diplômés d'Études Supérieures Informatiques
Concours prévus en novembre 1985

Inspecteur principal technique

NIVEAU BAC + 5
Grandes Écoles d'ingénieurs et de commerce ou Universités option : Informatique
Agés de moins de 30 ans
Épreuves les 15 et 16 avril 1985
Clôture des inscriptions le 11 mars 1985

RENSEIGNEZ-VOUS

POUR PARIS
SEDEPT
Tél. 200 34 34 et 293 44 10

Direction des Télécommunications d'Ile-de-France
8-10, Bd de Vaugirard
75746 PARIS CEDEX 15
Tél. 543 43 43

POUR LA PROVINCE
Direction des Postes ou des Télécommunications de votre région

MINISTÈRE DES PTT

Nous sommes la filiale française d'un Groupe Américain. Nous employons aujourd'hui 500 personnes à Paris, Rungis et St Rémy sur Avre (90 kms à l'Ouest de Paris) où se trouve implantée notre unité de production et réalisons un chiffre d'affaires de 500 millions de F.

Notre croissance régulière depuis plus de 10 ans, la qualité de nos produits et nos activités dans le domaine de la recherche placent *aujourd'hui notre groupe (35000 per*sonnes dans 60 pays) parmi les leaders de l'industrie de la santé au niveau mondial et aussi parmi les plus remarqués pour la qualité de leur gestion.

Notre directeur Financier recherche aujourd'hui deux nouveaux collaborateurs.

Un contrôleur de gestion

Référence 596/30 M

Vous assurez le suivi des dépenses et établissez les coûts de production, préparez les plans et les budgets, en suivez l'application, calculez les prix de revient, organisez et animez votre service et développez les systèmes d'information.

A 28 ans, vous avez 4 à 5 ans d'expérience du contrôle budgétaire dans une entreprise industrielle anglo-saxonne ou de l'audit dans un cabinet international. Vous parlez couramment l'anglais. Vos connaissances de la comptabilité générale et analytique et votre formation (Ecole de commerce, *maîtrise de gestion*) vous permettront ultérieurement d'évoluer vers d'autres responsabilités.

Un responsable de la gestion de trésorerie

Référence 596/31 M

Vous organisez votre service, mettez en place et suivez son informatisation, et animez votre équipe. Vous assurez la gestion de la trésorerie ainsi que les prévisions y afférant et analysez les incidences de votre action sur le bilan et les résultats comptables de la société. De ce fait, vous travaillez aussi avec les autres services de la Direction Financière et pourrez ainsi évoluer vers d'autres fonctions. Aujourd'hui, vous avez une première expérience professionnelle de 2 ou 3 ans en entreprise ou dans un cabinet d'audit, une formation supérieure et de bonnes connaissances comptables. Vous parlez également l'anglais.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Catherine ROIZOT sous référence correspondante (en indiquant votre rémunération actuelle).



FOURNIER

Importante Institution Financière
recherche
pour son Bureau d'Etudes

un Analyste Financier Bourse confirmé

- Diplômé d'Etudes Supérieures.
- Deux à quatre ans d'expérience similaire.

Envoyer CV, photo et prét. sous réf. **RC 0216** à **Lévi Tournay Asscom**
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Magazine économique cherche adjoint(e) du Directeur formation supérieur et dactylo. Salaire : 8.000 F par mois. Goût du contact, *bonne rédaction.* Envoyer c.v. + photo à : ÉQUINOXE, 25, rue Lucien-Sampaix, 75010 PARIS.

VILLE BANLIEUE NORD-EST
Plus de 40.000 habitants
recrute par voie de mutation

ATTACHÉ H./F.

– Pour diriger le service action sociale. Expér. du secteur souhaitée. Adresser candidature et c.v. *nº M 85.348 BLEU*, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes, Cedex qui transmettra.

PARIS-7e
RÉGIE-PRESSE
recherche
pour magazine grande diffusion
MONTEUR (H. ou F.)

Libre de suite
pour mise en pages annonces de publicité
Expérience souhaitée dans une fonction similaire
Prendre contact avec Joëlle LAMARE au 555-91-71.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE MULTINATIONALE
cherche pour son secteur
AERONAUTIQUE
UN RESPONSABLE DES VENTES
LE POSTE EST A POUVOIR A PARIS
L'intéressé âgé au minimum de 30 ans doit avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine des équipements aéronautiques et plus particulièrement dans le domaine avionique.
Une connaissance parfaite de la langue anglaise est requise et la connaissance d'une autre langue étrangère serait un atout.
L'intéressé sera appelé à voyager fréquemment en Europe.
Il sera responsable d'un chiffre d'affaires annuel et dépendra du Directeur régional du bureau de Paris.
Envoyer C.V. et prétentions au plus tard sous quinzaine, à PUBLICITE ORBIS (sous référence EX) 28, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris

capitaux propositions commerciales

CHEVAUX COURSES DE TROT
Un investissement passionnant susceptible d'être très rentable si la compét. de gestionnaire est associée à celle de la spécialité. RECHERCHONS ASSOCIÉS pour achat et suivi de plusieurs trotteurs à confier à une écurie en cours de création ayant des chances particulières de réussite.
Ecrire sous le nº 302.378 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

VENDEZ EN RFA !
COMMENT ?
Décrivez le profil de votre Sté ainsi que vos produits.
Je vous répondrai
(sans engagem. de votre part)
WALTER SKARKA
International Marketing-Services
Heinrich Heine Straße 10
D 6392 Neu-Anspach
Tél. 19 (060 81) 88-26.

formation professionnelle


CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
informe les lecteurs du *Monde* qu'il organise
DES COURS DU SOIR BASIC
conçus pr les prép. à utiliser et maîtriser de leur entreprise.
LA PROGRAMMATION BASIC
205-24-65 - 241-83-83.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous, avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16), BP 402, Paris-9e.

Urgent cherche ÉDITEUR NOVATEUR AMBITIEUX pour partager espérance.
Téléphone : (31) 88-49-31.

Les possibilités d'emploi à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM). B.P. 291 - 09 PARIS.

cours et leçons

Professeur de droit et d'éco.donne COURS PARTICULIERS. Tél. : 240-01-71, soir. 20 h.

automobiles

divers

LANCIA 14e AUTOBIANCHI
2 MAGASINS
229, Bd Raspail
(1) 320-82-22
70, Av. Jean Moulin
(1) 539-57-33

BMW SÉRIE 3 - 5 - 7
84 et 85 peu roulé, garantie.
Auto Paris XV, 533-69-95.
63, r. Desnouettes, Paris-15e.

DEMANDES D'EMPLOIS

Cause licenciement économique COUPEUR hautement qualifié, réf. : Leo Marciano cherche employeur pour sélection. Tél. 004-17-11, 085-07-58 après 18 h 30.

CADRE H. 38 ANS
Gde exp. gestion financière et inform. angl. cherche poste à responsab. secteur finance.
Ecrire sous le nº 301.891 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

H. 34 ans, maîtrise sociologie, DEA systèmes et structures, cherche EMPLOI secteur TERTIAIRE ou ASSOCIATIF.
Ecrire LEBENSOJM, 70, bd d'Ornano, 75018 Paris.

MANAGER
Homme 41 ans, droit + Sc. Po, anglais, espagnol.
– Organisation : adm., aff. jur. et sociétés.
– Gestion : fin. et banc., compte d'exploitation.
– Commercial : devis, ventes, export., gde expér. intern.
cherche DG, SG, adjoint P.-D-G, grande société ou PME. Tous secteurs.
Ecr. s/nº 8.708 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INFORMATICIEN
Homme 45 ans, 16 ans chez constructeur mini-informatique, sérieuses références, cherche emploi technico-commercial ou responsable produit
M. Michel Bertrand, 26, bd du Grand-Ru, 95590 Presles.
Téléphone : 034-21-24.

STANDARDISTE, HOTESSE D'ACCUEIL, DACTYLO, 10 ans d'expérience. Sérieuse. Très bonne présentation. Recherche emploi stable Paris.
Ecr. s/nº 6.735 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire, traitement de textes, recherche emploi stable Paris.
Ecr. s/nº 6.734 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RESPONSABLE DE CHANTIER
47 ans
GÉNIE CIVIL - ROUTES TRAVAUX PORTUAIRES
10 années à l'exportation : PAYS ARABES, AMÉRIQUE LATINE. Autonomie d'action dans la conduite de chantiers isolés de la préparation à la mise en service des ouvrages ; recherche activité identique à poursuivre à l'étranger.
Langues : ESPAGNOL, ANGLAIS, ALLEMAND.
Disponible rapidement.
Ecrire sous nº 8.987 *le Monde* Pub. service annonces classées, 3, rue des Italiens. 75009 PARIS.

J.F. 30 ANS SECRÉTAIRE DACTYLO, tril. angl., all., esp., ch. poste : Export ou Tourisme. Tél. : 589-53-08.

10 ANS D'EXPÉRIENCE TRÉSORERIE CHANGES
Banques nat. et privées, marché et clientèle, organisation comptab. recherche POSTE D'ENCADREMENT
Ecrire sous le nº 89.653 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

JOURNALISTE
39 ans, rédaction, rewriting, spécialisé questions internationales et sociales (12 ans de collaboration avec UNESCO), recherche poste ou piges.
Ecrire sous le nº 14.331 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

RESPONSABLE SERVICE AUDIOVISUEL
– Exp. création de structures ;
– Conception de projets ;
– Organisation et coordination de réalisations ;
– Gestion des productions ;
– Suivi budgétaire et contact avec administration et TV.
Etudierais toutes propositions motivantes en région parisienne.
Ecrire sous le nº 69.651 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. 33 ans, esprit de géométrie et de finesse, habileté manuelle, cherche assistance domaine intellectuel et créatif. Tél. : 379-80-97.

Traductrice technique (français, anglais, espagnol) 35 ans, licence d'anglais, diplômée ESIT, expérience industrielle (informatique) recherche poste salarié ou ouvrage indépendant.
Ecrire sous le nº T 069.638 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CADRE, HOMME 45 ANS Ecole d'ingénieur + gestion administ. et commerc., bil. all., ch. emploi corresp. tt secteur.
Ecrire sous le nº 69.656 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Responsable inform./organisat., ch. une fonct. ds PMI/PME tses rég., j'offre gde exp. de ts prob., gest. et organis., entrepr. + mise en place plan/direct. inform. syst. IBM 36, 38 ou simil., conn. anal.-progr., exploitation.
Ecr. s/nº 2.010 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Correctrice qualifiée (photocompo, édition) cherche emploi stable. Mme Gil, 223-04-93.

INFORMATICIEN 38 ans, ESEA + IAE + Ingénieur DPE, 16 ans expérience, recherche poste responsable service inform. ou Ingénieur d'affaires (progiciels).
Ecr. s/nº 1.999 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens. 75009 Paris.

J.H. 29 ans, journaliste de formation, aimant toutes formes d'expression, notamment l'écriture, cherche emploi de préférence dans domaine culturel mais étudie ttes propositions.
Ecrire sous le nº T 069.636 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Homme 56 ans, H.E.C., licencié en droit, connaissances comptables niveau expertise, spécialiste audit intern. prix de revient, contrôle de gestion, analyse financière, mémorandum pour crédit bancaire, ancien chef d'entreprise, consultant banque mondiale 83/4 dans PVD, célibataire, santé, libre immédiatement, cherche emploi ou mission à honoraires pour tous pays, même à risques.
Téléphone : (1) 577-68-57 ou (84) 48-39-40.

SPÉCIALISTE DE LA FORMATION
Homme 40 ans, maîtrise sociologie et économie + D.E.A. sciences de l'éducation, exp. : formation d'adultes, conseils, contrats d'études, actuellement chargé de mission municipale, liaison formation emploi, cherche poste ou temps partiel F.A.F., A.S.F.O., centre de formation, société d'études.
Ecrire sous le nº 301.898 M RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

STANDARDISTE HOTESSE D'ACCUEIL DACTYLO, 10 ans d'expérience. Sérieuse, très bonne présentation, recherche emploi stable PARIS.
Ecr. s/nº 6.735 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SECRÉTAIRE, TRAITEMENT DE TEXTES, Rech. emploi stable PARIS.
Ecr. s/nº 6.734 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTEUR des AFFAIRES SOCIALES et du PERSONNEL, 49 ans, 15 ans d'expérience de les dom. relations sociales, syndicales, prud'homales, gestion des effectifs, recrutement, masse salariale, administration générale, souhaite poste évolutif à responsabilités dans ville universitaire.
Ecr. à CURRICULUM nº 420 4, r. Tronchet, 75008 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

CHATELET LES HALLES Pt studio confortable, 4e ét. 230.000 F. Tél. : 633-36-86.

4e arrdt

2 pièces 90 m², caractère. Tél. : 703-32-31.
VUE PLACE VOSGES.

MARAIS rue des Francs-Bourgeois, imm. pierre de t., gd studio, tout confort, ascens. Tél. : 634-13-18.

6e arrdt

Près LUXEMBOURG BEAU 6 P., 186 m², 3e ét., asc., parkg loué. DORESSAY 624-93-33.

RUE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS grand studio à aménager dans imm. XVIIIe siècle. 3e étage, charme et caractère s/cour et rue, finitions au choix. Direct. propriétaire : 329-58-65.

SEINE BEAUX-ARTS
Et. élevé, asc., 75 m². 703-32-44.

ST-GERMAIN-DES-PRÈS ST-SULPICE 2 pces + mezzanine caractère, calme, claire, bonne état. POLO - 544-57-00.

9e arrdt

DROUOT Studio refait neuf, terr. soleil. 230.000 F. Tél. : 236-07-36. Le soir au 397-11-09.

11e arrdt

PL. ST-AMBROISE
3 p., conft, balcon, imm. bourg. 360.000 F. Tél. : 797-91-51.

12e arrdt

PRÈS PL. DAUMESNIL, pptaire vd ds imm. rénové dble liv. + chbre, cuis. et bain éq., terr. Tél. : 634-13-18.

13e arrdt

LOFT
TÉL. : 329-58-65.

14e arrdt

M.-DUVERNET gd studio tt cft. calme, 260.000, 325-97-16.

16e arrdt

16e DERNIER APPT NEUF STANDING, finitions personnalisées GD 3 P. TERRASSE. Px intéressant 504-81-47.

1 TER, RUE POMMEREU Mercredi 27 de 14 h à 17 h. EXCEPTIONNEL DUPLEX. Beaux volumes, réceptions, 2 chambres. 2.700.000 F.

17e arrdt

17e NORD. Vue panoramique, grande terrasse plantée. Imm. récent pierre de taille, 5 p. 1.350.000 254-88-86.

18e arrdt

R. CAULAINCOURT
Magnif. 5 P. tt cft. 150 m². 1.950.000 F. 254-71-93.

77 Seine-et-Marne

FONTAINEBLEAU, 60, rue de France, à 45' de Paris, dans imm. de rapport, calme, surfaces rénovées ou semi-rénovées, finitions au choix. STUDIOS et 2 P. Direct pptaire 14 h 30 à 17 h, 329-58-65.

78-Yvelines

PARC DE **ROCQUENCOURT**
SPLENDIDE 5 p., étage élevé VUE IMPRENABLE. TERRASSE PLEIN SUD. EMBASSY 562-16-40.

92 Hauts-de-Seine

SÈVRES (gare) SPLENDIDE APPT 160 m², vaste séjour, 4 chambres, 2 bains + terrasse 60 m², 3 parkings. GARBI 567-22-88.

BOULOGNE CHATEAU
1980 - étage élevé -plein sud grand standing - grand séjour 2 ch., 2 s. de b., cuisine équipée, cave - parking sous-sol. Sur place vendredi 1er mars, 14 h à 17 h. Tél. : 604-53-94.

Province

DIEPPE, 2 p., à partir de 250.000 F. Documentation gratuite sur demande à SOGI, 33, r. Orfila, Paris-20e. Tél. : 16 (1) 797-91-51.

Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. PARIS préfère 5e, 6e, 7e, 12e, 14e, 15e, 16e avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire. 873-20-67 même le soir.

AGENCE LITTRE
Rech. pour clientèle française et étrangère apparts et hôtels part. dans quartier résidentiel paiement comptant chez notaire. Tél. : 544-44-45.

locations non meublées offres

Paris

A LOUER
NOMBREUSES LOCATIONS DISPONIBLES
HESTIA - 306-09-10
188, rue de Vaugirard (15e).

LOCATION DISPONIBLE
entre particuliers Paris-banlieue
707-22-05
CENTRALE DES PROPRIÉTAIRES ET LOCATAIRES 43, r. Claude-Bernard, PARIS-5e. Métro CENSIER.

locations non meublées demandes

Paris

Pour DIRIGEANTS CADRES EMPLOYÉS IMPORT STÉ FRANÇAISE INFORMATIQUE, rech. appts 2 à 8 p., studios, villas, Paris-banl. Libres suite ou 2 à 3 mois. Loyers assurés possibles. 504-48-21 référ. J.M.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. (1) 889-89-66. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

immeubles

PROPRIÉTAIRES
Nous achetons pr notre propre compte s/PARIS et BANL. PROCHE TOUS IMM. LIB. ou OCCUP. AV. ou SS TRAVX. Nous téléphoner de 9 h à 19 h au 267-69-27 pour étude.

pavillons

BRIGNOLES (Var). A vendre maison année 1983 sur étage, surface terrain : 1.225 m², surface habitable : 127 m². Prix : 630.000 F. Tél. : 306-57-65 apr. 19 h., M. Fontana Frédéric.

Amélie-les-Bains (P.O.) F 3 sous-sol, garage, jardin. Libre. Me Faja-Céret. Tél. : (68) 87-10-41.

villas

BANLIEUE RÉSIDENTIELLE
EST MARSEILLE (13) LES 3 LUCS
Dans 8.000 m² terr. arboré. Construct. neuve, tr. gd stand., prest. raffinées. 260 m² hab. + dép. piscine, vue panoram. Px et renseignements sur rafs. Cab. BERDAH. 16 (91) 54-02-40.

(34) Urgt vends villa en const. 130 m² au sol, terr. 7 000 m², rég. Lamalou-les-Bains. 39 U. (67) 23-01-04.

propriétés

60 KM PARIS-OUEST Belle ppté sur 2 ha terrain, piscine, tennis, boxes + carrière chevaux. T. 16 (3) 918-23-88.

PROX. LE HAVRE, 15 mn. centre-ville. A vendre belle maison 3 niv. sur s.-s (280 m²). Terrain 3 000 m², garage. Située dans petit bourg calme, aménagement confortable, chff. économ., pompe chaleur, isolat. therm., réfect. poss. tennis, accès facile entreprises estuaire. Prix 950.000 F. T. apr. 20 h (35) 20-14-80 ; 8 h à 20 h (35) 48-64-29.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE, 8e
Conseil 47 ans d'expérience. Prix rentes indexées garanties. Etude gratuite discrète.

bureaux

Locations

GARE DE LYON ds imm. indépendant pet. burx meublés, entièrement installés et décorés. Direct pptaire 329-58-65.

ST-GERMAIN-EN-LAYE PLEIN CENTRE
10, RUE DE PARIS PROPRIÉTAIRE loue directement en totalité, imm. neuf
750 m² BUREAUX
sur quatre niveaux convenant : BANQUE, SIÈGE DE SOCIÉTÉ, etc. Disponible le 1er AVRIL 85. Pour renseignements, visites 551-58-02, heures bureau.

Siège social. Rue St-Honoré. Constitutions Stés tous serv. PARIS ILE-DE-FRANCE INITIATIVES - 260-91-83.

VOTRE ANTENNE A PARIS Bureau ou domiciliation. Business Buro (1) 346-00-55.

PARIS-ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS Secrétariat, Télex. Tél. : (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE A PARIS 17e. Domiciliation RM - RC - SARL constitution sté. 763-47-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50

Propriétaire loue directement à Asnière, 600 m² sur 2 niv. + plus 200 m² activ., état neuf, bon stand., ascens., park., archives. Tél. : 260-58-40.

fonds de commerce

Ventes

Vends bar, jeux, possibilité restaurant région Tours, centre ville, superficie 100 m² + appart. F 4. Prix : 350.000 F. Tél. : (47) 37-05-48.

Cause retraite vends en Ariège magasin de chaussures, S.A. Tél. : (61) 69-13-23.

A.V. RESTAURANT FAMILIAL, 30 cts. Ht. Var, Verdon. 220.000 F. Tél. : (94) 70-17-16 apr. 16 h.

Locations

7 km porte de la Chapelle A louer
RESTAURANT
dans magn. parc de plus d'un ha, 2 tennis, 2 salles rest. 100 couv. Possib. hôtel 11 chbres à amén. Bail Commerc. 3, 6, 9, reste à courir à 5 ans. Ecr. s/nº 6.733 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

boutiques

Ventes

Près PL. DAUSMESNIL pptaire vd ds imm. rénové, murs bout. libres, excellent placement. Tél. : 634-13-19.

هكذا من الاصل

économie

MONNAIES

L'Europe et le Japon étudieraient des mesures pour freiner la hausse du dollar

Mardi 26 février, une rumeur courait sur les marchés des changes, suivant laquelle les autorités monétaires, en Europe et au Japon, auraient mis à l'étude des mesures pour tenter de ralentir la hausse irrésistible du dollar. Ce dernier, après avoir fait un bond de 20 centimes lundi 25 février à Paris, passant de 10,34 F à 10,54 F, a poussé une pointe, mardi matin, à 10,62 F avant de revenir à 10,57 F, puis 10,61 F. A Francfort, il a débordé le seuil de 3,45 DM pour atteindre 3,47 DM.

Les marchés des changes se sont montrés très nerveux, avec des variations de cours très rapides et d'une ampleur exceptionnelle. La hausse qui s'est produite en début de semaine reste, certes, inférieure à celle qui se produisit le 1er novembre 1978 (8 % à 10 % en quelques heures) ou même le 21 septembre dernier, avec une remontée de 3 % du deutschemark entre 15 heures et 17 heures. Mais son rythme devient inquiétant pour les monnaies qui en sont victimes, essentiellement les monnaies européennes : 6 % en quinze jours, soit, à Paris, de 10 F à 10,60 F.

Dans l'immédiat, les banques centrales ont renoncé à intervenir, comme elles l'avaient fait le 22 janvier dernier, avec un succès très médiocre, puisque le mouvement ascensionnel du dollar reprenait dès le 4 février. Leur action a même fait l'objet de très vives critiques dans la mesure où elle a permis à la spéculation de racheter du dollar à un cours moins élevé avant une nouvelle étape de hausse, et où elle a obligé ceux qui avaient vraiment besoin de dollars à les acquérir au prix fort par la suite, permettant ainsi à la spéculation de réaliser d'importants bénéfices.

Dans ces conditions, une certaine inquiétude règne sur les marchés, où les opérateurs se montrent très prudents, d'autant que la rapidité de la hausse rend le dollar vulnérable à toute réaction en baisse. Sur les graphiques que tiennent ces opérateurs, les cours de la monnaie américaine viennent de crever brusquement leurs harmonieuses courbes haussières. Même si une correction se produisait, elle ne serait pas très importante (de solides « supports » existent à 3,43 DM et 10,48 F par exemple) et, en tout cas, pas de nature à renverser la tendance. *« Toutes les données fondamentales sont en faveur du dollar*, estime un opérateur. *Vigueur de l'économie américaine et ralentissement de l'inflation aux États-Unis, avec des taux d'intérêt qui se tendent sur l'eurodollar. »*

Que faire alors ? Tout le monde s'entretenait donc mardi matin de la possibilité de voir les gouvernements européens et japonais étudier des mesures qui auraient pour but de ralentir les flux de capitaux vers les Etats-Unis. Même l'Allemagne fédérale, traditionnellement opposée à tout contrôle sur ces flux, se poserait des questions à ce sujet. On reparle, à nouveau, de l'institution d'un double marché, avec un dollar « financier », comme en Belgique. Toutefois, l'efficacité d'un tel contrôle est sérieusement mise en doute par les experts, puisqu'il ne s'appliquerait pas aux opérations interbancaires, les plus importantes en masse. La vraie solution serait de relancer massivement les économies européennes, avec tous les risques de dérapage que cela comporterait pour les prix et, surtout, en ce qui concerne la France, pour l'équilibre de la balance commerciale.

FRANÇOIS RENARD.

SOCIAL

DANS DEUX LETTRES AU CNPF

La CFDT et la CGC précisent les thèmes d'une négociation patronat-syndicats

Ainsi qu'ils l'avaient l'un et l'autre annoncé, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, et M. Paul Marchelli, président de la CGC, ont, le 25 février, adressé des lettres au président du CNPF, M. Yvon Gattaz, pour lui demander l'ouverture de négociations.

En des termes à peine différents, les deux dirigeants syndicalistes précisent à la fois le contenu, très large, de ces discussions et le calendrier. La CFDT propose *« quatre thèmes distincts »* en commençant par l'*« extension du congé de conversion à tous les salariés frappés par des licenciements économiques »*, c'est-à-dire les CFR (contrats de formation recherche d'emploi) imaginés par le gouvernement. A ce sujet, M. Marchelli écrit qu'il est *« urgent de se mettre d'accord (...) et, surtout, sur les moyens financiers »*.

Le catalogue comprendrait ensuite, selon M. Maire, la réduction et l'organisation du temps de travail, l'*« actualisation de l'accord de 1969-1974 »* sur la sécurité de l'emploi et les modalités de licenciement, et la *« maîtrise »* des changements technologiques. Tous ces sujets avaient été abordés lors de la *négociation sur la flexibilité* mais, cette fois, il serait question de les négocier avec le souci d'aménager des textes existants ou des accords déjà conclus.

Ensuite, la CFDT propose d'*« explorer les mesures spécifiques adaptées aux petites et moyennes entreprises en matière de représentation des salariés »* et se déclare *« prête à discuter »* d'un aménagement des contrats à durée déterminée pour les chômeurs de longue durée et les commandes à l'exportation. Enfin, elle souhaite une amélioration de l'indemnisation des chômeurs en fin de droits et voudrait accélérer la mise en place du dispositif de formation en alternance.

La CGC, pour sa part, y ajoute la nécessité d'une négociation qui viserait *« impérativement »*, non seulement à *« moderniser l'approche salariale par la remise en cause du SMIC »*, mais aussi à *« réintroduire la nécessaire hiérarchie des salaires »*.

La CFTC a décidé le 26 février, de demander une entrevue au CNPF *« pour examiner si les conditions d'une discussion positive sont réunies »*, sur les CFR.

REPÈRES

Conjoncture : la France est redevenue « un excellent risque »

L'influent mensuel américain *Institutional Investor* estime dans son numéro de mars que la France est *« rentrée en grâce »* sur les marchés financiers où elle constitue désormais *« un excellent risque »*. Sous le titre « Un retour convaincant », le mensuel se réjouit de la politique de rigueur, *« après un mauvais départ »*, du gouvernement socialiste, mais se demande si, à l'approche des élections, la tentation ne sera pas forte de *« regonfler » l'économie*, au risque de relancer l'inflation.

Concurrence : adoucissement possible de la loi antitrust aux Etats-Unis ?

Le secrétaire américain au commerce, M. Malcolm Baldrige, a saisi son gouvernement d'une proposition visant à adoucir certaines dispositions de la loi antitrust afin de réduire les obstacles aux fusions de sociétés. Il s'agit d'autoriser les fusions qui se trouvent actuellement bloquées lorsque les enquêtes préalables du département de la justice concluent qu'elles pourraient réduire la concurrence ou tendre à *« la création d'un monopole »*. Cette enquête préalable ne sera plus suspensive si le texte de M. Baldrige est adopté.

Automobile : 15,5 millions de dollars de bénéfices pour American Motors.

American Motors, filiale à 46 % de Renault aux Etats-Unis, a dégagé un bénéfice net de 15,5 millions de dollars en 1984, malgré un dernier trimestre où les profits ont chuté de 58 % par rapport à la même période de 1983. Le chiffre d'affaires au dernier trimestre a baissé de 3,7 %, preuve de la mévente des nouvelles Renault sur le marché américain. AMC a d'ailleurs annoncé une nouvelle réduction de sa production, pour éviter de gonfler ses stocks.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	10,5740	10,5770	+ 150	+ 160	+ 250	+ 275	+ 350	+ 450
$ can.	7,4966	7,5041	– 5	+ 18	– 67	– 34	– 648	– 527
Yen (100)	4,0451	4,0494	+ 130	+ 141	+ 281	+ 299	+ 850	+ 898
DM	3,0561	3,0587	+ 112	+ 119	+ 225	+ 237	+ 596	+ 636
Florin	2,6961	2,6989	+ 77	+ 82	+ 150	+ 160	+ 412	+ 445
F.B. (100)	15,1787	15,1816	+ 3	+ 39	– 33	+ 46	– 323	– 95
F.S.	3,6212	3,6247	+ 132	+ 143	+ 281	+ 297	+ 811	+ 860
L (1 000)	4,8863	4,8945	– 128	– 112	– 289	– 261	– 1 021	– 947
£	11,1291	11,1429	– 329	– 287	– 680	– 622	– 1 584	– 1 417

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8 3/8	8 1/2	8 11/16	8 13/16	9 1/16	9 3/16	9 13/16	9 15/16
DM	5 5/16	5 9/16	5 11/16	5 13/16	5 7/8	6	6 3/8	6 1/2
Florin	6 1/4	6 1/2	6 7/8	7	7 1/16	7 3/16	7 1/4	7 3/8
F.B. (100)	10	10 1/2	10 5/8	10 15/16	10 5/8	10 15/16	10 7/8	11 11/16
F.S.	1 1/8	1 5/8	5 3/4	5 7/8	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6
L (1 000)	13 1/4	13 3/4	13 1/2	13 7/8	13 3/4	14 1/8	14 3/4	15
£	13 3/4	14	14 1/4	14 3/8	14 1/4	14 3/8	13 11/16	13 13/16
F. franç.	10 3/8	10 5/8	10 9/16	10 13/16	10 11/16	10 15/16	11 1/4	11 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

LA DIFFICILE RESTRUCTURATION DU VIGNOBLE EUROPÉEN

La France et l'Italie ne souhaitent pas limiter le droit de replantation

Bruxelles (Communautés européennes). – M. Filippo Pandolfi, ministre italien de l'agriculture, qui préside les travaux des Dix, voudrait que le Conseil adopte au cours de l'actuelle session (25 et 26 février) à Bruxelles, la nouvelle réglementation du marché du vin. A l'issue de la première journée de réunion, M. Michel Rocard doutait que cet objectif puisse être atteint. Le débat bute sur les mesures « structurelles » à mettre en œuvre pour rétablir un équilibre durable entre l'offre et la demande, et plus précisément sur l'opportunité de limiter le droit de replantation.

Les Dix sont à peu près d'accord sur la manière dont il conviendra désormais de gérer le marché pour essayer d'endiguer la tendance aux excédents. Conformément aux orientations fixées en décembre 1984 par le Conseil européen de Dublin, il est entendu que, en cas de vendanges dépassant les besoins, la Commission déclenchera la distillation obligatoire à très bas prix (50 % du prix d'orientation). La Commission établira pour chaque région de la Communauté les quantités devant faire l'objet de cette distillation obligatoire, en fonction de l'évolution de la production par rapport à une période de référence de trois ans. L'idée est de pénaliser les viticulteurs qui augmenteront leurs rendements. Les importants pouvoirs de gestion qui seront confiés à la Commission dans la nouvelle réglementation devraient aboutir à une meilleure tenue des cours et à une diminution des dépenses communautaires.

Les Dix reconnaissent que de telles mesures ne suffisent pas et qu'il est nécessaire, pour en terminer

De notre correspondant

avec la surproduction chronique des vins de table, de réduire les surfaces plantées en vigne. Ils divergent sur la manière de procéder. La Commission, appuyée par l'ensemble des pays du Nord, propose deux types de mesures : d'une part une prime à l'arrachage de la vigne, d'autre part une limitation du droit de replanter.

Ce sont là deux opérations bien distinctes. Dans le premier cas, le viticulteur qui décide d'arracher, par exemple, 5 hectares, recevrait une prime subordonnée à l'engagement qu'aucune vigne ne serait plantée sur cette terre pendant au moins treize ans. Le second cas concerne le viticulteur qui continue d'exploiter mais qui veut remplacer une partie de son vignoble : la Commission suggère alors que, s'il arrache 10 hectares, il ne puisse en replanter que 5 (6 hectares sur les côteaux). Il recevrait une indemnité pour compenser les inconvénients de cette contrainte.

Deux logiques

Les Français et les Italiens acceptent la première mesure mais refusent la seconde. *« L'invitation à l'arrachage ne sert à rien si on ne touche pas au droit de replanter. On a arraché 200 000 hectares au cours des dernières années. Or, dans la CEE, la production n'a fait qu'augmenter. Le risque, c'est que les viticulteurs touchent de l'argent pour arracher dans un coin de leur exploitation et replantent en modernisant, c'est-à-dire en augmentant les rendements »*, souligne-t-on du côté de la Commission.

Les Français répliquent qu'une limitation du droit de replanter empêcherait la gestion normale de l'exploitation et porterait même atteinte à la politique d'amélioration de la qualité. Le viticulteur du Languedoc qui envisage une replantation en cépages de qualité ne fera pas l'opération, déjà risquée, s'il est sûr d'être pénalisé. M. Rocard ajoute que le système proposé par la Commission est difficilement applicable en Italie, où il n'y a pas de « casier viticole », c'est-à-dire que le contrôle administratif des arrachages et replantations effectivement opérés fait défaut. Et puis, argument suprême, *« les viticulteurs sont farouchement contre »*.

La France suggère donc que l'on se contente de la fixation d'une prime d'arrachage pendant une période expérimentale de trois ans. Dans l'hypothèse où son succès serait insuffisant, on pourrait envisager alors, en dernier recours, un abattement sur le droit de replantation.

Lundi 25 février au soir, M. Pandolfi a soumis au Conseil un projet de compromis qui rendrait progressif, pendant cinq ans, cet abattement sur le droit de replanter. *« Un compromis au ras des pâquerettes, un simple affadissement des propositions de la Commission, des vannes ouvertes pour tous »*, a-t-on entendu du côté français où l'on affirme réfléchir à des solutions plus subtiles. L'idée, qui n'est pas évidente à concrétiser, est de parvenir à une réduction effective de la production sans gêner pour autant les viticulteurs qui jouent le jeu des productions de qualité.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉTRANGER

EN GRANDE-BRETAGNE

Près de 50 % des mineurs ont repris le travail

Londres. – Après l'échec des derniers pourparlers, le gouvernement et la direction l'espéraient, les responsables du syndicat des mineurs le redoutaient, le mouvement de retour au travail dans les houillères s'est soudainement accéléré, le 25 février. Selon le National Coal Board (NCB), l'administration des charbonnages, trois mille huit cent sept grévistes ont regagné leur poste au cours de cette seule journée, un chiffre-record qui dépasse largement celui enregistré le 19 novembre, au moment où, après l'interruption des négociations, l'effritement de la grève avait commencé.

Désillusion, sinon désespoir? Le secrétaire général de l'Union nationale des mineurs (NUM), M. Peter Heathfield, s'est gardé d'employer de telles expressions, mais il n'en a pas moins reconnu qu'après cinquante semaines sans salaires, les «privations» pouvaient désormais avoir raison de la détermination des plus militants. Il faut tenir compte aussi de l'impasse à laquelle a abouti, la semaine dernière, la tentative de médiation du TUC, la centrale syndicale.

Les membres du cabinet de Mme Thatcher et les dirigeants du NCB paraissent maintenant sûrs de pouvoir compter sur une désagrégation décisive et assez rapide du mouvement de grève, à l'approche de son premier anniversaire, le 6 mars. Selon eux, le sentiment de démoralisation qui semble affecter un nombre croissant de grévistes pourrait être d'autant plus fort qu'avant cette date le NCB devrait être en mesure d'annoncer que plus de la moitié des effectifs des houillères a cessé de respecter le mot d'ordre de la NUM. Lundi soir, le porte-parole des charbonnages déclarait que cette proportion excédait 48 %, ce qui signifie qu'au rythme actuel la barre des 50 % pourrait même être franchie avant la fin de cette semaine.

Il s'agit d'un seuil psychologique important, car aux yeux des adversaires de la NUM, cela impliquerait que la majorité des mineurs ont *« voté avec leurs pieds »*, terme que vient d'employer le secrétaire d'Etat à l'énergie, M. David Hunt. Le dépassement de ce cap équivaudrait, de ce point de vue au résultat de la consultation que le président de la NUM, M. Arthur Scargill, a refusé d'organiser depuis les premiers jours de la grève, malgr les réclamations de nombreux mineurs. Trente mille d'entre eux, notamment dans le Nottinghamshire, n'ont jamais observé les consignes de leur syndicat pour cette raison.

De notre correspondant

La satisfaction du gouvernement est d'autant plus grande que l'isolement de M. Scargill paraît s'aggraver. Les dirigeants de la centrale le tiennent manifestement pour le principal responsable de l'échec de leur médiation et des efforts diplomatiques déployés pendant plus d'un mois par le secrétaire général du TUC, M. Norman Willis. Ce dernier, dans l'espoir d'un règlement, s'est placé dans une situation politique délicate en allant jusqu'à solliciter l'intervention du premier ministre.

A l'annonce des statistiques révélées par le NCB, M. Scargill a, quant à lui, adopté une attitude résolument paradoxale, en affirmant qu'il s'agissait d'un résultat *« désastreux »* pour la direction des charbonnages, qui, selon lui, tablait sur un nombre deux fois plus grand de retours au travail. Le président de la NUM a contesté l'ensemble de ces données et a déclaré que 64 % des mineurs étaient encore en grève.

Toutefois, au pays de Galles, où le mouvement de grève était demeuré très solide, le nombre des mineurs regagnant leur poste a doublé en un jour. Même s'il n'affecte que 5 % des effectifs dans cette région, le changement semble révélateur d'une lassitude générale. En outre, c'est dans ces places fortes de la NUM – comme le pays de Galles ou le Yorkshire – que les partisans les plus fidèles de M. Scargill font de plus en plus campagne auprès de lui pour essayer de le convaincre d'annuler lui-même le mot d'ordre de grève afin de préserver l'unité et la *« dignité »* du syndicat.

FRANCIS CORNU.

Aux Etats-Unis

«INCERTITUDES» CONJONCTURELLES

Selon le Conference Board, institut patronal d'études économiques, il est difficile de prévoir avec quelque exactitude la conjoncture américaine, étant données les *«incertitudes»* de l'environnement économique. Les Etats-Unis connaîtront une bonne expansion économique au cours des six prochains mois, mais au-delà de cette période les prévisions ne peuvent qu'être *«prudentes»*, compte tenu des *«dangers»* que représentent des *«déficits budgétaires massifs, des taux d'intérêt élevés, un déficit croissant de la balance commerciale et un dollar puissamment surévalué»*.

Toutefois, l'Association des économistes, qui travaille pour des sociétés américaines, estime que les Etats-Unis entreront probablement l'an prochain dans une phase de récession. Selon une enquête réalisée auprès d'un certain nombre des membres de l'Association, 62 % d'entre eux prévoient cette évolution. 17 % des économistes interrogés ont estimé, en revanche, que la reprise économique durera au moins juqu'à la fin de 1987. L'entrée en récession serait provoquée par l'ampleur du déficit budgétaire, le niveau élevé des taux d'intérêt et la dégradation continuelle de la balance du commerce extérieur. – *(AFP.)*

LE PATRONAT BRITANNIQUE PRÉVOIT UNE NETTE AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le patronat britannique et la London Business School prévoient une nette amélioration de l'économie britannique dans les prochains mois. Selon la Confédération de l'industrie britannique, les carnets de commande des exportateurs sont mieux remplis qu'ils ne l'ont été depuis 1977, les fabricants profitant de la baisse de la livre pour développer leurs ventes à l'étranger.

En outre, selon un sondage effectué auprès de mille sept cents firmes, les chefs d'entreprise continuent d'envisager l'avenir avec optimisme en dépit de la forte hausse des taux d'intérêt intervenue depuis le début de 1985. Un sur trois compte accroître sa production au cours des quatre prochains mois.

Pour sa part, la London Business School estime que le produit national brut britannique connaîtra cette année une croissance de 3,5 % contre 2,5 % en 1984, et que les effets inflationnistes de la dépréciation de la livre seront de faible ampleur. Selon elle, le taux annuel d'inflation ne remontera que de 5 % à 6 % au printemps pour retomber entre 4 % et 5 % à la fin de l'année. – *(AFP.)*

FAITS ET CHIFFRES

Énergie

● **Le Mexique n'augmentera pas ses exportations de pétrole en 1985.** – La Pemex, société d'Etat des pétroles mexicains a annoncé dans un communiqué que le comité du commerce extérieur du pétrole avait décidé de maintenir en 1985 le volume exporté inchangé à environ 1,5 million de barils par jour de pétrole brut. Le Mexique, qui, a, en février, réduit ses prix de 1,25 dollar par baril pour suivre l'OPEP, maintiendra ses tarifs inchangés pour le mois de mars, précise la Pemex, et *« ne cherchera pas à compenser la baisse des prix, annoncée le mois dernier, par une augmentation du volume exporté »*.

Social

● **Mouvement de grève à la brasserie Heineken.** – Un mouvement de grève illimitée concernant environ 550 salariés de la brasserie Heineken-France a débuté le 25 février aux usines de Schiltigheim et Mutzig (Bas-Rhin), qui emploient 900 personnes. Les grévistes demandent une augmentation de salaire (2 % en janvier et 2,5 % en avril) et la revalorisation de certaines primes.

● **Menaces de grève écartées à Air France.** – le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC) a rapporté son ordre de grève prévu pour les 15, 16 et 17 mars, la compagnie Air France ayant satisfait à ses exigences de sécurité sur les Boeing-747 « combi ». En effet, la compagnie a renoncé provisoirement à supprimer deux sorties de secours pour installer six sièges supplémentaires. Bien qu'approuvée par les administrations américaine et française, cette « densification » aurait représenté, selon le SNPNC, un défi aux règles élémentaires de sécurité en matière d'évacuation d'urgence.

Transports

● **L'Airbus A-310 certifié aux Etats-Unis.** – L'administration aéronautique américainevient de délivrer à l'Airbus A-310 un certificat de navigabilité conformément aux accords entre la France et les Etats-Unis. La procédure avait été ouverte en octobre 1984, après l'annonce de la commande de ce type d'appareil par la compagnie aérienne américaine Panam.

TRANSPORTS

DELMAS-VIELJEUX AU DEUXIÈME MARCHÉ DE LA BOURSE DE PARIS

Un armateur pavillon haut

Un armateur français confiant et optimiste, le fait est suffisamment rare pour être souligné, tant les gémissements sont courants dans cette profession.

MM. Tristan Vieljeux et Alain Wils, respectivement PDG et administrateur-directeur général de la Société navale Chargeurs Delmas-Vieljeux (SNCDV), ont, le 25 février, mis à nu les comptes de l'entreprise qu'ils dirigent, détaillé leurs projets et affirmé, preuves à l'appui, que le transport maritime sous pavillon français avait encore de beaux jours devant lui.

Près de cent vingt ans après la naissance, à La Rochelle, d'une société qui, aujourd'hui, fait honneur à l'armement français, la SNCDV décide de s'ouvrir sur le marché financier. A partir du 5 mars, la SNCDV s'introduit au second marché de la Bourse de Paris (1). Sur la base d'un prix d'offre minimum de 325 F par titre (avec jouissance au 1er janvier 1984), deux cent soixante-dix-sept mille actions, soit 15,2 % du capital, seront mises en vente le premier jour. Ces actions étaient détenues, il y a encore quelques mois, par le groupe des Chargeurs réunis qui se « désengage » progressivement du secteur maritime.

1984 aura été, dans un environnement général médiocre, voire désastreux, une bonne année, en revanche, pour Delmas-Vieljeux. La marge brute d'autofinancement devrait dépasser 340 millions, au lieu de 313 en 1983. Le dividende passera de 18 à 20 francs.

Armateur circonspect, sachant vendre ses navires les plus anciens au meilleur moment et en commander lorsque les chantiers navals sont aux abois pour trouver des commandes, Delmas-Vieljeux est le numéro un européen pour le trafic des lignes régulières entre l'Europe et l'Afrique occidentale. Les navires, dont la cheminée bleue arbore la roue de Mulhouse blanche, assurent 25 % du trafic organisé dans le cadre des conférences maritimes internationales.

La surcapacité qui frappe la flotte mondiale en général touche relativement peu les navires spécialisés des lignes régulières, équipés eux-mêmes de moyens de manutention moderne. C'est le cas de Delmas, qui exploite un flotte de vingt-deux navires âgés en moyenne de quatre ans seulement. Quatre nouveaux cargos (600 millions de francs d'investissements) construits à Saint-Nazaire (deux) et en Yougoslavie (deux) pour l'acheminement du bois en grumes viendront rejoindre la flotte dans les prochains mois.

Le choix de la rentabilité

« Notre stratégie est simple, explique M. Wils : *privilégier la rentabilité davantage que la croissance.* » Pour cela, la SNCDV a taillé dans les activités maritimes déficitaires et, par exemple, fermé les lignes vers l'Inde ou le Moyen-Orient. Elle cherche aussi à renforcer sa productivité en introduisant les conteneurs partout où ils peuvent l'être : 65 % du trafic avec l'Afrique au lieu de 26 % il y a dix ans. Si le prix de la tonne calculé au nombre de milles marins parcourus était à l'indice 100 il y a dix ans avec un cargo classique, il n'est plus que de 45 aujourd'hui sur une porte-conteneurs moderne capable de transporter 1 500 boîtes.

Disposant d'une trésorerie abondante, la SNCDV, qui aura achevé en 1986 la modernisation de sa « flotte africaine », va explorer les voies de la diversification. D'abord en renforçant les secteurs situés en amont et en aval du transport maritime proprement dit, c'est-à-dire le transit, les agences portuaires, la gestion du parc de conteneurs, la coopération avec les flottes nationales africaines, le service porte à porte. Mais surtout, elle envisage de créer des filiales maritimes à l'étranger, auxquelles seront vendus les navires actuellement en service et progressivement remplacés par les cargos les plus modernes en construction. Ces filiales loueront leurs navires (exploités avec des équipages en majorité étrangers) sur le marché mondial, en calculant un taux de rentabilité minimum, selon une pratique à laquelle ont recours les armateurs du monde entier.

C'est ce que l'on appelle l'internationalisation des armements européens, obérés par des charges d'exploitation plus lourdes que celles de leurs concurrents d'Asie du Sud-Est ou de ceux qui ont recours à des pavillons de complaisance.

Armateur au sens grec ou norvégien du terme, la société Delmas-Vieljeux ? Ou plutôt financier qui vend et achète des navires au moment le plus propice pour réaliser des plus-values ? M. Tristan Vieljeux tranche avec humour : *« Disons que je suis un armateur qui a de l'argent et un financier qui a des bateaux. »*

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) L'entrée d'une entreprise sur le second marché lui permet de céder une faible fraction de son capital (10 % au minimum) au public.

● **La CGT appelle à la grève les employés des ports.** – La fédération CGT des ports et des docks a lancé un mot d'ordre de grève aux employés des ports autonomes et des chambres de commerce maritimes et de pêche pour le 27 février. Le but de ce mouvement (qui s'adresse aux grutiers, personnel d'exploitation, agents d'administration) est d'obtenir une nouvelle réunion de négociation salariale et le maintien du pouvoir d'achat pour 1985.

هكذا من الاصل

LES DIFFICULTÉS DE L'ÉLECTRONIQUE GRAND PUBLIC EN EUROPE

Devant la poussée japonaise, Thomson et Philips pressent la CEE d'intervenir

L'industrie européenne de l'électronique grand public (téléviseurs, hi-fi, magnétoscopes...) se porte mal. Après l'arrivée des firmes japonaises en Grande-Bretagne à la fin des années 70, on a assisté depuis deux ans à l'écroulement de la société italienne Zanussi et à la quasi-disparition de l'industrie ouest-allemande, rachetée en morceaux par Philips et Thomson, les deux seuls groupes de taille conséquente. Mais l'un et l'autre perdent de l'argent. Une réaction au niveau communautaire paraît aujourd'hui indispensable. L'emploi de 200 000 personnes en dépend; une certaine indépendance dans les industries de la culture également.

Restructuration... Pour Philips et Thomson, l'heure est à la remise à plat de leurs activités d'électronique grand public. Les usines sont, comme les marques commerciales, trop nombreuses. Les emplois aussi. Il faut tout revoir et vite. La stratégie des années passées de « croissance externe » — par acquisitions — atteint ses limites. Il fallait à l'époque grandir à tout prix, pour réaliser des « économies d'échelle », et surtout pour éviter que les sociétés défaillantes ne tombent aux mains des Japonais. Le plein est fait; il n'y a plus guère de sociétés indépendantes en Europe, à l'exception de quelques PMI très spécialisées.

Or la croissance externe porte des fruits amers. Sans doute ni Philips ni Thomson n'avaient-ils le choix. Mais on peut avec le temps mesurer les conséquences. D'abord l'acharnement qu'ont mis les deux groupes à racheter les « canards boiteux » a détérioré à l'extrême leurs rapports. L'affaire Grundig (tombé finalement dans le giron de Philips) est la meilleure illustration de cette lutte très vive qui s'est faite aux dépens d'une collaboration intra-européenne toujours souhaitée, mais toujours repoussée. C'est seulement aujourd'hui, parce qu'il n'y a plus d'objet de convoitise, que les rapports peuvent s'améliorer. Hélas, cinq ans, au bas mot, furent perdus.

Ensuite, parce qu'au bout du compte Thomson et Philips se retrouvent avec une pléthore de marques commerciales différentes et trop d'usines. Il leur faut donc rationaliser tant les circuits commerciaux que l'outil industriel. Thomson, après les acquisitions de Dual, de Saba et de Normende, s'est forgé une réputation de « tueur d'emplois » en RFA, qui le paralyse. Le simple changement de l'état-major de sa dernière acquisition — Telefunken — a provoqué un tollé dans la presse, les syndicats et les milieux politiques. Pourtant le groupe nationalisé se doit de réagir. Telefunken, Normende et Saba détenaient 27 % du marché allemand de la télévision en 1980. Ils n'avaient plus que 23 % en 1984, et les statistiques d'octobre et de novembre citées par le journal *Die Zeit* du 18 janvier leur donnent 20,2 %. Une perte de 7 points en quatre ans... soit presque l'équivalent de la part gagnée grâce à l'achat de Telefunken !

Mauvaise gestion ? Querelles intestines ? Quoi qu'il en soit, Thomson grand public, qui aura perdu 200 millions de francs en 1984, doit aller vite. La solide dotation en capital que recevra le groupe cette année (1,3 milliard de francs) et les commandes publiques de micro-ordinateurs, dans le cadre du plan récemment décidé par le premier ministre, lui donneront de l'oxygène. Mais Thomson est désormais sur la défensive.

Le groupe français n'est pas le seul. Grundig de son côté va devoir réduire de 40 % ses effectifs (24 900 personnes), après une première coupe de 13 % en 1984. Philips lui-même, implanté dans toute l'Europe, a déjà réduit le nombre de ses usines de tubes pour téléviseurs de neuf à quatre. Il faudra appliquer le même traitement aux téléviseurs eux-mêmes. *« Nous ne pourrons pas garder les six usines actuelles »*, prévient M. Van der Klugt, vice-président et responsable des produits de consommation du groupe néerlandais. Le bilan de l'électronique grand-public de Philips aura été, lui aussi, *« nettement déficitaire »* l'an passé, après un trou de 195 millions de florins en 1983 (environ 500 millions de francs).

Majorer les droits de douane

M. Van der Klugt espère néanmoins « sortir du rouge » cette année. Mais il a fallu accompagner la restructuration industrielle d'un véritable tournant stratégique qui a consisté... à faire la part du feu venant du Japon. Dans les magnétoscopes, Thomson s'étant allié à Japan Victor (JVC) autour du standard VHS, faire cavalier seul avec son V 2000 était devenu impossible pour Philips, qui fabrique et vend désormais des VHS en Europe. Une décision qui a déplu aux ingénieurs du groupe, même si commercialement elle s'avère payante. *« Nous avons regagné 10 % du marché britannique en quatre mois. »* Le groupe y a cependant perdu de son indépendance technologique. Dans ses cartons, Philips dispose d'un magnétoscope 8 mm *« de haut de gamme, au prix supérieur à 1 000 dollars »*. Mais, là encore, la firme d'Eindhoven semble attendre de voir ce que feront les Japonais.

Dans la micro-informatique domestique, Philips a pris les devants en se ralliant, dès l'origine, au standard japonais MSX. Une réponse du néerlandais à Thomson, qui se bat — trop seul — avec ses TO 7 et MO 5. Déjà, l'industrie britannique, jusqu'ici puissante dans ce créneau, connaît de sérieuses difficultés.

L'Europe a perdu toute capacité de lancer un nouveau produit par elle-même. Le seul point de résistance reste les téléviseurs, marché où les Japonais ne détiennent que 10 % en Europe. Or *« ces produits entrent dans une phase de complet renouvellement avec haut-parleurs séparés, accès vidéotex, tubes rénovés à coins carrés, mémoires d'image, etc. Ce secteur, après une grande stabilié, devient très innovateur, et la lutte sera âpre, exactement comme pour l'audio dans les années 70 »*, explique M. Van der Klugt. L'audio ? Inquiétante comparaison puisque les Japonais ont emporté 80 % du marché européen...

Comment résister au dynamisme nippon ? Comment ragagner des marges de manœuvre ? Trois *« mesures simples »* doivent être mises en œuvre, selon les dirigeants de Philips. La suppression de la bureaucratie des douanes, d'abord, en remplaçant les documents en papier par l'informatique et en supprimant par étapes la facturation de la TVA aux frontières. Accélérer la standardisation commune en Europe, ensuite. Philips se félicite à ce propos de l'adoption récente des normes de télévision par satellite dites « D 22 Mac-Paquets » qui se substitueront aux systèmes PAL et SECAM. Majorer les droits de douanes à l'entrée de la CEE enfin.

Cette dernière mesure serait sans doute la plus efficace dans l'immédiat. *Philips et Thomson proposent* de fixer pour trois ans à l'ensemble de l'électronique grand public, les taxes douanières entre 14 à 19 % (1). *« Cela a été fait pour les disques compacts et cela a porté ses fruits »* selon M. Van der Klugt. Pour l'heure, la Commission de Bruxelles a fait la sourde oreille. Les industriels ne sont appuyés que par les gouvernements français et hollandais, mais les pays dont l'industrie a disparu hésitent ou s'y opposent comme la Grande-Bretagne.

Le protectionnisme — même si Philips réfute ce mot — n'est jamais entièrement satisfaisant, parce qu'il est inflationniste notamment. Pourtant on voit mal comment contrer autrement l'envahissement japonais. Le « laisser-faire » et la lutte fratricide des autres constructeurs mondiaux leur ont donné un monopole dans les magnétoscopes, monopole qui « saigne » aujourd'hui tous les autres pays. Le bénéfice net sur chaque magnétoscope serait de 500 à 1 000 F. Ils en produisent 27 millions par an. Calcul simple : leur profit est au minimum de 13 milliards de francs pour les seuls magnétoscopes ! Une véritable rente, réinvestie immédiatement dans de nouveaux produits que ne peuvent développer les Européens en déficit. Cercle vertueux pour le Japon, vicieux pour l'Europe.

Les accords d'autolimitation des exportations japonaises signés en 1982 par la CEE et renouvelés chaque année depuis, prennent fin le *31 décembre 1985. M. Narjès, le* nouveau commissaire de la CEE chargé de l'industrie, que l'on dit plus « libéral » que son prédécesseur M. Davignon, acceptera-il de leur substituer des mesures douanières ? Le débat est d'ores et déjà engagé.

Reste à s'interroger sur une évolution plus profonde de la structure de l'industrie européenne à la lumière des difficultés des constructeurs d'électronique grand public ou d'automobile. Peut-on dynamiser des industries de produits de consommation en Europe sans croissance et avec une trop faible consommation des ménages ?

Propos recueillis par
ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Les droits ont été portés de 9,5 % à 19 % pour les disques compacts. Ils seront réduits à 14 % en 1987 et reviendront à 9,5 % en 1988. Pour les autres appareils les droits sont de 14 % pour la TV et les tuners, de 9,5 % pour les vidéodisques, de 8 % pour les magnétoscopes et de 5,3 % seulement pour les vidéocaméras, les cassettes, la hifi, les haut-parleurs.

LES ÉTATS-UNIS ROMPENT LEURS NÉGOCIATIONS AVEC TOKYO SUR L'OUVERTURE DU MARCHÉ JAPONAIS DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les Etats-Unis ont rompu les négociations engagées avec le Japon sur l'ouverture du marché japonais de télécommunications aux firmes américaines. M. Baldrige, secrétaire d'État au commerce, a précisé que les conversations reprendront quand le Japon fera des *« ouvertures précises »* et cessera de ne faire que des propositions théoriques.

Le marché des télécommunications de la NTT (Nippon Telegraph and Telephone) est resté, jusqu'ici, chasse gardée des firmes japonaises, et les Américains ont multiplié les pressions sur leur allié pour y avoir accès. Le monopole de la NTT devant disparaître et la NTT devant être privatisée le 1er avril, dans le cadre de la *« déréglementation »* adoptée par le Parlement, une brèche est ouverte. Les constructeurs américains espèrent s'y engouffrer, mais les règles du nouveau système semblent imprécises et insuffisantes aux yeux de Washington, qui réclame une attitude plus libérale et menace de prendre des mesures de rétorsion.

RECTIFICATIF. — Dans l'article intitulé *« Thank You America »*, sur le redressement de Chrysler (*le Monde* du 26 février), il convient de noter, à l'avant-dernier paragraphe, que les pertes de Chrysler (3,3 milliards de dollars) ont été subies entre 1979 et 1981 (et non entre 1971 et *1981* comme il a été indiqué).

● **Machine-Outil : Dufour redémarre.** — L'entreprise de machines-outils Dufour de Montreuil (Seine-Saint-Denis), en liquidation de biens depuis janvier 1984, vient de redémarrer ses activités avec une vingtaine de salariés. *Le personnel a* apporté la plus grosse part du capital de l'entreprise par reversement des primes de chômage. Le CIRI (Comité interministériel de restructuration industrielle) lui a accordé un prêt participatif d'un million de francs. Les effectifs devraient être de près de soixante-dix personnes d'ici à six mois.

● **Sears Roebuck and Co va lancer sa carte de crédit sur le marché américain.** — Sears Roebuck, une des toutes premières chaînes américaines de magasins et de vente par correspondance, va « déprivatiser » sa carte de crédit en la lançant sur le marché américain, en dehors de ses magasins, dans l'intention de concurrencer Visa, Mastercard et American Express.

PRINCIPAL BAILLEUR DE FONDS DU PROJET

EDF veut se retirer de la centrale solaire Themis

L'avenir de la centrale Themis, première centrale solaire française, l'une des trois seules fonctionnant encore dans le monde, est compromis. EDF, principal bailleur de fonds, et exploitant du prototype, vient en effet d'annoncer son intention de dénoncer, en décembre 1985, l'accord d'expérimentation conclu en 1980, pour cinq ans, avec ses partenaires (l'Agence française pour les économies d'énergie, le département des Pyrénées-Orientales et la région Languedoc-Roussillon).

Le retrait d'EDF était prévisible. Conçue dès l'origine comme un prototype, et déjà contestée par une partie des milieux scientifiques, Themis, construite à Targasonne (Pyrénées-Orientales), était couplée au réseau depuis mai 1983 et alimentait en électricité la ville voisine de Font-Romeu. Son coût initial (230 millions de francs hors taxes) et surtout les charges de fonctionnement (15 millions de francs par an) supportées à 69 % par EDF rendaient le projet non viable économiquement.

« Themis était une étape dans la recherche. On a tiré les enseignements de cette expérience.. Cela ne pouvait être un moyen de production », explique-t-on à EDF. Du fait de sa conception, la centrale consomme *grosso modo* plus d'énergie qu'elle n'en produit et le coût du kilowatt-heure atteint près de 10 F, alors qu'il est facturé en moyenne au consommateur à 0,50 F.

L'expérience Themis survivra-t-elle au retrait d'EDF ? C'est ce que souhaite l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, soulignant que des travaux sont en cours pour étudier une formule exportable de la centrale. Appliquée à une puissance de 20 mégawatts (Themis n'en a que 2,5) la même technique permet d'atteindre un prix de revient de 1,50 F/kilowattheure, qui peut « passer » dans certaines conditions : pays très ensoleillés où les besoins de climatisation sont importants, explique-t-on à l'agence.

L'AFME, estimant que les possibilités de cette filière solaire restent entières, bien que repoussées à plus long terme du fait de la baisse du prix des énergies concurrentes, étudie les moyens de poursuivre l'expérimentation soit en s'entendant avec EDF pour une exploitation à effectifs réduits (actuellement quarante agents EDF sont employés sur le site), soit en louant les services d'une société spécialisée. L'AFME reconnaît toutefois que, passé 1986, si aucune suite n'est donnée aux projets d'exportation, l'arrêt de Themis sera inévitable.

V.M.

● **Manifestation pronucléaire en Bretagne.** — Environ trois cents personnes ont manifesté samedi 23 février devant la centrale nucléaire de Brennilis (Finistère) pour protester contre la fermeture prévue de cette usine, la plus ancienne de France. A l'appel du comité de soutien, présidé par le maire de Brennilis, les manifestants ont réclamé la mise en place par EDF d'une solution pour reconvertir le site. Cette petite centrale expérimentale de 70 mégawatts, construite entre 1963 et 1965 emploie deux cents personnes, qui devront être déplacées pour trouver un emploi ailleurs.

CONJONCTURE

La gauche et le déclin de l'Europe

II. – *Moins de 4, plus de 4*

par JEAN RIBOUD (*)

Dans un premier article (*le Monde* du 26 février), M. Jean Riboud a analysé les raisons du *déclin de l'Europe* : fossés technologique, scientifique doublés par ceux des investissements et de la croissance. Les Cassandres vivent dans le Vieux Monde.

La leçon la plus importante à mes yeux de la reprise américaine et de la croissance japonaise s'énonce *ainsi : la stagnation économique*, aggravée par les évolutions technologiques, conduit inéluctablement à une augmentation continue du chômage. Alors qu'au contraire une *croissance se situant entre 4 et 6 %* entraîne une réduction massive du chômage.

Sur l'économie et la société japonaise, bien des mythes ont bon dos, *comme l'emploi à vie. Ce qui est sûr*, c'est que la croissance japonaise, en moyenne de 7,7 % par an depuis vingt ans, a permis un taux de chômage ne dépassant pas 1,5 % de la population active. *L'exemple de la* reprise américaine est encore plus frappant. Au creux de la récession, décembre 1982, le taux de chômage frisait les 11 %, et la popularité de *Reagan dans les sondages tombait à* 30 %. Les meilleurs esprits parmi les économistes, les financiers et les industriels pensaient avec de bonnes raisons qu'une reprise était probable, mais qu'elle ne serait ni assez durable ni assez profonde pour réduire le taux de chômage. Il y aurait d'abord à digérer les bouleversements techniques, l'informatique et les robots, qui, au moins au premier stade, réduisent les emplois. Ils se sont tous trompés.

Fin 1984, le taux de chômage avait baissé spectaculairement de près de moitié, tombant à 7 % (statistiquement parlant, aux Etats-Unis le plancher est entre 5 et 6 %). Contrairement à la légende, ce ne sont pas les créations d'emplois dans l'électronique et dans les usines d'armement qui expliquent ces chiffres. Il y a eu demandes d'emploi, partout, dans chaque Etat de l'Union, dans toutes les branches de l'industrie, même les plus traditionnelles.

La situation du chômage en *Europe* est *connue. Les chiffres parlent* d'eux-mêmes. Un graphique récent de l'OCDE donne les courbes de l'emploi de 1973 à fin 1984. En tête du peloton des créations *d'emplois viennent* le *Canada*, les Etats-Unis, l'Australie et le Japon. Seuls, quatre pays sont en dessous de l'étiage, c'est-à-dire qu'ils ont moins d'emplois en 1984 qu'en *1973, la France, le Royaume-Uni*, l'Allemagne fédérale et l'Espagne.

En France, les deux millions et demi de chômeurs sonnent comme un tocsin. Mais le chiffre absolu n'est pas le plus grave. *Des* grands pays, la France et le Royaume-Uni ont le pourcentage le plus élevé de jeunes chômeurs par rapport à la population active de moins de vingt-cinq ans : 4,3 % au Japon, 10,8 % en République fédérale, 16,4 % aux Etats-Unis, 21 % en France, 23 % au Royaume-Uni. C'est un signe qui ne trompe pas de sociétés sclérosées qui défendent le passé, les avantages acquis au détriment de l'avenir et de la jeunesse. Combien de temps le corps social résistera-t-il avant l'explosion ? Je ne sais pas, mais je sais que, comme industriel et comme homme, je ne peux plus accepter le courrier quotidien que je reçois de jeunes hommes et de jeunes femmes désespérés.

Voilà les faits. Reste le grand débat. Même si l'on sait que la baisse du chômage passe par une croissance supérieure à 4 %, est-ce une politique possible, est-ce une vision réaliste, en France, en 1985, *dans une Europe apeurée ?*

L'Europe répond clairement non. Toute politique de croissance se traduit par un déficit accru du commerce extérieur, par un déficit budgétaire grandissant. Devant un endettement extérieur et intérieur qui devient rapidement insupportable, les taux d'intérêt se tendent et la monnaie craque sous la pression des attaques spéculatives.

Affronter les dogmes

Les Etats-Unis, le *Japon*, la Corée, l'Asie du Sud-Est répondent clairement oui. Et Dieu *sait* que les situations financières et monétaires de ces pays sont différentes. Mais *tous ces pays ont appris la* même leçon, acquis la même conviction. La croissance est possible à deux conditions impératives : la maîtrise de l'inflation et la priorité à l'investissement.

Ma conviction est que les problèmes européens ne sont pas différents par nature. Ma conviction est qu'en France une croissance supérieure à 4 % est possible si l'inflation est en dessous de 4 %. Ma conviction est que, très vite, le chômage tombera au-dessous de deux millions.

Deux questions se posent immédiatement : ces objectifs sont-ils réalistes ? Peut-on les atteindre ? Quels risques de dérapage, de basculement comportent-ils ?

Ce n'est pas le lieu de faire un dictionnaire exhaustif des mesures à prendre. Il s'agit plus d'une volonté de changement, de remise en cause, d'affronter les dogmes de la technostructure que d'imaginer le spectaculaire *ou l'inattendu, pour annoncer* à l'avance de faux miracles.

L'inflation au-dessous de 4 % en 1985 ? L'objectif est réalisable parce qu'on a fait moins de 7 % en 1984, parce que les taux d'intérêt dans le monde sont orientés à la baisse, parce que le dollar finira par baisser avant la fin de 1985. Bien entendu, cela ne se fera pas tout seul.

Il faudra accentuer et, en tout cas, maintenir la rigueur dans la gestion des finances publiques : Etat, collectivités, Sécurité sociale, services publics tels que EDF, Gaz de France, SNCF, dont les déficits doivent être réduits.

Il faudra également négocier avec *les syndicats non pas une baisse du* pouvoir d'achat, mais des hausses de salaire limitées à 3 % en 1985. La décélération des salaires en France *depuis six mois* rend cet objectif possible.

Il faudra enfin obtenir que, sans nouveau contrôle des prix, la hausse des prix des produits et des services soit limitée à 3 %. Le bâton, c'est la menace d'un retour à un contrôle des prix général et tatillon. La carotte, c'est le maintien ou la hausse des marges de profit par des *mesures fiscales massives en faveur* de l'investissement et par la réduction globale des taux d'intérêt.

La croissance supérieure à 4 % ? Réalisable parce que les entreprises ont timidement repris leurs investissements, parce qu'il reste en France beaucoup d'entrepreneurs prêts, malgré tout ce que l'on dit, à investir. Il faudra respecter trois priorités.

Priorité au bâtiment : non seulement parce que, psychologiquement, cela a toujours été historiquement le signal de la reprise. Non seulement parce que c'est le secteur où la reprise ne pèse pas sur la balance des paiements. Mais parce que c'est le secteur où les actions sont les plus efficaces et les plus rapides. Des mesures fiscales et des mesures administratives ou réglementaires sont immédiatement possibles.

Priorité aux investissements : il est clair que la relance par la consommation ne permet pas de maîtriser l'inflation et fait basculer le déficit du commerce extérieur. Il faut donc retrouver *la* croissance par les investissements. Je ne connais que deux incitations aux investissements, la baisse des taux d'intérêt et les mesures fiscales. Le premier moyen, les taux d'intérêt, ne peut être que graduel, mais il est là, puisque l'ensemble des taux d'intérêt dans le monde est orienté à la baisse. *Par contre, les mesures fiscales peuvent* être immédiates. Elles sont efficaces si elles sont brutales, sans faire le détail. Les investissements en recherche et en équipements neufs seront *déductibles* dans leur totalité de l'impôt sur les sociétés pendant trois ans.

Priorité à l'emploi : le sujet le plus controversé, le plus émotif, le plus difficile politiquement, et bien sûr le plus grave. L'Europe et plus particulièrement la France courent un grand risque. Le chômage *deviendra-t-il une maladie* chronique, sans espoir de guérison ?

Si l'on observe les entreprises françaises, la ligne de partage des eaux est bien définie. D'un côté, les entreprises qui ont surveillé leurs coûts, réduit leurs effectifs, augmenté leur productivité dès 1974, premier choc pétrolier. Ces entreprises souffrent de la stagnation de l'économie, mais elles ne sont pas menacées, elles n'ont pas à faire de licenciements massifs.

Les autres, celles qui se sont bercées d'*optimisme ou qui ont eu pour* un temps la vie trop facile, sont en pleine crise de structure. C'est ainsi que Renault devient un symbole. Chrysler et Ford ont eu des pertes *comparables à celles de Renault*, mais elles sont reparties. Il n'est pas possible d'empêcher arbitrairement les réductions nécessaires d'effectifs dans l'industrie automobile ou dans la sidérurgie. Il n'est même pas sain de vouloir les étaler dans le temps. Par contre, tout un arsenal de mesures administratives peuvent être prises pour créer des emplois dans les services et la distribution, dans les entreprises petites et moyennes.

Elles nécessiteront une négociation globale avec les partenaires *sociaux. Négociations difficiles*, certes, mais plus faciles que les négociations point par point. Elles peuvent aboutir si la dynamique de la croissance et de l'investissement est *suffisamment contagieuse*.

Toute politique comporte des risques. Le premier, et non le moindre, est l'échec. En économie, personne ne peut garantir le résultat, il n'y a pas de remède miracle. Trop de facteurs psychologiques entrent en jeu, trop de facteurs extérieurs, hors du contrôle des entités nationales, peuvent changer les équilibres et déstabiliser le système. Mais l'alternative est dramatique. Le chômage européen dépasse déjà le taux américain du creux de la vague, c'est-à-dire les 11 %. Il peut atteindre 15 % et s'enliser là. A 11 %, l'opinion publique américaine pensait Reagan condamné et redoutait les émeutes raciales à Detroit ou à Chicago. Puis, comme Antée reprenant *son* élan en touchant la terre, les investissements et l'emploi sont repartis.

Entre prudence et audace

Les autres risques n'ont guère besoin d'être énumérés. Ils sont à chaque occasion répétés par la technostructure. Ils sont ressassés presque quotidiennement par M. Raymond Barre et toutes les forces conservatrices. Toute forme de relance conduit à l'augmentation du déficit de la balance commerciale et à l'aggravation du déficit budgétaire. Les deux ensembles, amplifiés par les mouvements spéculatifs, peuvent faire basculer la monnaie. Nous touchons là un point sensible qui nécessiterait d'autres développements.

Je ne crois guère aux mythes en économie, je crois plus que l'économie *se gère comme on gère* une entreprise, un certain équilibre toujours précaire entre prudence et audace. Beaucoup peut être dit, peut être prouvé sur les dangers mortels de l'inflation nourris par les dévaluations en chaîne. Beaucoup également peut être écrit sur le mythe des monnaies fortes. Le franc n'a jamais été une monnaie aussi forte qu'entre 1926 et 1936, et l'industrie française n'a jamais été autant appauvrie et sous-investie.

Je n'arrive pas à comprendre *pourquoi un homme aussi intelligent* et aussi compétent que M. Raymond Barre se taille, émission après émission, comme un sculpteur taille dans la pierre ou le marbre, une statue à l'image de Poincaré. Pourquoi nous remettre en mémoire l'escudo, monnaie forte de l'Europe dans un Portugal sans avenir ?

La réalité me paraît, en fin de compte, simple. Toute politique de relance qui n'est pas bâtie sur un contrôle draconien de l'inflation va à l'échec. Comme je l'ai dit plus haut, *l'inflation maîtrisée a permis la* croissance américaine récente et la croissance japonaise. Le déficit budgétaire américain est excessif, j'allais presque écrire absurde, et ne permettra pas à la croissance de tenir la durée. *L'exemple japonais* est plus probant, car un déficit budgétaire constant mais contrôlé a permis une croissance continue grâce à une inflation *quasiment* nulle. En France, vieux pays habitué à l'inflation depuis la première guerre mondiale, il faut beaucoup de rigueur et beaucoup de volonté politique. Mais la clé est là. Toute inflation supérieure à 4 % rend impossible toute croissance.

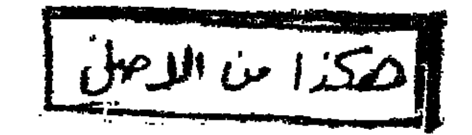
Mais c'est vrai, ces risques existent, et ils ne seront jamais complètement écartés. *Ils diminueraient* considérablement si une politique de croissance par l'investissement devenait une politique européenne – et, pour commencer, une politique franco-allemande. En tout état de cause, ces risques changent de degré, sinon de nature, si l'inflation française tombe au-dessous de 4 %, c'est-à-dire rejoint le taux allemand ou américain. En outre, dès maintenant, la France et l'Allemagne devraient envisager une attitude commune lorsque le pendule monétaire se renversera, *lorsque tous* les cambistes se mettront ensemble à la baisse du dollar. Plus le dollar sera haut, plus grand sera le risque d'une baisse désordonnée et excessive. *Certes, le taux de 10 francs au dollar* ne correspond à aucune réalité économique, mais il serait aussi dangereux pour l'économie française que le dollar descende au-dessous de 8 francs. *Il* n'est pas trop tôt pour se préparer, par un accord avec les Allemands, à cette éventualité.

Notre décennie vit un paradoxe curieux. La clameur est partout, dans tous les pays ou presque, dans toutes les couches de la société ou presque. Trop d'Etat, trop de bureaucratie, trop de réglementa*tions, trop d'impôts. Et cependant*, quand on analyse les succès économiques de cette décennie, ils sont tous le produit du volontarisme, de la conviction que la volonté des hommes peut agir sur le cours de l'histoire. La politique reaganienne est le contraire d'une politique libérale. C'est une politique presque traditionnellement keynésienne. Augmentation massive des dépenses militaires et du déficit budgétaire, diminution des impôts directs, ont été les moteurs de la reprise américaine. *Quant à la politique économique* japonaise ou coréenne, l'histoire trouvera peu d'exemples d'une politique de croissance aussi systématiquement volontariste dans l'ordre monétaire, financier, technologique, industriel. Bien sûr qu'il y a trop de dirigisme et trop de règlements. Bien sûr qu'il est vain et néfaste de vouloir contrôler le débit sanguin de millions d'artères et d'artérioles du corps humain, mais nos nouveaux libéraux sont plus dangereux encore en refusant de surveiller le cœur et *de s'assurer que le cerveau fonctionne*.

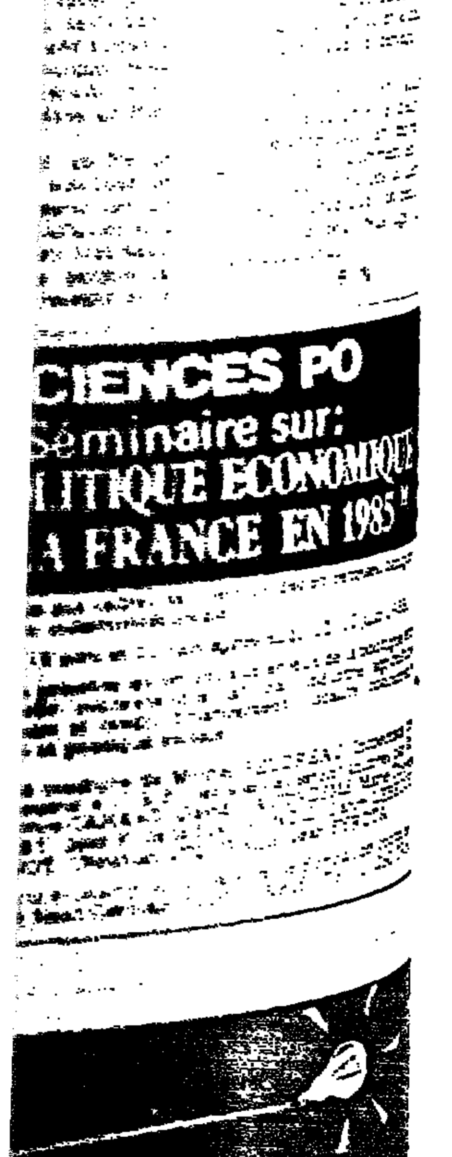
Comment, en 1985, accepter comme inéluctable le déclin de l'Europe après avoir tant œuvré pour qu'elle existe ? Comment en 1985 accepter deux millions et demi de chômeurs parce que l'on pense que l'homme ne peut plus agir sur le cours des choses ?

FIN

(*) Président-directeur général de Schlumberger.



مكرر من الاصل



étranger

M. Moubarak invite les Etats-Unis à organiser des négociations directes israélo-jordano-palestiniennes

Le président Moubarak a réitéré, lundi 25 février, dans un entretien avec les journalistes étrangers accrédités au Caire, sa proposition, faite la veille dans les colonnes du *New-York Times*, de tenir aux Etats-Unis *ou en Egypte une rencontre Jordano-palestinienne*, suivie d'une réunion tripartite jordano-palestino-israélienne sous l'égide américaine *en vue de réactiver le processus de paix au* Proche-Orient. Il a annoncé à cette occasion qu'il allait envoyer en Israël son directeur de cabinet pour *les affaires politiques*, M. Oussama El Baz, en *« mission spéciale »* auprès du premier *ministre* israélien, M. Shimon Pérès.

Interrogé sur la composition de la délégation palestinienne à une éventuelle rencontre jordano-israélo-palestinienne, le *président* Moubarak a répété à plusieurs reprises qu'il s'agirait *« d'éléments modérés »*. *« Les membres de l'OLP*, a-t-il dit, *ne sont pas des extrémistes comme le prétendent les Israéliens, ils sont extrêmement modérés. »* Il a enfin souligné qu'il avait *« compris »* que l'accord jordano-palestinien impliquait *« l'acceptation de la résolution 242 des Nations unies »*, rejetée officiellement par l'OLP parce qu'elle ne traite la question palestinienne que sous l'angle des réfugiés.

● A TUNIS, les divergences persistent au siège *de l'OLP, sur l'interprétation qu'il convient de* donner à la *« formule d'action commune »* mise au point le 11 février à Amman par le roi Hussein de Jordanie et M. Yasser Arafat.

Le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, qui avait été le premier à émettre des réserves sur cette formule (*le Monde* daté 17-18 février), a confirmé ces réticences dans une déclaration à Radio-Monte-Carlo. M. Kaddoumi a d'abord précisé que le texte approuvé lors de la récente réunion du comité exécutif de l'OLP (*le Monde* du 22 février) ne constituait qu'un *« projet »* jordano-palestinien et que l'accord ne sera effectif qu'une fois entériné par le Conseil national (Parlement en exil).

***« Si la Jordanie estime que notre approche et notre point de vue sur le projet d'accord sont en contradiction avec son interprétation, il vaudrait mieux ne pas aller plus loin et tourner la page*, a-t-il ajouté.**

● A DAMAS, le conseil des ministres syrien a *affirmé lundi que l'accord jordano-palestinien « vise la liquidation de la cause palestinienne »*.

Dans un communiqué publié après sa réunion hebdomadaire, le cabinet a estimé que *« les parties qui approuvent cet accord sont les mêmes que celles qui ont approuvé les accords de Camp David et l'accord du 17 mai 1983 entre le Liban et Israël »*.

Le quotidien syrien *Al Baas »*, organe du parti au *pouvoir en Syrie*, a affirmé lundi pour sa part que *« cet accord mort-né est plus dangereux que celui de Camp David car il humilie les Arabes et n'exprime pas la volonté des peuples palestinien et arabe »*.

Enfin le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine-commandement *général* (FPLP-CG), M. Ahmad Jibril, a annoncé mardi à Damas *« la naissance dans les prochains jours d'un Front national palestinien capable de faire face à la politique de Yasser Arafat »*.

Washington : encouragement au président égyptien

De notre correspondant

Washington. – *« Non, mais... »* ? *« Oui, mais... »* ? Certainement beaucoup plus *« oui »* que *« non »* en tout cas. Bref, c'est par un encouragement à *persévérer* que les Etats-Unis ont répondu, lundi 25 février, à l'appel lancé par M. Moubarak en *faveur d'une rencontre sous égide* américaine entre délégations israélienne et jordano-palestinienne.

Cette prudence de Washington devant les déclarations du président égyptien au *New York Times* ne marque en fait aucune réticence de fond. Elle souligne seulement la volonté délibérée des Etats-Unis de ne pas se mettre prématurément en avant dans l'actuelle émergence de fragile espoir de négociations au Proche-Orient. Deux craintes commandent cette attitude rigoureusement observée depuis deux semaines : celle d'abord d'être associé à un échec alors qu'une véritable percée est loin d'être assurée ; celle, ensuite, de compromettre les possibilités qui s'esquissent en risquant de paraître trop épouser le jeu d'un ou de plusieurs des différents protagonistes israéliens et arabes.

« Nous sommes encouragés par le renouveau d'intérêt manifesté par l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite à l'égard de négociations », a donc aussitôt déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, avant d'ajouter : *« Le moment pour les Etats-Unis de s'engager plus activement viendra lorsque les parties seront d'accord pour que des négociations commencent. Nous sommes prêts à travailler de façon directe et utile à ce moment-là »*. Le porte-parole du département d'Etat a abondé dans le même sens – avec une approbation plus marquée de l'initiative de M. Moubarak, – et tous deux ont souligné l'importance particulière que prenait désormais la visite à Washington le 12 mars prochain du président égyptien.

Dans son interview, M. Moubarak affirme en effet : premièrement, qu'une délégation jordano-palestinienne ne comprendrait pas obligatoirement des représentants officiels de l'OLP (*« l'OLP a beaucoup de gens qui sont pro-OLP en Cisjordanie. Soyons pratiques : savez-vous qui est membre ou ne l'est pas de l'OLP ? »*) ; deuxièmement, que des pourparlers directs entre Israël et cette délégation seraient possibles dans un premier temps. La conférence internationale, à laquelle participerait l'URSS et que proposait l'accord conclu le 11 février entre M. Arafat et le roi Hussein, pourrait en fait, explique M. Moubarak, n'être qu'une *« deuxième étape »* : la *« bénédiction d'un règlement »*.

Cette lecture de l'accord d'Amman lève en large part la principale *objection* (le rôle de Moscou) que faisaient les Etats-Unis, et satisfait Israël sur un point capital (la représentation palestinienne). Quant à l'absence, critiquée tant par Washington que par Jérusalem, d'une référence explicite à la résolution 242 de l'ONU dans l'accord d'Amman, M. Moubarak explique que le seul fait que cet accord ait été conclu marque l'acceptation par M. Arafat de cette résolution qui appelle la reconnaissance d'Israël en échange des territoires occupés.

Reste *évidemment à savoir* si M. Moubarak dit ainsi tout haut ce que M. Arafat ne veut pas encore admettre publiquement ou s'il essaie seulement de forcer le jeu. On le saura bientôt, mais le fait est que M. Pérès avait rencontré la semaine dernière *un émissaire égyptien* à Bucarest où l'avait précédé M. Arafat ; qu'un représentant du Caire ira à Jérusalem et un de Jérusalem au Caire ; que le président égyptien et le roi Hussein s'entretiendront le 6 mars en Égypte, et surtout que M. Pérès a choisi de prendre M. Moubarak au mot.

Un prédialogue direct s'ébauche, mieux et plus vite que les Etats-Unis ne l'auraient espéré il y a encore quinze jours, et ils ne peuvent en ce sens qu'être satisfaits d'une situation dont M. Reagan pourrait peut-être un jour recueillir les fruits sans avoir encore rien risqué. La bouteille est à *moitié vide ou à moitié pleine* : Washington ne veut pas encore se prononcer, mais il la voit se remplir avec beaucoup d'espoir – *silencieux*.

BERNARD GUETTA.

LA SITUATION AU LIBAN

Attentats à la voiture piégée dans la banlieue de Beyrouth

Sept tués, vingt-cinq blessés

Sept personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées, lundi soir 25 février, par l'explosion de deux voitures piégées dans la banlieue sud de Beyrouth, selon un bilan établi par les hôpitaux. Les deux véhicules étaient stationnés à une centaine de mètres de distance dans une rue commerçante chiite.

Par ailleurs, des combats ont opposé lundi à Beyrouth deux groupes chiites rivaux – l'organisation extrémiste pro-iranienne des Hezbollahis (Partisans de Dieu) et les miliciens du mouvement politico-militaire Amal, – révélant la tension régnant entre ces deux organisations qui affirment chacune être le fer de lance de la résistance contre l'armée israélienne au Liban du Sud.

Là où elle se trouve encore dans cette région, l'armée israélienne a imposé, ce mardi, un couvre-feu permanent du crépuscule à l'aube. Des tracts lancés par avion ont averti que ceux qui violeront le couvre-feu *« risqueront leur vie »*. Dans le village chiite de Srifa, deux cents hommes ont été arrêtés mardi par les Israéliens. – *(AP, AFP, Reuter.)*

Dans le Sud
l'engrenage résistance-répression

De notre correspondant

Beyrouth. – Usant du « feu vert » politique de son gouvernement, l'armée israélienne se livre depuis le mardi 19 février, date à laquelle deux de ses officiers ont été tués dans des attentats, à une répression impitoyable dans la zone du Liban du Sud *qu'elle occupe encore* : villages bouclés, populations rassemblées sur la place publique dans le froid hivernal, ratissages, *maisons détruites*, arrestations, fermeture des points de passage reliant la zone occupée au reste du *Liban* ; ces mesures très sévères ne parviennent pourtant pas à juguler la résistance.

Le bilan de ces journées reflète le *rythme croissant* de l'escalade résistance-répression.

Du samedi 16 février au dimanche 24, cinquante-huit opérations ont *été menées* par la résistance, dont trente-quatre au cours des trois derniers jours, qui ont fait au minimum sept *morts et* onze blessés dans les rangs des Israéliens et de l'armée du Liban du Sud, qui leur est inféodée. La répression, *massive* à partir du lundi 18 février, qui s'est abattue en permanence sur six à dix villages a *fait au minimum* quinze *morts* et sept blessés et contraint plusieurs centaines de personnes à l'exode. Cent douze suspects *ont été* arrêtés et plus de trente habitations rasées.

Le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri, a lancé un appel à une mobilisation générale dans le Sud, avec fermeture des écoles, mobilisation des étudiants et interdiction aux jeunes gens de quitter les territoires occupés (*le Monde* du 26 février). Selon M. Berri, *« Israël se retire d'une petite portion du territoire libanais à forte densité démographique, puis entreprend d'expulser une partie des habitants, particulièrement les musulmans de la bande frontalière, dans le cadre de l'application de sa politique de la « terre brûlée ». Une série d'opérations subversives auront pour objectif, par la suite, de déplacer les chrétiens de Jezzine et des autres zones chrétiennes en direction de cette même bande frontalière, qui, une fois élargie, pourrait jouir d'une certaine stabilité »*. Le soutien à la résistance dans le Sud est un facteur de relative solidarité entre Libanais.

Par ailleurs, la délégation phalangiste qui s'est rendue à Damas durant le week-end et a été longuement reçue par le président Assad est revenue *fort satisfaite* à Beyrouth, convaincue que le chef de l'Etat syrien allait œuvrer plus activement pour débloquer l'impasse *politique* à Beyrouth, où le boycottage du gouvernement par trois ministres sur dix menace de s'éterniser.

Certes, le conflit syro-phalangiste s'était considérablement atténué ces derniers temps. Le président Amine Gemayel, *qui jouit depuis un an de* l'appui de Damas, n'est-il pas le premier des phalangistes ? Mais le rétablissement officiel du contact *au* niveau du parti constitue un geste non dépourvu de signification et, on l'espère ici, de conséquences positives.

Durant le même week-end, *le* secteur chrétien a retrouvé les chutes d'obus soudaines qui s'étaient arrêtées il y a près d'un *mois*. Il n'y a pas eu de victimes. Parallèlement, un incident dans le centre-ville désert, opposant l'armée à *des pillards*, s'est traduit par une tension sur les voies de passage – paisibles depuis plus d'un mois, – dont deux, *le* port et le *Ring*, ont été momentanément fermées, et par des enlèvements à Beyrouth-Ouest, dont les victimes *ont été en* quasi-totalité des automobilistes chrétiens : vingt et un otages pris en deux jours parce que l'armée *avait arrêté deux individus*. En échange d'un de ces deux détenus, sept des otages ont été relâchés.

Dans ces conditions, la *livre* libanaise, après avoir réagi en début de semaine à l'espoir venu du Sud, en reprenant 6 % en *un jour*, a perdu tout le terrain gagné et un peu plus, et est cotée à 14,90 LL pour un dollar.

LUCIEN GEORGE.

Jérusalem : des propositions à « examiner avec soin »

De notre correspondant

Jérusalem. – Israël a accueilli *avec une prudente satisfaction* lundi 25 février la nouvelle initiative du président Moubarak. Pour le pre*mier ministre, M. Shimon Pérès*, les propositions du chef de l'Etat égyptien éveillent un *« grand intérêt »* et *« doivent être examinées avec soin et sous un angle positif »*. Si Le Caire prône vraiment des négociations directes – en excluant le recours à une conférence internationale – pour régler le problème palestinien, il s'agit alors, selon M. Pérès, d'un *« indéniable progrès »* dans le processus de paix.

Les accords de Camp David avaient appelé à de telles *« négociations directes »*. Toutefois, M. Pérès, pas plus que M. Moubarak, n'y a fait explicitement référence. Le chef du gouvernement israélien a rappelé clairement la position traditionnelle de Jérusalem excluant tout dialogue avec l'OLP. *« Nous insisterons pour que les hommes de l'OLP ne puissent participer à d'éventuelles discussions, un micro dans une main et le pistolet dans l'autre. »*

L'initiative de M. Moubarak semble avoir pris *Jérusalem* par surprise. Certes, M. Pérès a confirmé lundi qu'il avait rencontré la semaine dernière, lors de sa visite officielle à Bucarest, un émissaire du Caire en la personne de M. Mohamed Abdellah, président de la commission des affaires étrangères du Parlement égyptien. Mais l'entretien, auquel assistait M. Ezer Weizman, ministre sans portefeuille chargé des contacts informels avec le monde arabe, n'avait porté que sur des considérations d'ordre général. En outre, M. *Abdellah* avait demandé à ses interlocuteurs israéliens de garder le secret.

Jérusalem souhaite, avant de prendre plus nettement position, obtenir des *« clarifications » sur le sens* des propositions égyptiennes. M. Pérès espère que Le Caire lui transmettra les éclaircissements nécessaires par l'entremise de M. Moshé Shahal, ministre israélien de l'énergie (travailliste), lequel a entamé lundi une visite officielle de trois jours en Egypte, la première du genre depuis l'avènement à Jérusalem du gouvernement d'union nationale.

Homme de confiance de M. Pérès, M. Shahal sera, selon toute vraisemblance, reçu par le président Moubarak. Le *«feu vert»* égyptien donné à la visite de M. Shahal – dont le principe était acquis de longue date – obéit à des *considérations* hautement politiques n'ayant guère à voir avec la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie.

Trois éléments positifs

Malgré la prudence qui s'impose, les Israéliens voient *a priori* trois *«éléments positifs»* dans l'initiative de M. Moubarak. D'abord, elle contient une *« propositon opérationnelle»* – quoique vague – en faveur de *« négociations directes »* israélo-arabes, tranchant ainsi avec les simples déclarations de principe antérieures. Ensuite, elle apporte une idée nouvelle pour ce qui concerne le mode de représentation des Arabes des territoires *occupés*. Enfin, elle exclut le projet soviétique d'une conférence internationale comme cadre de négociation.

Cet accueil favorable réservé à l'ouverture *égyptienne ne signifie* toutefois pas que les Israéliens soient totalement convaincus du caractère sérieux de l'opération ou simplement de ses chances de succès. Nul n'est dupe ici du *« pragmatisme »* qui a inspiré M. Moubarak, *deux semaines avant sa rencon*tre à la Maison Blanche avec le président Reagan.

Vue d'Israël, l'initiative du Caire vise avant tout à présenter l'image d'une Égypte raisonnable et sincèrement avide de paix aux dirigeants, aux élus et au public américains au *moment où, comme* le confirmait le premier ministre égyptien, M. Kamal Hassan Ali, le régime de *M. Moubarak brigue auprès* des Etats-Unis une aide supplémentaire de 2 milliards de dollars.

On relève aussi l'habileté du président égyptien, qui, en souhaitant *voir Washington inviter* une délégation jordano-palestinienne, renvoie la balle dans le camp des Etats-Unis, discrètement *priés de faire le premier pas*. On souligne ici également les nombreuses incertitudes que la proposition égyptienne *laisse* entières. La principale tient aux différences de position d'une part entre Le Caire et Amman – toujours officiellement favorable à une conférence internationale, – et surtout entre la direction de l'OLP et le gouvernement jordanien au sujet de l'interprétation du récent accord d'Amman.

La proposition égyptienne, souligne-t-on à Jérusalem, est encore très éloignée de la version la plus *« modérée »* donnée de l'accord d'Amman. MM. Farouk Kaddoumi, « ministre des affaires étrangères » de l'OLP, et Abou Iyyad, numéro deux de la centrale des fedayins, ne *viennent-ils pas* une nouvelle fois de rappeler leur refus total de la résolution 242 du Conseil de sécurité ? Comment pourrait-on, dans ces conditions, envisager une relance du processus de paix ?

Une simple opération de relations publiques ?

On indique enfin à *Jérusalem* n'avoir aucune information quant à l'arrivée prochaine d'un émissaire égyptien. L'annonce par M. Moubarak de l'envoi en Israël de son principal conseiller diplomatique, M. Osama Al Baz, avait suscité ici *un vif intérêt*. Mais le *démenti* apporté par M. Al Baz en personne a semé une certaine confusion. Aussi certains dirigeants israéliens sont-ils tentés de voir dans l'initiative de M. Moubarak une simple opération de relations publiques destinée à l'*administration* américaine.

Une *chose est sûre* : M. Pérès n'entend pas pour l'instant mettre en danger, par une décision intempestive, le fragile gouvernement d'*union* nationale. Il s'est entretenu des propositions égyptiennes lundi par téléphone avec M. Shamir, son ministre des affaires étrangères, principal partenaire, et responsable du Likoud. M. Ronni Milo, adjoint de M. Shamir, a d'ailleurs rappelé lundi que *« tout progrès sur la voie de la paix devrait se situer dans le cadre des accords de Camp David »*. M. Pérès se devait néanmoins de répondre favorablement et rapidement à l'ouverture du Caire afin d'attester sa bonne volonté et de montrer que ses propres offres de négociations ne relevaient pas de la simple rhétorique.

J.-P. LANGELLIER.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE ARABE

M. Klibi préconise le renforcement du boycottage d'Israël

De notre correspondant

Tunis. – La Ligue arabe paraît décidée à renforcer le boycottage des firmes étrangères coopérant avec Israël en incitant ses membres à plus de rigueur dans l'application des mesures décidées au cours de ces dernières années, qui, pour la plupart, sont demeurées lettre morte.

En ouvrant lundi 25 février à *Tunis* la trente-huitième session du conseil économique et social de la Ligue arabe, le secrétaire général de l'organisation, M. Chedli Klibi a invoqué *« le droit de guerre »* pour que le boycottage arabe *« seule arme dont dispose la nation arabe au niveau du conflit avec Israël »* s'étende effectivement *« aux parties tierces qui violent les règles de la neutralité en aidant l'agresseur »*. M. Klibi a *indiqué* que le liens organiques noués entre Israël, d'une part, la Communauté économique européenne et les Etats-Unis, d'autre part, ouvrent aux produits israéliens les portes des deux plus grands marchés économiques du monde. *« Voilà*, a-t-il ajouté, *qui fait perdre aux produits et aux services provenant de ces deux marchés toute identité nationale leur permettant ainsi de pénétrer sur les marchés arabes sous un nouvel emballage. »* Le secrétaire général de la Ligue arabe a cité pour preuve de l'utilité du boycottage les efforts que déploieraient Israël pour *« briser l'étau »* en accusant les pays arabes de pratiquer par ce moyen la discrimination raciale et religieuse et d'aller à l'encontre des principes du commerce international et il s'est étonné de *« l'étrange attitude de certains pays occidentaux »*, reprenant ces thèmes à leur compte.

M. Klibi a, d'autre part, dénoncé en termes très vigoureux *« le redoutable »* projet d'établissement d'une *zone de libre échange* américano-israélienne qui, selon lui, risque de créer une situation *« extrêmement dangereuse »* imposant *« un engagement collectif ferme et constant »*, pour le renforcement du boycottage arabe.

La situation économique internationale, avec ses répercussions dans le monde arabe, n'est apparemment pas étrangère à ce regain de fermeté. Comme plusieurs participants à cette session, M. Klibi n'a pas caché *« la conjoncture difficile »* par laquelle passe l'économie arabe du fait du recul de la demande internationale sur le pétrole, de la baisse des prix et des *revenus pétroliers*, de l'accroissement de la dette extérieure et des pressions inflationnistes.

MICHEL DEURÉ.

AMÉRIQUES

Canada

Deux missiles de croisière américains ont été essayés avec succès au-dessus de l'Arctique

De notre correspondant

Montréal. — Après plusieurs reports, ces derniers jours, le deuxième essai d'un missile de croisière américain au-dessus du territoire canadien a pu se dérouler, le lundi 25 février. L'engin a été largué par un bombardier B-52 au-dessus de la mer de Beaufort, dans l'Arctique. Cette nouvelle tentative, après celle du 19 février, a été *« une autre mission parfaite »*, selon un porte-parole de l'armée canadienne. Le prochain test aura lieu en 1986.

Les efforts des pacifistes pour empêcher ces exercices ont donc échoué. Un premier groupe, Operation Dismantle, avait choisi le recours judiciaire. Il a été débouté, encore que sa requête de déclaration d'inconstitutionnalité de l'accord de 1983 autorisant les Etats-Unis à procéder à cinq tests par an pendant cinq ans au Canada soit encore en attente devant la Cour suprême.

Les militants de Greenpeace avaient préféré intervenir sur le terrain, en recourant à une méthode originale, mais qui s'est révélée inefficace.

Le 19 février, lors du premier essai, une poignée d'entre eux, affrontant le froid, avaient déployé, près du point de chute de l'engin, à quelques dizaines de mètres au-dessus du sol, un filet soutenu par des ballons gonflés à l'hélium. Ce geste symbolique n'ayant eu aucun effet, les militants de Greenpeace sont rentrés chez eux avant même le largage du deuxième missile.

Des trois grands partis représentés au Parlement, seuls les sociaux-démocrates du Nouveau parti démocratique s'opposent à ces essais.

Ils n'ont guère pu, cette année, faire entendre leurs voix, le gouvernement ayant choisi — délibérément, selon eux — d'organiser tous les tests à un moment où la Chambre des communes ne siégeait pas.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Etats-Unis

Quand le colonel Kadhafi veut « détruire l'Amérique blanche »...

Chicago (UPI). — Le dirigeant noir Louis Farrakhan, chef de l'organisation noire appelée la Natim de l'islam, a rejeté, lundi 25 février, l'offre du colonel Kadhafi de financer une armée noire aux Etats-Unis dans le but de *« détruire l'Amérique blanche »* et de créer un Etat indépendant. *« Je suis certain que le peuple noir américain ne veut pas prendre les armes contre d'autres Américains »*, a déclaré M. Farrakhan.

Dans un discours retransmis par satellite, dimanche, devant des centaines de sympathisants de M. Farrakhan, le colonel Kadhafi avait appelé les quatre cent mille soldats noirs servant sous le drapeau étoilé à déserter. *« Vous avez la force, vous avez les soldats. Votre nombre est suffisant pour créer une armée forte contre votre futur ennemi. Nous sommes prêts à vous donner des armes, parce que votre cause est juste »*, s'était écrié le dirigeant libyen, qui avait lancé : *« Ce pays doit être détruit. Ils* (les Blancs) *refusent de vous accepter comme citoyens américains. Cela signifie que vous êtes obligés de créer un Etat séparé et indépendant. »*

M. Farrakhan, qui avait présenté à son auditoire le colonel Kadhafi comme *« un compagnon dans la cause de la libération »*, avait provoqué un scandale, l'an dernier, lorsqu'il avait qualifié Adolf Hitler de *« grand homme »* et le judaïsme de *« sale religion »*.

Pérou

RECRUDESCENCE DE LA VIOLENCE

Plus de mille personnes ont disparu et de nombreuses autres ont été victimes d'exécutions sommaires depuis l'installation d'une administration politico-militaire en décembre 1982 dans la ville d'Ayacucho, au sud-est de Lima, a affirmé lundi 25 février à Genève un porte-parole d'Amnesty International. Le délégué qui s'exprimait devant la 41e session de la commission des droits de l'homme de l'ONU a indiqué que ces disparitions dans la zone d'Ayacucho, centre d'opérations des guérilleros de Sentier lumineux, avaient débuté en janvier 1983.

D'autre part, d'après l'hebdomadaire *Caretas* de Lima, quelque soixante-dix guérilleros ont été tués la semaine dernière au cours d'affrontements avec l'armée péruvienne. Ce bilan est le plus lourd enregistré en quatre ans de combats par le mouvement de guérilla maoïste, indique la revue.

Le ministre de l'intérieur péruvien a annoncé par ailleurs, lundi 25 février, le licenciement de mille deux cents policiers pour délits criminels. De source autorisée, on déclarait que ces policiers étaient interrogés pour trafic de drogue et vol. La police péruvienne compte soixante-cinq mille hommes. — *(AFP, Reuter.)*

Mexique

UN ANCIEN POLICIER ARRÊTÉ APRÈS L'ENLÈVEMENT D'UN FONCTIONNAIRE AMÉRICAIN

Un ancien commandant de la police mexicaine a été arrêté lundi 25 février, par les autorités qui le soupçonnent d'être responsable de l'enlèvement le 7 février, à Guadalajara d'un agent des services américains de lutte contre la drogue (DEA), M. Camanera, a annoncé la télévision officielle mexicaine.

M. Tomas Morlet, qui s'occupa de la protection des personnalités, a été appréhendé à Tecate (dans le nord-ouest du Mexique) en compagnie de deux autres personnes, MM. Eduardo Ramirez, et Enrique Gonzales.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Mexico, M. John Gavin, qui avait été rappelé en consultation à Washington à propos de cette affaire, s'est entretenu lundi avec le chef de l'Etat mexicain, M. de la Madrid. Une tension sensible était apparue entre les deux pays à la suite de l'enlèvement de M. Camanera. — *(AFP.)*

Suriname

LA JUNTE MILITAIRE FÊTE LE CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DU COUP D'ÉTAT

Le Suriname, ancienne colonie hollandaise indépendante depuis le 25 novembre 1975, fête le cinquième anniversaire du coup d'Etat du 25 février 1980, qui avait porté au pouvoir une junte militaire dirigée par le lieutenant-colonel Desi Bouterse.

Accusé par la communauté internationale de violations des droits de l'homme, le pays est secoué par une grave crise économique. La Hollande exige le rétablissement de la démocratie pour reprendre son aide économique, estimée avant 1983 à 100 millions de dollars par an.

Les Etats-Unis ont de même suspendu tous liens économiques et financiers. Le colonel Bouterse, au cours d'une visite en Colombie, la semaine dernière, a cependant obtenu à Bogota une ligne de crédits de 15 millions de dollars pour financer les importations de produits colombiens.

En décembre 1984, le gouvernement du Suriname a annoncé un *« retour à la démocratie »* étalé sur vingt-sept mois. Une assemblée nationale de trente et un membres a été désignée par la junte le 1er janvier dernier. Elle est composée de trois « partenaires » principaux : quatorze dirigeants révolutionnaires, onze syndicalistes et six porte-parole du patronat. Cette assemblée devra présenter dans un délai de deux ans un projet de Constitution. Avant la prise de pouvoir par les militaires, le pays était doté d'un régime parlementaire.

Depuis le coup d'Etat du 25 février 1980, six gouvernements civils installés par les militaires se sont succédé. L'actuel premier ministre est M. Win Udehout.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• LES ANCIENS CHEFS MILITAIRES RÉCUSENT LA JUSTICE CIVILE. — Trois anciens membres des juntes militaires qui se sont succédé à la tête de l'Etat entre 1976 et 1983 ont affirmé cette semaine qu'ils ne reconnaissent pas à la justice civile le droit de les juger. Parmi les neuf hommes poursuivis pour *« privation illégitime de liberté, tortures et homicides »*, l'ancien président Videla, les amiraux Lambruschini et Massera ont refusé de répondre aux questions en récusant la compétence de ce tribunal. — *(AFP.)*

Colombie

• UNE TENTATIVE D'ASSASSINAT CONTRE M. BETANCUR ? — Le président de la République colombienne, M. Betancur, qui a été l'objet de fréquentes menaces de la part des trafiquants de drogue depuis l'extradition aux Etats-Unis de quatre d'entre eux, aurait échappé à un attentat samedi 23 février. Selon une information publiée par *El Tiempo* de Bogota, une bombe très puissante aurait été découverte et désamorcée par la police sur la voie ferrée reliant la mine au port de Puerto-Bolivar, que devait emprunter le chef de l'Etat. — *(AFP.)*

Éthiopie

• LE PRÉSIDENT MENGUISTU ACCUSE LA SOMALIE. — Dès l'ouverture, lundi 25 février, à Addis-Abeba, de la session du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le représentant éthiopien a lu un discours de M. Menguistu dans lequel le chef de l'Etat éthiopien a implicitement mis en cause la Somalie, accusée d'avoir accordé des droits de transit aux avions sud-africains. *« Ces mesures opportunistes »* prises *« en violation flagrante et méprisante des diverses décisions prises »*, a déclaré M. Menguistu, *« sont scandaleuses et porteuses de conséquences néfastes. Une telle action sert les desseins du régime d'apartheid, elle va à l'encontre des aspirations de nos frères africains d'Afrique du Sud »*, a-t-il ajouté. — *(Reuter.)*

Mozambique

• LES INONDATIONS PROVOQUENT LA FAMINE. — Cent trente mille personnes sont privées de nourriture, à la suite des inondations qui ont ravagé d'importantes zones de cultures dans la province de Sofala, au centre du Mozambique, a annoncé, lundi 25 février, Radio-Maputo. Les fleuves Zambèze, Pungue, Buzi et Save sont tous sortis de leur lit, détruisant 14000 hectares de cultures appartenant à de petits paysans. Le gouvernement mozambicain a souligné que 14000 tonnes de nourriture de base sont immédiatement nécessaires, ainsi que 1000 tonnes de semences pour les prochaines semailles. — *(AFP.)*

Nigéria

• LA CRISE S'ACCENTUE ENTRE LES MÉDECINS ET LE GOUVERNEMENT. — Cette crise, qui a commencé il y a plus de trois semaines, s'est durcie avec un nouveau mot d'ordre de grève appelant toutes les cliniques privées à fermer leurs portes. A Lagos, l'hôpital universitaire à été déclaré *« zone militaire »*. Jeudi soir, le gouvernement avait interdit l'association des médecins nigérians, ainsi que l'association des internes, et avait donné 24 heures à tous les médecins travaillant pour le gouvernement pour, soit reprendre le travail, soit évacuer leurs logements de fonctions et restituer les prêts que le gouvernement leur a avancés. Vendredi et durant le dernier week-end, plusieurs médecins avaient été interpellés par les forces de sécurité. Tel est le cas du Dr Beko Ransome-Kuti, premier vice-président de l'association des médecins nigérians et frère du chanteur Fela Anikulapo-Kuti, condamné en septembre dernier à cinq ans de prison. — *(AFP.)*

هكذا من الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

26 février

Tassement

Enfin ! La Bourse de Paris, qui paraissait en début de semaine ne pas vouloir céder un pouce de terrain, s'est décidée mardi à faire machine arrière. N'exagérons rien. Cela n'a pas été la baisse avec un grand B, celle attendue par la Communauté pour assainir le marché. Les valeurs françaises se sont seulement un peu tassées et, à la clôture, l'indicateur instantané s'inscrivait à 0,3 % en dessous de son niveau précédent.

« Comme les agriculteurs ont besoin de la pluie pour faire pousser leurs récoltes, la Bourse a besoin de baisse pour faire fructifier son patrimoine. » C'est la remarque saisie au vol, d'un professionnel, qui du coin de l'œil observait l'effritement des cours en priant le ciel que le phénomène dure assez pour en rabaisser les niveaux et se remettre à acheter.

Tous étaient aux aguets prêts à prendre les places laissées disponibles. Et c'est sans doute à cause de cette chasse aux affaires qu'en définitive le repli est resté limité. C'est ce qu'affirmait un gérant de portefeuille. Le fait est : les différences de cours n'ont pas été très importantes et, phénomène significatif, les actions en recul la veille se sont redressées.

Les deux plus fortes baisses ont concerné Papeteries de Gascogne (– 5 %) et Esso (– 3,9 %), les deux plus fortes hausses Presses de la Cité (+ 3,5 %) et Penarroya (+ 3,1 %).

La devise-titre s'est maintenue à des paliers élevés et s'est échangée entre 11,13 F et 11,18 F contre 11,02 F-11,20 F.

En vif repli la veille au soir dans la City (– 5,25 dollars), l'or a été un peu plus soutenu : 285 dollars l'once contre 284,25 dollars.

A Paris, le lingot s'est légèrement redressé à 96 800 F (après 96 550 F) contre 96 650 F. Le napoléon est remonté à 580 F (+ 4 F). Le volume des transactions a diminué : 7,51 millions de francs contre 8,37 millions.

NEW-YORK

Légère reprise des « Blue Chips »

Le début de la semaine n'a pas été très brillant à Wall Street. La tendance, toujours très irrégulière, est restée assez lourde. Cependant, une légère reprise s'est produite mais qui n'a concerné que les seuls « Blue Chips ». A la clôture, l'indice des industrielles enregistrait une très modeste avance de 1,66 point à 1 277,49. Mais le bilan de la journée a été mauvais. Sur 2 024 valeurs traitées, 1 106 ont baissé, 482 seulement ont monté et 436 n'ont pas varié. L'annonce d'une baisse des commandes dans l'industrie des semi-conducteurs a provoqué le repli des actions des entreprises intéressées. La chute des cours de l'or a également affecté les valeurs aurifères.

Autour du « Big Board », le sentiment était pour le moins partagé. Quelques-uns estimaient que le marché n'avait pas encore achevé sa consolidation, mais, que certains titres commençant à être « survendus », le phénomène laissait à penser que la reprise n'était pas loin. D'autres au contraire s'inquiétaient de la vigueur de l'expansion (5 % de hausse prévus pour le PNB à l'issue du premier trimestre) qui pourrait bien favoriser une tension sur le front des taux d'intérêt, dont les effets iraient à l'encontre du but recherché. Des gérants de portefeuille accusaient enfin le dollar d'inhiber les initiatives d'achats.

La faiblesse de l'activité semble en tout cas témoigner de la prudence des opérateurs. Au total, 90,01 millions de titres ont changé de mains contre 93,68 millions vendredi.

VALEURS	Cours du 22 fév.	Cours du 25 fév.
Alcoa	37 3/4	37 1/8
A.T.T.	21	21 1/8
Boeing	63 5/8	63 3/4
Chase Manhattan Bank	52 3/8	52 1/8
Du Pont de Nemours	52 7/8	52 7/8
Eastman Kodak	69	69 1/2
Exxon	46 3/8	47 1/4
Ford	44 1/8	43 7/8
General Electric	62 1/8	62 3/8
General Foods	59 1/8	59
General Motors	77 1/2	77 7/8
Goodyear	28 1/2	27 3/4
I.B.M.	132 7/8	133 1/2
I.T.T.	32 3/4	32
Mobil Oil	28 7/8	29
Pfizer	38 3/8	38
Schlumberger	40 3/4	40 1/2
Texaco	36 1/8	35 5/8
U.A.L. Inc.	45 1/8	45 3/4
Union Carbide	39	39 1/4
U.S. Steel	27 5/8	27 1/2
Westinghouse	30 1/2	30 1/8
Xerox Corp.	45 1/8	44 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CIBA-GEIGY. – Le numéro un de la chimie suisse annonce ses résultats pour 1984. Ils sont excellents et témoignent de la bonne conjoncture dont l'industrie chimique européenne a encore profité l'an dernier. Le bénéfice opérationnel du groupe après impôts a largement franchi la barre du milliard de francs suisses pour atteindre 1 187 millions.

La progression est voisine de 53 % pour un chiffre d'affaires de 17,47 milliards de francs suisses accru de 19 %. Elle aurait été encore supérieure si le désinvestissement dans Schelde (filiale commune avec Bayer) n'avait occasionné des dépenses exceptionnelles. La marge brute atteint 2 050 millions de francs suisses (+ 29,7 %).

La fermeté du dollar mais aussi la performance réalisée par la division agrochimie grâce à l'abolition aux Etats-Unis de mesures de limitation des surfaces cultivées ont permis au groupe d'améliorer ses résultats.

Le dividende est porté de 31 à 35 francs suisses par action et bon de participation.

CIMENTS FRANÇAIS. – Le bénéfice net de la société mère pour 1984 augmente de 20,9 % pour atteindre 127 millions de francs. Ce résultat tient compte, des charges exceptionnelles provenant notamment des frais d'augmentation de capital. Mais il inclut la plus-value dégagée sur la cession des *centres de distribution* de Lorient et de Landerneau. Le bénéfice net consolidé attendu augmenterait plus rapidement, soit de 30 % pour avoisiner 200 millions de francs.

ALITALIA. – Le bénéfice brut d'exploitation avant impôts pour 1984 serait supérieur à 120 milliards de lires (contre 24 milliards) pour un chiffre d'affaires de 3 440 milliards de lires accru de 17 %. Le trafic a augmenté de 10 %. Le taux d'occupation a été de 63,4 %, en augmentation de *deux points* et demi. C'est le plus élevé de ces trente dernières années. Mais le coefficient de ponctualité a baissé (73,8 % contre 83,6 %).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	22 fév.
Valeurs françaises	110,6
Valeurs étrangères	112,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	22 fév.	25 fév.
Indice général	205,8	205,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 26 février .... 10 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	25 fév.	26 fév.
1 dollar (en yens)	263,05	260,85

BOURSE DE PARIS — Comptant — 26 FEVRIER

Actions au comptant

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 25/2

◆ : Prix précédent.

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1641	4,5 % 1973	1668	1650	1645	– 1 37
4075	C.N.E. 3 %	4070	4070	4070	....
1430	Electricité T.P.	1444	1444	1444	....
1038	Renault T.P.	1036	1039	1039	+ 0 28
538	Esso S.A.F.	564	550	544	
1340	Eurafrance	1295	1288	1288	
900	Euromarché	899	901	901	
1030	Europe n° 1	1015	1000	990	
1110	Facom	1110	1122	1122	

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 26/2	Achat (Cours des billets aux guichets)	Vente (Cours des billets aux guichets)
Etats-Unis ($ 1)	10 539	10 614	10 320	10 620
ECU	6 807	6 796	....	....
Allemagne (100 DM)	305 890	305 790	294	314
Belgique (100 F)	15 170	15 180	14 600	15 700
Pays-Bas (100 fl.)	269 800	269 750	260	280
Danemark (100 krd)	85 150	85 330	80	88
Norvège (100 k.)	107 430	107 470	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 202	11 030	10 700	11 500
Grèce (100 drachmes)	7 540	7 500	6 400	7 900
Italie (1 000 lires)	4 888	4 880	4 600	5 100
Suisse (100 fr.)	362 690	362 150	351	370
Suède (100 krs)	109 130	108 680	105	112
Autriche (100 sch)	43 580	43 530	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	5 546	5 542	5 360	5 950
Portugal (100 esc.)	5 625	5 630	5	6 200
Canada ($ can 1)	7 499	7 559	7 320	7 820
Japon (100 yens)	3 987	4 059	3 900	4 010

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 26/2
Or fin (kilo en barre)	96800	96800
Or fin (en lingot)	96650	96800
Pièce française (20 fr)	576	580
Pièce française (10 fr)	465	.....
Pièce suisse (20 fr)	561	562
Pièce latine (20 fr)	550	552
Souverain	707	696
Pièce de 20 dollars	3960	4000
Pièce de 10 dollars	2080	2050
Pièce de 5 dollars	1325	.....
Pièce de 50 pesos	3630	3630
Pièce de 10 florins	571	580

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

89 FM
à Paris
Allô « le Monde »
232-14-14
Mardi 26 février, 19 h 20

Nouvelle-Calédonie : M. Pisani est-il l'homme de la situation ?

ALAIN ROLLAT et DANIEL SCHNEIDERMANN répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs
Débat animé par FRANÇOIS KOCH

M. Shamir s'est entretenu avec MM. Mitterrand et Dumas

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Yitzhak Shamir, s'est entretenu lundi 25 février dans l'après-midi pendant trois quarts d'heure avec le président Mitterrand.

En quittant l'Elysée, M. Shamir s'est borné à indiquer que la conversation avait été l'occasion *« d'aborder les problèmes intéressant les deux pays »*. Pressé de questions, le chef de la diplomatie israélienne a répondu de façon laconique que le dossier de la centrale nucléaire *« n'avait pas du tout été évoqué »* et que l'on avait *« parlé du récent accord jordano-palestinien »*.

M. Shamir, qui avait été reçu lundi matin par le secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, Mme Catherine Lalumière, s'est, d'autre part, entretenu lundi soir avec son homologue français, M. Roland Dumas.

On souligne du côté français que l'essentiel de la conversation a porté sur les perspectives d'élargissement de la CEE et que, à cet égard, la France a rappelé son désir de voir la CEE maintenir ses courants d'échange avec les pays très méditerranéens. La France, dit-on, souhaite que la redéfinition d'une politique avec ce pays soit conclue avant l'entrée dans la CEE de l'Espagne et du Portugal. Elle souhaitait que le conseil, dont la présidence est assurée par l'Italie, donne un mandat clair en ce sens à la commission.

M. Shamir a, d'autre part, relaté à son homologue français les conditions du retrait israélien du Liban et les préoccupations israéliennes sur la sécurité de la frontière nord.

A La Villette

LA CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE REÇOIT SON STATUT

La Cité des sciences et de l'industrie, qui doit ouvrir ses portes en mars 1986 dans le parc de La Villette, vient de se voir attribuer par décret, paru au *Journal officiel* du 26 février, le statut d'établissement public national à caractère industriel et commercial. Cet établissement, qui a pour mission de rendre accessible à tous les publics le développement des sciences, des techniques et du savoir-faire industriel, sera placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche et de la technologie.

La Cité, dont certains contestent le coût, sera dirigée par un conseil d'administration de vingt-quatre membres nommés par le premier ministre, à l'exception des représentants élus par le personnel. Huit seront des représentants de l'Etat, proposés par différents ministres ; quatre autres seront des personnalités choisies en raison de leur compétence dans les domaines scientifique, technique, industriel ou de la communication par le ministre de la recherche et de la technologie, auxquels s'ajouteront un député et un sénateur, un conseiller de Paris et un conseiller de la région Ile-de-France. Enfin, siégeront au conseil d'administration huit représentants élus par le personnel de l'établissement.

DÉCLARATION D'IMPOT : JUSQU'AU 4 MARS

Le ministère de l'économie et des finances a annoncé, le 26 février, qu'un délai supplémentaire, jusqu'au lundi 4 mars à minuit, avait été accordé pour le dépôt des déclarations d'impôt sur le revenu.

LES « DEUX MAGOTS » AUX ENCHÈRES

Emotion sur le boulevard Saint-Germain. Le café des Deux Magots, l'un des quartiers généraux de la vie littéraire et artistique de la capitale depuis le début du siècle, devait être vendu aux enchères, mardi 26 février, à Paris. A la suite d'un héritage, plusieurs personnes étaient propriétaires des 1 500 mètres carrés occupés par la brasserie et les deux magasins qui la jouxtent. Elles souhaitaient mettre fin à l'indivision.

Mais qu'on se rassure, seuls les murs de l'ensemble ont été mis en vente. Le fonds de commerce reste la propriété de M. René Mathivat, un Auvergnat de quatre-vingt-deux ans dont la famille gère l'établissement depuis deux générations. Le café est situé dans un site protégé. Son décor n'a pas changé depuis 1914 et ses garçons portent toujours le gilet noir et le tablier blanc. Rien de tout cela ne sera modifié.

En juillet 1983, le Flore, autre café célèbre de Saint-Germain-des-Prés, avait été vendu lui aussi. L'acquéreur ne l'avait emporté qu'après s'être engagé à préserver le caractère de l'établissement et sa spécialité culinaire : les œufs coque-tartines beurrées.

NOUVELLES BRÈVES

● *René Héron de Villefosse*, conservateur en chef honoraire des musées de la Ville de Paris, est mort à Paris le 23 février. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

[Né à Paris le 17 mai 1903, ancien élève de l'Ecole des chartes, René Héron de Villefosse fut successivement attaché au cabinet des Estampes et au Petit-Palais, conservateur de ce dernier musée, puis conservateur du musée Cognacq-Jay, du château de Sceaux et de la collection Albert-Kahn. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *Construction de Paris, Dames de Paris, Prés et bois parisiens.*]

● *Des écologistes bloquent un navire en Loire-Atlantique.* – Des membres de l'organisation Greenpeace, bloquent, dans le port de Paimbœuf (Loire-Atlantique), le bateau norvégien *Essi-Flora* chargé de plusieurs milliers de tonnes de plomb tétraéthyle (PTE) et de plomb tétraméthyle (PTM). A 7 h 30, mardi 26 février, ils ont amarré un canot pneumatique à l'arrière du navire, afin d'empêcher toute manœuvre de l'*Essi-Flora* qui doit se rendre en Afrique du Sud.

Les écologistes veulent ainsi protester contre les risques liés au transport maritime du PTE et du PTM, produits toxiques utilisés comme substances antidétonantes dans l'essence. Mais ils veulent surtout souligner *« l'incapacité des gouvernements européens à mettre un terme à la contamination de l'environnement due au plomb ajouté à l'essence »*.

A B C D E F G

Au cours de la journée de lundi

QUATRE HOLD-UP DANS LE SUD DE LA FRANCE

Quatre hold-up ont eu lieu, lundi 25 février, dans le sud de la France.

A Marseille, six malfaiteurs se sont emparés de seize sacs postaux contenant des bijoux, estimés à plusieurs centaines de milliers de francs, au centre de tri postal. Ils ont intercepté un fourgon, à la sortie d'un sas de contrôle des douanes, aspergé de gaz lacrymogène la dizaine d'employés présents et placé une Renault 15 qu'ils ont incendiée en travers de la voie.

Dans la même ville, huit malfaiteurs armés ont pris en otage les clients et employés de la banque SA Bonnasse Frères Banquiers, l'une des plus anciennes banques marseillaises. Après avoir molesté deux responsables, ils ont passé une heure et quinze minutes à l'intérieur de l'établissement, dévalisant 202 des 203 coffres de la banque. L'alarme n'a été donnée qu'après leur départ. Avant de sortir, l'un des malfaiteurs, soulevant le foulard qui lui masquait le visage, a déclaré : *« Regardez-moi bien, comme cela vous pourrez me décrire. »*

En Haute-Corse, cinq hommes armés et masqués se sont emparés de 700 000 francs en interceptant un fourgon de transport de fonds, sur la commune de Barbaggio, entre Saint-Florent et Bastia.

Enfin, dans la Loire, au casino de Montrond-les-Bains, deux malfaiteurs masqués ont emporté 150 000 francs en argent liquide et 250 000 francs en chèques, après avoir menacé de leurs armes, dans la nuit de dimanche à lundi, la trentaine de clients et membres du personnel présents.

M. Jacques Atlan, membre de l'Eglise de scientologie inculpé pour « dénonciation calomnieuse »

M. Jacques Atlan, trente-deux ans, professeur de philosophie et membre de l'Eglise de scientologie, comparaissait, lundi 25 février, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris sous l'inculpation de dénonciation calomnieuse envers l'Association de défense de la famille et de l'individu (ADFI) et l'un de ses membres, M. Thierry Baffoy. Il les avait accusés, dans plusieurs lettres au parquet de Paris et au ministre de la justice, d'avoir utilisé des subventions pour *« déprogrammer »* des adeptes de sectes.

Début 1979, M. Atlan avait adressé des lettres à Mme Simone Veil, alors ministre de la santé, et au procureur de la République, pour dénoncer des *« détournements de fonds »* par cette association, qui a pour objet l'assistance et l'information des familles victimes de sectes. A l'audience, M. Atlan a confirmé ses accusations.

M. Baffoy, qui a formellement contesté ces allégations, s'est plaint de la *« campagne de persécution »* dont il a été l'objet de la part de l'Eglise de scientologie. Celle-ci, selon une ancienne adepte, pratique la *« propagande noire »* qui consiste à *« harceler la personne visée, la déconsidérer, lui enlever tout crédit et, s'il le faut, la détruire »*. L'écrivain Roger Ikor, fondateur du Centre de documentation, d'éducation et d'action contre les manipulations mentales, a évoqué le rôle de l'ADFI en rendant hommage à son action.

Mardi 26 février, les débats devraient se poursuivre par le réquisitoire de M. Antoine Bartoli et les plaidoiries de Me Antoine Weil pour les parties civiles et Abraham Cimermann pour M. Atlan.

A propos d'un ouvrage sur l'unité de l'Eglise

« L'OSSERVATORE ROMANO » ACCUSE KARL RAHNER DE « ZÈLE ŒCUMÉNIQUE INTEMPESTIF »

Un nouveau livre sur l'œcuménisme, écrit par les théologiens allemands Karl Rahner (récemment décédé) et Heinrich Fries, intitulé *l'Unité de l'Eglise : une réelle possibilité*, a fait l'objet d'une critique sévère dans un éditorial de première page de *l'Osservatore romano*, lundi 25 février. Sous le titre, « Raccourcis œcuméniques », le journal du Vatican taxe les auteurs du livre de *« zèle œcuménique intempestif »* et critique le fait qu'ils considèrent *« l'unité chrétienne comme la valeur suprême à laquelle tout doit être subordonné »*.

L'éditorial trouve *« absolument inacceptable »* la thèse des auteurs selon laquelle les Eglises séparées pourront entrer à nouveau en communion avec Rome du moment qu'elles acceptent les *« doctrines fondamentales »* de l'Eglise, en laissant de côté les *« doctrines accessoires »*.

Mgr JACQUES DAVID EST NOMMÉ ÉVÊQUE DE LA ROCHELLE

Jean-Paul II a nommé, mardi 26 février, évêque de La Rochelle (Charente-Maritime) Mgr Jacques David, évêque auxiliaire de Bordeaux.

[Né le 22 décembre 1930 à Saint-Aubin-la-Plaine (Vendée), Mgr Jacques David fit ses études à Luçon (Vendée) et au séminaire Saint-Sulpice (Hauts-de-Seine), et il fut ordonné prêtre en 1956. Après trois années de droit canonique à Rome, il devint secrétaire de l'évêché de Luçon. De 1970 à 1972, il fut curé d'Olonne-sur-Mer, puis, de 1972 à 1977, responsable de l'équipe des Herbiers. En 1977, il fut nommé secrétaire général adjoint de l'épiscopat, porte-parole des évêques de France. Mgr David a été nommé évêque auxiliaire de Mgr Maziers, archevêque de Bordeaux en 1981 et ordonné évêque en 1981 à La Roche-sur-Yon (Vendée). Il est membre de la commission épiscopale des milieux indépendants, ainsi que du comité canonique. Il était administrateur apostolique du diocèse de La Rochelle et de Saintes depuis novembre 1983.]

Sur le vif

Dures machines

Il y a un truc que je ne m'explique pas. Pourquoi tout ce tapage sur nos petits frères en acier, sur les robots ? On en parlait hier encore à la télé. Ils arrivent, ils sont là. Poussez-vous que je m'y mette. Regardez mon clignotant, je suis super-intelligent. Si vous ne faites pas gaffe, je vais finir par vous mener à la baguette électronique et par régner sur la planète. Permettez-moi de rigoler !

Des robots, j'en connais pas personnellement, mais je suis très liée à un tas de machines, censées m'aider, elles aussi, à téléphoner, à faire de la monnaie, à monter les étages, à prendre les billets dans les gares, ou des places dans les parkings, à retirer de l'argent, bref à me faciliter la vie. Et qui n'arrêtent pas de me narguer, de m'enquiquiner, de me contrarier. Si l'homme les a faites à son image, elles le lui ont bien rendu. Elles sont voleuses, feignantes, capricieuses. Bien pires que nous.

Vous allez au bistro. Vous posez trois francs sur le comptoir ; vous n'avez jamais vu le garçon empocher votre fric, vous refuser un café, et vous obliger à lui taper dessus à coups de poing, à coups de pied. Les machines, elles, trois fois sur quatre, elles se gênent pas pour tout bouffer et rien recracher. Quand j'entends dire que c'est super, que c'est l'avenir, que c'est jamais en congé, jamais en grève, je me marre. C'est toujours en panne, alors ça revient au même. Ça travaille quand ça veut bien. Et ça veut pas souvent.

C'est comme cette histoire de robot ménager. Qu'il soit capable de cuisiner, de coudre, de repasser, de lire, d'écrire, de parler et de ramasser les miettes, je m'en moque. De toute façon, arrivé chez moi, il le fera pas. Je lui demanderai de m'apporter le petit déjeuner au lit. Il s'amènera avec le sac poubelle et il me le renversera sur la tête au réveil. Pas méchant, bête ! Ou il aura pas compris, ou il sera patraque.

Non, le jour où un Firmin à roulettes pourra me dire : Ecoutez, désolé, je me suis emmêlé les circuits, j'ai laissé couler l'eau du bain. Tout est inondé jusque dans la chambre à coucher du voisin du dessous. C'est une de mes puces qui s'est plantée. J'en ai des neuves en réserve dans le placard de l'entrée. Je vais me réparer vite fait. Ce jour-là, oui, pas de problème, je l'engage aussi sec.

CLAUDE SARRAUTE.

LE CHAMPIONNAT DU MONDE D'ÉCHECS

Le match Karpov-Kasparov sera rejoué à partir du 2 septembre

Le match du championnat du monde d'échecs entre les Soviétiques Anatoli Karpov, tenant du titre, et Garry Kasparov, son challenger, sera rejoué à partir du 2 septembre prochain, a annoncé mardi 26 février, à Manille, M. Florencio Campomanes, président de la Fédération internationale d'échecs. Le premier match opposant Karpov à Kasparov avait été annulé par M. Campomanes le 15 février dernier (*le Monde* daté 15, 16, 17 et 18 février) alors que le score était de 5 à 3 en faveur de Karpov.

Le champion du monde en titre, Anatoli Karpov avait déjà prévu de participer au tournoi international de Linares (Espagne), qui débutera le mercredi 6 mars, avant l'annonce faite à Manille par M. Campomanes.

En s'inscrivant au tournoi de Linares, Karpov entend montrer à ses détracteurs qu'il n'est pas en si mauvaise condition qu'on a pu le prétendre. Prouvant par là qu'il n'est pas aussi impliqué dans les manœuvres de la Fédération soviétique qu'on a bien voulu le dire.

Personne n'est dupe, mais Karpov est habile. En participant au tournoi de Linares, l'un des plus fort disputé cette année, qui doit réunir notamment Spassky, Kortchnoï, Timman, Ljubojevic, Portish et Huebner, Karpov peut espérer, s'il réussit un bon score, améliorer son classement ELO et commencer de grignoter les quelques points qui le séparent du meilleur joueur du monde sur le papier... le Soviétique Garry Kasparov.

Le numéro du « Monde » daté 26 février 1985 a été tiré à 481 605 exemplaires

La télévision du matin

M. J.-C. HÉBERLÉ : le pari est déjà gagné

Six semaines après le lancement de « Télé-Matin », diffusé cinq jours par semaine, M. Jean-Claude Héberlé, PDG d'Antenne 2 affirme que *« deux millions de Français ont déjà pris l'habitude d'allumer leur récepteur »* entre 6 h 45 et 8 h 45. L'équipe dirigée par William Leymergie comptait sur 5 % d'écoute environ (1 % = 185 000 foyers) ; l'audience dépasse déjà régulièrement les 9 %.

Pour autant, Antenne 2 ne se rendort pas sur ce premier *« pari gagné »* : *« Que pourrions-nous faire différemment ? »*, se demande-t-on avenue Montaigne. Une étude a été lancée pour savoir d'abord à quels publics s'adresse « Télé-Matin ». Le courrier fournit déjà d'utiles indications. *« J'ai reçu environ 2 000 lettres »*, précise Mme Martine Allain-Regnault. Quant au coût de la télévision du matin, il s'élèverait, sur les bases actuelles, à 33 millions de francs par an. Soit 45 000 francs l'heure. Un prix défiant toute concurrence pour la télévision...

هكذا من الأصل